

سكراي 10/11

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14257 - 6 F

MERCREDI 28 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DUO LE VIN

Point et virgule

F

Hollywood fer de lance japonais

Le bastion du « rêve américain » passe peu à peu sous contrôle de capitaux étrangers. Des six « majors » qui ont fait la gloire internationale de Hollywood, seules Paramount, Disney et Warner sont encore aux mains d'intérêts américains. L'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti a réussi sa opération sur la Metro Goldwyn Mayer. L'australien Rupert Murdoch a emporté la Twentieth Century Fox. Enfin, après les rachats de MCA par Matsushita, de CBS disques et de Columbia par Sony, les industriels japonais dominent désormais près de 30 % du marché américain du cinéma et occupent une position confortable sur celui du disque.

Face à ce bouleversement spectaculaire, l'Amérique paraît divisée. Certains commentateurs redoutent la disparition progressive du patrimoine culturel national. Pour d'autres, l'internationalisation du capital de Hollywood marque seulement la victoire mondiale du « show business » américain : incapables de copier les recettes qui ont fait le succès de l'audiovisuel californien, les investisseurs étrangers se seraient résignés à investir directement dans les « usines à rêves » en se gardant d'en modifier les produits.

La réalité est sans doute plus complexe : tant sont différentes les motivations. M. Murdoch travaille, à l'évidence, pour le renouveau de Hollywood et de la télévision américaine. M. Parretti, en revanche, est un financier beaucoup trop imprévisible pour que l'on puisse garantir à long terme sa présence dans l'industrie de la communication. Sony et Matsushita, enfin, n'ont fait leurs emplettes outre-Atlantique que pour assurer leur suprématie sur l'électronique grand public mondiale.

C'est cette dernière stratégie qui représente le plus grand danger pour les industriels de la communication américains et européens. Le Japon s'apprête à livrer la bataille de la télévision à haute définition, un marché mondial évalué à 10 milliards de dollars en l'an 2000. Sony et Matsushita ont compris que la technologie japonaise pour l'électronique du futur s'imposait grâce au magnétoscope et au vidéodisque. Mais ils savent aussi que disques et cassettes ne se vendront que grâce aux programmes américains.

En achetant les « majors » de Hollywood, les industriels japonais mettent la main sur les catalogues de films et de télévision, ils installent aussi au cœur des studios, au contact immédiat des techniciens et des créateurs, leurs nouveaux équipements de tournage, espérant imposer « de facto » une norme sur laquelle les États-Unis ne doivent officiellement se prononcer qu'en 1993.

Face à cette nouvelle alliance entre les géants de l'électronique et les empires de l'image, que passent les efforts de Thomson, Philips, Bosch ou des derniers industriels américains pour rester dans la compétition ?

Lire page 25 - section C
les articles d'ANDRÉ DESSOT
de MICHEL COLONNA D'ISTRIA
et de SERGE MARTI

M 0147-11280-5.00 F



Avant le vote du Conseil de sécurité

Sévère mise en demeure de M. Gorbatchev à l'Irak

Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à autoriser l'emploi de « tous les moyens nécessaires » contre l'Irak si celui-ci n'a pas appliqué d'ici au 15 janvier ses précédentes résolutions, M. Gorbatchev a durci le ton à l'égard de Bagdad. Il a invité fermement M. Tarek Aziz, qu'il a reçu lundi 26 novembre, à « éviter le pire ». Le ministre saoudien des affaires étrangères devait succéder mardi à Moscou à son homologue irakien. On annonce d'autre part à Washington le rappel de dix mille réservistes de l'armée de terre.

« Le temps presse... »

Avant même de recevoir M. Tarek Aziz, M. Gorbatchev avait déjà donné le ton au Soviet suprême, devant lequel il venait de présenter un rapport sur le sommet paneuropéen de Paris. Interrogé par des députés à propos de la crise du Golfe, son ton s'était brusquement élevé, et il avait même frappé son pupitre à plusieurs reprises. « Nous venons seulement de sortir de la guerre froide. (...) Nous devons montrer à tous que nous sommes solidaires pour chercher à résoudre les conflits. Nous ne donnerons aucun prétexte à Saddam Hussein pour qu'il puisse réussir à nous déstabiliser », avait-il dit, avant

d'annoncer qu'il fallait « revenir à la situation du 1^{er} août » [avant l'invasion du Koweït par l'Irak], et qu'une nouvelle réunion du Conseil de sécurité était « indispensable en ce moment critique ».

Mais l'aggravation devait être beaucoup plus sévère en présence du ministre irakien, que le président soviétique avait déjà reçu en septembre et qui était revenu à Moscou, « à-t-on précisé », « à la demande de l'URSS ».

MICHEL TATU
Lire la suite page 5

AFANE BASSET POUR
et le texte de projet
américain de résolution.

M. Tyminski ou les mystères du « gringo » polonais

Éliminé au premier tour de l'élection présidentielle, le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a présenté sa démission, lundi 28 novembre. Plusieurs personnalités qui avaient fait campagne pour le chef du gouvernement, dont M. Adam Michnik, directeur de Gazeta, ont appelé à voter pour M. Lech Walesa au second tour de scrutin, dimanche 9 décembre. Le phénomène Tyminski, du nom de l'homme d'affaires « apolitique » arrivé en seconde position avec plus de 23 % des voix, suscite de nombreuses interrogations : celui qui les Polonais ont baptisé « el Gringo » n'est en effet guère connu dans la diaspora polonaise. Au Canada, M. « Stan » Tyminski, qui se vante d'avoir fait une carrière fulgurante dans les affaires, reste également une énigme.

Lire page 2
les articles de nos correspondants
à Lima et à Montréal
NICOLÉ BONNET et MARTINE JACOT
ainsi que le reportage
de notre envoyée spéciale à Varsovie
SYLVIE KAUFFMANN

JEAN
COLOMBIER

Les frères Romance

roman



PRIX RENAUDOT 1990

A quelques jours des élections paneuropéennes

Première grève massive dans l'ancienne RDA

A quelques jours des élections paneuropéennes au Bundestag, dimanche 2 décembre, plus de 250 000 employés des chemins de fer ont déclenché lundi, pour une durée illimitée, la première grève massive dans l'ancienne RDA. Ils réclament notamment des salaires correspondant à 60 % des rémunérations de leurs collègues de la Bundesbahn. A Berlin, l'issue du scrutin est particulièrement incertaine. Le duel entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates est arbitré par les alternatives, les communistes renoués et l'extrême droite.

La bataille de Berlin

BERLIN

de notre correspondant

Elu en mai dernier à la tête d'une grande coalition, le maire social-démocrate de Berlin-Est, M. Tino Schwierow, disposait jusqu'à la fin de l'année de son propre budget. Dans les faits, l'administration de l'ensemble de la ville était depuis lors largement passée sous la responsabilité du Sénat de Berlin-Ouest et de son bourgmestre, M. Walter Momper, lui aussi social-démocrate. La chute du mur puis l'union monétaire avaient très vite obligé les édiles des deux parties de la ville à travailler la

main dans la main. Dès le départ, l'hiver dernier, il avait fallu prévoir la réouverture des points de passage, le raccourcissement des réseaux d'autobus, de métro. Depuis la réunification, le 3 octobre dernier, les deux administrations, la police et la justice, ne font plus officiellement qu'une. Les planificateurs se sont mis au travail ces derniers mois sans attendre pour préparer l'avenir. Les problèmes du Grand Berlin sont colossaux. Les deux parties de la ville se sont développées au cours des dernières décennies en se tournant le dos.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite page 2

Les combats au Tchad

Les forces gouvernementales de M. Hissène Habré subissent de sérieux revers
page 4

Accrochage meurtrier au Liban sud

Huit fedayins et cinq soldats israéliens tués
page 38 - section C

Tension au Nicaragua

M. Chamorro accusée d'être sous la coupe des sandinistes
page 4

Pétrole soviétique

La production baissera de 50 % en 1991, en raison des prix de revient excessifs
page 25 - section C

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Neurochirurgiens sans scalpel

Un appareil suédois révolutionnaire la neurologie en permettant d'opérer sans ouvrir le crâne.
■ Des boussoles pour remonter le temps ■ La métamorphose de Chiron ■ Contre-ception à l'acte.
pages 19 à 21 - section B

Satellites de télévision

L'Europe à la rescousse de TDF 1 et de TDF 2
Il n'y aura pas de programme TDF 3
page 24 - section B

Le « plan d'urgence » pour les lycées

Les négociations au ministère de l'éducation nationale
page 9

La Corse dans son ordinaire

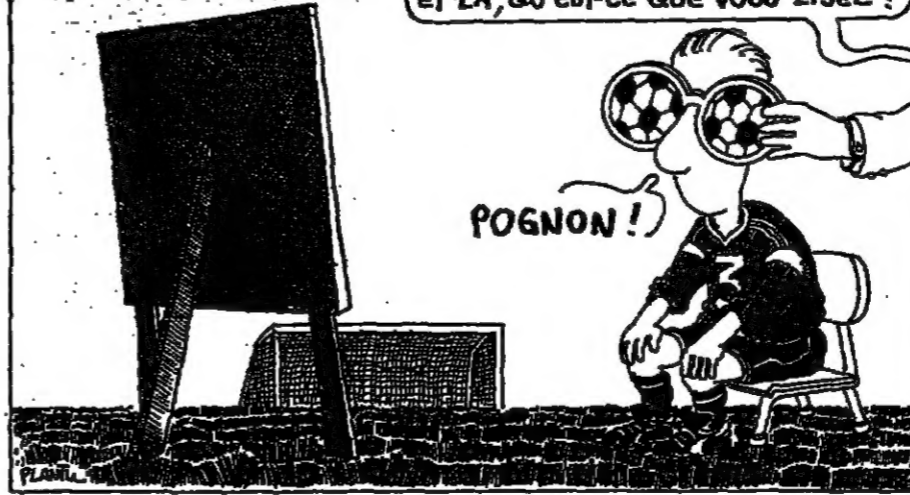
II - La culture au secours de l'identité
page 8

TECHNOLOGIES

Les satellites au service des entreprises
page 28 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38 - section C

ET LÀ, QU'EST-CE QUE VOUS LISEZ ?



Les affaires du football

Alors que les Girondins de Bordeaux échappent in extremis au dépôt de bilan, grâce à l'arrivée d'un repreneur, le funetier Alain Afflelou, le président de la Ligue nationale, M. Jean Sadoul, propose un plan

d'assainissement limitant le nombre de joueurs professionnels par club et leurs salaires.
Lire page 10 - section B
les articles de PHILIPPE BROUSSARD
et de GINETTE DE MATHEA

Des communistes sans amarres

Les contestataires du Rhône, sans illusion sur l'avenir de leur parti se préparent à le quitter

LYON

de notre bureau régional

Il leur a fallu sérieusement cogiter pour trouver le nom de leur association. Déjà, il y a quelques mois, quand ils avaient diffusé leur pétition réclamant « l'engagement par le PCF d'un débat profond, contradictoire, sans cloisonnement et sans exclusion », ces communistes lyonnais s'étaient contentés, pour initier leur démarche, du cachet de la poste : l'Appel du 2 mai.

Plus de deux cents signataires avaient accusé réception. Une quarantaine d'entre eux ont finalement rejoint l'association avec le plaisir de « retrouver une nouvelle solidarité », mais ils n'ont toujours pas trouvé de label par-

ticulier. Alors, ils s'en sont tenus au bon vieux calendrier en optant pour l'Association du 4 octobre, date de leur première réunion constitutive, dans une salle de Villeurbanne.

Ce que ces communistes contestataires considèrent comme une richesse - regrouper des militants venus de courants aussi différents que les « reconstruc-teurs », les « rénovateurs » et autres « refondateurs » - peut toutefois devenir un handicap quand on veut une appellation respectant les uns et les autres. Tous aspirent tellement à prendre à contre-pied ce qu'ils vivent, ou ont vécu, au sein du PCF qu'ils multiplient les précautions, pour ne pas s'enfermer dans une nouvelle chapelle.

Il n'empêche que les objectifs de l'Association du 4 octobre,

« se fixant pour but de contribuer à réfléchir aux conditions d'une transformation révolutionnaire de la société », puisent dans la philosophie marxiste. C'est une partie de leur héritage, de leur histoire personnelle et collective, vingt ou trente ans de militantisme, qui ne se balaise pas en quelques mois, fussent-ils de dis-sidence ouverte.

Ces hommes-là ne sont pas tombés de la dernière pluie politique, ils ont même traversé de furieuses averse. Ils sont de la génération des années 60, celle de la guerre d'Algérie, où Pierre Grance, cinquante-sept ans, a été amputé d'une jambe. Avec Jacques Commaert, tout juste cinquantenaire, il anime l'association.

BRUNO CAUSSÉ
Lire la suite page 7

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA; Arabie, 7 DH; Turquie, 850 m; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 38 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Australie-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 405 F CFA; Danemark, 12 KRO; Espagne, 175 PTA; Grèce, 70 p.; Inde, 180 IN; Israël, 80 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRW; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Suède, 375 F CFA; Suisse, 14 KRS; Thaïlande, 1,70 TH; USA, 90¢, 2 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

ÉTRANGER

POLOGNE : la préparation du second tour de l'élection présidentielle

L'entourage de M. Mazowiecki appelle à voter pour M. Walesa

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a présenté, lundi soir 26 novembre, sa démission après sa défaite au premier tour de l'élection présidentielle. Selon les résultats définitifs, il a obtenu 18,08 % des voix, contre 39,96 % à M. Lech Walesa et 23,10 % à M. Stanislaw Tyminski. Plusieurs personnalités proches de M. Mazowiecki, dont M. Adam Michnik, ont appelé à voter pour M. Walesa au second tour, le 9 décembre.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Le seul endroit où l'on avait le sourire, lundi 26 novembre à Varsovie, était une grande pièce située au rez-de-chaussée du Palais de la culture, prise d'assaut dès le matin, par des équipes de la télévision du monde entier : la permanence électorale de M. Stanislaw Tyminski, le candidat surprise qui venait de battre, au premier tour de l'élection présidentielle, le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, et qui affrontera M. Lech Walesa au second tour.

Convaincu d'avoir été brimé par les médias depuis son entrée dans la course, M. Tyminski, très calme, a eu l'air de considérer cette brusque affluence comme un juste retour des choses et, après une brève conférence de presse improvisée, décida d'appliquer à la meute un traitement impitoyable : premier arrivé, premier servi, le tout sous l'œil très vigilant de gorilles loués à une « agence de détectives » privée, dont l'allure de quelques-uns n'était pas sans rappeler d'autres « détectives » moins privés qui, sous l'ancien régime, savaient aussi garder l'œil sur les journalistes. Certains firent ainsi, pendant cinq heures pour recueillir quelques phrases de M. Tyminski ou le filmer avec son épouse péruvienne, M^{me} Graciela Perez Velasco Tyminska.

Cent têtes nucléaires

Lorsque Stan Tyminski sort pour « se laver les mains » au bout du couloir, il est escorté par trois gardes du corps (avec talkies-walkies), mais échange très gentiment quelques mots avec un ou deux électeurs. Ceux-ci font aussi pénétrer depuis le matin pour le voir, lui parler ou demander son livre, *Chiens sacrés*, sa profession de foi, que personne n'a vraiment lu, mais qu'il propose, notamment, une dotation de cent têtes nucléaires de la kilotonne chacune pour défendre la Pologne. Il y a là des gens aux vêtements usés, quelques vieillards, des petits artisans

avec attachés-cases, deux jeunes étudiants qui expliquent qu'ils ont voté Tyminski « parce qu'il critique le pouvoir en place, auquel ça fait du bien », mais « qui aime beaucoup M. Walesa aussi », et un professeur d'université venu jeter un coup d'œil par curiosité; lui a voté Mazowiecki mais « observe depuis quelque temps le phénomène Tyminski avec une admiration inquiète, car, à travers M^{me} Walesa et Tyminski », il voit « resurgir les mentalités de la Pologne de l'entre-deux-guerres ».

Petit, vêtu d'un costume sombre, le pantalon, trop court, découvre des chaussures fatiguées, Stan Tyminski n'est pas, à proprement parler, l'incarnation du « rêve américain ». Son programme politique? Il n'en a pas, dit-il; il n'a pas non plus songé à créer un parti politique, mais maintenant il va le faire « chaque chose en son temps. La priorité, c'était de gagner le premier tour; à ce propos, M. Tyminski est « un peu déçu » par les résultats qu'il espérait meilleurs dans les grandes villes, mais il est sûr de gagner au second tour. Il a, dit-il encore, un programme économique « dont le but est de permettre aux Polonais de gagner de l'argent », mais il n'en dira pas plus pour l'instant.

Alliance pour la démocratie

Pour les autres candidats, le rêve a été difficile. Après avoir refusé de se montrer depuis l'annonce des résultats, M. Lech Walesa, qui dispose quand même d'une confortable avance de 16 % sur M. Tyminski, a fini par s'expliquer lundi matin, devant la presse à Gdansk. « Je n'avais pas pris au sérieux Stanislaw Tyminski », a-t-il reconnu, tout en affirmant qu'il avait « prévu l'émergence » de son électeur. « Cette « troisième » force capable de nous balayer », et contre laquelle il assure avoir mis en garde les partisans de M. Mazowiecki, il y a six mois. M. Walesa, que la perspective d'un débat télévisé avec cet adversaire atypique n'allait vraisemblablement pas lui demander « de se comporter sérieusement désormais », avait ajouté : « S'il est aussi riche qu'il le dit, il n'a qu'à offrir 10 milliards de dollars à la Pologne pour qu'elle éponge sa dette ».

De leur côté, les partisans de M. Mazowiecki ont décidé, comme l'avait annoncé leur candidat dès les premiers résultats, de transformer les comités électoraux et toute la structure qui a mené sa campagne en un mouvement politique, l'Alliance pour la démocratie, sous la bannière duquel ils participeront aux élections législatives, prévues pour le printemps prochain. Représentant comme base le programme de M. Mazowiecki, ce mouvement se préparera de nouveau à affronter

électoralement les partisans de M. Walesa, perpétuant ainsi la division de Solidarité. Dans un communiqué diffusé à la télévision, l'état-major électoral de M. Mazowiecki a attribué sa défaite à la « guerre au sommet » lancée il y a six mois par M. Walesa au sein de Solidarité, ainsi qu'aux promesses électorales faites par ce dernier, et a demandé aux électeurs de « ne pas permettre la victoire de M. Tyminski » au second tour. Cela revient à appeler à voter pour Lech Walesa. M. Andrzej Stelmachowski, le président du Sénat, intellectuel catholique proche de M. Mazowiecki, a été beaucoup plus clair dans une intervention télévisée : « Au premier tour, j'ai soutenu Mazowiecki et son équipe mais au second je suis pour Solidarité, a-t-il déclaré. Lech Walesa est le seul homme à soutenir ».

A son tour, M. Adam Michnik, le directeur de *Gazeta Wyborcza*, qui a mené une virulente campagne contre M. Walesa, a reconnu que celui-ci était désormais « le seul candidat ». « La victoire de Lech Walesa constituera un grand risque pour la Pologne », écrit M. Michnik, mais celle de Stanislaw Tyminski apporterait la certitude absolue de la profonde dégradation de notre pays. « Celui qui fut longtemps l'un des théoriciens de Solidarité estime que, dimanche « ce n'est pas seulement Tadeusz Mazowiecki qui a perdu, mais aussi un certain programme de réforme et de création d'un Etat démocratique ». « Il faut sauver ce qui peut encore être sauvé » et « parler le langage de la responsabilité de l'Etat », conclut-il.

Une période d'incertitude

La défaite de M. Mazowiecki et le score de M. Tyminski ont également fait « prendre conscience » à l'ensemble de la classe politique de la difficulté de faire accepter à la population le programme draconien de transition économique du ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz. Déjà avant le premier tour, tout en déclarant que M. Walesa souhaiterait maintenir M. Balcerowicz aux commandes de l'économie s'il gagnait, les conseillers du président de Solidarité soulignaient qu'il fallait apporter certaines corrections à son plan, notamment pour en atténuer les conséquences sociales et les aspects monétaristes. Dans le camp de M. Mazowiecki, on n'excluait toujours pas l'hypothèse d'un premier ministre issu de ses rangs dans un futur gouvernement nommé par M. Walesa, et le nom du professeur Gereszek continuait de circuler. Mais le choc des résultats de dimanche a ouvert une période de grande incertitude en Pologne.

SYLVIE KAUFFMANN

M. « Stan » Tyminski : les secrets du « Fujimori polonais »

LIMA et MONTRÉAL

de nos correspondants

Torse nu, deux bras sur les épaules, « Stan », un jeune, jovial et bedonnant « gringo », pose sur fond de forêt vierge amazonienne. La photo trône dans le bar « Café express » d'Iquitos, la capitale de la région nord-orientale du Pérou. Stan, connu aussi comme « el Gringo », a acheté ce modeste établissement pour 11 000 dollars, il y a quatre ans, pour que le ténancier, Pedro Restegui, n'en soit pas expulsé. Aujourd'hui, comme ses nombreux amis d'Iquitos, ce dernier ne tarit pas d'éloges sur Stanislaw Tyminski, un « pionnier », un « bicheur », un « philanthrope »...

Il faut reconnaître qu'en près de dix ans de présence dans cette capitale tropicale, « el Gringo », avant de devenir le candidat-mystère aux élections polonaises, a fait parler de lui, principalement dans le domaine des communications et des finances. Il a installé le premier système de télévision par câble du Pérou; mais aussi le premier téléphone cellulaire en utilisant l'énergie solaire, et fondé une entreprise de transport de pétrole pour mieux desservir les régions éloignées.

Au Pérou, où il est arrivé « sur un coup de cœur » en 1980 après y avoir passé des vacances, Stanislaw Tyminski, divorcé de sa première épouse — une Finlandaise rencontrée en Suède — s'est marié avec une jeune femme de la région, Myrna Graciela Perez Velasco, une spécialiste de la médecine naturopathe, avec laquelle il a eu trois enfants. De par son mariage, il a donc acquis la nationalité péruvienne.

Depuis deux ans, il s'est fixé à Toronto, au Canada, n'affectant plus que de brefs séjours tous les trois ou six mois en Amazonie. D'après son entourage local, il était des lenteurs bureaucratiques

locales. Son dernier passage, en avril, a coïncidé avec le premier tour de scrutin péruvien. Juan Kengierski, un pilier de la communauté polonaise à Lima, se rappelle l'avoir rencontré alors dans la capitale. « Il m'a dit en plaisantant : cinquante signatures pour le candidat Stan contre un exemplaire de mon futur bouquin », se rappelle Kengierski, qui ajoute : « C'est un homme très cordial, très vif. Un type bien... ». Célèbre à Iquitos, Tyminski est pourtant moins connu dans la capitale et carrément ignoré dans les milieux de l'ambassade de Pologne; le candidat en poste depuis plusieurs années ne se souvient pas de l'avoir jamais vu dans ses bureaux.

Zones obscures

Stanislaw Tyminski a peut-être fait fortune au Canada, entre deux séjours à l'étranger, comme le veut sa légende toute fraîche, mais les Canadiens, y compris ceux d'origine polonaise, l'ignoraient totalement. « C'est parce qu'il déteste faire étalage de sa richesse », nous a expliqué M. Frank Olie, son partenaire canadien au sein de la société Transduction de Mississauga, en banlieue de Toronto. Fondée en 1974 par Tyminski, cette entreprise spécialisée dans la mise au point de systèmes informatiques pour le secteur industriel paraît bien modeste, avec ses quinze salariés et son chiffre d'affaires annuel « variant entre 21 et 42 millions de francs », selon M. Olie. « Mais, ajoute-t-il du même souffle, une partie seulement des profits réalisés l'an passé peuvent permettre à Stan de financer sa campagne électorale en Pologne. » Et quand bien même cela ne suffirait pas, « il a un compte en ouverts millions de dollars », assure M. Olie. Inutile de se poser trop de questions : « Stan » est un homme

« simple, énergique, inventif, visionnaire en affaires et agréable à vivre, quoiqu'il fume comme un pompier », selon son partenaire. L'importante communauté polonaise de Toronto ne le connaissait ni d'Eve ni d'Adam avant qu'il brigue la présidence de la Pologne. Il ne fréquentait aucun de ses cercles. Boudé, il lui ont rendu la politesse au premier tour, en ne lui accordant que 600 voix, contre 3 000 à M. Mazowiecki et 2 700 à M. Walesa.

Les Polonais du Canada sont un petit peu mieux renseignés depuis quelques jours par la presse torontoise et connaissent tout ou presque — car les zones obscures sont nombreuses — de l'arrivée au Canada, à vingt et un ans, de l'émigré de la banlieue de Varsovie venu étudier l'informatique ou de ses mystérieux penchants pour des « transformations spirituelles » passant par la télépathie. Ils ont également appris qu'il possédait une maison de deux étages dans un quartier modeste de Toronto, où une dame de confiance espagnole garde ses trois plus jeunes enfants. Ils ont découvert également qu'il aimait jouer au « gardaman-farmer » dans sa ferme ontarienne, où les frisées de quelques champs sont offertes à moindre coût l'été, à condition qu'on vienne les cueillir soi-même.

Ses voisins, qui trouvent la famille Tyminski « bien gentille et sans histoire », ne le croient pas engagé politiquement, jusqu'à ce qu'il affiche sur sa pelouse, à l'occasion des élections provinciales de septembre dernier, des portraits du très marginal Libertarian Party. M. Tyminski est membre, depuis la peine un an, de cette formation militante en faveur d'un libéralisme économique radical.

NICOLE BONNET et MARTINE JACOT

Le PS dénonce les « relents d'antisémitisme » dans la campagne électorale

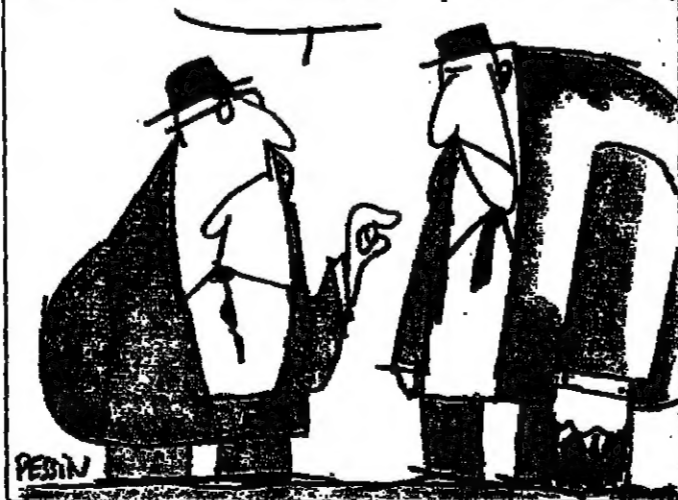
M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, s'est inquiété, lundi 26 novembre, lors de son point de presse hebdomadaire, des « relents d'antisémitisme » qui sont apparus lors de la campagne de l'élection présidentielle en Pologne. Il a déploré les « débordements de langage, parfois inquiétants, constatés dans les propos de M. Tyminski et, parfois, de M. Walesa », estimant notamment que, « comme l'a montré l'affaire du carnage d'Auschwitz, les Polonais n'ont pas rigé définitivement le passé antisémite ». Pour M. Queyranne, « M. Mazowiecki, homme

honnête et compétent, a payé le prix d'une gestion gouvernementale, conduite avec beaucoup de responsabilité » et il « restera le symbole du premier gouvernement libre de l'Europe de l'Est ». M. Henri Emmanuelli, député (PS) des Landes, avait dénoncé, le 23 novembre, les propos tenus deux jours auparavant, à Zamosce, par M. Walesa, qui, selon la Libération du 23 novembre, avait déclaré : « J'enfends, à presque toutes les messes, parler du peuple israélien élu et d'Israël. Personnellement, je respecte le choix de mon Dieu, mais — et là, il y a un petit mais — dans

ce peuple, il y a des politiciens et de simples gens, très différents, comme dans tous les peuples, mais, avec ces politiciens, nous sommes pas d'accord... ». En Pologne, nous avons des griefs (...) contre les politiciens de ce peuple. Cela n'a rien à voir avec l'antisémitisme ». M. Emmanuelli a stigmatisé ces propos « ouvertement antisémites (...), signes tangibles d'une idéologie raciste », et il a ajouté : « Quant à l'Eglise catholique, apostolique et romaine, il serait temps (...) qu'elle fasse connaître sans tarder et de manière explicite son point de vue sur les propos tenus par M. Walesa ».

ALLEMAGNE : le scrutin du 2 décembre

J'AVAIS GARDE UN PETIT MORCEAU DU MUR DANS MON SALON. VOUS POUVEZ PAS SAVOIR TOUTES LES ENNUIS QUE J'AI DEUS!



entre les sociaux-démocrates et la Liste alternative (aile berlinoise des Verts ouest-allemands). La chute de M. Diepgen était due en partie aux problèmes de logement et d'immigration qui avaient suscité une montée des Républicains (extrême droite).

La réunification de Berlin brouille cette fois les cartes politiques. A l'Est les élections de mai dernier avaient été remportées de justesse par le Parti social-démocrate devant le Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-communiste) de l'avo-

cat Gregor Gysi. Le PDS, bien implanté dans les milieux de l'administration, des académies, des universités, devrait pouvoir cette fois encore garder une forte position dans la partie est de la ville et dépasser pour l'ensemble de Berlin la barre des 5 %.

A deux semaines de l'élection, les alternatives ont dû quitter la coalition en raison de la décision des responsables sociaux-démocrates du Sénat d'envoyer les forces de l'ordre mettre fin à l'occupation de plusieurs immeubles à l'est de Berlin. L'opération avait conduit à de véritables batailles rangées deux nuits de suite entre la police et les squatters dont la plupart venaient de l'ouest de la ville. Cette démonstration de force est venue à point nommé pour répliquer aux attaques de la CDU, qui accuse dans sa campagne le Sénat de laxisme dans la gestion des problèmes du Grand Berlin.

Arbitrée à droite par les républicains au centre par les libéraux, à gauche par les socialistes et les communistes réformateurs, l'issue de la lutte entre les deux grands partis s'annonce jusqu'au dernier moment incertaine. Aucun des deux n'a fermé la porte à l'idée d'une grande coalition pour tenter de travailler en commun si aucune majorité ne se dégage pour résoudre les problèmes de la ville.

HENRI DE BRESSON

Les cheminots ont déclenché la première grève massive dans l'ex-RDA

Le trafic ferroviaire était totalement paralysé, lundi 26 novembre, en Allemagne orientale par le plus important mouvement de grève qu'il connut l'ancien RDA depuis l'effondrement du pouvoir communiste.

L'arrêt de travail, d'une durée illimitée, a été décidé dimanche par 97 % des quelque deux cent soixante mille employés de la Reichsbahn. Le président de cette société publique, M. Hans Klemm, était à Bonn, lundi, au ministère fédéral des transports, pour discuter des salaires des cheminots est-allemands, principale revendication des grévistes. Seuls les trains de banlieue et les réseaux urbains fonctionnaient lundi à Berlin. Des bus assuraient des liaisons entre la capitale et des villes de l'Ouest. Les cheminots réclament dans un premier temps des salaires équivalant à 50 % ou 60 % de ceux de leurs homologues de la Bundesbahn. Ils veulent également obtenir des garanties concernant soixante-huit mille emplois menacés dans les secteurs qui ne sont pas directement liés à l'exploitation du réseau.

Cette grève provoque de sérieux perturbations dans les chemins de fer tchécoslovaques. Plusieurs trains internationaux en provenance de Bulgarie, de Roumanie et de Hongrie sont bloqués en gare de Decin (Bohême du Nord) à la frontière avec l'Allemagne. — (AFP)



La bataille de Berlin

Suite de la première page

A force de volontarisme et de subventions, Berlin-Ouest était devenu un îlot d'opulence artificielle vivant sur son aura de ville résistante. Les événements ont brusquement tout remis en cause. Berlin-Ouest s'est retrouvé envahi de milliers de Berlinois de l'Est venus acheter, commercer, ou tout simplement chercher du travail pour profiter des salaires, trois fois plus élevés à l'Ouest qu'à l'Est.

Capitale « officielle » seulement

Les infrastructures ne sont plus adaptées. L'augmentation du trafic automobile à l'Ouest provoque des embouteillages monstres. Le manque de logements, chronique déjà dans les deux parties de la ville, devient un véritable casse-tête et provoque une flambée des prix à l'Ouest. A l'Est, la fermeture des administrations, celle de nombreuses entreprises non rentables, promet pour l'année prochaine une hausse vertigineuse du chômage, que le bourgmestre,

M. Momper, chiffre à un demi-million pour une cité de 3,5 millions d'habitants. L'insécurité, qui n'avait jamais été un problème, se développe.

Les dirigeants berlinois avaient espéré que leur ville, redevenue la capitale, bénéficierait de ce fait d'une priorité pour son développement. Ils ont dû déchanter. Bien qu'officiellement capitale, Berlin ne devrait pas abriter de sitôt les sièges du gouvernement, du Parlement, des principales institutions. Le débat doit être tranché par le futur Bundestag, élu le 2 décembre. Mais le coût du déménagement paraît à beaucoup exorbitant dans les circonstances actuelles.

Le chancelier Kohl venu vendredi 23 novembre soutenir ses troupes à Berlin s'est bien gardé de faire la moindre promesse sur l'aide que pourrait fournir le gouvernement fédéral. Les chrétiens-démocrates sont conduits à la bataille par l'ancien bourgmestre, M. Eberhard Diepgen, battu lors des dernières élections à Berlin-Ouest par une coalition

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : l'élection à la tête du Parti conservateur

Un troisième tour n'est pas exclu

Les 372 députés conservateurs devaient voter de nouveau, mardi 27 novembre en fin d'après-midi, dans la salle n° 12 des Communes, afin de désigner leur leader, donc le nouveau premier ministre. Mais un troisième tour n'est pas exclu. Aucun des trois candidats, MM. Michael Heseltine, Douglas Hurd et John Major, ne semblait avoir recueilli suffisamment de promesses fermes pour obtenir dès mardi soir une majorité simple de 187 voix. Si à lieu, le troisième tour, jeudi 29 novembre, se déroulera selon un système de vote préférentiel. Les électeurs devront indiquer leur premier et leur second choix. Le dernier arrivé sera éliminé et les seconds choix exprimés sur les bulletins de vote en sa faveur seront répartis entre les deux premiers.

LONDRES

de notre correspondant

Tout en faisant ses bagages, M. Thatcher est intervenue dans la compétition. Elle a téléphoné à une douzaine de députés afin de leur demander de voter pour M. John Major. Le chancelier de l'Échiquier est, selon elle, le mieux à même de préserver l'héritage. Elle n'est pas allée jusqu'à rendre public son choix, mais sans doute est-ce pour des raisons tactiques. Cette démarche n'aurait pas forcément aidé l'intéressé.

Les dernières heures de cette très courte campagne ont permis d'accuser un peu les différences entre les trois candidats, qui ont maintenant, jusqu'au bout, la courtoisie de rigueur entre tories. M. Heseltine

fait, plus que jamais, figure d'homme de changement, susceptible de marquer plus que les autres la rupture avec le thatcherisme. M. Hurd a accentué son côté « social », en se prononçant pour une amélioration qualitative de la santé et de l'éducation. M. Major est le plus mystérieux des trois. Il est soutenu par la droite nationaliste et anti-européenne du parti, mais il trompe peut-être son monde. Il y a une contradiction dans ce personnage entre son abord lisse et gris, et les convictions tranchées, populistes et « anti-establishment », qu'on lui prête.

« La vie commence à soixante-cinq ans... »

Nul ne sait très bien, en réalité, ce que pense M. Major, tant il a vécu à l'ombre de M. Thatcher. Il n'a que quarante-sept ans, ce qui explique aussi le choix de la « Dame de fer ». Celle-ci avait affirmé ces dernières années qu'elle souhaitait une « relève des générations ». Les cérémonies des adieux ont montré que M. Thatcher, passé le moment d'émotion de sa démission, lorsqu'elle avait

pleuré devant ses ministres, a retrouvé son aplomb. Elle a été acclamée lorsqu'elle a visité le siège du parti, à Smith Square, près de Westminster, et a aussi laissé entendre qu'elle continuerait à jouer un rôle. « Je ne serai plus aux commandes, mais je ferai un très bon passeur à l'arrière », a-t-elle dit. Et de lancer plus tard : « La vie commence à soixante-cinq ans... »

Son porte-parole, M. Bernard Ingham, a lui aussi fait ses adieux à la presse étrangère. Il a décidé de prendre sa retraite. M. Ingham, qui a été une figure essentielle, quoique discrète, de l'ère Thatcher, va écrire ses souvenirs et retournera de temps en temps dans son York-shire natal, « où il y a plus de bons sens qu'ici ». Telle était en effet une des clés du « règne » qui se termine. M. Thatcher, comme son fidèle conseiller, était une « provinciale » montée à Londres et qui n'avait pas désarmé dans sa médiane envers tous ces fonctionnaires et ces prétendus beaux esprits de la capitale.

DOMINIQUE DHOMBRES

ITALIE

Rome adhère au groupe de Schengen

L'Italie devait devenir, mardi 27 novembre à Paris, le sixième membre du groupe de Schengen, en paraphant l'accord qui lie la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA et qui prévoit la libre circulation des personnes sur leurs territoires. Signé en juin 1985, complété en juin dernier par une convention qui fixe les modalités pratiques de cette libre circulation, l'accord de Schengen devrait

entrer en vigueur après ratification par les Parlements des pays signataires, à priori au cours de l'année 1992.

La cérémonie d'adhésion de l'Italie devait avoir lieu au cours d'une réunion ministérielle du groupe à Paris - la France en assure actuellement la présidence - en présence d'observateurs espagnols. L'Espagne pourrait se joindre prochainement aux six pays fondateurs de la Communauté européenne en signant également cet accord.

URSS : évoquant les états vides

M. Eltsine propose de cesser la confrontation avec M. Gorbatchev

M. Boris Eltsine s'est prononcé mardi 27 novembre pour la fin de la confrontation avec le président Gorbatchev, en déclarant que la première tâche des dirigeants était de « nourrir la population » et qu'on ne peut pas « parler de démocratie tant que les états sont vides ». « Nous n'avons plus de temps pour la lutte politique », a-t-il souligné, sous les applaudissements nourris du Congrès de la Fédération de Russie qui ouvrait sa seconde session.

Le président du Parlement russe avait renoncé au dernier moment à engager la bataille avec le Kremlin sur la future Constitution de la Fédération de Russie, en faisant retirer de l'ordre du jour l'examen de son projet. La raison officielle est qu'il faut donner à tous le temps de l'étudier. Mais l'opposition à ce projet des conservateurs et des minorités ethniques de la fédération de Russie a été déterminante, selon des députés. Ces minorités non russes -

de même que les minorités russes des républiques périphériques - veulent sauver le traité de l'Union élaboré par M. Gorbatchev et ont alimenté l'opposition au projet de Constitution russe.

M. Eltsine va donc proposer aux députés de Russie d'examiner à sa place une variante russe pour un traité de l'Union, fondé sur des accords entre Républiques, sur le modèle de ceux qu'il a déjà signés notamment avec l'Ukraine. C'est

YUGOSLAVIE : malgré les concessions du Parlement serbe

L'opposition hésite à renoncer à ses consignes de boycottage des élections

BELGRADE

de notre correspondant

Le Parlement serbe est revenu lundi 26 novembre sur sa décision de vendredi dernier et a finalement voté à l'unanimité la révision de la loi électorale. L'opposition serbe obtient ainsi ce qu'elle revendiquait en vain depuis plusieurs mois.

Les représentants des partis d'opposition pourront désormais participer au dépouillement des bulletins et signer le procès-verbal. Cependant, le gouvernement serbe a fait savoir qu'il refuse de reporter les élections au 23 décembre. L'opposition serbe avait revendiqué ce report avec acharnement afin de prolonger la campagne électorale, qui n'aura duré qu'un mois et demi si les élections ont lieu comme prévu le 9 décembre. Le gouvernement s'est aussi opposé à l'organisation de « tables rondes » réunissant l'opposition et le parti au pouvoir. Les dix députés du Parlement qui présentent ces revendications ont de plus soulevé le problème de « l'objectivité des médias serbes » et ont demandé la démission de leurs dirigeants, « qui en pleine campagne électorale mentent, désinforment, font pression sur l'opinion publique et nourrissent sans cesse l'opposition ».

Réunion à huis clos

Cependant, cette question a été reportée à la prochaine session du Parlement, début décembre. « C'est le coucou sur la gorge que les autorités serbes ont fini par céder », disait-on lundi soir à Belgrade. En effet, la consigne de boycottage des élections annoncée, vendredi

23 novembre, par treize formations d'opposition était dimanche soir, suivie par trente-sept partis (la Serbie compte une cinquantaine de partis légalisés).

Lundi soir, l'opposition se réunissait à huis clos pour décider si elle renonçait au boycottage. Plusieurs questions sont malgré tout restées en suspens. En particulier le nombre exact d'électeurs en Serbie, qui, à en croire le président de la commission électorale de la République, diminue de jour en jour et révèle un écart de cinq cent mille électeurs par rapport aux premiers chiffres publiés.

FLORENCE HARTMANN

□ BULGARIE : succès mitigé de la grève générale. - Le syndicat indépendant Podkrepa, organisateur de la grève, a déclaré que la totalité de ses cinq cent mille membres avaient cessé le travail ou participé, lundi 26 novembre, à des manifestations symboliques de protestation. Le leader de Podkrepa, M. Konstantin Trenchev, a affirmé devant cinquante mille sympathisants à Sofia que cette grève se poursuivait « jusqu'à la victoire ». Mais la fédération syndicale officielle de Bulgarie a fait savoir qu'elle ne s'associait pas au mouvement. Elle fera toutefois circuler une pétition réclamant la démission du gouvernement de M. Andreï Loukanov. Dans le nord-est du pays les ouvriers ont seulement participé à des arrêts de travail symboliques pour ne pas attiser les tensions entre les communistes bulgares et turques. - (Reuter.)

ASIE

SRI-LANKA

Les rebelles tamouls se sont emparés d'un camp militaire

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Les rebelles tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Éelam tamoul) se sont emparés d'un important camp militaire dans le nord du Sri-Lanka, à l'issue de très violents combats. Selon les estimations publiées, mardi 27 novembre, par la presse indienne, qui fait état de sources militaires à Colombo, entre 100 et 300 soldats gouvernementaux ont été tués au cours de l'offensive, qui a débuté le 22 novembre et s'est étalée sur quarante-huit heures. Ce camp est situé à Mankulam, localité septentrionale sur la route qui relie la capitale sri-lankaise à la péninsule de Jaffna.

L'attaque, qui a également provoqué de lourdes pertes dans les rangs des militants séparatistes, aurait été menée par environ un millier de Tigres tamouls. La garnison, forte d'environ 500 soldats, a semble-t-il, été prise par surprise et, malgré des bombardements aériens de toute la zone, a été rapidement submergée, plusieurs dizaines de soldats choisissant de fuir dans la jungle.

La prise de Mankulam constitue un revers significatif pour Colombo. L'armée ne contrôle désormais que quelques poches de territoire entre la ville de Vavuniya (qui marque le début de la province du Nord) et Jaffna, où sa présence est limitée à la base aérienne de Pallai.

Les affrontements entre militants tamouls et forces gouvernementales se poursuivent également sur la côte ouest et surtout sur la côte est, dans la région de Trincomalee, que fuient les musulmans, souvent victimes de la terreur organisée par les Tigres tamouls.

LAURENT ZECCHINI

Merab Mamardachvili est mort

Nous apprenons la mort, dimanche soir 25 novembre, de Merab Mamardachvili, philosophe et écrivain géorgien né en 1930, personnalité de premier plan de l'intelligentsia soviétique. Professeur de philosophie à l'université de Moscou, et membre du collège de rédaction à la revue Questions de philosophie, Merab Mamardachvili avait été victime de

diverses mesures d'intimidation de la part des autorités soviétiques. Refusant de s'incliner devant les injonctions du pouvoir, il avait été interdit de voyage à l'extérieur de l'URSS et avait dû renoncer à son enseignement à Moscou.

Grâce à la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev - et à de bonnes relations avec le chef

de la diplomatie soviétique, Edouard Chevardnadze, lui-même géorgien -, il avait obtenu récemment l'autorisation de se rendre à nouveau à l'étranger. Son indépendance d'esprit lui avait valu l'hostilité non seulement des « conservateurs » du régime, mais également d'ultranationalistes géorgiens, dont il déplorait l'extrémisme.

Penser avec sa tête

Merab est mort. Nous le connaissions depuis si longtemps - plus d'un quart de siècle - que nous ne saurions dire exactement quand nous avons fait sa connaissance. C'était à Moscou, un soir, dans notre appartement de l'Arbat, à Sivtsev-Vrjak. Et l'amitié s'est nouée aussitôt avec ce gaillard à la carrure de lutteur, sobre de gestes, dont les prunelles s'entallaient derrière des lunettes-hublot et qui, en tirant sur sa pipe, tenait des propos tout simples, dont la richesse de pensée n'apparaissait qu'à la réflexion.

Nous recevrons sa visite à peu près chaque semaine. Il venait seul d'abord, et nous l'accueillions seuls, pour ne pas le compromettre : c'était les mœurs du temps. Elles changèrent peu, mais l'accoutumance nous changea. D'un commun accord, nous l'avons présenté aux plus sûrs de nos amis : des journalistes, des diplomates, des Français, des Italiens, des Magrébins. Il nous amena ses compatriotes : le cinéaste Iosseliani, l'orfèvre Goudji, Razo Gabriadze, Otar Tchiladze. Si la Géorgie nous est restée chère, il y a été pour une bonne part. Si son extraordinaire intelligence a fait de nos amis les

siens, nous y avons été peut-être pour quelque chose. Et que d'images de lui ne se sont pas ancrées dans nos mémoires ? Merab consolant une victime de la politique littéraire brejnevienne d'une tape sur l'épaule, accompagnée d'un cordial : « Tu verras pire, mon pauvre vieux ! » Merab préparant un excellent satsivi (du poulet aux noix), à l'occasion de son quarantième anniversaire. Merab à califourchon sur le correspondant de France-Soir, en train d'accrocher le lustre du salon. Merab à notre dernière soirée de Moscou, un Merab sinistre, disant : « Tous les copains s'en vont ! » Le Merab épanoui de son premier retour à Paris, depuis les années staliennes. Le Merab inquiet, cette année, pour le destin de sa Géorgie. Un Merab que nous attendions pour le mois prochain...

Chercheur de vérité

Il n'avait pas eu une carrière facile, ce Merab Mamardachvili, officiellement reconnu aujourd'hui comme un philosophe de premier plan. Oh ! il n'y avait pas de goulig, ni d'hôpital psychiatrique dans

sa biographie. Il avait même travaillé à Prague, à la très bien-pensante revue Problèmes de la paix et du socialisme, organe du Kominform. Et il n'avait rien du dissident. Son cas était pire : il peaufinait avec sa tête, sans souci des tabous, ni non plus de les dénoncer, assuré qu'on ne conviait pas les imbéciles, mais prenant pour objets de ses cours des maudits comme Kant ou Proust, des classiques comme Descartes, dont il démontrait que le cogito n'est pas ineffable, des sujets à faire dresser les cheveux du plus affranchi des profs de philo, comme « De la nécessité de l'irrationnel dans l'expression ».

Et avec ça marxiste sincère, parce qu'il avait déposé le marxisme des simplifications bolcheviques ou social-démocrates. Aussi, ne sachant que faire de cet innocent chercheur de vérité, l'avait-on privé longtemps du droit d'enseigner, punition terrible pour un penseur qui, comme Socrate, avait besoin de disciples et dont les hautes autorités estimaient que lui aussi corrompait la jeunesse puisque les amphithéâtres étaient comblés quand il parlait.

Profondément géorgien, en

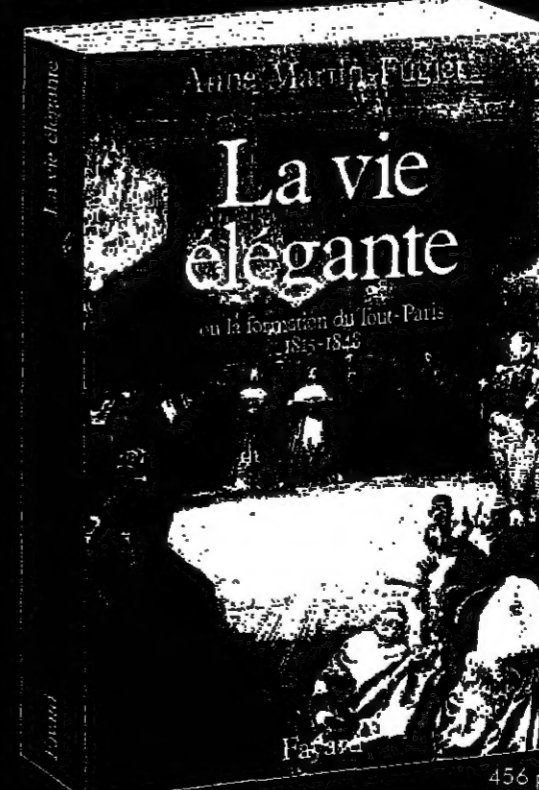
même temps que parfaitement cosmopolite, au sens de l'Antiquité (« Ma cité, c'est le monde ») Merab, qui parlait à la perfection une demi-douzaine de langues, était tout particulièrement imprégné de notre culture. Proust lui avait révélé « l'acte de lecture ». De Descartes (dont on espère que le grand livre qu'il lui avait consacré sera publié un jour), il avait tiré la leçon que « celui qui s'occupe de philosophie est aussi un politique », mais qu'il doit prendre ses distances par rapport à la politique.

Merab fut et restera un philosophe au sens total du terme. « La philosophie peut être aussi un métier, écrivait-il dans son dernier livre. Comment je comprends la philosophie, mais il est beaucoup plus important que ce soit un morceau de la vie en tant que telle. » Et encore : « Être philosophe est un destin. »

Ce destin, il l'a assumé jusqu'au bout. Il n'aimait pas se plaindre et détestait qu'on le plaignît. Prenons exemple.

JEAN CATHALA

PRIX D'HISTOIRE de la Vallée-aux-Loups



L'époque est passionnante... C'est alors, répète-t-on, le temps de la bourgeoisie. Atteint systématiquement le qualificatif de bourgeois à tout élément du tableau, à tout processus en cours dispense, à bon compte, d'un véritable effort de réflexion. Cette tranquille désinvolture fonde l'importance du livre d'Anne Martin-Fugier. A le lire, on éprouve le sentiment que s'inaugure une nouvelle étape de l'analyse historique appliquée aux élites de ce temps... Anne Martin-Fugier aide à se repérer dans ce dédale mondain à l'intérieur duquel les historiens, forts de leurs certitudes décretes, gèlent par le spectre des misérables, répugnant, jusqu' alors, à s'engager résolument.

Alain Corbin, Le Monde

Les descriptions documentées d'Anne Martin-Fugier reposent sur des analyses pertinentes. Son livre donne l'impression d'un tissu à la trame serrée, vivement coloré et agrémenté de nombreux portraits.

Gabriel De Broglie, Le Figaro

FAYARD

ASIE

SINGAPOUR : la relève politique

M. Lee Kuan Yew décide de prendre du champ

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

Après plus de trente ans aux commandes, M. Lee Kuan Yew a décidé, à l'âge de soixante-sept ans, de prendre du champ et de céder, mercredi 28 novembre, ses fonctions de premier ministre à son principal lieutenant, M. Goh Chok Tong. Mais celui-ci a fait de Singapour le joyau asépaté de l'Asie se réserve quelques dossiers et un droit de regard sur la gestion de la cité-Etat en conservant une place au sein du gouvernement, en tant que ministre d'Etat, et le secrétaire général du Parti d'action populaire (PAP), au pouvoir depuis 1959 et, dans les faits, pratiquement parti unique.

M. Goh Chok-tong, successeur désigné... et très entouré

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

On peut l'admirer « made in Singapore » tant il porte la marque de fabrique locale. Tout d'abord, de brillantes études : économiste diplômé de l'université de Singapour et titulaire d'un master d'une université américaine. Puis un petit passage dans la recherche avant une carrière de gestionnaire qui a fait de lui, de 1973 à 1977, le directeur des Neptunes Oriental Lines, la compagnie maritime nationale. Comme la logique des choses veut, à Singapour, qui tout brillant gestionnaire se mêle aussi de politique, M. Goh Chok-tong cède en 1976 - il a alors trente-cinq ans - aux pressions d'un ami, alors ministre des finances, et se fait élire au Parlement, où il a été régulièrement réélu depuis. La suite est tout aussi logique : membre du gouvernement depuis 1977, il a été successivement chargé des finances, du commerce et de l'industrie, de la santé et, enfin, de la défense, fonctions qu'il a conservées en devenant premier vice-premier ministre et numéro deux du cabinet.

Pourtant, dit-il, la politique ne l'attirait pas. Il n'a guère de charisme et se reconnaît piètre orateur. Il n'en encourage pas moins les jeunes Singapouriens à suivre son exemple en envisageant une carrière politique. « Je n'éprouve aucun regret », a-t-il encore déclaré peu de temps avant d'assurer une « succession » qui s'annonce bien difficile à gérer.

En premier lieu, M. Lee Kuan-yew avait dit, en 1988, qu'il donnerait le poste à M. Tony Tan, actuel ministre de l'éducation, jugé plus apte à prendre, quand il le faut, des décisions impopulaires. Mais ce dernier a pris, depuis, quelque distance, estimant peut-être qu'il ne disposerait pas d'une marge de manœuvre suffisante à la tête du gouvernement dans les circonstances présentes. M. Lee a donc choisi M. Goh, en précisant qu'il ne le considérerait pas comme un « mou ».

Un pape de transition ?

En second lieu, il aura à ses côtés, comme vice-premier ministre chargé de l'intérieur en cas d'absence, M. Lee Hsien-long, fils aîné de M. Lee Kuan-yew, trente-huit ans, ancien chef d'état-major général, diplômé de Harvard, député depuis 1984, entré au gouvernement dès 1985 et ministre du commerce et de l'industrie depuis 1987. « Lee Junior » est, lui aussi, hyper-compétent, tout le monde le lui accorde.

Enfin, comme M. Lee Kuan-yew demeure au gouvernement et à la tête du parti, M. Goh Chok-tong risque de se sentir tenu en laisse. On dirait qu'il entend imposer un style nouveau, offrir un visage plus humain, arrondir un peu les angles. Mais pourra-t-il définir des orientations différentes, surtout quand M. Lee Hsien-long, jugé encore un peu tendu pour assurer la succession de son père, est déjà placé en orbite ? On présente même parfois M. Goh comme un pape de transition.

J.-C. P.

ment absent : il n'a pas fallu plus de trois heures, en pleine nuit, pour retrouver les bijoux volés, en novembre, dans sa chambre d'hôtel, à un ministre français, en l'occurrence M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères.

Un regard confucéen

Ordre social, stabilité politique et régionale. Par tempérament et par calcul, sur ces plans-là, M. Lee Kuan Yew n'a pas fait de concessions, tout en manifestant deux obsessions : entretenir l'acquis, l'améliorer et innover. Il supporte mal la contradiction, conserve un regard confucéen sur la société et oppose aux libertés individuelles « occidentales » la solidarité et le bon fonctionnement orientaux du groupe. Chacun doit tenir son rang, et les opposants n'ont pas la part belle avec un système qui se méfie, en permanence, de la « subversion » et, bien évidemment, de tout groupe de pression.

Si la presse occidentale n'est pas bannie, ses critiques sont sanctionnées par de strictes limites à sa diffusion. Si le système parlementaire a été maintenu, on envisage de renforcer les pouvoirs d'un président promu ainsi, avec les moyens appropriés, garant de l'acquis et de l'avenir. Comme tout pessimiste, M. Lee Kuan Yew semble vivre en permanence dans la crainte que l'héritage ne soit dilapidé, que des dérapages aient lieu. Bref, il juge qu'il est toujours trop tôt pour desserrer la vis. Si, de jeunes cadres, archidiplômés, préfèrent parfois émigrer ailleurs, ce n'est pas forcément parce que les salaires y sont plus coquets. Peut-être ont-ils également besoin, plus que les vieux, d'un bol d'oxygène.

Moyennant quoi, Singapour est une réussite exemplaire, le principal pôle de développement régional, un « tigre » asiatique, avec ses dix ou vingt ans d'avance sur son principal concurrent, Bangkok, et des straté-

gies qui anticipent déjà sur le vingt et unième siècle. Car la cité-Etat entend être aussi au premier rang de la prévision et de la recherche. Surtout, rien ne doit être oublié. L'armée est remarquablement équipée. L'entente avec les grands voisins - l'Indonésie et la Malaisie au premier chef - domine la diplomatie régionale : une ville ne rayonne que si l'environnement est stable et se développe à son tour, ce qui est en ce moment le cas.

Prendre du champ plutôt que passer la main, voilà ce à quoi s'est résolu M. Lee Kuan Yew en proposant à la tête du gouvernement un homme qui attendra bientôt la cinquantaine et se présente comme le chef de file d'un groupe de grands commis formés et trépas par celui qui fait figure de patriarche à la chinoise, celui qui décide encore, pour les autres et à leur place, ce qui leur convient le mieux. Mais le parrain pourra-t-il s'empêcher d'intervenir quand les choses ne prendront pas la tournure qu'il souhaite ou si, par exemple, le style de gouvernement de son successeur le gêne ? Son autorité demeure, en effet, totale. A la mesure de ses insondables inquiétudes.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CHINE : M. Qian Qichen en visite aux Etats-Unis dans les prochains jours. - Le ministre chinois des affaires étrangères se rendra en visite officielle aux Etats-Unis dans les prochains jours, a annoncé, mardi 27 novembre, l'agence Chine nouvelle en précisant que M. Qian Qichen était invité par le secrétaire d'Etat, M. James Baker. Le communiqué ne précise pas l'itinéraire de M. Qian mais on s'attend qu'il se rende également à New-York pour les délibérations du Conseil de sécurité de l'ONU sur la crise du Golfe. - (Corresp.)

AMÉRIQUES

NICARAGUA

De nombreux partisans de M^{me} Chamorro l'accusent d'être sous la coupe des sandinistes

Pour ramener le calme dans le sud-est du Nicaragua, où d'anciens rebelles antisandinistes avaient dressé des barrières, la présidente, M^{me} Violeta Chamorro, a dû satisfaire plusieurs de leurs exigences, portant notamment sur la distribution de terres et la fermeture de bases militaires. Mais le mécontentement persiste et à présent de nombreux électeurs de M^{me} Chamorro l'accusent d'être sous la coupe des sandinistes.

EL CACAO

de notre correspondant en Amérique centrale

« Si ça continue, on va retourner dans la montagne et reprendre les armes », lance un jeune paysan, visiblement exaspéré par l'intervention de la police et de l'armée, qui viennent de démanteler les barrières en place depuis près de trois semaines sur un des principaux axes routiers du pays. La scène se passe à El Cacao, un petit village sur la route de Juigalpa, à El Rama, dans le département de Chontales, où, pendant huit ans, la population a appuyé la guerre de la Contra dans la lutte contre le gouvernement sandiniste, jusqu'à la victoire en février de la candidate de l'opposition à la présidence de la République, M^{me} Violeta Chamorro. Celle-ci avait obtenu alors 54 % des suffrages à l'échelle nationale (contre 40 % aux sandinistes), mais beaucoup plus dans les régions rurales où l'immense majorité des habitants ont été remportés par la coalition de quatorze partis formée par l'UNO (Union nationale de l'opposition).

Aujourd'hui, les paysans ne comprennent pas comment « leurs » présidente ose utiliser contre eux une armée qui reste sous le contrôle des anciens dirigeants et continue même de s'appeler officiellement « armée populaire sandiniste ». Ils sont d'autant plus excédés qu'un des principaux objectifs de leur rébellion est précisément d'obtenir la destitution des chefs militaires locaux et celle du ministre de la défense, le général san-

dinista Humberto Ortega. Quelques dizaines de paysans, des jeunes pour la plupart - beaucoup sont d'anciens membres de la Contra et certains portent encore leur uniforme de guérilleros - lancent des imprécations contre les militaires qui s'éloignent pour terminer leur opération de nettoyage de la route, où s'élèvent une douzaine de barrières sur plus de cent kilomètres. « Nous avons voté pour Violeta, hurle l'un d'eux, mais les sandinistes sont encore au pouvoir ». La journée s'est finalement terminée sans incident grave alors que plus de vingt personnes, y compris quatre policiers, ont été tués dans l'ensemble du pays depuis le début des événements. L'affrontement a certes été évité cette fois-ci, mais la malaise s'est encore aggravée entre le gouvernement central et les élus locaux, largement appuyés par la population. La tension monte dans plusieurs régions - dans le nord du pays mais aussi tout près de la capitale - où les anciens rebelles, souvent appuyés et même dirigés par les plus puissants, se sont retranchés dans plusieurs villages, occupant les bâtiments publics et les églises.

Les maires se sont joints au Mouvement pour sauver la démocratie, créé par les anciens « contras » et auquel sont associés plusieurs députés de l'UNO, y compris la présidente de l'Assemblée nationale, M^{me} Myriam Angulo. Le vice-président de la République, M. Virgilio Godoy, a donné son appui à cette organisation, confirmant ainsi la rupture avec M^{me} Chamorro, qui, depuis la prise de fonctions du gouvernement, le 25 avril, refuse toute collaboration avec lui.

Un gouvernement divisé

Tout en réitérant leur appui à la présidente, les maires lui ont demandé de « respecter les promesses faites au peuple au cours de la campagne électorale », en particulier la démocratisation des institutions, le désarmement des sandinistes, la remise des biens confisqués par le gouvernement précédent à leurs anciens propriétaires et la distribution de terres aux vingt-deux mille « contras » démobilisés. « Le peuple

a voté pour le changement, rappelle le maire de Managua, M. Arnoldo Aleman, mais rien n'a changé pour l'instant : les sandinistes se sont maintenus à tous les niveaux de l'administration, bloquant ainsi les initiatives des élus municipaux et n'ayant pas à utiliser l'armée pour réprimer la population. » C'est pourquoi le délégué de la présidence dans le département de Managua, chargé entre autres des problèmes du maintien de l'ordre, M. Jaime Cuadra, a pu reprocher publiquement cette semaine à la police locale d'avoir mené des « opérations violentes » contre la population civile sans son autorisation, pourtant indispensable.

Le gouvernement est lui-même divisé. Certains ministres affirment que la présence de M^{me} Chamorro à la tête de l'Etat constitue une garantie contre la guerre civile. D'autres dénoncent en privé l'existence d'un « pacte secret » entre l'entourage de M^{me} Chamorro et le Front sandiniste, dirigé par l'ancien président de la République, le commandant Daniel Ortega. C'est la raison pour laquelle le frère de ce dernier, le général Humberto Ortega, a été maintenu à la tête de l'armée, qu'il dirige sans rendre de comptes à la présidente.

« Sortir de sa somnolence »

« On continue à donner un chèque global à l'armée sans connaître les montants qui sont affectés aux différents postes », affirme un ministre. Pour 1991, le général Ortega demande près de 80 millions de dollars, soit presque autant que l'an dernier, alors qu'il affirme avoir réduit les effectifs militaires de 96 000 hommes à 23 000 avec la suppression du service militaire et de la milice. Cela revient à donner un chèque en blanc au Front sandiniste, qui est officiellement dans l'opposition.

L'Eglise prend de plus en plus ouvertement position dans le débat en cours, et la conférence épiscopale a rappelé, sans les précautions oratoires d'usage, que « le pouvoir devait être exercé par ceux qui ont été élus par le peuple ». Après avoir évoqué le spectre d'une « nouvelle guerre civile », l'archevêque de Managua, le

AFRIQUE

TCHAD : placées sous le commandement direct du président Habré

Les troupes gouvernementales subissent de sérieux revers

La situation des forces gouvernementales, confrontées depuis le 10 novembre, dans l'est du pays, à la frontière soudanaise, à une offensive des partisans d'Idriss Deby, se dégrade alors que l'apprêt des combats s'accroît, estimaient, lundi 26 novembre, les observateurs locaux.

Les forces du Mouvement patriotique du salut (MPS) d'Idriss Deby

ont battu, dimanche, des troupes gouvernementales dans la région d'Irba et de Tiné, à 230 kilomètres au nord-est d'Abéché, a affirmé, dans un communiqué, le MPS, qui dit s'être emparé de véhicules utilisés par le président Hissène Habré et dans lesquels des documents lui appartenant ont été saisis. De source informée, à Paris, on indique, en effet, que celui-ci se trouve, depuis plusieurs jours, avec son état-major, dans la zone des combats afin d'organiser la contre-offensive. « Nos com-



battants, souligne le communiqué du MPS, restent le terrain pour le capter s'il est encore là.

L'apprêt des combats dans la région d'Irba et de Tiné est confirmée par les mêmes sources dans la capitale française. Selon le MPS, les forces armées nationales tchadiennes (FANT) ont engagé quelque 8 500 hommes dans la bataille, qui a duré une heure trente. Le mouvement rebelle précise, par ailleurs, qu'une autre bataille a eu lieu, samedi, plus au nord, à Monrovia, à quelque 70 kilomètres au sud-est de la palmeraie de Fada et que les éléments des FANT ont été battus et dispersés. Le bilan de ces deux engagements, dressé par le MPS, est impressionnant. Il fait notamment état, pour les troupes de N'Djamena, de plus de deux mille tués, d'environ trois mille blessés et d'un important matériel détruit ou récupéré : plusieurs dizaines de véhicules tout terrain Toyota, des camions citernes, dix engins anti-char Milan de fabrication française, dix engins anti-chars Tow d'origine américaine et des milliers d'armes individuelles.

Du côté de Fada

Depuis le commencement des combats, la situation des forces gouvernementales s'est dégradée, relèvent les observateurs locaux, qui soulignent l'échec, la semaine dernière, de la contre-attaque dirigée contre les rebelles à Tiné, à la frontière tchado-soudanaise. Les combattants d'Idriss Deby, bien équipés et bien entraînés, ont attaqué à la fois du côté de Tiné et d'Irba au nord d'Abéché et du côté d'Adré et de Goz-Béida, au sud. Ils viennent, en outre, de s'infirmer beaucoup plus au nord, en direction de Fada.

Les rebelles semblent volontairement se maintenir dans cette région frontalière qu'ils connaissent bien. Leur tactique actuelle semble être d'attirer les forces gouvernementales sur leur terrain pour tenter de briser leurs capacités offensives, avant de poursuivre plus avant. Le haut commandement de l'armée gouvernementale a annoncé, lundi, avoir repris le contrôle d'Adré, de Guéréda et d'Irba. Selon un communiqué officiel, « de violents combats se déroulent autour de la localité de Tiné » pour « mettre hors d'état de nuire les hordes de mercenaires à la solde de l'étranger ».

Accusé d'« espionnage », le correspondant permanent de TF1 en Afrique de l'Ouest et centrale, Patrice Vannoni, a été expulsé du Tchad dans la nuit de dimanche à lundi. D'autre part, N'Djamena a élevé, lundi, une « protestation énergique » auprès de Paris pour « exiger » que soit mis fin à la « campagne de Radio-France internationale », qui se ferait « le porte-parole des ennemis du Tchad ». - (AFP, Reuters)

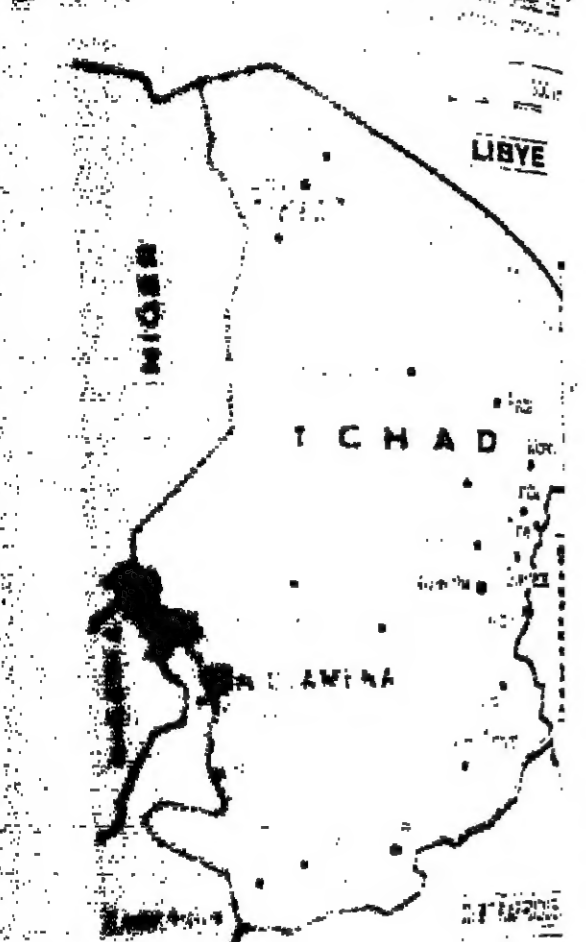
BERTRAND DE LA GRANGE

Handwritten note in Arabic: "السيد الوزير" (The Minister)

AFRIQUE

Les troupes gouvernementales subissent de sérieux revers

Les troupes gouvernementales subissent de sérieux revers



Handwritten notes and text on the left margin.

Handwritten notes and text on the left margin.

Handwritten notes and text on the left margin.

Handwritten notes and text on the left margin.

LA CRISE DU GOLFE

Au Conseil de sécurité de l'ONU

« Dernier ultimatum » ou « ultime appel » à l'Irak

La majorité des membres du Conseil de sécurité des Nations unies serait d'accord pour lancer un « dernier ultimatum » à l'Irak afin d'obtenir qu'il se retire du Koweït avant le 15 janvier. Une réunion du Conseil au niveau ministériel est prévue jeudi 29 novembre.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Selon un projet de résolution qui circule à l'ONU depuis lundi matin, la communauté internationale autorisera, après le 15 janvier, les Etats membres « coopérant avec le gouvernement du Koweït (...) à utiliser tous

les moyens possibles » pour faire appliquer la résolution 660 du Conseil, qui exige le retrait immédiat des troupes irakiennes. Si elle est adoptée, cette résolution sera la première votée par le Conseil de sécurité depuis l'invasion du Koweït, le 2 août dernier.

Un projet a été officiellement présenté par la délégation américaine aux autres membres permanents, dimanche matin. Les représentants des Etats-Unis, de l'URSS, de la Chine, de la France et de la Grande-Bretagne ont entamé des consultations dès dimanche soir. La plupart des amendements qui ont fait l'objet d'un débat avaient été proposés par le gouvernement soviétique. Le texte a été présenté aux autres membres du Conseil lundi après-midi. Dans le

document original, le délai mentionné était le 1^{er} janvier. Dans un premier temps, les Britanniques avaient souhaité un texte sans mention spécifique de date, tandis que les Soviétiques et les Français voulaient prolonger l'ultimatum jusqu'au 15 janvier. Washington et Londres devaient accepter, en fin de compte, ce délai supplémentaire.

« Tout a déjà été décidé »

Le projet de résolution qui circulait lundi ne mentionne pas d'effort diplomatique, ni même une médiation du secrétaire général, pendant « la période de grâce ». Mais les diplomates n'excluent pas des initiatives personnelles de M. Javier Perez de Cuellar. On s'attendait que les quatre membres non alignés du Conseil - Yémen, Malaisie, Colombie, Cuba - proposent des amendements au texte, mais leurs consultations avec les membres permanents n'ont duré que trente minutes et aucun amendement n'a été présenté pour le moment. « Tout a déjà été décidé au plus haut niveau. On n'y peut rien », soupire l'un des quatre. Pour sa part, l'ambassadeur de France à l'ONU, M. Pierre-Louis Blanc, qualifie ainsi la onzième résolution du Conseil contre l'Irak : « Ce n'est pas un ultimatum, mais un ultime appel à la raison et au bon sens. »

Le nombre exact de ministres qui participeront à la réunion de jeudi

n'est pas encore connu mais on estime ici qu'au moins treize d'entre eux, sur quinze, seront présents pour le vote, la surprise de la journée étant la présence du ministre cubain. Il est possible que ce dernier participe même à des consultations bilatérales avec le secrétaire d'Etat américain. Pour le vote, on estime qu'au moins douze pays soutiendront la résolution. Le Yémen et Cuba s'opposent certainement à ce qu'ils considèrent comme « un appel à la guerre ». Bien que la Chine, membre permanent du Conseil, ait accepté de ne pas opposer son veto à la résolution, son vote positif n'est pas considéré comme acquis. Pékin a obtenu que le terme « utilisation de la force » soit rayé du texte original. Un diplomate explique que le vote de la Chine « influencera » celui de la Malaisie et même celui de la Colombie.

En attendant, les spéculations sur les réactions irakiennes vont bon train dans les couloirs des Nations unies. Certains diplomates estiment que, si, enfin, Saddam Hussein est convaincu de la détermination internationale de libérer le Koweït par la force, il acceptera de se retirer inconditionnellement du Koweït, ce qui pourrait être suivi d'un retrait des troupes étrangères de la région. Cela permettrait la levée des sanctions et ouvrirait la voie à une médiation du secrétaire général.

D'autres scénarios envisagés à l'ONU prévoient le retrait de l'armée irakienne de la ville de Koweït, mais

pas des quelques files revendiquées par Bagdad. Ces possibilités auraient été mentionnées au cours des consultations du Conseil. Si cette éventualité se confirmait, les diplomates estiment que le sujet reviendrait inévitablement devant le Conseil de sécurité. Mais ils considèrent tout de même qu'un tel geste de Saddam Hussein rendrait beaucoup plus difficile l'usage de la force contre lui.

Si la résolution 675 était adoptée jeudi, ce serait la deuxième fois dans l'histoire des Nations unies que le Conseil de sécurité autoriserait l'usage

de la force contre un pays membre de l'ONU, la première fois ayant été, en 1950, contre la Corée du Nord après qu'elle eut envahi la Corée du Sud.

Les Soviétiques ont, quant à eux, l'intention de menacer le gouvernement et l'armée irakiennes d'un « Nuremberg » s'ils utilisent des armes chimiques. Pour l'instant, le Koweït a demandé la réunion du Conseil, mardi 27 novembre, afin de présenter les témoignages de personnes ayant quitté récemment le pays.

AFSANÉ BASSIR POUR

Le projet de résolution autorisant le recours à la force

Voici le texte, amendé, du projet américain de résolution autorisant le recours à la force pour obtenir le retrait de l'Irak du Koweït.

Le Conseil de sécurité

1) Autorise les Etats membres coopérant avec le gouvernement du Koweït, à moins que l'Irak, au plus tard le 15 janvier 1991, n'applique dans leur intégralité les résolutions précédentes, à recourir à tous les moyens nécessaires afin de faire

observer et appliquer les résolutions antérieures décidées par le Conseil de sécurité en réponse à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Irak, et à rétablir la paix internationale ainsi que la sécurité dans la région;

2) Demande à tous les Etats de fournir le soutien approprié aux actions entreprises conformément au paragraphe 1 de cette résolution;

3) Demande aux Etats concernés de tenir le Conseil régulièrement informé de l'évolution des actions entreprises conformément aux paragraphes 1 et 2 de cette résolution.

« Le temps presse »

Suite de la première page

L'agence Tass décrit ainsi l'entretien : « Il a été dit sans ambages à l'ambassadeur de Bagdad : si l'Irak veut réellement un règlement dans la région et s'il souhaite éviter le pire, il est temps qu'il le déclare en public dès maintenant, et prouve par des actes qu'il évacue le Koweït, libère tous les otages et n'a pas l'intention d'empêcher les étrangers de quitter l'Irak. Autrement, le Conseil de sécurité finira par adopter une résolution qui s'annonce très sévère. »

Le président soviétique a poursuivi en rejetant les allégations de Bagdad sur l'appartenance du Koweït à l'Irak ou sur la nécessité de « régler toutes les questions [de la région] dans leur ensemble ». Tout cela « est peu convaincant et ne peut pas être pris au sérieux », dit M. Gorbatchev. Le fait de l'agression est là et on doit y mettre un terme. C'est alors seulement qu'il sera possible d'amorcer la solution des autres problèmes du Proche-Orient. « Mikhail Gorbatchev, poursuit l'agence Tass, a demandé à son interlocuteur de transmettre à Saddam Hussein son appel pressant pour qu'il trouve une fois de plus le sens de la raison et du bon sens. »

« Rien de nouveau »

de la part de M. Tarek Aziz

Auparavant, le dirigeant soviétique avait évoqué le sort des étrangers en Irak, affirmant, toujours selon Tass, « qu'il avait du mal à comprendre la morale de ceux qui, en Irak, décident de libérer par dizaines leurs otages, faisant d'eux un objet de marchandage. Il a exigé que toutes les promesses soient tenues et que tous les coopérants soviétiques qui le désirent puissent rentrer chez eux ». Prenant la parole, un porte-parole soviétique avait accusé lundi matin Bagdad d'avoir violé un accord antérieur aux termes duquel un millier de citoyens soviétiques devaient quitter l'Irak en novembre. Seuls trois cent cinquante d'entre eux sont rentrés chez eux, avait précisé ce porte-parole, ajoutant que « ceci est tout à fait anormal et inacceptable » et annonçant une attitude « beaucoup plus dure » de la part de Moscou « si la partie irakienne ne lève pas immédiatement tous les obstacles ».

Il n'était pas question non plus de trouver des éléments positifs dans les réponses de M. Tarek Aziz, comme

l'avait fait lors de ses précédents séjours à Bagdad l'émissaire soviétique, M. Primakov. (Fait significatif : ce dernier n'assistait pas à l'entretien, qui a eu lieu en présence de M. Chevardnadze, nettement moins conciliant à l'égard de l'Irak.) « Tarek Aziz a avancé des arguments déjà connus et n'a rien dit de nouveau », rapporte sèchement l'agence Tass, ajoutant seulement que le ministre irakien avait assuré qu'« aucun obstacle » n'était opposé au départ des Soviétiques d'Irak et que les retards ne provenaient que de « malentendus d'ordre bureaucratique ».

En fait, M. Tarek Aziz a confirmé cette interprétation, déclarant à son retour à Bagdad, dans la nuit de lundi à mardi, que l'Irak « ne cédera pas aux pressions » et condamnant « la politique de deux poids deux mesures suivie par le Conseil de sécurité à l'instigation de Washington ». Plus dur encore, un éditorial de Al-Thawrah, l'organe du parti Baas au pouvoir à Bagdad, affirmait lundi : « Nous rejetons catégoriquement toute résolution élaborée par l'administration américaine et nous ne serons pas concernés par une telle décision. (...) Quelqu'un s'imaginerait qu'une telle résolution pourrait nous influencer, ou nous faire céder sur nos droits [sur le Koweït], se fait des illusions », poursuivait le quotidien.

Certes, le durcissement soviétique ne préjuge pas un engagement de soutenir n'importe quelle résolution américaine à l'ONU, et il peut viser au contraire, par un surcroît de pression diplomatique, à rendre superflu un recours à la force. Mais il est clair que Moscou voit dans cette affaire une nouvelle occasion de consolider son retour au sein de la communauté mondiale et de promouvoir sa nouvelle vision de l'ordre international. Ainsi, M. Petrovski, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui vient de faire une tournée des pays du Maghreb et devait se rendre mardi à Téhéran, a expliqué à l'agence Tass « le caractère inhabituel de cette crise, qui éclate dans des conditions nouvelles de la période d'après-guerre froide ». Il lui semble « tout à fait nécessaire » que cette première crise de la nouvelle époque « devienne la dernière » et par conséquent que son règlement constitue « un précédent » pour d'autres situations du même genre. Vaste programme.

MICHEL TATU

Les otages suédois et trois Américains ont été libérés

Stockholm a annoncé, lundi 26 novembre, que le régime de M. Saddam Hussein avait décidé de libérer les 56 ressortissants suédois retenus en Irak depuis le début de la crise du Golfe. Bagdad a, par ailleurs, décidé de relâcher trois otages américains après la venue en Irak de membres de leur famille. A la suite de ces libérations promises par Bagdad, le nombre total des otages occidentaux (autres que les Japonais et les Australiens) qui restent en Irak et au Koweït est d'environ 3 250. Le 18 novembre, Bagdad avait annoncé sa volonté de libérer, à partir du 25 décembre, la totalité des otages étrangers, c'est-à-dire ceux qui n'auraient pas été entre-temps relâchés.

Jusqu'ici, le chiffre admis pour le nombre des otages retenus sur les sites stratégiques était d'environ 550, notamment des Britanniques, des Américains et des Japonais. Mais il est désor-

mais impossible de le mettre à jour en raison de l'absence de toute précision sur les lieux de détention au moment de chaque libération.

Voici, approximativement, la répartition des otages par nationalité :

- 1 370 à 1 380 Britanniques, les plus nombreux parmi les Occidentaux, dont un peu moins de la moitié au Koweït ;
- 1 100 Américains environ, dont plus de la moitié au Koweït ;
- 285 à 290 Italiens, la plupart à Bagdad ;
- 188 Irlandais ;
- 148 Néerlandais.

Ainsi que 70 Canadiens, 30 Belges, 19 Danois, 7 Suédois, 9 Finlandais, 7 Portugais et 3 Grecs. D'autre part, 231 Japonais et quelque 180 Australiens sont toujours retenus en Irak. (AFP.)

ON N'A RIEN TROUVE DE MIEUX QUE TROIS PIEDS POUR TENIR DEBOUT.



Ingénierie financière, intermédiation, gestion : trois métiers complémentaires dont le groupe S.G. Warburg, l'un des plus importants établissements financiers et bancaires de la City, a fait les axes de son développement. Sécurité, efficacité et étendue du service sont les atouts majeurs qu'il apporte à ses clients.

Depuis trois ans, le groupe S.G. Warburg et sa filiale Bacot-Allain développent ces trois activités différentes dans le respect des normes déontologiques exigeantes qu'ils se sont fixées. Leur stratégie - complémentarité des métiers, mais séparation des activités - est la clé d'un service de qualité dans chacun de leurs trois domaines d'intervention. En matière de banque d'affaires

(fusions - acquisitions, opérations financières), les entreprises sont assurées de conseils répondant spécifiquement à leurs besoins et bénéficient d'années d'expérience dans le domaine des transactions internationales.

Dans le domaine de l'intermédiation, ce rapprochement a favorisé la constitution d'un des premiers intervenants en actions françaises dans le monde. Cette position est fondée sur un fort potentiel de recherche et sur la liquidité qu'assure l'unique combinaison de la contrepartie et du market-making.

Ces mêmes atouts ont permis la nomination en juin 1990 de S.G. Warburg Bacot-Allain comme l'un des quinze Spécialistes en Valeurs du Trésor.

La compétence des gestionnaires du groupe, associée à une implantation multinationale étendue, permet l'optimisation des stratégies de gestion.

D'importants investissements en hommes et en matériel ont permis de bâtir un back-office puissant et sûr qui seul garantit un service de qualité. Des métiers complémentaires permettant une offre cohérente de services financiers, des activités séparées assurant une sécurité accrue : le groupe S.G. Warburg et Bacot-Allain ont choisi d'avoir trois pieds pour aider leurs clients à tenir debout.

Que vous soyez une entreprise, un institutionnel ou un particulier, notre alliance depuis trois ans multiplie vos possibilités partout dans le monde.

S.G. WARBURG GROUP EN FRANCE

S.G. WARBURG FRANCE Bacot-Allain Bacot-Allain S.G. WARBURG BACOT-ALLAIN
Société de Bourse Gestion

65, RUE DE COURCELLES 75008 PARIS

POLITIQUE

A L'heure de vérité

M. Chirac dénonce « une crise de l'Etat »

Invité de « L'heure de vérité », le lundi 26 novembre sur Antenne 2, M. Jacques Chirac a notamment déclaré : « Je ne crois pas qu'il y ait une crise sociale ou de société. Il y a une crise de l'Etat, due au fait de ne régler aucun problème, l'opposition créée à la tête de l'Etat entre le président de la République et le premier ministre, dans un système qui devrait être homogène puisque socialiste, conduit à l'immobilisme ».

Interrogé sur les « affaires », l'ancien premier ministre a répondu : « Un gouvernement qui veut véritablement renforcer la démocratie doit être en permanence à l'affût de toutes les fautes pour les dénoncer et les sanctionner immédiatement. Un Etat qui se sert de son administration pour préserver les siens ou pour menacer ou attaquer ses adversaires commet une faute très grave. Un Etat qui utilise sa police, comme on l'a vu

avec les renseignements généraux, dans des conditions qui réprouvent à la fois la loi et la morale, un Etat qui utilise son administration fiscale pour menacer les journalistes ou des hommes politiques, un Etat qui utilise la justice en ne lui donnant pas les instructions qui conviendraient pour lui permettre de faire son devoir, est un Etat qui se dévoie, qui décourage ses agents, ses fonctionnaires et qui porte une grave responsabilité ».

M. Chirac a évoqué ensuite les propos tenus par M. Mitterrand lors de sa déclaration de candidature en 1988 sur les « bandes », les « clans » et les « factions » dans la majorité de l'époque. On ne peut porter ce genre de jugement, a-t-il dit, « que lorsque on est absolument certain que soi-même et les siens sont tout à fait irréprochables. Je ne suis pas certain que ce soit le cas aujourd'hui ».

Interrogé sur la position du RPR à l'égard de l'Europe, M. Chirac a déclaré : « Nous sommes partisans d'une Europe qui soit une Europe des nations où celles-ci renforcent constamment leurs liens de solidarité, notamment dans les domaines monétaire, de la défense et de la politique étrangère, mais où les nations gardent la maîtrise de leur destin. Nous sommes aussi, au-delà de cette Communauté que nous souhaitons voir s'approfondir, favorables à un élargissement. Je dis à nos amis centristes et à nos amis UDF : « Nous sommes d'accord pour l'essentiel, c'est-à-dire l'Europe à court et à moyen terme. Nous avons des vues différentes à long terme, c'est vrai. Nous sommes contre une Europe fédérale, une Europe intégrée, du type Jacques Delors. Vous, vous y êtes plutôt favorables. Le problème ne se pose pas aujourd'hui, alors nous ouvrons le débat quand il se posera ».

Erreurs d'hier, vérité d'aujourd'hui

par André Passeron

La vérité de demain est forgée par les erreurs d'aujourd'hui, selon la devise que M. Chirac a inscrite sur le livre d'or de « L'heure de vérité », lundi 26 novembre. Au cours de cette émission, le président du RPR s'est surtout employé à éviter de commettre les erreurs d'hier pour forger sa vérité d'aujourd'hui. C'est pour cela — compte tenu des échecs de la droite depuis 1981 — qu'il a, une fois de plus, exorcisé les divisions de l'opposition pour affirmer la nécessité vitale de son union.

Dès lors, il minimise l'importance de la rupture survenue entre RPR et UDF à propos de l'organisation des « primaires » pour la réduire à un épisode sur un simple « problème technique » concernant une éventuelle élection présidentielle anticipée.

Il se dit convaincu — pour mieux en convaincre ses auditeurs — que l'UDF est bien d'accord sur le principe même de ces élections primaires. Or il reconnaît que c'est l'absence d'union qui, seule, pourrait empêcher l'opposition de gagner l'élection présidentielle, alors qu'à l'en croire elle sera prête à emporter la victoire aux élections législatives. M. Chirac ne nie pas qu'il y ait compétition entre lui et M. Giscard d'Estaing puisque « un charisme a un écho dans le peuple... Ce ne se décrète pas ». Ce qui signifie que les autres prétendants n'ont pas encore eu le temps de faire leurs preuves et leur trou.

De même, en ce qui concerne l'Europe, le président du RPR a clairement énoncé la position de son parti, sans se référer aux nuances et aux débats internes qui s'y déroulent, en s'affirmant « partisan d'une Europe des nations, renforçant leurs liens de solidarité, mais gardant la maîtrise de leur destin et s'élargissant à d'autres ».

A l'en croire, les autres partis de l'opposition seraient d'accord avec lui sur le court terme de la construction européenne, alors que les différences plus profondes, qui concernent le long terme, seraient abordées en temps voulu, car le long terme est, selon lui, imprévisible.

Partisan obstiné de l'anlon

Ainsi, M. Chirac s'est appliqué à atténuer les divergences qui existent au sein de l'opposition sur ces deux problèmes afin de ne pas apparaître le moins du monde aux yeux de l'opinion comme un fauteur de désunion.

Il s'est, en revanche, attaqué avec fermeté au comportement du président de la République, du premier ministre et des socialistes, sans toutefois utiliser le ton de l'implication.

Il a donc tour à tour dénoncé la crise de l'Etat, l'immobilisme dû aux rivalités au sommet, le système scolaire qui s'effondre, le peuple corse, formé « démocratiquement et choquant », la diplomatie, qui est surtout « hétéroclite », la contribution sociale généralisée qu'il faudra supprimer, l'immigration, qu'il faut sans tarder interrompre, et la sécurité, à garantir au plus vite.

M. Chirac n'a pas développé un véritable programme alternatif. Il a seulement voulu reprocher à l'Etat de ne pas être efficace, souhaiter la restauration d'une certaine « morale politique » et apparaître comme un partisan obstiné de l'union de l'opposition. Le tout dit sur un ton décontracté et parfois même souriant.

Les primaires à l'américaine

Une primaire aux Etats-Unis n'est pas un simple « premier tour » à la française. Il s'agit avant tout d'une procédure interne, assez complexe, destinée à sélectionner les candidats des partis, au moyen de la désignation de délégués. Pour les primaires proprement dites, on fait appel aux électeurs du parti ; mais lors des « caucus », petites assemblées à huis clos, ce sont les militants qui se rassemblent pour choisir eux-mêmes les délégués qui représenteront leur Etat à la convention nationale du parti concerné.

Au fil des élections, les primaires sont devenues plus nombreuses que les « caucus » (plus d'une trentaine à la présidentielle de 1988). Leur nombre n'est pas fixé, ce qui a permis notamment au parti démocrate — souvent accusé dans le passé de décider de l'avenir des candidats entre patrons des machines politiques

locales — de les multiplier pour « démocratiser » en quelque sorte le processus. Les règles qui les régissent varient pour ainsi dire d'Etat à Etat : en général les primaires sont « fermées » et réservées à ceux qui se sont inscrits sur les listes en se réclamant du parti concerné, mais on trouve aussi des primaires « ouvertes » où tous les électeurs sans distinction d'appartenance peuvent participer, brouillant d'autant le jeu politique. Enfin, certaines primaires dites « concours de beauté » n'ont qu'une valeur symbolique de sondage et ne donnent lieu à aucune attribution de délégués.

Le principe en tout cas reste le même : les candidats se voient attribuer, proportionnellement à leurs résultats, un certain nombre de délégués. Ce sont ces délégués qui se réunissent ensuite lors des conventions nationales, où sont également élaborées les plates-

formes des partis. Normalement, le candidat qui a recueilli le plus grand nombre de mandats de délégués décroche l'investiture et présente un colistier, pour former la « ticket » qui portera les couleurs du parti lors de la phase finale de l'élection en novembre.

Cette fastidieuse course d'obstacles, influencée bien souvent par la couverture médiatique des médias, favorise trop souvent les candidats les plus connus et surtout les plus aisés. Ce n'est pas un hasard si les deux « finalistes » en 1988, MM. Bush et Dukakis étaient aussi ceux qui avaient animé le trésor de guerre le plus important. Enfin, le long processus interne du processus (entre le primaire du New-Hampshire et celui de Californie s'écoulant environ quatre mois) décourage aussi les électeurs : un sur trois à peine y participe.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Une police municipale à Paris ?

« Le premier des droits de l'homme, c'est celui de pouvoir se transporter avec sérénité et sécurité dans sa ville », a déclaré M. Jacques Chirac à « L'heure de vérité ». Le maire de la capitale a affirmé qu'il « en avait assez de voir la délinquance dans la capitale. Dans une intervention récente (le Monde daté 7-8 octobre), M. Joxe, ministre de l'Intérieur, avait indiqué que la délinquance à Paris avait connu, au premier semestre de 1990, une hausse plutôt modérée : + 2,3 %, contre une moyenne nationale de + 7,7 %. Il avait également fait observer que Paris comptait un policier pour 114 habitants, et un pour 458 dans la police urbaine de province, par exemple.

Après avoir demandé au gouvernement de « créer, dans la capitale, un nombre suffisant de policiers, de les répartir par la voie de l'attribution, de façon suffisamment dissuasive », M. Chirac a précisé : « Si véritablement la situation se poursuit, alors, bien qu'ayant toujours été contre le principe des polices municipales, je serais amené à revoir complètement la gestion de Paris, à diminuer de façon drastique un

certain nombre de dépenses dans la capitale et d'affecter cet argent à la création d'une police municipale ».

Cette déclaration est à replacer dans le contexte de la polémique entre la Ville et l'Etat à propos de la délinquance dans la capitale. Dans une intervention récente (le Monde daté 7-8 octobre), M. Joxe, ministre de l'Intérieur, avait indiqué que la délinquance à Paris avait connu, au premier semestre de 1990, une hausse plutôt modérée : + 2,3 %, contre une moyenne nationale de + 7,7 %. Il avait également fait observer que Paris comptait un policier pour 114 habitants, et un pour 458 dans la police urbaine de province, par exemple.

La Marie de Paris avait immédiatement riposté en affirmant que « ce taux de 2,30 % est

considérable, car il signifie que le record historique de 1982 (300 000 crimes et délits) sera de nouveau atteint cette année dans la capitale ».

Il faut rappeler que le maire de Paris n'a pas de pouvoir de police. M. Chirac, qui, à plusieurs reprises, s'est opposé à la création d'une police municipale, réclamée depuis longtemps par le groupe UDF de l'Hôtel de Ville, semble aujourd'hui, pour la première fois, se montrer favorable à un tel projet, « si la situation se poursuit ».

Les prochains débats à ce propos au Conseil de Paris seront intéressants. D'autant que M. Pierre Joxe, responsable de la sécurité dans la capitale, est également membre de cette assemblée.

JEAN PERRIN

Au Palais du Luxembourg

Les sénateurs repoussent les crédits du ministère de l'intérieur

Les sénateurs ont examiné, lundi 26 novembre, les crédits du ministère de l'Intérieur. Les principaux titres de ces crédits ont été repoussés. Les sénateurs ont examiné ensuite le budget de la culture.

M. Pierre Joxe a été victime, lors de l'examen du projet de budget de son ministère, d'un syndrome de la dépense, dépeint, lors de la discussion de la première partie du projet de loi de finances, par M. Michel Chassagne, ministre délégué chargé du budget. Instruit par les discussions à l'Assemblée nationale, M. Chassagne avait mis au défi les sénateurs, prompts à critiquer les dépenses excessives de l'Etat, d'en tirer les conséquences lors de l'examen des budgets des différents ministères. M. Joxe a ou beau faire, en indiquant par exemple que l'augmentation des crédits du ministère de l'Intérieur était supérieure à la moyenne, ou que son budget allait entraîner des créations de postes, tant pour la police urbaine que dans les préfectures, M. Paul Girod (Ras. dem., Aisne), rapporteur spécial de la commission des finances, n'en a pas moins invoqué le manque de moyens pour justifier le rejet de ces crédits.

Au cours de la discussion qui a précédé le vote des sénateurs, le président du groupe centriste, M. Daniel Hoeflér (Bos-Rhin) est revenu sur les critiques formulées par M. Chassagne

sur la gestion selon lui « laxiste » des collectivités locales. M. Hoeflér a ainsi expliqué la hausse récente des impôts locaux par l'incapacité de l'Etat à répondre à certains besoins. « Si l'évolution des impôts locaux a été plus rapide que celle des impôts de l'Etat, c'est en grande partie à un transfert rampant de compétence que nous le devons », a indiqué le sénateur centriste.

Le ministre de l'Intérieur a été également interrogé par M. Hubert Haed (RPR, Haut-Rhin) sur les pouvoirs des préfets. M. Joxe a convenu que les véritables interlocuteurs des préfets de conseils généraux ou de régions étaient pour l'heure les ministères eux-mêmes, mais que le récent projet de loi sur la déconcentration allait revenir sur cet état de fait.

Répondant à M. Paul Masson (RPR, Loiret), qui s'inquiétait de l'augmentation de l'immigration sur le sol national, M. Joxe a fait remarquer qu'on se trouvait confronté en la matière à des tendances lourdes que l'on pouvait au mieux contrôler, mais qu'il était relativement illusoire d'espérer les inverser. M. Philippe Marchand, ministre délégué chargé des collectivités locales, interrogé longuement sur les incendies de forêts et sur la grève des sapeurs-pompiers, a indiqué que le choix concernant l'achat par la France de nouveaux Canadairs serait arrêté prochainement au cours d'un comité interministériel.

Après les crédits de l'intérieur, les sénateurs se sont penchés sur le budget de la culture. Contrairement à son homologues, M. Lang a bénéficié de l'a priori favorable que constitue la très forte augmentation de son budget, qui frôla pour la première fois le seuil psychologique de un pour cent du budget de l'Etat.

Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jacques Valade (RPR, Girondine), ne s'est pas lancé pour autant dans de grandes envolées lyriques (les circonstances ne s'y prêtant d'ailleurs pas puisque l'on apprêtait en fin d'après-midi que les musiciens de l'Opéra de Paris venaient de se mettre en grève). M. Valade s'est borné à indiquer que cette hausse s'expliquait principalement par la politique de grands travaux initiée par le gouvernement.

La discussion a porté, pour l'essentiel, sur la bibliothèque de France. « Nos points de vue se rapprochent. Autrefois vous contestiez non seulement le mode de financement mais aussi le principe même », a remarqué le ministre. Soucieux de faire mentir M. Chassagne, et estimant excessifs, en l'état du projet, les crédits alloués par le gouvernement pour la réalisation de cette bibliothèque, les sénateurs les ont réduits substantiellement. Le vote sur l'ensemble du budget a été réservé jusqu'à l'examen des crédits de la communication.

GILLES PARIS

A l'Assemblée nationale

Renforcement du contrôle des marchés publics

Les députés ont adopté, lundi 26 novembre, le projet de loi relatif à la transparence et à la régularité des marchés publics présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. Ce projet, adopté par le Sénat le 4 octobre dernier, renforce les moyens de contrôle de la régularité des procédures des marchés publics et transpose en droit français des directives européennes en matière de marchés publics (le Monde du 30 mai et 6 octobre 1990). Seul le PS a voté pour, les groupes RPR, UDF et PC se sont abstenus.

Domage que les députés n'aient pas été plus nombreux, lundi 26 novembre, à venir débattre du projet de loi sur la transparence et la régularité des marchés publics. S'il est bien un sujet qui les concerne, en qualité d'élus nationaux, en tant que membres d'un parti politique et en tant qu'élus locaux, maires, conseillers généraux ou régionaux, c'est celui de la passation des marchés publics. Car la « moralisation » tant souhaitée de la vie politique et des circuits financiers qui l'alimentent passe aussi et peut-être surtout par une réglementation et un contrôle plus stricts de ces procédures.

Le rapporteur du projet au nom de la commission des lois, M. Michel Suchod (PS, Dordogne) pouvait donc légitimement considérer que ce texte est « très important » et qu'il s'inscrit dans un ensemble législatif — loi du 2 août 1989 sur la transparence des marchés de Bourse et loi du 12 juillet 1990 sur la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue — destiné à améliorer la transparence. En 1988, 315 000 marchés publics ont été recensés, représentant 375 milliards de francs, soit 6,6 % du produit national brut (PNB), a-t-il précisé. Sur cette masse financière, le contrôle de l'autorité de tutelle était, jusqu'à présent, quasi inexistant. En créant une mission interministérielle d'enquête, au champ de compétences beaucoup plus large que l'actuelle brigade interministérielle, le projet de loi espère ainsi renforcer ce contrôle, notamment sur les marchés des collectivités locales.

« L'ombre des fausses factures »

En 1988, a précisé M. Suchod, ceux-ci ont augmenté de 90 %, alors que le contrôle des conditions de la régularité de la passation des marchés est quasi inexistant. Le rapporteur, comme le ministre de l'économie et des finances, se sont certes bien gardés de présenter ce projet de loi comme un « acte de détermination » à l'égard des acheteurs publics, mais,

comme l'a souligné M. Bérégovoy, « le gouvernement se devait de mettre fin à certaines pratiques douteuses relevées périodiquement par la Cour des comptes ». « Il n'est pas admissible, a-t-il indiqué, que le comportement d'un petit nombre conduise à jeter la suspicion sur la moralité de l'ensemble des acheteurs publics ». L'orateur du groupe UDF, M. Jean Brocard (Haute-Savoie), s'était inquiété à l'idée que « l'ombre des fausses factures et des affaires douteuses » ait inspiré certaines dispositions.

Les députés ont donc élargi le champ de compétences de cette mission en adoptant un amendement du gouvernement soumettant au contrôle les marchés de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et des sociétés d'économie mixte. Cette définition va ainsi beaucoup plus loin que celle retenue en première lecture par les sénateurs, qui avaient notamment supprimé les établissements publics industriels et commerciaux de l'Etat et des collectivités territoriales. Toutefois, les entreprises publiques soumises au contrôle de la Cour des comptes, qui dans le projet de loi initial pouvaient être soumises à contrôle, ont été exclues.

Les députés ont supprimé un article additionnel, introduit par le Sénat, qui prévoyait de transférer la direction de l'enquête au Conseil de la concurrence au cas où les investigations feraient apparaître les éléments constitutifs d'une entente ou d'un abus de position dominante. M. Bérégovoy a également annoncé qu'il proposera « dans des prochaines semaines » un plan de simplification des procédures de passation des marchés, comportant « un renforcement très substantiel du seuil des marchés et la simplification des différents seuils de publicité des marchés ». « Ces réformes », a souligné M. Bérégovoy, « devraient faciliter sensiblement la tâche des acheteurs, éviter des erreurs et des malentendus avec les fournisseurs et contribuer à la transparence des procédures ».

Si l'unanimité des groupes a été absolue sur ce renforcement de la transparence, la transposition en droit français des directives européennes en matière de marchés publics, prévue dans la deuxième partie du texte, a suscité davantage de réserves. M. Pierre Mazaud (RPR, Haute-Savoie) comme M. Michel Pezet (PS, Bouches-du-Rhône) se sont inquiétés des conséquences de ces directives sur le marché des travaux publics nationaux et se sont interrogés sur la volonté réelle des autres pays européens à se montrer aussi disciplinés que la France.

Les députés ont encore été unanimes à approuver une modification du titre du projet, présenté par M. Suchod comme « un acte de foi » dans ce texte : le projet, désormais, ne « tend » plus à améliorer la transparence et la régularité des marchés publics. Il y est « relatif ».

PASCALE ROBERT-DIARD

Les fausses factures du Sud-Est

M. Monate met hors de cause M. Nallet

M. Gérard Monate, PDG des bureaux d'études du PS Urbain-Gracco, inculpé de trafic d'influence, publié dans Libération le mardi 27 septembre, un « point de vue » visant à dissocier les dépenses de campagne électorale faite par M. François Mitterrand, en 1988, sous la responsabilité de M. Henri Nallet, trésorier de l'association de campagne, de celles que le Parti socialiste avait engagées auparavant.

M. Monate avait cité le nom de M. Nallet dans un procès-verbal d'interrogatoire du 20 octobre 1989, en indiquant que le trésorier, aujourd'hui garde des sceaux, lui avait « demandé de faire appel à [ses] délégués nationaux pour collecter des fonds » (le Monde du 20 octobre dernier). Il met en cause, aujourd'hui, ce procès verbal, « transcription (...) d'une discussion qui a duré, tout de même, de très longues heures », et affirme : « Je n'ai jamais rencontré l'actuel garde des sceaux. Les dons des particuliers et des entreprises étaient versés directement à l'association, sans passer par nos sociétés et sans qu'il m'en soit rendu compte, ce qui, d'ailleurs, ne me regardait pas ».

Rappelant que la loi Chirac sur le financement des campagnes avait été promulguée le 11 mars 1988 et que ces dispositions ne s'appliquaient qu'à partir de cette date, il écrit : « Mais qui, dès lors, aurait soutenu que ce n'est qu'après la publication de cette loi que la campagne a été lancée ? (...) Il y avait

belle lurette que tous les partis s'étaient lancés dans leur propre campagne, même si leur « poulain » ne s'était pas encore prononcé sur sa candidature. » « Pour M. Nallet, explique M. Monate, ce n'est qu'à partir de cette loi et dans son cadre — c'est-à-dire la création d'une association — qu'il a pu percevoir, en tant que trésorier de l'association, des dons comptabilisés avec, en parallèle, leur utilisation. (...) La nouvelle loi n'interdit pas aux partis de faire une campagne particulière pour soutenir un candidat, cela le plus librement possible, sans contrôle extérieur (...) M. Nallet n'a donc eu à connaître et à contrôler que les sommes recueillies par son association, et ce ne lui était pas possible de tricher. »

□ L'Action française lance une campagne opposant le « pays réel » au « pays légal ». — A l'occasion de leur congrès, samedi 24 novembre à Paris, les monarchistes de l'Action française ont reconduit M. Guy Steinbach au poste de secrétaire général et M. Pierre Pujol dans ses fonctions de directeur politique de l'hebdomadaire Aspects de la France. Les héritiers politiques de Charles Maurras vont lancer une campagne intitulée « pays légal-pays réel » afin de démontrer que « le système en lui-même est mauvais et qu'il faut le changer », a précisé M. Steinbach.



Jeudi 10.1.50

Le Monde • Mercredi 28 novembre 1990 29

Le Monde • Mercredi 28 novembre 1990 7

POLITIQUE

Une première dans l'histoire des Communautés

Parlementaires européens et nationaux se rencontrent à Rome

Pour la première fois dans l'histoire de la construction européenne, des délégations de l'Assemblée des Communautés et des vingt chambres des Parlements des douze Etats membres se réunissent, du 27 au 30 novembre à Rome, en « Conférence des Parlements de la Communauté européenne ». M. François Mitterrand avait lancé l'idée de cette réunion pour associer les parlementaires européens et nationaux à la préparation des conférences intergouvernementales qui s'ouvrent à la mi-décembre. Elle intervient à un moment où les élus nationaux, notamment les Français, supportent mal que leurs prérogatives soient diminuées par l'accélération de l'intégration européenne.

La guerre des parlementaires a été déclarée par les Français. Les députés et les sénateurs ne sup-

portent plus que l'accélération de la construction européenne diminuant leurs pouvoirs. Mais si ce malaise est plus fort en France qu'ailleurs, des hommes comme M. Charles-Ferdinand Nothomb, le président de la Chambre des représentants belges, ou comme M. Michael Heseltine, partagent l'idée de M. Alain Poirer et de M. Jacques Chirac sur la création d'un « Sénat européen ». Toutes les étiquettes confondues, les députés à l'Assemblée européenne ont ressenti cette proposition comme une menace pour eux.

L'armistice pourrait être signé à Rome, à l'occasion de la conférence des Parlements de la Communauté européenne. A l'origine de cette rencontre, il y a une proposition de M. François Mitterrand, alors président du Conseil européen, devant l'Assemblée de Strasbourg, le 21 octobre 1989, de tenir, pour préparer les conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique, « des assises » regroupant députés européens, parlementaires nationaux, représen-

tants de la Commission et des gouvernements. Le Parlement européen a préféré scinder ses contacts : d'un côté, il rencontre les membres des autres instances communautaires ; de l'autre, il ouvre le dialogue avec les élus nationaux.

Faute de Sénat au Congrès

Cela n'a pas été sans mal. Les élus européens espéraient obtenir l'appui de leurs collègues nationaux dans la bataille qu'ils livrent pour que leurs pouvoirs soient accrus. Mais nombre de parlementaires des Etats membres comptent, eux, mettre en place un mécanisme leur permettant de contrôler le fonctionnement des institutions communautaires. Cette divergence a compliqué la préparation de la conférence de Rome. Finalement, sur ses 238 participants, il y a deux tiers d'élus nationaux (dont 16 députés et 10 sénateurs français désignés en fonction de l'effectif des groupes politiques) et un tiers d'élus européens, alors

que ces derniers revendiquaient la parité.

L'enjeu est important. Pour les députés européens, cette conférence doit être autant extraordinaire qu'unique car elle est liée à la préparation d'une révision des traités. En revanche les parlementaires français veulent en profiter pour faire avancer l'idée, lancée par M. Roland Dumas lors du débat du 10 octobre à l'Assemblée nationale, d'une « Diète » ou d'un « Congrès » qui, deux ou trois fois par an, réunirait députés européens et parlementaires nationaux pour débattre des grands choix du Conseil européen.

Les délégations de l'Assemblée nationale et du Sénat pour les Communautés européennes soutiennent cette idée, ainsi que M. Laurent Fabius, mais le PS — du moins son bureau exécutif — refuse la création d'une « institution supplémentaire de la Communauté ». La bataille sera d'autant plus difficile que les Français sont divisés.

THIERRY BRÉNIER

An second tour de l'élection cantonale

Le PS appelle à voter blanc à Nice

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a indiqué, lundi 26 novembre, que « le Parti socialiste ne choisira pas entre les héritiers de l'affairisme et le Front national » au second tour de l'élection cantonale partielle de Nice. Il appelle les électeurs de gauche à voter « blanc ou nul ». Le candidat du PS avait obtenu 20,29 % des voix, au premier tour, le 25 novembre.

M. Queyranne a précisé que le bureau exécutif du PS fixera définitivement la position du parti le 28 novembre, mais il a souligné que « le choix n'est pas possible entre le sénateur M. Jacques Médecin et la candidate du Front national », d'autant que, « depuis sa retraite d'Amérique du Sud, M. Médecin appelle à l'union de la droite et de l'extrême droite ».

Les Verts, dont le candidat avait obtenu, au premier tour, 3,46 % des voix, ont décidé de ne donner « aucune consigne de vote » pour le second tour et expliqué, au sujet de la position du PS : « Nous comprenons son trouble et l'impossibilité de choisir entre la peste et le choléra ».

Des communistes sans amarres

Suite de la première page

D'autres les ont rejoints, comme Vincent Pomarès, né au Maroc, qui a eu vingt ans dans les Aurès et porte avec fierté le prénom de son oncle, engagé dans les Brigades internationales, mort en 1936, en Espagne. Comme Jean Villanova, qui, lui, revendique ses origines algériennes. Entré au parti en 1964, il a travaillé auprès du comité central, dans le service propagande, avec Pierre Juquin, puis Charles Fiterman.

« Australopitèques »

Ces « australopitèques », comme les qualifie lui-même ironiquement Jacques Commaret, ont grimpé dans la hiérarchie, ont tenu solidement les rênes de cellules, de sections, ont été membres de bureaux fédéraux, ou occupé des postes de permanents, qui chargés des travailleurs immigrés, qui aux relations avec les intellectuels. Aujourd'hui, Jacques Commaret est l'un des adjoints du maire communiste de Vaulx-en-Velin. Il a commencé à « gambberger » en 1981. Le refus du PCF de reconnaître son échec aux élections européennes de 1984 a creusé un peu plus ses interrogations. En janvier dernier, il « disjoncte » : il quitte ses fonctions au

bureau fédéral, abandonne le secrétariat général de l'association départementale des élus communistes et la présidence du groupe à la communauté urbaine de Lyon. En février prochain, il ne sera plus conseiller culturel de quatre villes communistes et reprendra, volontairement et avec une certaine appréhension, un poste d'institutionnel. « Il me fallait pouvoir me regarder dans la glace », dit-il.

Ces déboires successifs, Vincent Pomarès les a connus aussi. Ouvrier chez Berliet, il est, très vite après son adhésion, détaché à la fédération du Rhône. L'invasion de la Tchécoslovaquie résiste à son attachement à la ligne. Un voyage en Roumanie, en 1975, avec Marcel Rigout, soulève ses inquiétudes sur l'état « des pays du socialisme réel ». A l'occasion d'une grève de travailleurs immigrés, il s'affronte avec sa direction et choisit, en 1979, de retourner travailler chez Berliet, devenu Renault-VI. Le 31 octobre 1989 — il a consacré l'article — l'édition Rhône-Alpes du Monde rend compte d'une lettre ouverte au comité central signée par dix-huit communistes du département de recherches de l'entreprise. « Il n'a fallu dix ans », soupire-t-il. Aujourd'hui, il participe au mouvement de Félix Darnet, l'ARIAS, et entretient des relations suivies avec les trente-neuf abonnés de la revue Reconstruction communiste.

Vincent Pomarès a toujours sa carte de parti, va aux réunions de sa cellule, tente de peser de l'intérieur. Ce n'est pas le cas de Jean Villanova. Cet ancien secrétaire de la fédération du Rhône, après un détour à Paris, est parvenu à devenir secrétaire fédéral du Puy-de-Dôme. En 1988, il suit le sillon de ce candidat de Pierre Juquin et « le parti (le) met dehors ». « Je n'allais pas pleurer pour obtenir une carte », il a rejoint l'Association du 4 octobre, mais avec en tête « l'expérience négative » des « rénovateurs » et « sans espoir d'une renaissance du PCF ».

Leur dernier congrès ?

Depuis qu'ils ont affiché leurs désaccords, les soirs de réunion ne sont plus tout à fait les mêmes. Pas facile d'être accusé, comme l'a été Pierre Juquin, adjoint du maire socialiste de Villeurbanne, « d'être participant consciemment ou inconsciemment à une tentative de désintégration du PCF menée par le Parti communiste italien et le PS avec le soutien des banques allemandes ». Il reconnaît en souffrir. Pas facile de voir « les autres qui font la gueule », de se sentir perçu comme « un traître ». Surtout quand il est évident que le parti prend l'eau. Dans une cellule de soixante-douze adhérents, huit seulement ont participé aux discussions du projet de résolution, dont trois permanents. « Avec le principe d'un délégué pour quatre, ils vont peut-être être obligés de nous désigner pour la conférence de section », dit en riant Jacques Commaret, qui est certain que le bureau fédéral a passé des consignes de mise à l'écart.

Une hypothèse que conteste vivement Jean-Paul Magnon, le premier secrétaire d'une fédération qui n'en a connu que trois depuis le début des années 50. Il assure que le climat est « serein et exigeant » : « Créer une association qui s'apparente à une fraction, n'est pas une bonne méthode. Le texte est ouvert à la discussion, aux amendements. » Il rappelle que les critères de désignation aux conférences de section, et à la conférence fédérale, prévue les 7, 8 et 9 décembre, « reposent sur les capacités des communistes à l'animation du travail collectif » et non pas sur une éventuelle répartition à « la proportionnelle des courants ».

Mis à part Vincent Pomarès, qui a carrément décidé de poser sa candidature pour le comité central, Jacques Commaret et Pierre Granec ne se font guère d'illusions sur l'issue du congrès. « Les orthodoxes », comme ils disent, seront largement majoritaires. « Mais ce sera une victoire à la Pyrrhus. » Alors ces communistes critiques seront au pied du mur. Si Pierre Granec avoue qu'il aura du mal à continuer à vivre à l'intérieur du PCF, mais qu'il aura des regrets, Jacques Commaret est plus catégorique : « Je ne vais pas me satisfaire d'amendements au texte de résolution. Il me faudra faire autre chose ».

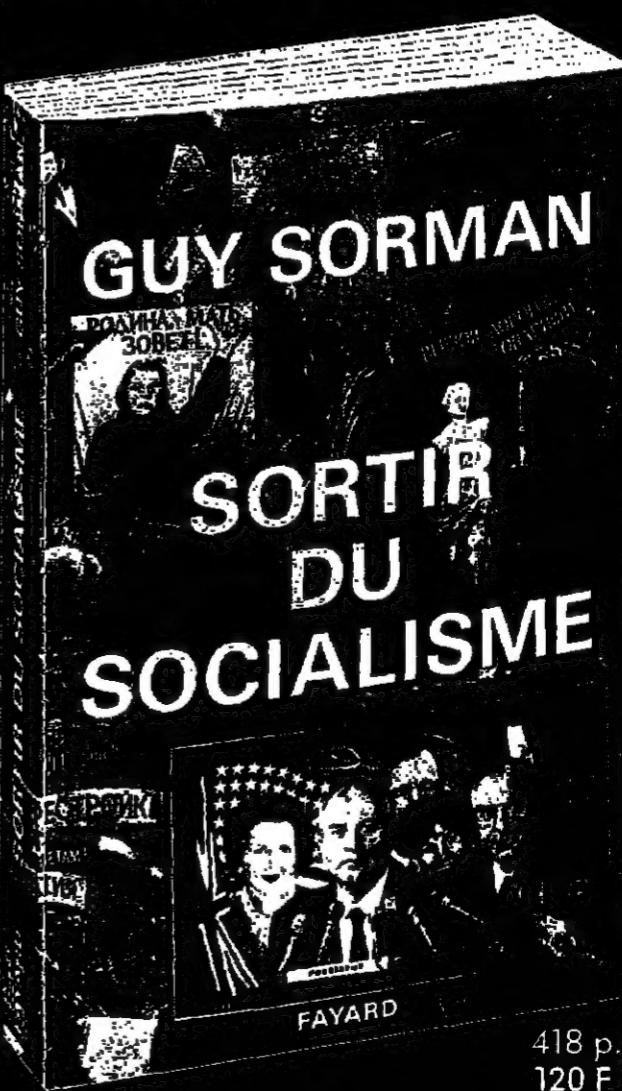
Cette « autre chose », Charles Fiterman peut la leur apporter. L'ancien député du Rhône (1986-1988), officiellement chargé des relations entre le comité central et la fédération, exerce épisodiquement son mandat de conseiller régional Rhône-Alpes. Mais son influence persiste. Ils ne veulent pas en faire l'unique homme du recours, car ils n'oublient pas les échappées d'Henri Fuzbin ou de Pierre Juquin, qui ont tourné court. Mais la phrase que Charles Fiterman a prononcée récemment au Club de la presse de Lyon — « J'apprécierai, au soir du congrès, de je dois poursuivre mon activité de communiste » — leur laisse quelques espoirs. Eux aussi attendent en quelque sorte le grand soir du congrès. « Si Fiterman lance l'appel de Tavernes [nom de la commune du Var dont il est maire], moi, je suis partant », dit Jacques Commaret. Il sait, comme les autres, que le temps lui est compté. « Ce qui est en cause, ajoute-t-il, c'est la disparition de ce à quoi j'ai consacré ma vie ».

BRUNO CAUSSÉ

Le MRG ne veut pas de monarchistes à France unie. — Interrogé par le Monde, M. Emile Zuccarelli, président du MRG, a exprimé, lundi 26 novembre, son « refus formel d'accepter la Nouvelle action royaliste » au sein de France unie, qu'anime M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'ouverture, car ce regroupement est, « jusqu'à plus ample informé, un mouvement républicain ». M. Zuccarelli nous a précisé que la question avait « effectivement été évoquée à la dernière coordination nationale de France unie », début novembre, et elle a été écartée. Les monarchistes de la NAR, regroupés autour de M. Bertrand Renouvin, envisageaient « favorablement » leur entrée dans France unie (le Monde du 27 novembre).

Guy SORMAN

Après le socialisme, quoi ?



De Leningrad à Moscou, Budapest, Varsovie, Prague, Pékin et Shanghai.

FAYARD

Renforcement du contrôle des marchés publics

Le ministre de l'Équipement, M. Jacques Chirac, a annoncé, lundi 26 novembre, que le Gouvernement va renforcer le contrôle des marchés publics. Cette mesure vise à lutter contre les fraudes et à garantir la transparence des procédures d'appel d'offres. Le ministre a précisé que ces dispositions s'appliqueront à tous les marchés publics, quelle que soit leur importance.

Le ministre a également souligné que ces mesures s'inscrivent dans une politique plus large de modernisation de l'administration et de renforcement de la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

Il a précisé que ces dispositions s'appliqueront à tous les marchés publics, quelle que soit leur importance.

Le ministre a également souligné que ces mesures s'inscrivent dans une politique plus large de modernisation de l'administration et de renforcement de la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

Il a précisé que ces dispositions s'appliqueront à tous les marchés publics, quelle que soit leur importance.

Le ministre a également souligné que ces mesures s'inscrivent dans une politique plus large de modernisation de l'administration et de renforcement de la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

Il a précisé que ces dispositions s'appliqueront à tous les marchés publics, quelle que soit leur importance.

Le ministre a également souligné que ces mesures s'inscrivent dans une politique plus large de modernisation de l'administration et de renforcement de la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

Il a précisé que ces dispositions s'appliqueront à tous les marchés publics, quelle que soit leur importance.

Le ministre a également souligné que ces mesures s'inscrivent dans une politique plus large de modernisation de l'administration et de renforcement de la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

Il a précisé que ces dispositions s'appliqueront à tous les marchés publics, quelle que soit leur importance.

Le ministre a également souligné que ces mesures s'inscrivent dans une politique plus large de modernisation de l'administration et de renforcement de la confiance des citoyens dans les institutions publiques.

POLITIQUE

La Corse dans son ordinaire

II. - La culture au secours de l'identité

Nous poursuivons la publication dans nos colonnes d'une série d'articles consacrés à l'île de Beauté, commencée avec un tableau de l'économie corse (le Monde du 27 novembre). Insérés dans le projet de statut élaboré par M. Pierre Joxe, la notion de peuple corse fait l'objet d'un débat qui traverse les partis. Par le canal de l'édition et de la chanson, l'île a néanmoins retrouvé une identité culturelle.

AJACCIO

de notre envoyé spécial

L'endroit le plus « branché » de la ville natale de Napoléon Bonaparte est une librairie. On la trouve non loin de la mairie d'Ajaccio, dans une rue qui constituait jadis l'entrée de la vieille ville. Jean-Jacques Colonna d'Istria y laisse flotter une odeur de tabac hollandais. Il est barbu, rondouillard. C'est le patron. Parmi des milliers de volumes, il sait où se trouve le moindre opuscule. Il montre pour son commerce une passion rare et savante.

Pour Jean-Jacques Colonna d'Istria, la Corse n'est pas une île, c'est le centre d'un univers culturel méditerranéen bouillonnant. Ses études ne sont pas allées au-delà de mai 68. Il avait le mal du pays sans encore savoir qu'on pourrait avoir mal au pays. Il retourna chez lui, animateur à la Maison de la culture. C'est un amoureux de livres. Adolescent, il souffrait de devoir faire venir par sacs entiers ceux qu'il ne trouvait pas en Corse. Il ouvrit donc une librairie à l'enseigne de sa démarche, La Marge.

C'était en 1977, dans un local qui ressemblait beaucoup à une cave. Treize ans après, le magasin s'est agrandi. Il a un pied de chaque côté de la rue qui, l'été, lui appartient tout entier. Bientôt le mur qui séparait la librairie d'une défunte pizzeria sera percé pour une nouvelle extension. Aujourd'hui Jean-Jacques Colonna d'Istria prépare un projet en l'honneur d'une jeune photographe qui a cherché un cadrage original pour les rides d'un berger. Demain il mettra au point les derniers détails de l'exposition d'un calligraphe tunisien.

Jean-Jacques Colonna d'Istria sirote de la tisane et porte des jeans. Il est président du syndicat des (faux) libraires d'Ajaccio. Il se plaint pas. Les habitants de l'île achètent un million de livres chaque année. Cela fait quatre livres par an et par habitant. Un record. « La Corse est avide de culture au sens large, mais la Corse est aussi avide de se connaître. » Tout un pan de mur est ainsi tapissé de livres sur la Corse, par des CorSES, en langue corse. Depuis une dizaine d'années, une centaine de livres par an sont consacrés à l'île. Chacun se vend à environ deux mille exemplaires, mais certains sont de véritables succès à l'échelle régionale : la Terre des seigneurs, un récit familial de Gabriel-Xavier Culioli, a atteint les douze mille exemplaires.

Projet de dictionnaire

Depuis trois ans, Jean-Jacques Colonna d'Istria est aussi éditeur. « Je reçois en moyenne un manuscrit par jour. J'en publie une trentaine par an. Selon l'état de mes finances. » A son catalogue : des livres d'art, des albums, des guides touristiques, des thèses, des rééditions, des monographies en français ou en corse.

En projet : une géographie humaine et économique de la Corse, un dictionnaire qui serait à la langue corse ce que le Petit Larousse est au français. Un regret : l'étroitesse du marché et les difficultés de distribution sur le continent limitent les tirages et aggravent les prix de vente. Un espoir : l'intérêt croissant porté au livre régional dans le cadre européen.

Jean-Jacques Colonna d'Istria est également corse, d'une Corse ouverte au vent du large, qui refuse les étiquettes politiques. « Les clivages traditionnels ne permettent pas d'exprimer les vrais besoins de la Corse d'aujourd'hui. Cette censure pousse les gens à lire et à douter que moi à se lancer dans l'édition. La culture remplit le rôle que la politique n'assume pas. C'est par elle que les Corses trouvent leur identité. » Effectivement le patron de La Marge n'est pas seul : une librairie de Bastia, Marzocchi, est assez semblable à la sienne, trois autres éditeurs,



Kyrios et Méditerranée, Albanie, Le Signet, produisent au total une dizaine de livres par an.

Jacques Thiers a la physique sec et noueux des bergers ou des baroudeurs. Il est l'auteur d'un ouvrage de linguistique devenu un livre culte : *Papiers d'identité*. On le rencontre à Bastia où il est né en 1945. Agrégé de lettres classiques, il est revenu habiter. Il a ses habitudes dans un café de la place Saint-Nicolas, près de l'endroit où les fermiers viennent froter leur pause métallique. A l'autonne, l'endroit est vide, légèrement déprimant. Jacques Thiers voit dans cette large esplanade, où un Napoléon en empereur romain et un monument aux morts sont séparés par un kiosque à musique, le symbole de ce qu'il analyse comme la tendance à la schizophrénie de la Corse.

Deux langues en conflit

Jacques Thiers a les mains fines et des cicatrices sur les angles du visage. Il enseigne à l'université de Corte après avoir donné, en cachette, des cours de corse. C'était dans les années 70. Il retrouvait une langue dont il avait perdu l'accent à la faculté. Il pense que l'esprit, partagé entre l'usage

de deux langues en conflit, aurait du mal à se structurer. Un malaise perceptible au genre des mots les plus simples. Masculin et féminin définissent les frontières verbales du monde, donnent aux choses et aux êtres leurs contours. Celles du corse et du français ne coïncident pas, se chevauchent, s'entrechoient.

Comment s'y retrouver ? Pour exprimer cela savamment, Jacques Thiers parle de « diglossisme » de la langue des racines et de la langue officielle. « A quoi sert de se déclarer corse aujourd'hui ? Est-ce parce que l'on se sent le dernier représentant d'une culture ? Ou bien parce que l'on pense que cette culture est éternelle ? Une identité attachée au passé empêche d'avoir un présent et a fortiori un avenir. » Son engagement est critique, sans romantisme.

Jacques Thiers participe à de nombreux colloques sur les langues régionales. Il mesure alors que l'implication de ses « compatriotes » est supérieure à celle des Alsaciens, des Bretons ou des Basques. Il l'explique par un besoin : « Pour parler moins corse, la population ne parlait pas mieux français. L'échec scolaire était important. » Il l'analyse aussi par le rôle particulier du chant corse : « Au début des années 70, la chanson

était devenue une variante du chant napolitain. Or dans les fêtes de village, dans les arènes de vieux cafés, on entendait encore de vieux chants qui n'avaient rien à voir avec les ritournelles napolitaines. C'était âpre, violent. Les gens disaient que c'était du chant arabe.

Polyphonie mixte

En fait, il s'agissait d'un chant très ancien, la paghjella, qui avait été influencé par le chant grégorien mais qui ne répondait pas aux canons du chant savant européen. Redonner vie à ces chants polyphoniques, c'était un peu retrouver ses origines. Les héros de cette aventure sont les dizaines de membres du groupe devenu légende, Canta U Populu Corsu (voir l'encadré ci-contre). Ils ont fait le parcours de l'autonomisme et du nationalisme, certains jusqu'à la prison.

Pour les vieux, le prénom de Jacques Thiers est Ghjacumu. Par

fois il doit interrompre le chant de trois élèves pour pouvoir commencer son cours. Les textes anciens faisaient référence à une vie quotidienne insulaire, passionnée, tourmentée. Jacques Thiers en écrit de nouveaux. Il s'inspire du présent. Les événements tragiques de Bastica-Fesch en 1980 servent de trame aux paroles de *Sta Notte*, qu'interprète Patrizia Poli. Pour identifier cette polyphonie mixte, Jacques Thiers choisit le mot « zorra », qui signifie authentique, intime. Le conteur émotionnel de la « zorra » pourrait être aussi fort pour la Corse que celui du reggae pour la Jamaïque ou de la maloya à la Réunion. « Il y a dix ans, les municipalités interdisaient aux groupes corses de se produire. Maintenant, toutes veulent les avoir. Au cours de leur tournée estivale, les chanteurs d'été, qui ont tous par ailleurs un métier, sont entendus par au moins vingt mille personnes. »

Jacques Thiers avait besoin de texte pour ses étudiants. Il a écrit un roman en corse. Puis il l'a adapté en français. C'est un autre roman. Il y a aussi deux Colomba. Celle racontée par Mérimée et celle dont Mérimée s'est inspiré. Combien de chemins partent du même point ? Le professeur ne veut pas les emprunter tous. Il ne veut que progresser.

La Corse lit, la Corse chante. Sur le port de Bastia, les pêcheurs sont inquiets. Les poissons sont chauds, visqueux, ils meurent en répandant des sécrétions jaunâtres. Les biologistes font des analyses. Les mots manquent pour faire le lien entre les observations des hommes en mer et celles des laboratoires. Ce soir, Jacques Thiers sera l'interprète des uns et des autres, sur le quai.

ALAIN GIRAUDO

Prochain article : La délinquance de l'ennui.

« Une heure de chant, quatre heures de discussion »

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Sur des kilomètres de bandes magnétiques, un ethnomusicologue du CNRS, Félix Culioli, enregistre de 1947 à 1983 les chants traditionnels corses : des chants pleins d'exaltation au point qu'un préfet de police a pu craindre, en les entendant à la nuit tombante, que des manifestations ne tournent à l'insurrection. La phonothèque nationale va en extraire un coffret de trois disques. Ceux-ci deviendront le fond sonore des soirées politico-culturelles du début des années 70.

Pour des jeunes à la recherche d'une identité, ces chants sont le souvenir obscur et lointain d'une culture authentique. Ainsi va se former un groupe de chanteurs et musiciens qui va s'acharner à les déchiffrer pour mieux les interpréter. Il y a Jean-Paul Poletti, qui fait des conférences sur la « paghjella » dans le collège où Alain Nicol est pion. François Buteau, dit Cécé, a fait ses études dans le même lycée que Poletti. Natalie Lucciani voit

Pierre Guellucci qui connaît Philippe Rocchi. Miniciale rencontre Poletti qui en parle à Michel Paoli... Ils sont garagistes, étudiants, instituteurs, éleveurs, employés, chômeurs. Ils ont une formation politique ou pas. Leur premier album est un succès. Le groupe Canta U Populu Corsu est né. Son histoire se confond pendant dix ans avec celle de l'autonomisme puis du nationalisme.

Prix maximum des places : 50 francs

Le groupe compte jusqu'à vingt-sept personnes, en tout une cinquantaine « passants » à Canta. Après s'être produit gratuitement de 1974 à 1976, le groupe, alors constitué en association loi 1901, ne fera jamais payer le prix des places plus de 50 francs. L'argent n'est pas le but, c'est un moyen : il sert à l'achat d'un tracteur par un agriculteur, à soutenir financièrement les militants nationalistes emprisonnés, à aider un autre groupe à presser son disque. Nourri de sandwiches et logé dans des chambres de dix, Canta prolonge

cet inconfort jusque dans sa musique : l'achat d'un « vrai violon », d'une guitare et d'un banjo ne sera fait qu'après le passage au Théâtre de la Ville, à Paris, en 1981.

Le groupe réalise une osmose délicate entre politique et culture : « Une heure de chant et quatre heures de discussion. » Jusqu'au début des années 80, il est en quelque sorte l'expression légale de la lutte clandestine. Mais les organisations nationalistes, mieux structurées, finissent par contester la capacité du groupe à assumer un rôle politique. Le groupe est déclaré non représentatif du nationalisme en 1983.

Depuis le dernier concert en juillet 1984, chaque membre suit sa route. Jean-Paul Poletti prolonge en solo l'expérience de Canta. Natalie Lucciani est un dirigeant de la Concolta. De ces dix années exceptionnelles, il reste dix disques. Et un mythe. De 1984 à 1989, les étudiants de l'université de Corse ont produit toute une série de manifestes ou de doctorats sur le chant traditionnel corse.

A. G.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

PROPRIÉTÉ

comportant MAISON DE MAÎTRE (construction du 19^e siècle)

BÂTIMENTS À USAGE DE DÉPENDANCES

PELOUSE - PIÈCE D'EAU - FRAIRIE ET POTAGER

contenance globale 1 ha 35 a 50 ca

JOUARS-PONTCHARTRAIN (78)

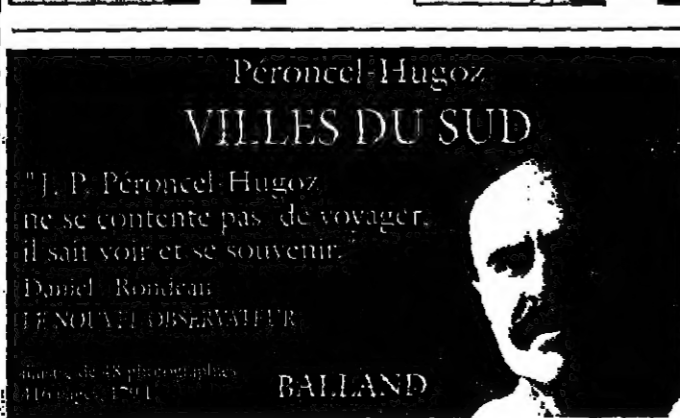
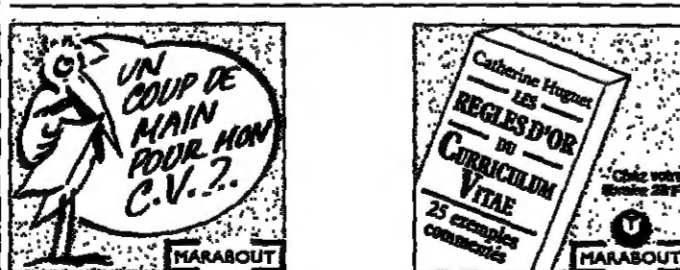
Hauts de France - L'Éclair - Les Vannes du Mont d'Or

MISE A PRIX : 2 772 000 F

S'adresser à la Société Immobilière de la Vallée de la Marne, 20, rue des Minimes (94000) Clichy - Tél. : 43-09-32-00

M. Serge TACNET, avocat au Barreau du Val-de-Marne, 20, rue Jean-Jaures (94000) CHARENTY-le-MARais - Tél. : 41-06-94-32

M. Hervé et Brigitte NEGNAULT, avocats au Barreau de Paris, 15, rue Jean-Mermoz 75008 Paris - Tél. : 42-25-42-71.



le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES SYNDICATS ET L'EUROPE

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé et en 160 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

RÉPUBLIQUE

Directeur : Pierre Lombard

UNE GRANDE REVUE POUR TOUTE LA GAUCHE

Dans chaque livraison :
• l'éditorial de Pierre Guidoni
• la chronique politique de Max Gallo
• les « Feuillets » de J.-P. Chevènement
mais aussi un GRAND DÉBAT ou un DOCUMENT ; un DOSSIER de référence et un PANORAMA COMPLET DE LA VIE CULTURELLE...

LE NUMÉRO 10 VIENT DE PARAÎTRE

Diffusion par abonnement

UN AN, 4 NUMÉROS : 300 F

à ÉDITIONS DU 10 MAI

52, rue de Bourgogne, 75007 PARIS

Exemplaire gratuit sur demande

LA REVUE DE CEUX POUR QUI LA GAUCHE DOIT RESTER À GAUCHE

Jean Guisnel

LES GÉNÉRAUX

Enquête sur le pouvoir militaire en France

Par l'un des deux auteurs de *Services secrets* (La Découverte, 1988), un ouvrage d'investigation exceptionnel, on suit le fonctionnement de la caste militaire et le pouvoir d'influence des généraux sur l'autorité politique.

Sans complaisance ni parti pris, cette enquête - la première de ce type jamais réalisée en France - vient éclairer d'un jour en un monde de ténébreux : des dessous de l'armée des généraux putschistes aux secrets de l'affaire d'Orléans, en passant par les discrets mécanismes d'élimination des officiers non conformistes ou par les rouages de l'appareil militaire-industriel, l'auteur, spécialiste des affaires de défense à *Libération*, n'a rien laissé au hasard, et apporte de passionnantes révélations sur cette caste jalouse de ses prérogatives.

« Le pouvoir militaire en question. » Le Monde

« Un livre passionnant et documenté. » L'Événement du Jeudi

« Jean Guisnel connaît bien l'institution militaire, son ouvrage est agréable à lire, pourquoi s'en priver ? » Cals bleus

LA DÉCOUVERTE

100150

SOCIÉTÉ/CULTURE

Le Monde • Mercredi 28 novembre 1990 • 9

SECTION B

10 La crise du football français
14 «Chaque fois que j'ai écrit, j'ai écrit pour moi»

15 Les dessins du Musée de Birmensdorf
16 Cinéma : «L'Enfant noir», de Philip Ridley

19 à 21 Sciences-Médecine
22 Échecs : les championnats du monde

ÉDUCATION

La mise en œuvre du « plan d'urgence »

Les lycéens en ordre dispersé

Le paysage de la contestation lycéenne prend des reliefs de plus en plus caotiques. Passée la fièvre commune des premières manifestations, le mouvement, ou ce qu'il en reste, avance vers le tableau d'honneur de la dispersion. Des actions décalées ont ainsi jalonné la journée du lundi 26 novembre, date de la première rencontre entre les principales coordinations et M^{me} Cécile Wiener, chargée par M. Lionel Jospin de mettre en œuvre le « plan d'urgence » pour les lycées.

C'est en délégation restreinte que les membres des coordinations se sont présentés au ministère de l'Éducation nationale en début d'après-midi. Loin de l'armée mexicaine qui avait participé à la table ronde des 15 et 16 novembre, ils s'étaient plus que six représentants des deux coordinations respectivement animées par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) et par les Jeunes communistes. Une entrevue intime, donc, surtout destinée à fixer des méthodes de travail et un calendrier de rencontres. Au terme de trois heures d'entretien, M^{me} Wiener a insisté sur la nécessité « d'une transparence du processus », en soulignant que les lycéens devaient être associés à l'état des lieux qui se fera dans chaque établis-

sement, puis aux plans académique et national. Son jugement sur les interlocuteurs d'âge tendre qu'elle affrontait pour la première fois ? « Ils sont sympathiques, raisonnables et très au clair sur ce qu'ils souhaitent », a-t-elle affirmé. Sur ce qu'ils souhaitent, peut-être, mais guère sur la façon d'y parvenir.

A la porte du « saint des saints »

Pris entre deux feux, ils ont déploré que l'état des lieux n'ait pas encore été dressé, tout en revendiquant d'y participer. « On voudrait que les choses aillent plus vite », expliquait ainsi Nasser Ramdane, porte-parole de la FIDL, en reconnaissant toutefois que le démarrage de tous les chantiers de rénovation dans les trois mois, annoncé par M^{me} Wiener, n'est pas fait pour lui déplaire. Point de vue légèrement différent du côté des jeunes communistes, pour qui l'enveloppe de 4,5 milliards débloquée par le ministère est « d'ores et déjà insuffisante ».

Un peu mal à l'aise, les délégués lycéens ne parvenaient manifestement pas à concilier leur rôle actuel, qui les rapproche de négociateurs syndicaux, avec un manque de

confiance dans leur capacité à gérer l'avenir. Au moins ont-ils eu la chance de pouvoir approcher du « saint des saints », ce qui n'est pas le cas de tout le monde.

Pendant qu'ils discutaient avec M^{me} Wiener, des lycéens de la coordination de Haute-Garonne étaient postés en sentinelle devant le ministère pour demander à être reçus eux aussi. Venu de Toulouse et mandaté par leurs camarades, ils mettent en cause la légitimité des délégués de la FIDL et des Jeunes communistes. « M^{me} Wiener ne veut pas parler avec les lycéens vraiment représentatifs », expliquait vivement un jeune homme.

Au même moment, rue des Ecoles, une trentaine de lycéens parisiens occupaient le rectorat de Paris, avant de se faire chasser, le soir venu, par des CRS. Eux aussi contestent la représentativité des jeunes reçus au ministère, mais ne manquent pas de participer aux référendums sur la poursuite du mouvement, qui devaient être organisés, mardi 27 novembre. Les portes de sortie ne sont manifestement pas faciles à trouver.

RAPHAËLE RÉROLLE

Occupation, à Besançon, d'un ancien hôtel de police

La grogne des étudiants bisontins

BESANÇON

de notre correspondant

« Joyeux anniversaire, Joyeux anniversaire ! » Dans le grand escalier de pierre de l'ancien archevêché où sont établis les services du rectorat, une quarantaine d'étudiants de l'UFR de lettres de Besançon sont venus, vendredi 23 novembre, offrir un bouquet au recteur, M. Philippe Joutard, à l'occasion du premier anniversaire de sa prise de fonctions en France-Comté. Ils lui apportent aussi une pétition qui aurait recueilli « 5 187 signatures en trois heures ».

Dans la foulée de l'agitation lycéenne, une partie des étudiants en lettres s'est en effet mobilisée pour dénoncer le manque de locaux dont souffre la faculté. Le 14 novembre, après avoir coupé la chaîne qui fermait les grilles de l'ancien hôtel de police de la rue Goudimel, ils s'y sont installés, déclarant les lieux « territoire universitaire » et avertissant qu'en conséquence toute intrusion policière... ne pourrait être qu'illégitime.

Depuis le transfert du commissariat de Besançon dans une construction neuve, « Goudimel », comme on dit ici, était laissé à l'abandon par l'État propriétaire. Au fil des années et des projets de réaffectation, l'herbe et les buissons avaient poussé dans la cour. Les étudiants ont entrepris de nettoyer l'assèchement et de modifier quelques salles avec l'aide d'enseignants des commerces du quartier. Certains enseignants ont effectivement décidé d'y

donner leurs cours, alors même que le doyen se trouvait fort opportunément mis, par les services de sécurité, dans l'obligation de faire respecter le taux de remplissage des salles de son UFR. Leur responsabilité personnelle pourrait être engagée en cas de sinistre, s'ils étaient dans leurs classes un plus grand nombre d'étudiants que ne le prévoient les normes.

L'avertissement ne pouvait être pris que comme un encouragement à réclamer l'affectation officielle de l'ancien hôtel de police à la faculté des lettres. Mais depuis, l'affaire divise les milieux universitaires et le monde politique local. Proche du PCF et soutenu par le SNES-Sup, le doyen Jean-Philippe Massoni a pris fait et cause pour les étudiants, contre l'avis du recteur, défavorable au remodelage de bâtiments anciens « mal adaptés ». La fédération socialiste du Doubs verrait d'un bon œil le départ rapide des occupants, malgré le soutien actif que leur apportent les Jeunes socialistes.

Sous-occupation des locaux universitaires

Le procureur général et le premier président de la cour d'appel ont ajouté leur grain de sel et souligné le caractère illégal de cette présence étudiante. Quant au président de l'université, M. Jean-François Robert, il ne demande rien moins que l'évacuation de « Goudimel », dont l'occupation « ne peut que conduire à la remise en cause

des projets de développement de l'université de Franche-Comté ».

Pour autant, le ton adopté par le préfet, comme par le recteur, semble annoncer la recherche d'une solution négociée. Il s'agit avant tout de démontrer que d'autres lieux (un ancien cinéma, des salles de réunions municipales) peuvent être libérés en ville pour peu que le doyen Massoni fasse connaître précisément ses besoins. Mais surtout, l'administration entend mettre l'accent sur la sous-occupation de l'espace universitaire lui-même, en début et en fin de semaine : les « turbo-profes » domiciliés hors de l'académie concentrent leurs cours les mardi, mercredi et jeudi. Une telle pratique n'est pas nouvelle, mais le doyen assure qu'elle n'a qu'une incidence limitée sur le programme d'occupation des salles.

La solution définitive à ce problème de locaux que rencontre la faculté des Lettres passe par la construction de bâtiments neufs pour l'Ecole nationale supérieure de micro-mécanique et le Centre de linguistique appliquée. Cela libérerait environ 4 000 m² de locaux à la rentrée de 1992 ou de 1993. La réalisation d'une nouvelle faculté de médecine à la périphérie de la ville est également envisagée. Alors, tous les locaux universitaires du centre historique bisontin seraient dévolus à la seule faculté des lettres. En attendant cet âge d'or, promise depuis deux ou trois décennies, les litérinaires devront encore « galérer ».

CLAUDE FABERT

DÉFENSE

Pour remplacer le plateau d'Albion

Un rapport du Sénat propose de déployer des missiles mobiles contre l'abandon d'un sous-marin stratégique

Face au retrait des armes nucléaires américaines en Europe, qui résulterait des accords Start, l'Union soviétique devrait conserver quelque 6 000 à 8 000 charges stratégiques et quelque 8 000 têtes tactiques (ou préstratégiques) portées par des vecteurs mobiles. Pour sa part, la France se contente d'aligner 430 têtes stratégiques (en passe de devenir 500), quelque 90 missiles préstratégiques aéroportés ASMP et 30 missiles sol-sol Pluton.

Constatant ce déséquilibre, le rapporteur du Sénat, M. Xavier de Villepin (Union centriste,

représentant les Français de l'étranger), se prononce, dans un rapport à paraître cette semaine, pour le projet d'un missile nucléaire déplaçable (qui remplacerait les missiles du plateau d'Albion) en le finançant, au besoin, par l'abandon de la construction d'un sous-marin stratégique de nouvelle génération, sur les six prévus. « La France, écrit-il notamment, tend désormais à se trouver en première ligne dans le domaine de la défense préstratégique, voire de la défense tout court, d'une Europe longtemps abritée par le parapluie nucléaire de l'OTAN ».

Selon lui, une trentaine de missiles déplaçables S 45 seraient suffisants pour un coût de 30 milliards de francs.

13,5 milliards de francs pour le Hadès

Le sénateur se demande si une telle « composante » ne peut pas être maintenue au prix du principe de l'abandon de la construction du sixième SNLE-NG. « Six sous-marins de nouvelle génération, munis de missiles M 45, puis M 5, interrogent-ils, sont-ils indispensables pour assurer la nécessaire permanence à la mer de trois d'entre eux ? », comme c'est aujourd'hui le cas. M. de Villepin souhaite que le gouvernement pèse très sérieusement sa décision et s'abstienne de la « composante » sol-sol de la dissuasion dans le contexte

de la sécurité européenne. Dans son rapport, le sénateur fait, d'autre part, le point sur le programme Hadès d'un missile sol-sol préstratégique de 450 kilomètres de portée, qui devrait remplacer le Pluton après 1992 et qui « sera le seul missile sol-sol moderne déployé en Europe de l'Ouest ». Ce programme était initialement prévu à raison de soixante véhicules lanceurs et de cent-vingt missiles. Il a été ramené, sur décision du chef de l'Etat, à vingt véhicules lanceurs et quarante missiles, déployés en deux régiments d'artillerie à Mailly et à Suippes, comme on l'avait déjà laissé entendre (le Monde du 16 décembre 1989).

Selon M. de Villepin, le coût du programme Hadès est aujourd'hui estimé – grâce à cette réduction – à 13,5 milliards de francs, au lieu des 17,5 milliards prévus à l'origine. JACQUES ISNARD

Une quatrième option

C'est la première fois qu'un parlementaire fait état de l'existence d'une quatrième option, qui paraît non dénuée d'intérêt dans le contexte actuel à beaucoup d'experts.

M. de Villepin constate que « le désarmement nucléaire progressif de l'alliance atlantique en Europe, conforté, de fait, le rôle de la France dans la dissuasion globale en Europe », compte tenu de deux considérations : primo, l'Union soviétique reste une puissance moderne, en qualité, un arsenal qui ne diminue qu'en termes quantitatifs ; secundo, les risques d'une prolifération nucléaire et balistique, qui ne respectent pas la logique de la dissuasion, sont loin d'être négligeables chez certains Etats potentiellement menaçants.

Dans ces conditions, la France aurait tort de s'en tenir à deux « composantes » de son arsenal stratégique à l'avenir.

D'abord, les sous-marins. Etalé sur quinze ans (entre 1993 et 2008), le programme prévu des six sous-marins nucléaires lance-engins de nouvelle génération (SNLE-NG), de la classe du Triomphant, prêt après 1994, est estimé à 126 milliards de francs (valeur 1990) pour la construction des bâtiments et celle des missiles M 5 qui deviennent les amers. Or les progrès attendus dans le domaine de la détection impliquent, selon le rapporteur, qu'il « paraît audacieux de faire dépendre, en dernier recours, la sécurité du pays d'un système stratégique unique et non déployé sur le sol national ».

Ensuite, les bombardiers nucléaires armés du missile ASMP. M. de Villepin considère que cette « composante » aérienne, si elle est efficace au niveau préstratégique, « est actuellement obsolète ou à l'état de sa vocation stratégique », qui consiste à « délivrer une frappe décisive » à longue distance. Car l'avion ne peut s'en prendre au cœur du territoire adverse qu'avec des ravitaillements en vol ; il reste soumis à des tirs anti-aériens très denses, et son missile n'atteint une portée de 1 000 kilomètres qu'à l'issue d'un lancement très vulnérable en altitude et au prix d'une vitesse de 1 500 mètres à la seconde, qui le rend aisément interceptable.

De cette série d'observations, M. de Villepin conclut à la nécessité d'adopter aux sous-marins, qui demeurent « décisifs pour la crédibilité de la dissuasion », et aux bombardiers, qui sont « un instrument principalement préstratégique », un missile sol-sol « déplaçable », ce qui ne veut pas dire mobile en permanence. « Le missile déplaçable, écrit-il, est déployé de manière aléatoire dans un certain nombre de sites militaires protégés et durcis (Albion, bases aériennes) pour exiger d'un adversaire un saut d'agression élevé contre plusieurs cibles sur l'ensemble du sol national ».

M. La.

JEAN FAVIER

de l'Institut

la reçu la Coupe du français des affaires 1990 pour

De l'Or et des Épées

Naissance de l'homme d'affaires au Moyen Âge

sous la direction du même auteur la nouvelle édition d'un livre de référence



l'Histoire chez FAYARD

relié 602 p. 260 F

MÉDECINE

Un diplôme pour les essais thérapeutiques en ville

Un nouveau diplôme va permettre aux médecins libéraux d'être mieux formés aux essais thérapeutiques en ville. Lancé à l'initiative de l'Union nationale des associations de formation médicale continue (UNAFORMEC) et de l'Association pédagogique nationale pour l'enseignement de la thérapie (APNET), il pourra constituer une garantie face aux exigences scientifiques et éthiques qu'impose l'évaluation des médicaments.

Le MEIEV, diplôme de « méthodologie des essais thérapeutiques en ville », a déjà vu un an. Il s'adresse aux médecins généralistes et spécialistes, installés depuis au moins trois ans. Avant de le faire connaître aujourd'hui, les deux associations ont préféré attendre l'attribution de la première promotion.

« Plus de 90 % des médicaments sont prescrits en dehors de l'hôpital, et

les essais thérapeutiques en ville sont un impératif de santé publique », estime le professeur Patrice Quéneux, président de l'APNET. En formant des véritables « investigateurs thérapeutiques », les responsables de l'UNAFORMEC et de l'APNET souhaitent voir s'étendre les expérimentations des médicaments « dans leur milieu de prescription », particulièrement en ce qui concerne les essais cliniques et la recherche des effets indésirables. Il reste que, jusqu'à ces dernières années, une partie des études effectuées en milieu libéral ne répondait pas à la rigueur méthodologique nécessaire. Certaines servaient même les visées commerciales de laboratoires pharmaceutiques peu scrupuleux. « Les médecins praticiens détenteurs du diplôme représenteront une garantie, vis-à-vis des laboratoires et des pouvoirs publics, contre des essais thérapeutiques bidons », consi-

dère le docteur Jean-François Armogathe, président de l'UNAFORMEC.

Le MEIEV, délivré à l'issue d'un examen final et de la soutenance d'un mémoire, fait l'objet d'une convention entre les universités de Saint-Étienne et de Paris-VII. Il sanctionne une formation, dispensée à travers un enseignement par correspondance et quatre séminaires, qui doit permettre aux médecins de participer à l'élaboration d'un protocole de qualité, de recruter des patients suivant les règles définies par la loi du 20 décembre 1988, « relative à la protection des personnes qui se prêtent à la recherche biomédicale », de suivre les procédures de contrôle de qualité, ainsi que d'analyser et d'interpréter l'information fournie par les essais thérapeutiques.

M. La.

SOCIÉTÉ

SPORTS

La crise du football français

Le lunetier Alain Afflelou reprend les Girondins de Bordeaux FC

Les Girondins de Bordeaux FC évitent le dépôt de bilan grâce à un reprenneur de dernière minute, le lunetier Alain Afflelou. Claude Bez, cette fois-ci, est bel et bien évincé. Dans un bref communiqué diffusé lundi 26 novembre, son avocat, M. François Tosi, a annoncé la démission du président du club bordelais.

BORDEAUX

de notre correspondante

Jacques Chaban-Delmas a réussi lundi l'un des coups de maître dont il est spécialiste. Il a sorti un reprenneur de sa majorité municipale, puis devant le conseil au complet réuni à huis clos pour examiner le déficit (242 millions de francs) des Girondins de Bordeaux FC. Le maire a révélé l'identité du sponsor au cours de la conférence de presse qui a suivi. Il s'agit de l'opticien

Alain Afflelou, quarante-deux ans, qui ouvre son premier magasin à Bordeaux en 1972. Son nom avait été cité dès le mois de septembre. Il avait même manifesté publiquement son intérêt pour le club au cours d'une émission de radio en duplex avec François-Xavier Bordeaux, l'opposant socialiste bordelais.

Jacques Chaban-Delmas n'a pas donné beaucoup de précisions sur le reprenneur : « Le premier objectif, a dit le maire, est d'éviter le dépôt de bilan. » Le club est en effet en état juridique de cessation de paiement. L'opticien n'apportera évidemment pas dans les caisses du club de quoi boucher la totalité du trou de 242 millions de francs, mais il devrait verser à ses dirigeants une somme (près de 60 à 70 millions de francs) pour faire face aux besoins immédiats de trésorerie, en particulier, pour payer les salariés. Cela permettrait ainsi de terminer la saison. Pour le reste, M. Afflelou devra négocier un

moratoire avec les créanciers dont fait partie la ville de Bordeaux. Le club de football doit en effet à la municipalité 19 millions de francs d'avances, remboursables. Par ailleurs, la ville couvre de sa garantie 71 millions de francs d'emprunts.

Alain Afflelou conservera-t-il l'équipe en place ? Quelles seront ses relations avec l'actuel sponsor du club, la firme automobile Opel ? Il devrait en tout cas imposer un gestionnaire, sans doute un juriste bordelais, dont le nom sera révélé mercredi 28 novembre, lorsque M. Afflelou exposera son plan pour tenter de résoudre la crise financière.

Alain Afflelou apporte l'argent, mais, parallèlement, il brigue le pouvoir. Il veut en effet devenir président de l'Association des Girondins de Bordeaux FC. La démission de Claude Bez est intervenue à point nommé. Elle a été diffusée par l'AFP, à l'heure même où Jacques Chaban-Delmas livrait le nom du reprenneur

du club. Ce fut un communiqué très sec : « M. Claude Bez fait savoir qu'il a informé ce jour 26 novembre le conseil d'administration des Girondins de Bordeaux de sa démission de président de l'Association Girondins de Bordeaux FC. »

« Je ne suis pas surpris, a commenté Jacques Chaban-Delmas, M. Bez avait déclaré publiquement que dès qu'une solution se présenterait, il démissionnerait. Il a tenu parole. » Malgré l'inculpation de Claude Bez pour escroquerie, le maire de Bor-

deaux a réitéré son affirmation qu'il n'y avait « pas eu un franc sous la table au club de football sous la présidence de M. Claude Bez ». Mais, a concédé M. Chaban-Delmas, « on constate qu'il aurait fallu un contrôle de gestion. Désormais, la ville ne donnera plus de garanties d'emprunts. Ces garanties ont masqué par le passé l'importance du déficit. En revanche, la ville va certainement verser une subvention annuelle. »

GINETTE DE MATHA

Président de la Ligue nationale

M. Jean Sadoul propose de limiter les salaires des joueurs

M. Jean Sadoul, président de la Ligue nationale de football, l'instance dirigeante du football professionnel, a reconnu, lors d'une conférence de presse lundi 26 novembre, qu'il n'avait « pas su maîtriser » l'afflux d'argent dans ce sport et qu'il n'en était « pas très fier ». Ouvertement critique depuis l'éclatement des scandales impliquant plusieurs clubs, M. Sadoul a toutefois indiqué qu'il n'avait jamais envisagé de démissionner.

« Refusant d'évoquer précisément les différentes affaires en cours (à Toulon, à Bordeaux, le cas Darmon...), M. Sadoul a présenté une ébauche du plan d'assainissement qu'il souhaite imposer pour rétablir l'ordre et la transparence. Il désire ainsi que les comptes de tous les clubs soient vérifiés « le plus rapidement possible » par la direction nationale de contrôle de gestion récemment créée à la Fédération française. Aucun transfert de joueurs ne serait autorisé pour des clubs en difficulté, ou qui ne seraient pas à jour de leurs charges fiscales et sociales. Avant avril 1991, M. Sadoul veut imposer aux clubs de fournir à la ligue tous les documents financiers concernant les transferts, sous peine

de se voir interdire d'engager de nouveaux éléments.

M. Sadoul entend aussi réduire le nombre de joueurs professionnels par club, jusqu'ici limité à vingt et un, pour le ramener en plusieurs étapes à quinze. Cette mesure permettrait d'éviter que des dirigeants n'engagent des joueurs à toutes fins d'en priver d'autres formations. Le président souhaite enfin trouver des solutions pour limiter les salaires des joueurs, qu'il juge « scandaleux et exorbitants ». Ces propositions, parmi d'autres, seront soumises à l'Assemblée générale de la ligue qui se tiendra samedi 3 décembre à Paris.

A propos du statut des clubs, dont certains présidents, comme Bernard Tapie (Olympique de Marseille), réclament la réforme, M. Sadoul s'est déclaré opposé à une constitution en sociétés anonymes mais « prêt à favoriser ce type d'expériences si certains le souhaitent ». Quant aux rumeurs concernant une fortune personnelle amassée grâce au football, M. Sadoul a précisé : « Je suis pauvre et j'en suis fier. On pourra écrire sur ma tombe : « Mort pauvre ». Ce sera mon titre de gloire. »

Ph. Br.

VOILE : Route du rhum

Bistoquet naufragé

Claude Bistoquet, surnommé affectueusement « Bistok » (le Monde du 27 novembre), a fini la Route du rhum à la nage. Ou, plutôt, il ne l'a pas finie, lui l'enfant du pays, victime, lundi 26 novembre, d'un funeste écueil à quelque 15 milles de l'arrivée, sur son trimaran Reynard-Guadeloupe. Lors d'un virement de bord, le bateau, sans pilote automatique depuis plusieurs jours, s'est fracassé sur des rochers, malgré les appels des accompagnateurs. Le trimaran a été entièrement détruit et Bistoquet dut sauter à l'eau, où il fut recueilli par un des bateaux qui lui faisaient cortège depuis le matin. Ce joli naufrage, quoique superficiel, n'a pas empêché plus d'un millier de personnes de réserver, lundi à Pointe-à-Pitre, un accueil triomphal à Claude Bistoquet, ainsi privé de classement en vue du port. Car il aura été tout de même, et c'est l'essentiel, l'auteur d'une très belle traversée de l'Atlantique. Après l'abandon de Claude Bistoquet, quatre bateaux restaient en course lundi : Patrick Lefferts (Trois-Quartiers), Henri Chemineau (Toulon-Charlemagne) et Anne Lardet (CTI) sur des trimarans, et d'Eric Bardelle (Port-de-Gravelines) sur un monocoque.

o Trois membres de l'expédition Amazone 90 portés disparus au Pérou.

Des dix participants de l'équipée Amazone 90 de Renaud Lavergne, dont les canots ont été naufragés mardi 20 novembre sur le fleuve Apurimac, dans les Andes péruviennes, trois manquaient toujours à l'appel lundi 26 novembre au soir. Les recherches se poursuivaient pour retrouver les Français Cyril Contandriopoulos et Pascal Odile, photographes de l'agence Sipa-press, et le Suisse Christian Buchbeck. L'expédition avait pour but de descendre les fleuves Apurimac, puis Ucayali et Amazone.

Un battant

La comparaison est facile, tentante et... justifiée. Play-boy, méditerranéen, bon mari et bon père, doué d'un très solide sens publicitaire, l'opticien Alain Afflelou, quarante-deux ans, le reprenneur des Girondins de Bordeaux, appartient incontestablement à la race d'entrepreneurs incarnée par le patron de l'OM.

Sa réussite, rapide - en moins de dix ans, Alain Afflelou a constitué le premier réseau européen de franchise en optique - il l'a forgée au culot. Comme Tapie, cet homme, sveltes, fausement effacé, à la décontraction tranquille, est doté d'un sens commercial tape-geur. Est-ce un hasard ? MM. Tapie et Afflelou sont les seuls managers à avoir construit leur communication publicitaire autour de leur propre personne : pile Wonder dans le

dos pour le député de Marseille, homme d'affaires pressé, harcelé par une meute de journalistes avides et vifronnante pour le président de Bordeaux.

A la tête d'un groupe qui dégage aujourd'hui un bénéfice avant impôt de 20 millions pour un chiffre d'affaires proche du milliard, Alain Afflelou s'est imposé dans la profession en vendant des montures à moitié prix permanent, puis à prix coûtant, mais en rattrapant ses marges sur les verres.

Diplômé de l'Ecole supérieure d'optique, ce discounteur sans complexe déchaine, lui aussi, les passions, et ses méthodes de vente lui ont assuré la rançonne ténacité d'une bonne moitié de la profession. Il n'en a cure. Fils d'un boulanger de Sidi-Bel-Abbès, venu s'établir au Bouscat, dans la région bordelaise,

en 1962, il se déplace aujourd'hui en bimoteur et passe ses vacances au large de la Croisette dans son bateau, le Riva, qui mouille à quelques encablures du Phocée du patron de l'OM. MM. Tapie et Afflelou se sont d'ailleurs croisés sur la Canebière. La raison sociale de l'opticien a longtemps figuré sur les maillots du onze bleu et blanc. Pressenti pour reprendre le Mazarin, Alain Afflelou a finalement trouvé l'ouverture pour prendre pied dans le monde du football.

Reste que, à la différence du mentor de l'OM, M. Afflelou est surtout un développeur. Il n'a pas l'expérience de la reprise d'entreprises en difficulté, apprentissage qui lui aurait été utile pour remettre à flot un club aquitain dont les comptes affichent un déficit cumulé de 242 millions de francs.

CAROLINE MONNOT

ELEVEZ VOTRE ENTREPRISE SUR UNE FONDATION SOLIDE !

Vous avez moins de 30 ans. Vous êtes seul ou en équipe, vous avez un projet concret, vous avez ou voulez créer votre entreprise dans le domaine de la communication. Faites acte de candidature à la FONDATION JACQUES DOUCE : aide financière et appui des grands décideurs économiques. Déposez vos dossiers avant le : 4 janvier 1991 FONDATION JACQUES DOUCE 136, avenue Charles-de-Gaulle-92522 NEUILLY cedex (16. 1) 47 47 38 36 Mariella BERTHEAS - Délégué Général.



FONDATION JACQUES DOUCE

Handwritten note in a box: *Handwritten text, possibly "Handwritten note" or similar.*

Bordeaux FC

Handwritten notes and text on the left side of the page, including "Bordeaux FC" and "proposé de limiter".

**NOTRE
RISE
IE
ION
!!**

ES DOUCE

**i486
plus
XGA
plus
OS/2
plus
Micro Channel
plus
SCSI
plus
LAN:**

LM 90022-1

Nouveaux IBM PS/2. Des micros plus q

Micros IBM PS/2 modèles 90 et 95 : le haut de gamme.

Bien plus qu'une somme d'éléments techniques, un système constitue un ensemble cohérent d'innovations qui se complètent et se valorisent.

Tous les IBM PS/2 confirment cette définition. Et, en particulier, les nouveaux modèles 90 et 95 : le haut de gamme technologique des systèmes personnels IBM.

offrent cette même puissance des i486 à ceux qui veulent conserver leur outil de travail au cours de leurs déplacements.

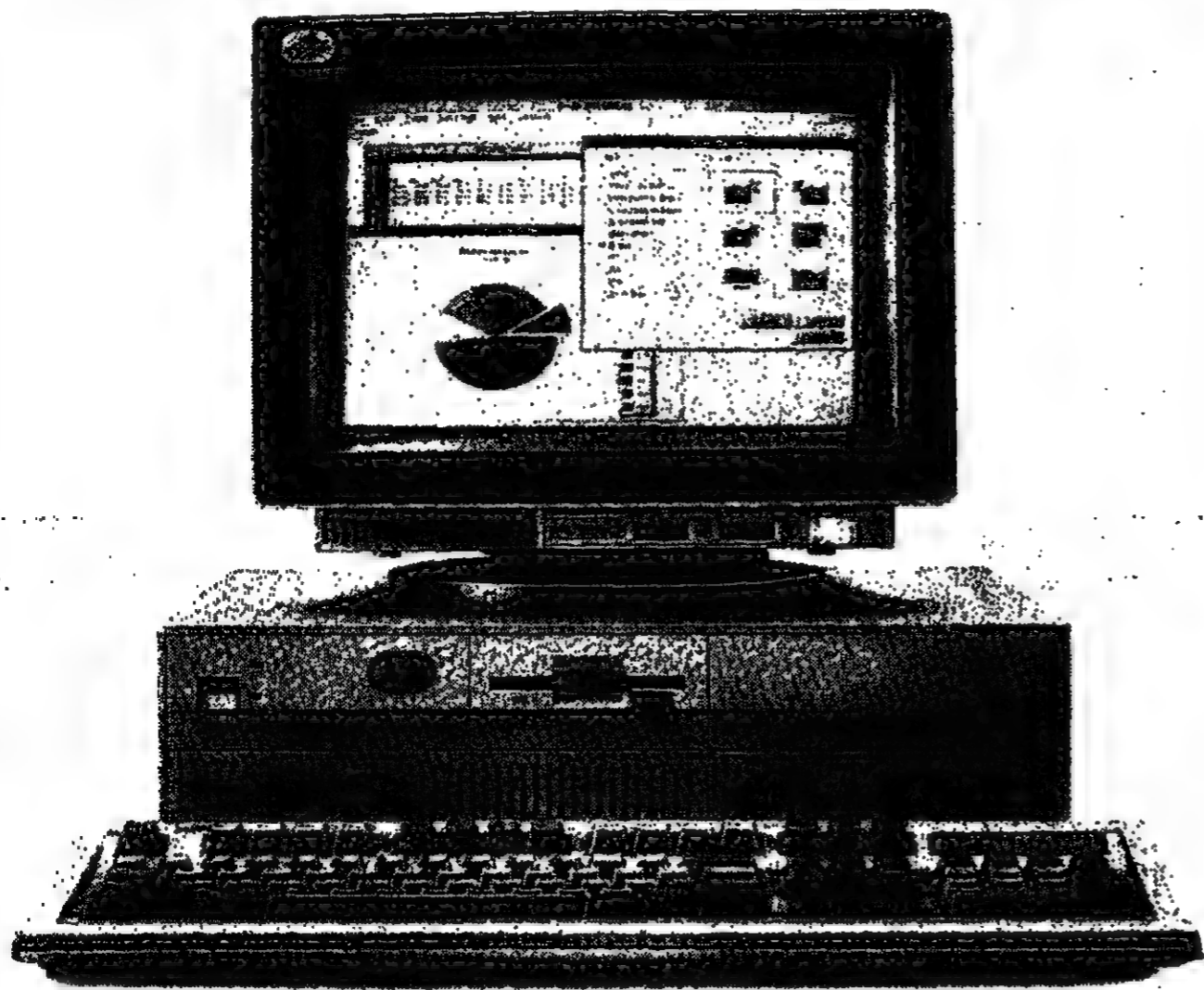
L'architecture Micro Channel à 32 bits, associée à des vitesses de transfert élevées, optimise les performances actuelles du 486 mais surtout prépare les améliorations futures.

Au palmarès des innovations, on retiendra encore : une mémoire

dominante graphique telles que la Publication Assistée par Ordinateur (PAO), la CFAO, le traitement de l'image ou l'ingénierie, un très haut niveau de qualité, netteté, clarté et lisibilité. Et dans des temps record.

Pour le texte, cette meilleure définition des caractères associée à la dernière version du système d'exploitation OS/2 1.3, améliore encore la vitesse de lecture à l'écran.

Et ce n'est pas tout. Cette nouvelle version d'OS/2 est non seulement moins encombrante qu'auparavant, mais l'amélioration de ses performances peut atteindre jusqu'à 25 %!



Tout en eux - vitesse, capacité de stockage, qualité graphique et possibilités d'évolution - a été conçu pour utiliser au maximum la puissance du microprocesseur i486.

Le microprocesseur i486...libéré.

Les modèles 90 et 95 sont aussi sophistiqués que puissants. Dotés d'un i486 à 33 MHz ou 25 MHz (facilement extensible à 33 MHz), ils atteignent les vitesses de traitement et les performances nécessaires à vos applications les plus exigeantes : Conception Assistée par Ordinateur (CAO), modélisation financière ou encore celles qui mettent en œuvre les nouvelles technologies multimedia d'IBM.

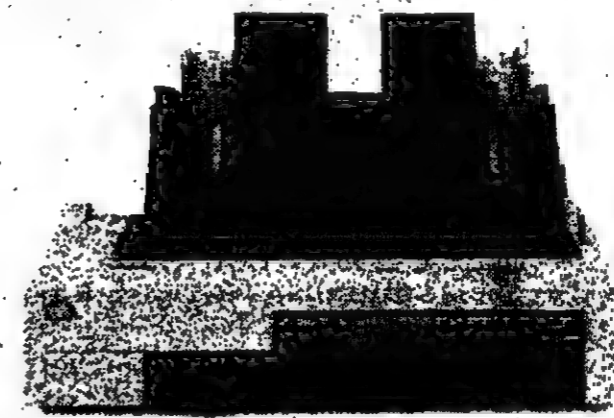
Quant aux deux nouveaux portables IBM PS/2 modèles 8573, ils

vive de 8 Mo en standard sur la carte mère, extensible à 32 Mo, une nouvelle méthode d'adressage mémoire de 64 bits exploitant au mieux les possibilités du i486 et de sa mémoire cache intégrée de 8 Ko, enfin une mémoire cache additionnelle de 256 Ko qui améliore encore les performances de l'unité centrale.

XGA : nouveau standard graphique haute vitesse, haute définition.

XGA (Extended Graphics Array), adaptateur graphique d'IBM, établit un nouveau standard de qualité d'affichage. En série sur les PS/2 modèles 90 et 95, il peut s'intégrer à tout modèle 386 ou 486 existant.

Il apporte aux applications à

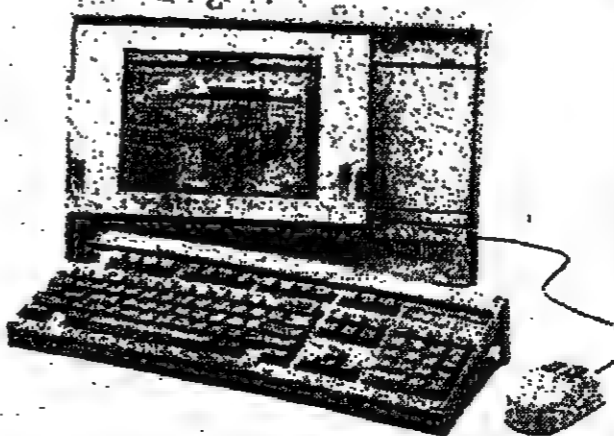


Des disques durs SCSI ultra-rapides.

Ces nouveaux disques IBM ultra-rapides et de grande capacité accroissent également les performances des micros PS/2.

Des emplacements destinés à accueillir des disques durs supplémentaires offrent aux PS/2 modèles 90 et 95 des capacités de stockage énormes - pouvant atteindre 0,96 giga-octets (Go) sur le 90 et 1,6 Go sur le 95.

Et si l'on tient compte de l'unité d'extension de disque SCSI externe, les capacités de stockage atteignent respectivement 7,68 Go et 8,9 Go.



OS/2. Des machines plus que jamais "systèmes".

Le futur déjà intégré.

La conception originale de la carte processeur XP d'IBM vous permet de bénéficier des mises à niveau techniques et de prolonger ainsi la vie de votre système.

De même, avec les cartes "bus master" de l'architecture Micro Channel, vous pouvez ajouter plusieurs processeurs à votre système, comme si vous ajoutiez des ordinateurs à votre ordinateur !

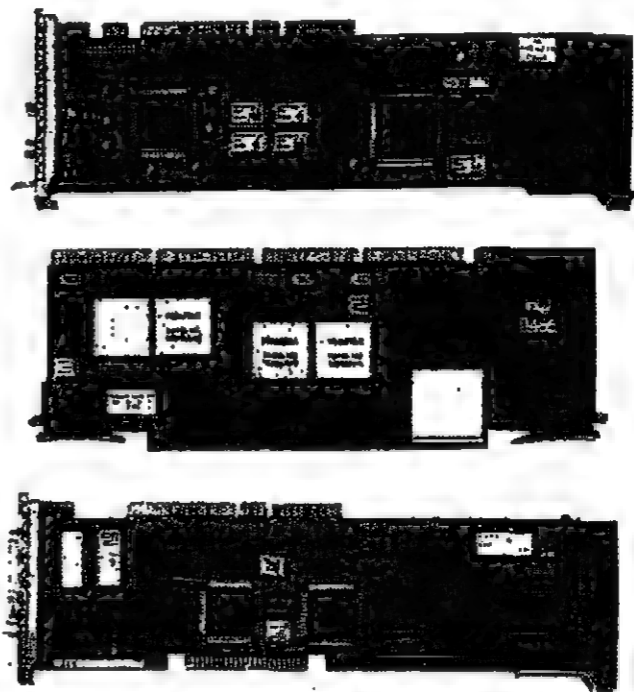
Ces deux éléments, auxquels s'ajoute l'interface SCSI, vont vous aider à tirer parti de vos applications les plus complexes. Et à étoffer votre système au gré du développement de vos activités.

IBM LAN: le réseau local par excellence.

Si l'IBM PS/2 modèle 95 est à l'heure actuelle l'un des serveurs de réseau les plus puissants, les autres modèles récents, le 80 et le 65 SX, sont des stations de travail à

hautes performances pour un prix très avantageux.

De même, dans un environnement de réseau, les nouveaux modèles PS/2 55 LS - stations de travail sans disque - constituent un maillon du réseau économique et fiable, répondant aux différentes exigences de sécurité, de confidentialité et de protection de l'information.



La connexion des divers matériels entre eux est assurée par le gestionnaire de réseau IBM Lan Server 1.3 qui fait appel, soit au réseau IBM en anneau à jeton (Token-Ring), soit au réseau Ethernet. Les nouveaux micros PS/2 55 LS vous permettent de choisir le standard de réseau qui vous convient le mieux.

Enfin, ce nouveau logiciel OS/2 Lan Server 1.3 apporte une solution efficace et économique pour la mise en place de votre réseau local.

Sans doute, comprenez-vous mieux maintenant ce que cette notion de système apporte au support réseau.

Pour en savoir plus sur les nouveautés de la gamme PS/2, appelez le Point réponse IBM: 05.03.03.03 ou consultez votre Minitel: 3614 IBMPS2.



IBM

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Chambéry

Le pillage d'une bibliothèque municipale fort négligée

Le tribunal correctionnel de Chambéry a condamné, le 23 novembre, un ancien employé de bibliothèque, M. Patrick Michel, trente-six ans, à dix-huit mois de prison avec sursis pour avoir dérobé, entre 1974 et 1985, des dizaines de livres rares et précieux. Il devra d'autre part verser 550 000 francs à la ville de Chambéry à titre de dommages et intérêts.

GRENOBLE

de notre correspondant

La capitale de la Savoie avait, au milieu des années 1970, une bien curieuse façon de conserver son patrimoine historique. Elle avait notamment entassé ses riches collections d'ouvrages anciens dans un château qui ne disposait d'aucune protection particulière. La ville organisait même,

□ Important vol de pièces détachées chez Renault. — Dix-sept employés du magasin national de Renault à Eragny-sur-Oise (Val-d'Oise) ont été inculpés de vol et de recel, et quatre d'entre eux ont été écroués, après le démantèlement par la brigade de recherches de gendarmerie de Cergy d'un important trafic de pièces détachées. L'entreprise avait porté plainte contre X... en mai dernier mais la disparition de pièces en grand nombre durait, semble-t-il, depuis plus de trois ans. Un inventaire effectué par la Régie fait état du vol de milliers d'injecteurs et de bougies, mais aussi d'autoradios, de cassettes de préchauffage pour moteur diesel, de montres, de plaquettes de frein... Le préjudice total se monterait à plus de 3,5 millions de francs. L'enquête se poursuit afin de mettre en évidence les ramifications d'un trafic d'ampleur nationale.

□ Affaire Doucet : une marche de protestation. — Le Comité pour la vérité sur la disparition du pasteur Doucet organise, le 1^{er} décembre, une marche de protestation qui partira à 19 heures de la tour Eiffel et se terminera au parvis des Droits-de-l'Homme du Trocadéro. Le comité, dont le président d'honneur est Gilles Perrault et la présidente Françoise d'Aubonne, déclare : « La vérité n'est toujours pas connue sur les circonstances de l'enlèvement et de l'assassinat du pasteur Doucet. On oublie trop souvent qu'il y a eu la mort d'un homme qui s'était dévoué à l'accueil des exclus de la société. Le comité veut empêcher que l'oubli, cette deuxième mort, ne retombe sur la disparition du pasteur Doucet ».

► Adresse du comité : 32, rue Berzélius, 75017 Paris.

dans ses salles, une réception au cours de laquelle des livres rares, se rappellent un convive, servaient de « comptoir de bar ». À cette époque, la ville de Chambéry avait d'autres priorités que la littérature : son principal souci était alors de mettre en chantier sa Maison de la culture.

« Exposés aux quatre vents », les réserves de la bibliothèque offraient alors, selon une ancienne conseillère municipale venue témoigner à la barre du tribunal, « un spectacle effrayant ». Toutefois, ces richesses entassées pêle-mêle ne laissent pas indifférent Patrick Michel, qui, à partir de 1974 et pendant douze ans, mène de fructueuses recherches, d'abord au titre d'employé de la bibliothèque, puis comme « lecteur privilégié ». Dans le capharnaüm, il mit la main sur des ouvrages de très grande valeur, qu'il négocia auprès d'antiquaires, de bouquinistes et d'amateurs éclairés, peu regardants sur leur origine.

Le tribunal n'a retenu à l'encontre du prévenu que les vols avoués par Patrick Michel, environ cinquante volumes, qui lui auraient rapporté entre 300 000 francs et 350 000 francs. En effet, l'accès aux réserves du château qui servaient d'entrepôt était très facile, et beaucoup d'autres chambériens ont probablement puisé dans le tas de « trésors » qui s'y trouvaient. Ainsi, sur les 17 633 volumes du fond des administrateurs savoyards, confisqués en 1903, 1 131 sont portés manquants. D'autre part, de nombreux cahiers d'inventaires ont disparu, ce qui rend impossible la mise à jour des collections.

« Une énorme pagaille »

Cette situation aura permis ainsi au procureur de la République, M. Eric de Montgolfier, d'affirmer que ce dossier est « le produit d'une insuffisance collective et d'une énorme pagaille ». Mais le désordre « autorisait », Patrick Michel a-t-il dit, « à agir de la sorte ».

Ce ne sont pas les livres, d'ailleurs, qui fascinaient l'employé municipal, mais des peintures du XVII^e siècle et des meubles de la même époque. Grâce au produit de ses vols, Patrick Michel s'était constitué une jolie collection qu'il avait entassée dans une des pièces de son appartement, jalousement préservée des regards étrangers. Ainsi cohabitaient, séparés par une simple porte en bois, le décor d'un modeste fonctionnaire et des œuvres rares et chères réunies par un amateur d'art. Aussitôt après la découverte du pillage de ses collections de livres anciens, la ville de Chambéry décida, enfin, de remettre un peu d'ordre dans les rayons de sa bibliothèque. Il était temps. Poussant le paradoxe le plus loin qu'il le put, le procureur de la République se demanda si finalement « la collectivité ne doit pas aujourd'hui beaucoup à Patrick Michel pour la préservation de son patrimoine ».

CLAUDE FRANÇILLON

DIAGONALES

C'est la semaine de l'année où les sous-bois sentent la cienne gelée. Dans les feuilles mortes, des notaires trottent. Le circuit de leur jogging empêche d'accéder à la Cartoucherie d'Ariane Mnouchkine. Euripide interdit par des dards en short, la pensée et le passé pris en otage par le stupide présent des corps : les symboles crachent, ce dimanche 25 novembre, sur Vincennes embrumée.

L'art et la vie : leur paradis de cache-cache ne date pas d'hier, à ceux-là. On dirait parfois que chacun d'eux doit le salut à son mépris de l'autre. Imaginez que vous fassiez une guerre atroce à des civils innocents : quelle meilleure manière de supporter ce supplice de la conscience qu'en tenant journal de vos émerveillements culturels ?

C'était le tranquillisant qu'avait trouvé Ernst Jünger, le grand écrivain allemand. On le voit en feuilletant ses *Journaux de guerre*, publiés chez Bourgois voici dix ans et que Jünger réunit en un seul volume du plus beau noir (780 p., 150 F.).

Quand on a plus de cinquante ans, c'est plus fort que soi, de même qu'on regarde sous le nez les touristes retraités aux immatriculations bavaroises en se demandant ce qu'ils pouvaient bien fabriquer vers 1942, par pur patriotisme bien entendu, de même on s'attache à certaines dates des agendas d'anciens occupants, comme ça, par souci rétrospectif pour leur sommeil.

A notre tour de dormir sur nos deux oreilles : en juillet 1942, par exemple, moment des grandes rafles, l'auteur des *Faisceaux de marbre*, tout de vert vêtu, hante les bouquinistes, les cinéastes, les rosearistes et l'atelier de Picasso, avant de noter ses rêves, de très beaux rêves non figurés, en couleurs s'il vous plaît. Nous voilà rassurés. Ce qui n'empêche pas notre diffidente exquise de se sentir « du cœur pour l'infirmité ». Il est vrai qu'un des caractères du meilleur est de « n'être jamais au goût du jour ». C'est Jünger lui-même qui l'écrit : un jour choisit, pour une telle remarque : 14 juin 1940 !

Je blague. Si Jankélévitch a renoncé à s'intéresser à tous les créateurs allemands pour n'avoir pas à se demander ce qu'ils faisaient PENDANT CE TEMPS-LÀ, c'est qu'en bon philosophe il voulait faire l'économie des questions sans réponse. S'il fallait attendre que cesse la barbarie pour jouer de la culture qui semble s'en battre l'œil, on pourrait attendre longtemps.

Au surplus, les écrits intimes ne visent jamais à capter le réel, ni même le vrai, mais à s'en débarrasser. Le jour où le maître du genre, Gide, apprend qu'il va être papa, ce qui devient logiquement l'émouvoir un brin, il dit avoir relu Goethe « avec ravissement ». Un jeune auteur, Nabokov, publie son *Journal* afin d'« oublier, dit-il, ce qu'il a vécu » et de se sentir plus « libre » (in *l'Infini*, hiver 1990, n° 32, p. 59). Pour que Jünger fût distrait de ses fleurs et reliures, il eût

L'art et la vie

failli, je ne sais pas, moi, qu'un bus d'enfants râlât lui barrât le chemin de Bagatelle. La petite histoire est avare, finalement, de cas mauvaises rencontres dont on ne devrait pas se remettre, en principe.

Et quoi ? Les artistes ne peuvent pas tous avoir l'humour spontanément affligé et fautive d'un Baudelaire ou d'un Kafka. « L'homme ne peut s'aimer jusqu'au bout s'il ne se condamne », disait Baudelaire (on est loin de l'idéologie actuelle du gagnant « relax »). « La littérature se doit de plaider coupable », soutenait en écho Kafka, qui note, le 13 janvier 1920 (pages inédites, in *l'Infini*, déjà cité) : « Quelquefois, il y a dans sa prescription, plus peur pour le monde que pour lui-même. » Oui, « il y a » ! Lui-même, parbleu ! Il y a que l'auteur du *Procès* pour nourrir pénible présomption.

Ne s'accorder aucun droit, vouloir vivre en exil : c'est au prix de cette règle dictée par le douteur intime que Kafka a révolutionné et ressuscité le roman. Georges Bataille parle comme personne de cette tentation de l'art de refuser toute souveraineté (la littérature et le mal, reprenons nos jours d'un « Folio »). La convulsion surréaliste a eu ce bêtise de rendre familiers les abîmes et les malédictions. Sans éviter pour autant à ses champions les plus naïfs monismes. Il faut lire ou relire le stano de leurs réunions de 1928-1932 consacrées à la sexualité (*Archives du surréalisme* n° 4, Gallimard, 212 p., 85 F.) : on croirait des papotages de potaches sous le préau.

Le mouvement artistique le plus déterminant de tout ce siècle, peut-être le seul, aura brillé aussi par la puanteur étouffée de ses rapports avec la vie du moment, la révolution en particulier. Après tout, Jünger se réclamait des surréalistes : et ses récits de rêves leur doivent beaucoup.

Nous n'avons quitté qu'en apparence le bois de Vincennes et les notaires barant l'accès au théâtre antique. Un flot d'intelligence gratuite bête par un océan de brèze tarifiée : n'est-ce pas la proportion courante, la disposition habituelle, le paysage connu ? Intelligence : c'est peu dire. S'il est un endroit qui rend l'espoir, face au déferlement du nul par tous les canaux modernes des communications, c'est la Cartoucherie, cet hiver.

En gagnant sa place, dans un de ces hangars de briques où les futures veuves de Quatorze, on l'imagine, fourbissent des obus avec la rage de bien faire, on enjambe de fausses feuilles archéologiques, si réalistes, avec leurs statues jaillissant des éboules, qu'on se dirait en vacances grèques, en nago, Guide bleu à la main.

Manérisme, ce parcours initiatique ? Rien.

BERTRAND POÏROT-DELPECH
de l'Académie française

n'est jamais sans raison, de ce qu'invente Ariane Mnouchkine. Il fallait ça, et le glossaire remis à l'entrée, pour nous rappeler, par les temps d'oubli et d'inculture qui courent, que nous en sortons, de ces trous de glaise et de ces premiers criaillements rythmés, « nous » c'est-à-dire notre humanisme décad et problématique.

Iphigénie à Aulis, d'Euripide ; Agamemnon, d'Eschyle. On peut voir les deux pièces séparément ou à la suite. Prévoir sept heures d'attente. Les péquenots grecs, du IV^e siècle, eux, supportaient. Aurions-nous baissé ?

Les critiques parleront du spectacle. Il faut dire, ici, l'événement. Tandis que la grande ville se gave de calembours publicitaires et de parolotes insipides, soudain, entre quatre murs ocre aux allures d'arène, se livre une des premières comédies de l'histoire entre la vie et l'art. Pas vu ça depuis le Groupe de théâtre antique de la Sorbonne où débutaient Barthes et Lacarrière, il y a cinquante ans, depuis les masses fondatrices d'Avignon. Le public français est enfin traité en noblesse, la parole est remise à sa place d'objet vivant, de signe majestueux, et les personnages de la mythologie redeviennent nos parents ; nos enfants, aussi, car enfin, comme s'exclamaient Nietzsche, « qui pourrait douter que le monde entier de ces héros n'ait été là qu'à cause d'Homère ? ».

Le chœur, problème jamais résolu, ou alors recto tono, bouche fermée, bouche cousue, le voici qui rend grâce au langage presque éternel de la danse. Un corps qui piaffe est un corps qui piaffe, les millénaires n'y changeront rien. Des corps qui saignent, ils n'y changeront pas davantage.

A la fin, des servants traînent les cadavres dans le sable, comme le toro cahotant vers la boucherie d'hospice, avec sa plaie violette. Le sang d'Iphigénie et de Cassandre est plus rouge, comme les robes des choréutes, qui arborent la pourpre caillée des égorgements. La différence avec les courses d'Espagne n'est pas que de teinte. La comédie célèbre l'inévitable, elle est belle de ce qu'elle ne peut changer, de sa soumission à l'instinct présumé pérenne. La tragédie, elle, respire de son refus du pire. Il ne sera pas dit que la violence fera toujours la loi, crée-elle ; y compris la violence de la loi, ajoutera Antigone.

Le théâtre des hommes sort de terre pour briser un enlèvement qui est toujours là. Son bond original revêt sous nos yeux. Il ne cherche pas à nous enfoncer : « Il ne faut pas avoir plus de honte qu'on ne peut », dit-il ; et Jünger, si cultivé, a sans doute entendu cette façon indigène à la destruction. Le théâtre dit encore : « Le rite est un savoir. » Il peut se résumer à ce précepte, que Mnouchkine a pris au pied de la lettre : « Traquer l'excellence. »

...Et trotinant, au loin, les notaires.

EN BREF

□ Un programme européen de formation des policiers à la lutte antistupéfiante. — Des policiers venus de trente-cinq pays touchés par la drogue participent à un programme européen de formation à la lutte contre le trafic de stupéfiants, du 26 novembre au 14 décembre, au centre national de

formation de la police de Gif-sur-Yvette (Essonne).

Ce stage vise à favoriser « l'adoption de stratégies communes entre pays de production, de transit et de consommation de drogues », a commenté M. François Roussey, directeur général de la police nationale. Concernant une cinquantaine de

policiers spécialistes, venus d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, cette première session de formation fait suite à une décision prise, les 14 et 15 juin à Dublin (République d'Irlande), par le groupe « Trevis » de la Communauté européenne, qui regroupe les ministres de l'intérieur des Douze.

□ Pourvoi en cassation de René Bousquet. — René Bousquet, inculpé de crimes contre l'humanité, a formé lundi 26 novembre un pourvoi en cassation contre l'arrêt rendu le 19 novembre par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris qui s'est déclarée compétente pour instruire ce dossier.



SALON DU CUIR
RENAULT 25 BACCARA

VIVRE LE STYLE RENAULT 25
INVITATION A L'ESSAI DANS LE RESEAU RENAULT PARIS ILE DE FRANCE

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

YVONNE REBEYROL
PRINCE DE L'INFORMATION
SCIENTIFIQUE 1990
décerné par
L'ACADEMIE DES SCIENCES

TITRES DISPONIBLES

LUCE ET L'ESSENCE
Chroniques préhistoriques

LA TERRE, 100 JOURS RECOMMENCE
Trente ans de progrès des sciences de la terre.
Préface de Claude Allègre.

TOURBILLONS ET TURBULENCES
La machine des climats
Préface de Jean-Christophe Duplessy.

Conditions
LA DÉCOUVERTE / Le Monde

Handwritten note: "Je n'ai rien" (I have nothing).

CULTURE

ARTS

Le cabinet du président

Le Musée de Rennes fait l'inventaire de ses collections de dessins anciens. Elles sont d'une remarquable richesse

RENNES

de notre envoyé spécial

Au commencement était Robien, Christophe-Paul de Robien (1698-1756), président à mortier au Parlement de Bretagne, membre de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Berlin, homme de loi, historien, archéologue, ethnologue avant le mot et collectionneur d'un peu tout, haches celtiques et boucliers indiennes, porcelaines chinoises et pierres fines, manuscrits médiévaux, peintures flamandes et dessins. Ce Robien était breton, l'un des premiers fortunes de sa province et l'un des esprits les plus encyclopédiques de son siècle. Son cabinet, logé dans son hôtel de Rennes, fut l'un de ces prodigieux cabinets de curiosités dont la diversité et l'abondance donnent à rêver de nos jours.

Son propriétaire était de la noblesse de robe et, semble-t-il, fort entiché de sa dignité. Il n'empêche qu'il dirigea des fouilles celtiques sur ses terres de Locmariaquer et s'intéressa aux antiquités de l'Inde. Il fit venir des comptoirs du Canada une pirogue en peau de phoque et l'un de ses parents lui expédiait de Canton, où il vivait, à Rennes des caisses d'objets. Ainsi pouvait alors un homme épris du détail du monde et des peuples, pour peu qu'il fût riche, en rassemblant chez lui des œuvres de toutes les origines et de toutes les civilisations. Il anticipait d'un siècle sur les « découvertes » des explorateurs et ethnologues et inventait l'éclectisme cosmopolite et savant.

Qu'il possédait une collection de dessins italiens est donc parfaitement normal. Il l'avait constituée en partie en rachetant des pièces qui avaient appartenu à Crozat, autre esprit universel, et, avant lui, au Florentin Vasari, qui a fondé l'histoire de l'art.



« Etude pour Abel et deux esquisses de figures féminines », par Jacopo Negrutti del Palma le Jeune

Le Musée des beaux-arts de Rennes, qui reçut en 1794 le cabinet Robien confié pour cause d'émigration, possède donc de ces précieuses feuilles où Vasari a composé un encadrement d'architecture et de girandoles autour d'un dessin de Donatello ou de Filippo Lippi. A la plume, Vasari a inscrit le nom de l'auteur, ou de celui qu'il croyait l'auteur, du croquis : Dom Girvan pour Ghirlandajo par exemple.

Des raretés de ce genre, l'exposition qu'a réunie et commentée Patrick Ramade en compte un peu moins d'une centaine, tous des dessins d'Italie exécutés entre le

quinzième et le dix-huitième siècle à Florence, Rome, Ferrare, Bologne ou Naples. Tous les styles y sont représentés, comme si Robien avait été plus soucieux de réunir une histoire que d'illustrer son goût. Corrège, Pontormo, le Parmesan, Perino del Vaga et Niccolò dell'Abate représentent puissamment le maniérisme, ses déformations et ses grotesques. Ils côtoient aussi bien l'admirable Palma le Jeune, dont l'étude pour Abel vaut un Titien, que le curieux et pompeux Pierre de Cortone ou les baroques Rosa et Baciccio.

Mais le meilleur est avant, dans la série des dessins plus anciens. Un portrait d'homme de Lorenzo di Credi triomphe par sa simplicité sereine. Une Pietà au graphisme très étrange, haché, griboillé presque, jadis attribuée à « André Mantegna », a été rendue à Giovanni Bellini, le beau-frère du dit Mantegna. On ne l'imaginait pas susceptible d'une telle vigueur, pré-rembranesque si l'on peut dire.

Quant au « trésor » du cabinet Robien, il se compose de cinq études de draperies qui ont été très judicieusement disposées ensemble : elles ont pour auteurs Lippi, Perellino, Ghirlandajo et, pour les deux plus fameuses, Léonard de Vinci. Leur rapprochement est très instructif, car il met

en évidence ce que les études de Vinci ont d'un peu rhétorique. Ce sont des nœuds de tissu très compliqués, des plis cassés et froissés pour le plaisir. A l'inverse, les drapés de ses prédécesseurs représentent le corps et leurs mouvements sous l'étoffe. En devenant plus élégant et adroit, le naturalisme des Florentins s'est changé en figure de style.

Cette exposition, réellement excellente, ne suscite qu'un regret : que des collections si glorieuses ne jouissent pas d'un bâtiment digne d'elles. Le Musée des beaux-arts de Rennes est à l'étroit, forcé de partager un édifice du dix-neuvième assez modeste avec le Musée de Bretagne — ethnographie régionale et bretonnisme exalté. Ses salles auraient besoin de quelques pots de peinture blanche et de quelques ampoules. Monsieur de Robien mériterait d'être traité avec moins de désinvolture par les Rennais, ses héritiers qui sont aussi ses débiteurs.

PHILIPPE DAGEN

► Musée des beaux-arts de Rennes, 20, quai Emile Zoia, tél. : 99-28-55-85. Jusqu'au 7 janvier. Sous le titre *Disegno*, un excellent catalogue accompagne l'exposition (253 pages, 250 francs).

DANSE

Berrettini sort son beretta

Une soirée pour trois nouveaux chorégraphes au Théâtre de la Bastille

Marco Berrettini, parfait inconnu, est le genre de gars bien décidé à faire parler de lui. Le dossier de presse nous apprend qu'il est mi-italien, mi-allemand, qu'il a suivi l'école d'Esca, et que son spectacle, *Flackie*, est sponsorisé par la pizza To Go de Wiesbaden. Le public de la Bastille — pourtant l'un des plus pointus de la capitale concernant la danse — a réagi comme s'il était fouetté par des ories.

Peur de rien, anar, partisan de l'huile sur le feu, maladroit, grossier à dessein, se délectant de son mauvais goût, Berrettini a réussi un spectacle qui marche, car rien n'y est bête, et le texte est, parfois même, drôlement malin. On peut être choqué qu'il parle du sida en montrant Doris Day préoccupée de savoir si Rock Hudson l'a contaminée pendant le tournage de *L'homme qui en savait trop*. On peut ne pas supporter ces femmes qui sautent les seins nus ou bien la tête dissimulée dans des cartons, et bien d'autres scènes du même acabit. Cet imbroglio, souvent indi-

geste, est sauvé par la sincérité et par une certaine forme d'innocence des corps. Coup de tonnerre bienvenu dans la léthargie ambiante. Marco Berrettini peut maintenant passer au travail.

L'Autoparoli de 1917, d'après Egon Schiele, première chorégraphie de Christian Bourgaud, dédiée aux plasticiens Daniel Tremblay et Gérard Véron, frappait par son élégance et son raffinement. Soit presque parfait sur l'érotisme qui se dégage de la déformation du corps.

Georges Appaix, lui, n'est plus un débutant. Dans le *Conte du tailleur*, d'après Robert Musil, il montre un savoir-faire agréable qui combine les mots, le chant et le mouvement, non sans un certain esprit de système. Il sait avoir de l'humour, bien que sa danse soit trop illustrative.

Sortie en fin de compte positive : ces lieux qui renouent avec l'idée de performance, de spectacles non aseptisés et finis, mais vivants sont indispensables.

DOMINIQUE FRÉTARD

Le sort du Café de la danse

Mise en liquidation, la salle pourrait rouvrir sous tutelle

La danse manque de petites salles à Paris. Laisser le tribunal de commerce fermer le Café de la danse suite à son dépôt de bilan serait sans doute une erreur. Mis en liquidation judiciaire le 15 novembre 1990, avec un passif de 3,5 millions de francs, ce lieu, ouvert en 1984 par Catherine Atlani et Marie-Pierre de Porta, se consacre à la danse et à la chanson sous leurs aspects les moins commerciaux. Une grande partie du déficit, selon les deux directrices, serait dû aux travaux rendus nécessaires pour l'ouverture et aux réaménagements techniques de l'an dernier. Depuis six mois, le Café de la danse, qui a accueilli plus de 40 000 spectateurs en six ans (la salle jauge 250 places), recevait 100 000 F de subventions de la direction régionale des affaires culturelles de l'Île-de-France (la DRAC).

Pour résoudre leurs problèmes financiers, les animatrices du Café de la danse étaient en pourparlers avec un promoteur immobilier qui s'engageait, entre autres, à reconstruire un théâtre. Informé de ce projet, Alain Devaquet, député du onzième arrondissement, a ce titre chargé du dossier, a préconisé un arrangement avec la Ville de Paris. Les négociations avec le ministère des affaires culturelles, la Ville de Paris et la région, ouvertes dès après la liquidation, se poursuivaient lundi 26, sous la houlette de Bernard Faivre d'Arrier, directeur

du théâtre. A l'issue de cette réunion, ce dernier a décidé de prendre contact avec le liquidateur, M. Aysche, afin d'envisager toutes les solutions possibles pour garder ouvert le Café de la danse. En attendant un dénouement, les spectacles continuent, sans billetterie.

DOMINIQUE FRÉTARD

► *Wind Within Seven Fields*, création du chorégraphe Lari Leong, tous les jours, jusqu'au 1^{er} décembre, à 22 heures. Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 75011 Paris. Tél. : 43-57-05-35.

► *Les Enfants du paradis*, film français du siècle. Le film de Marcel Carné *Les Enfants du paradis* a été désigné le lundi 26 novembre meilleur film français du siècle, par six cents professionnels du cinéma, au cours de la soirée « La plus belle nuit du cinéma », organisée au Zénith par Canal Plus. Figurent ensuite au palmarès des dix meilleurs œuvres : *la Grande Illusion*, de Jean Renoir, *A bout de souffle*, de Jean-Luc Godard, *Casque d'or*, de Jean Becker, *la Règle du jeu*, de Jean Renoir, *les Vacances de M. Hulot*, de Jacques Tati, *les 400 Coups*, de François Truffaut, *l'Atalante*, de Jean Vigo, *la Belle et la Bête*, de Jean Cocteau, *Providence*, d'Alain Resnais.

Perturbations et déceptions

Le marché de l'art est en récession. Alain Delon en a fait l'expérience

En avril dernier, à Londres, Alain Delon se séparait d'une partie de sa collection d'œuvres du dix-neuvième siècle pour se consacrer à ses nouvelles passions : l'abstraction des années 50 et le mouvement cobra. Il réitérait dimanche dernier. Mais les résultats de la vente n'ont pas dû combler ses espérances.

En dépit d'une liaison satellite reliant cinq villes du Japon avec les salles 5 et 6 de l'hôtel Drouot à Paris, les enchères de 90 œuvres impressionnistes et modernes organisées par M. Guy Loudmer ont été médiocres : 53 % des lots sont restés invendus (soit 45 % du produit). Alain Delon, propriétaire d'une trentaine de ces toiles (voir le Monde du 26 novembre), s'en est mieux sorti, avec seulement 23 % d'invendus. Les 36 millions de francs qu'il a récoltés hier ne serviront qu'à régler l'achat de *la Belle Espérance*, de Modigliani (acquise conjointement avec Francis Bouygues dans la vente Bonardon en mars dernier) pour un prix total de 63 millions de francs.

Il faudra attendre le quatrième lot de la vente pour que les acheteurs nippons se manifestent avec le Château de Chillon (vers 1875), une très belle œuvre de Courbet. Acquise en 1984 pour 2,4 millions de francs, elle partit pour près du double. En revanche, une *Madeleine* de Delacroix (1843), « composition religieuse exceptionnelle », d'après la Direction des Musées de France, a été préemptée pour 10 millions de francs. (1). Acquise grâce au concours de deux galeries parisiennes, M. et M^{me} Bourdon et M. Daber, elle enrichira le Musée Eugène-Delaunoy de Paris.

La Rue Réaumur, de Maximilien Luce, partait pour le Japon (1 600 000 F), suivi immédiatement par un grand fusain, *Trois danseuses*, de Degas (2,2 millions de francs). Une des pièces maîtresses de la collection Delon, *Femmes au bouquet de violettes*, de Bonnard, restait invendue, alors qu'un très beau *Nu dans un intérieur* du même artiste dépassait les 4 millions de francs. Deux-Dufy fauves, et un *Nu* de Van Dongen, ainsi qu'une encre et lavas sur

papier de Picasso, qui aurait servi de modèle aux *Demotelles d'Avignon* n'ont pas trouvé preneur.

Deux Utrillo sur neuf ont été vendus. Un *Portrait de jeune femme* de Modigliani, acheté en avril de l'année dernière 4,9 millions de francs par Alain Delon cotait hier 6 millions de francs. Le comédien devra se contenter de 800 000 F pour le *14 juillet à Paris*, de Loiseau (acquis il y a deux ans près du double) et de la même somme pour *Nature morte aux cruches et aux pommes rouges* (1924) de Vallotton, emportée pour le même prix lors de la vente Renard. Enfin, *la Ceinture jaune*, (1932) de Picasso, l'œuvre la plus sèchement discutée de la vente, devrait rester en France pour plus de 23 millions de francs.

Alice Sedar

(1) L'Etat s'est également réservé, le lundi 26 novembre, ses droits de préemption sur une squarrelle de Cézanne. Adjudé 600 000 francs à la salle Drouot, *Paysage provençal* rejoindra prochainement la collection du Musée Grasset d'Als-en-Provence.

► Ouverture d'un centre d'art contemporain à Quimper. — A Quimper, où le maire Bernard Pignat (PS) fait campagne sur le thème de la culture et du « bien-vivre », une exposition consacrée à la nature morte, avec des œuvres de Braque, Tàpiés, Lupertz, entre autres, vient d'inaugurer un équipement consacré à l'art contemporain, le « Quartier ». Ce nouveau lieu, dû à l'architecte François Geay, est installé dans les chambres militaires d'une ancienne caserne. Au dessus, se trouve l'école des beaux-arts. Bientôt sera aménagé un théâtre. Le « Quartier » qui fonctionne en synergie avec le Musée des beaux-arts de Quimper, a nécessité un investissement de la ville de 2 millions de francs. Le budget de fonctionnement est établi à 1,5 million de francs par an. Le « Quartier » est géré par l'Association pour le développement de l'art contemporain (ADAC) créée pour l'occasion et présidée par Jean-Pierre Dussout.

RADIO LIBRE

RENAULT 25 V6 INJECTION

Chaine stereo avec repetiteur des commandes sous le volant

VIVRE LE STYLE RENAULT 25

INVITATION A L'ESSAI DANS LE RESEAU RENAULT PARIS ILE DE FRANCE

RENAULT LES VOITURES A VIVRE

La Compagnie d'Orient
présente

UNE DES PLUS BELLES
COLLECTIONS D'EUROPE
DE PIÈRES PRÉCIEUSES SCULPTÉES

EXPOSITION
EXCEPTIONNELLE

**CHINE
JAPON**

PIÈRES DURES, JADES,
CORAIL, TURQUOISE, MALACHITE,
BRONZES, CLOISONNÉS

PIÈCES UNIQUES
EN CORAIL ET EN JADE

EXPOSITION GRATUITE SUR PLACE

**DU 9 NOVEMBRE
AU 1^{ER} DÉCEMBRE**

OUVERT TOUTS LES JOURS DE 10H A 20H
BOULEVARD DU PALAIS DES CONGRÈS
NIVEAU 0 PORTE MAILLOT PARIS 17^e
TEL. 40.68.21.31

**CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS**

SALE GAVEAU
Mardi
27 novembre
20 h 30
(p.a. Valmérie)

MAISON-ALFORT
Théâtre
CLAUDE
DEBussy
118 m.
Cal-de-Gaulle
43-86-77-87
Vendredi
20 novembre
20 h 45
(p.a. Valmérie)

OPERA DE PARIS
GARNIER
Dimanche
2 décembre
20 h 30
Loc. 100
47-42-53-71
Pièces de 20 à 320 F
(p.a. Valmérie)

CHATELET
THÉÂTRE
MUSICAL
DE PARIS
Lundi 5
8 heures 15
Vendredi
7 décembre
12 h 45
(p.a. Valmérie E. Ribot)

CHATELET
THÉÂTRE
MUSICAL
DE PARIS
Lundi
5 décembre
20 h 30
(p.a. Valmérie)

AUDITORIUM CHATELET
Mardi 4
19 heures
Vendredi
7 décembre
19 heures
(p.a. Valmérie E. Ribot)

AUDITORIUM CHATELET
Mardi 4
19 heures
Vendredi
7 décembre
19 heures
(p.a. Valmérie E. Ribot)

AUDITORIUM CHATELET
Mardi 4
19 heures
Vendredi
7 décembre
19 heures
(p.a. Valmérie E. Ribot)

BADEA
Sol : Boris
BELKIN
Piano : Boris
BRUNO, R. STRAUSS, LISZT

BEHRENDT
Piano : MARYLENE
DOSSE
SONATES
DE BEETHOVEN

LE MESSIE
Handel
THE SIXTEEN CHOR
AND ORCHESTRA
Dir. : H. CHRISTOPHERS

MUSIS MUSICAUX
TRIO FONTENAY
M. 3 : SCHUBERT
M. 4 : HAYDN
M. 5 : BEETHOVEN

ENGLISH CHAMBER
ORCHESTRA
Dir. : J. TATE
UCHIDA
Sol : Mikio

FESTIVAL
d'AUTOMNE à PARIS
« Portrait de
Béatrice Tournay
en 3 concertos
à 4 : 2 parties
Eglise St-Etienne »

TRIO FONTENAY
BEETHOVEN
RIEM, SCHUBERT

ARCANA
HERSANT
DUTILLIEUX
MESSIAEN

MICHEL
SOGNY
Œuvres pour piano
du compositeur
interprétées par lui-même

ESPACE
PIERRE
CARON
Mardi
17 décembre
à 20 h 45
pièces
Rein :
47-70-45-00
(p.a. Mondol
Musique)

19^e EXPOSITION MINÉRALOGIQUE
VENDREDI 30 NOVEMBRE
(12 heures à 19 heures)
SAM. 1^{er} - DIM. 2^e DÉCEMBRE
(10 heures à 19 heures)
VENTE - ECHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES - BIJOUX
PIÈRES PRÉCIEUSES
HOTEL PULLMAN ST-JACQUES
17, bd St-Jacques, 75014 PARIS

théâtre de la bastille
28 novembre au 1^{er} décembre 21h
GRAND EXIL
Chorégraphie
et interprétation Susan Burge

BOOMERANG
OU LE SALON ROUGE
de Philippe Minyana
mise en scène Michel Dugay

LA CITE CORNU
de Wladyslaw Zankov

76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS 43 57 42 14

CULTURE

CINÉMA

La Cadillac de l'Apocalypse

« L'Enfant miroir », conte noir et sardonique d'un nouveau cinéaste très anglais : Philip Ridley

Dans l'Amérique profonde, vue par Philip Ridley, auteur et réalisateur de *L'Enfant miroir*, il y a des champs de blé à perte de vue, les enfants s'y cachent pour jouer. Ils sont trois copains, Seth, Eben et Kim, trois voisins - si tant est que l'on puisse parler de voisinage dans cet espace trop vaste, au bord de la route qui mène à la ville. Ville sans nom, sans visage, on dit « la ville », « la route », il n'y a rien d'autre, on ne peut pas confondre. Quelques villageois parfois surgissent un instant avant de replonger dans le néant de leur solitude. Les images sont claires, l'histoire insensée.

Au bord de la route, des carcasses de bagnoles, une station d'essence : la maison de Seth. Sa mère ne peut plus supporter l'odeur qui encreasse l'air, les vêtements, tout. Et en particulier

la peau de son mari, un homme tranquille qui a souvent soif, boit de l'eau et lit des histoires de vampire. Sur la couverture, on voit une femme, une blonde sous un foulard noir à la Bardot, les yeux invisibles derrière les lunettes noires. Tout le portrait de la femme d'à côté, Dolphin, jeune veuve anglaise, dont le mari s'est suicidé trois jours après qu'ils se furent installés là. Elle garde de lui des cheveux et dans un flacon l'odeur de sa sueur. Pour Seth, sans aucun doute, elle est un vampire.

Seth, comme son père, accepte avec résignation l'hygiène maternelle et supporte sans trop s'en faire des méthodes d'éducation particulièrement sadiques, fondées sur la morale du péché et du châtiment. L'histoire se passe dans les années 50 en pays puritain, l'Apocalypse va s'abattre...

Quatre jeunes gens arrivent dans une voiture noire, une Cadillac bardée de chromes. A chacun de leur passage, un enfant est trouvé mort. Un shérif borgne et manchot accuse le père de Seth, que l'on a surpris il y a longtemps dans la grange avec un garçon. Le père s'immole en buvant de l'essence, en s'en aspergeant, et en se mettant le feu. Alors, « des fois », revient Cameron, le frère aîné, qui paraît grand, beau et fort. Quelque chose, pourtant, en lui est abîmé, et il ne quitte pas la photo des enfants d'Hiroshima chez qui la peau du visage est devenue lisse, brillante comme un miroir.

La terreur médiévale de la pourriture

Mais l'enfant miroir, c'est Seth le gosse au yeux brillants, qui

Un regard britannique

Une figure ronde, un bérêt enfoncé droit, des bagues d'argent, un sourire plissé : Philip Ridley, trente ans, peintre, performeur, dramaturge, auteur de contes pour enfants - aussi morbides que *L'Enfant miroir*, acquiesce-t-il doucement. « La traduction du titre original (*The Reflecting Skin*) n'est pas littérale, explique-t-il, mais elle est exacte. Je voulais restituer l'intensité déformante d'un regard d'enfant, de ce garçon dont l'imagination dérive sur la peur terrible de ne pas être aimé. Je n'ai pas choisi cette vision, c'est elle qui m'a choisi. »

Le film, tourné au Canada, « dans un paysage qui a imposé son ambiance de solitude, d'hygiène puritaine », est censé se passer aux Etats-Unis, que Philip Ridley, en bon Anglais, déteste... « Non, pas vraiment. Mais il fallait bien, à cause de Hiroshima. Et puis, leur drapage est photographique. Le gamin court, enveloppé dans la banquette étoilée, je trouve ça très beau. J'aurais voulu pour conduire la voiture noire un sosie de James

Dean ou de Brando, quelqu'un qui symbolise les Etats-Unis autant que le drapeau, la Cadillac, la station d'essence, les champs de blé... Mais j'ai dû renoncer, j'ai eu assez de mal comme ça. »

Philip Ridley insiste : le film n'est pas autobiographique. Il n'y raconte pas ses souvenirs d'enfance, mais ses peurs d'adulte, la peur du sexe en particulier, et il ajoute : à cause du sida sans doute. « Le sexe, la mort : le film tourne autour de ces vérités démentales, symbolisées par les photos des enfants d'Hiroshima et de la pin-up nue que Cameron, le frère aîné, ne quitte pas, et qu'il montre à l'enfant... Leurs relations sont troubles, c'est un fait. » Philip Ridley a lui aussi un jeune frère. On ne doit pas en tirer de trop faciles conclusions, dit-il : « Il est le contraire de moi, mais nous nous entendons bien. »

Très britannique, il se montre discret à propos de son travail, extrêmement réservé sur sa vie personnelle. On apprend toutefois qu'il est né dans un quartier

pauvre de l'East Side londonien, qu'il n'a reçu de ses parents aucune éducation artistique. « Je ne connaissais pas du tout la musique. Quand j'ai eu treize ans, je me suis acheté mon premier tourne-disques et des disques de Mozart. Ils se demandaient pourquoi. J'ai d'abord étudié la peinture. Je ne leur ai pas montré mes tableaux, qui étaient plutôt des nus sensuels. Encore à présent, je ne leur dis pas tout. Non par mépris, mais par respect. Leur passé a fait qu'ils ont été éloignés de tous ces problèmes artistiques. Et sexuels. Je suis parti le jour de mes seize ans. Je m'entendais bien avec ma famille, mais j'estimais le moment venu. Et puis il n'y avait plus assez de place pour mon petit frère, moi et mes livres. Je n'étais pas un enfant spécialement tourmenté. Je me sentais tout à fait normal, mais ma mère m'a avoué récemment à quel point je lui paraissais différent, à quel point je lui faisais peur. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

paraissait imbriquer dans un équilibre fragile l'épouvante biblique et un humour ravageur - « Cameron dit à Seth d'aller jouer avec ses copains, et le gosse lui répond : « Je ne peux pas, ils sont morts. » C'est un moment drôle. » Philip Ridley possède une sorte de perversité à double fond : d'abord, le lyrisme convulsif emporte vers une gaieté noire. A la seconde vision, c'est l'étouffement qui l'emporte sous forme de grotesque brut, dépoillé. C'est l'originalité insidieuse de ce film, et la découverte d'un auteur.

C. G.

20 NOVEMBRE



20 DÉCEMBRE

LE MISANTHROPE
MOLIÈREMISE EN SCÈNE :
CHRISTIAN COLIN

avec :
Christian Colin,
Claire-Ingrid Couranceau,
Jean de Coninck,
Jean-François Delacour,
Jean-Pierre Girard,
Gilbert Marcantoni,
Madelaine Marion,
Agnes Sourdilou,
Jean-Pierre Vidal,
Eric Vigner.

BATA CLAN
PHILIPPE LEOTARD

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

BATA CLAN
PHILIPPE LEOTARD

Après le roman érotique de BERNARD NOËL

SUMAKO KOSEKI - NATHALIE CANNET
Mise en scène de PATRICK BRUNE

RESERVATION : 47 00 30 12

EK ENSEMBLES
CONTEMPORAIN

ENSEMBLE
INTERCONTEMPORAIN
ENSEMBLE MODERN
BBC SINGERS

Direction
PETER EOTVOS

Zoltan Kocsis, piano
Miklos Perényi, violoncelle

Gyorgy Kurtag
Œuvre 27, n° 2 pour piano, violoncelle
et deux ensembles création
Luciano Berio
Coro

Mardi 11 décembre - 20h30
Théâtre des Champs-Élysées
47 20 36 37
Location possible par
la Fondation FRANCE TELECOM
FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

MAC 93
BUBIGNY

Hamlet-Machine
de Heiner MÜLLER

mise en scène
Jean JOURDHEUIL
Jean-François PEYRET

LE CAS MÜLLER
Bobigny 90-92
Avignon 91

27 NOV-22 DEC 48 31 11 45

REVCONTRÉ

Jeudi 1.50

Le Monde • Mercredi 28 novembre 1990 17

CULTURE

Les prix littéraires

Le prix Médicis a été attribué, lundi 26 novembre, à notre collaborateur Jean-Noël Pancrazi pour *Les Quartiers d'hiver* (Gallimard) ; ont également obtenu des voix : Pascal Quignard pour *Albucius* (POL), Frédéric Vitoux pour *Sérénissime* (Seuil) et Hervé Guibert pour *A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie* (Gallimard). Le même jour, le prix Femina est allé à Pierrette Floutiaux pour *Nous sommes éternels* (Gallimard), contre Bayon (*Les Animaux*, Grasset). (Nos dernières éditions datées 27 novembre.)

Dans la catégorie « essais », le jury Médicis a récompensé René Girard pour *Shakespeare : les feux de l'envie* (Grasset) et, en littérature étrangère, Amitav Ghosh pour *Les Feux du Bengale* (Seuil). Enfin, le Femina étranger a été attribué à Vergílio Ferreira pour *Matin perdu* (La Différence).

Médicis essay : René Girard pour « Shakespeare, les feux de l'envie »

On couronne une œuvre

Sans doute le jury du Médicis a-t-il entendu couronner l'œuvre d'un grand écrivain, plus que le dernier en date de ses essais, *Shakespeare : les feux de l'envie* (lire « le Monde » des livres » du 23 novembre) qui n'est pas son meilleur. Ce grand professeur — il enseigne la littérature française à l'université Stanford et il est sans aucun doute le plus prestigieux des professeurs français aux États-Unis, où il a fait toute sa carrière, est l'auteur d'une œuvre déjà abondante et controversée, parce qu'elle se donne pour la révélation d'une vérité cachée « depuis la fondation du monde ».

Cette vérité serait celle de la « violence fondatrice » dans l'ordre du social (à vrai dire déjà mise au jour par Freud) et du « désir mimétique » dans l'ordre du psychologique. Mensonge romantique et vérité

romanesque (1961), que l'on peut donner pour son livre le plus fécond, *la Violence et le Sacré* (1972). Des choses cachées depuis la fondation du monde (1978), le Bouc émissaire (1982), la Route antique des hommes pervers (1985) (tous chez Grasset), développent ces concepts avec des accents de plus en plus tendus et prophétiques. *Shakespeare : les feux de l'envie*, écrit en anglais (traduit avec fluidité par Bernard Vincent), a pour origine un cours professé par l'auteur sur Shakespeare. Il y met à l'épreuve ses idées, avec brio mais aussi de façon cruellement répétitive.

MICHEL CONTAT

Médicis étranger : Amitav Ghosh pour « Les feux du Bengale »

Une exubérance stimulante

Les Feux du Bengale, ce premier roman d'un écrivain indien de trente-quatre ans, a été remarqué par la critique dès sa parution en

anglais, notamment par Anthony Burgess qui soulignait l'exubérance et la sûreté de sa langue. « Ouvrir le livre d'Amitav Ghosh, c'est entreprendre une aventure peu commune, un voyage au long cours dans le merveilleux, se laisser assaillir de couleurs, de sons et d'odeurs, bref procéder, avec l'auteur, à une mise en liberté radicale de l'esprit », écrivait Christine Jordis dans le Monde du 19 octobre.

« De Balaram le phénologue qui, à partir des bosses de la boîte crânienne, étudie la caractéristique de ses voisins, ajoutait-elle, à Jeevanbhai qui, dans sa petite arrière-boutique, tisse sa toile enrobant mers et continents », un monde se déploie, composé d'excentriques et de rêveurs invétérés. Chacun poursuit sa chimère, plus vaste et plus réelle que la réalité. L'absurde n'est jamais loin dans ce livre où un fourmillement de couleurs et d'images stimule l'imagination.

DEMIAN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS
Le Monde et SPECTACLES

Femina étranger : Vergílio Ferreira pour « Matin perdu »

Un bon choix mal informé

Avec Vergílio Ferreira, c'est l'un des romanciers portugais les plus importants de sa génération (il est né en 1916) que le jury Femina couronne aujourd'hui. Romancier que les lecteurs français, malgré quatre livres traduits (1), ont encore à découvrir.

Ecrivain de l'intériorité, Ferreira fait de l'expérience subjective et de la problématique existentielle de l'homme son terrain littéraire de prédilection. Le style, à la fois dense, lyrique et maîtrisé, épouse toutes les inflexions de cette subjectivité. L'œuvre de Vergílio Ferreira, dont la modernité s'est affirmée avec force à partir de la publication, en 1959, d'*Apparition*, porte également en elle une interrogation sur la forme et la destinée du roman.

Sans remettre en question les suffrages du jury, portés — à l'unanimité et sans discussion — sur un

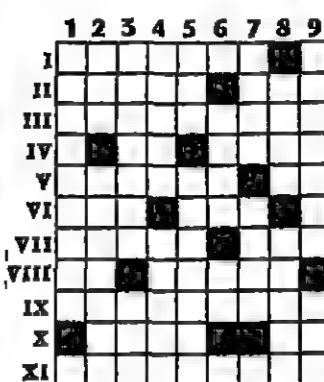
romancier d'une envergure certaine, on doit s'interroger sur le choix du livre. *Matin perdu*, publié au Portugal en 1953, est assurément un beau et âpre récit d'apprentissage. Il ne donne cependant pas toute la mesure d'un écrivain qui a su progresser dans la voie qui est la sienne. Publié en français, par Anne-Marie Métaillé, dans une belle traduction de Geneviève Lebrich, en même temps que *Main perdu*, traduit par Paroïdia Gonçalves, *Apparition* est un roman autrement important et révélateur de l'art de Ferreira : un roman qui méritait davantage et d'une manière incontestable cette distinction. Le choix du jury amène à poser une question : les dames du Femina se tiennent-elles suffisamment informées, sinon des livres eux-mêmes, du moins des programmes des éditeurs ?

PATRICK KÉCHICHIAN

(1) Outre les deux titres cités : *Allegria breve* (Gallimard, 1984) et *Pour toujours* (La Différence, 1988).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5400



HORIZONTALEMENT

- I. Il lui faut sortir de ses épreuves. — II. Ne pas reprendre contact lui fut fatal. Est africain et européenne. — III. Qui obligent à employer les grands moyens. — IV. Article. Est mis aux arrêts. — V. Agréable à regarder. Qui n'est plus à paraître. — VI. Qui n'ont donc pas pris sur eux. Va à la terre. — VII. Fut très aimée. Donne de multiples représentations. — VIII. Préposition. Qui a donc eu très chaud. — IX. Arrivent les premiers. — X. Est souvent de place. Nota. — XI. Fait perdre un peu de soi-même.

VERTICALEMENT

1. Monte souvent sur les planches. — 2. Aspire au calme. Pousse vite. — 3. Créé un emploi. Sont bons à jeter. — 4. Sont à prendre en main. On s'en sépare régulièrement. — 5. Passée à l'extérieur. Est en nous. — 6. Incapable de bien faire. Peut permettre de bien faire. — 7. Grosse qu'on embarque. On en fait des tartines. — 8. Membre de l'Académie française. Coup de queue. — 9. Avec lui, il n'y a qu'à bien se tenir. « Mangé » par des Nippons.

Solution du problème n° 5399

Horizontalement

- I. Arbitrage. — II. Rouleur. — III. Criste. — IV. Hie. Tinto. — V. Al. Vêlât. — VI. Il. Oracle. — VII. Seul. Net. — VIII. Gant. — IX. Neige. Gu. — X. Net. — XI. Messenger.

Verticalement

1. Archaisant. — 2. Rouille. — 3. Bure. Uguine. — 4. Il. Volages. — 5. Taster. Nets. — 6. Rudant. Fa. — 7. Arénacé. Gog. — 8. Tilt. Lie. — 9. Empoté. Muer.

GUY BROUZY

UNE SÉLECTION DE 45 LIVRES ESSENTIELS

Rencontrez Mozart à travers ses écrits et les auteurs qui l'ont le mieux compris.



A l'occasion du Bicentenaire de Mozart, la Fnac vous offre le guide Amadeus, une sélection de disques, de livres et de voyages à la découverte de Mozart.

Mort en 1791 dans l'indifférence générale, Mozart suscite très vite un intérêt auprès de tous ceux qui prennent conscience de son génie. Dès 1815, le jeune Stendhal écrit un livre sur sa vie. Tout au long des XIX^e et XX^e siècles, les volumes vont se succéder et l'on

découvre peu à peu qui était vraiment Mozart. Une connaissance enrichie par la volumineuse correspondance qu'il échangea avec ses proches.

Pour vous aider à vous y retrouver, la Fnac a sélectionné 45 titres essentiels de l'Édition française ; 45 livres jalons d'une approche qui vous permettra de le découvrir, de mieux le connaître et mieux l'entendre.

Pour toute information : 3615 Fnac

fnac

RENCONTREZ MOZART ... SURTOUT A LA FNAC

LES PLUS ÉLUS DES PAUVRES

CONCERT ANNUEL

SAMEDI 17 NOVEMBRE 1990
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
20 H 30

De 1 à 110 violoncelles pour
Pablo CASALS

avec la participation de

Margarita ZIMMERMANN
mezzo-soprano

Pierre REACH
piano

Casals, Villa-Lobos, Brahms,
Petit, Florentz, Fauré...

Tarif : 200 - 150 - 100 - 50 F
Renseignements et locations
au théâtre et par tél. : 47.20.36-37
42.33.43.00 ou à la FNAC

Espace offert par le journal

100150

Le Monde - Mercredi 28 novembre 1990 29

Le Monde • Mercredi 28 novembre 1990 19

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Neurochirurgiens sans scalpel

Marseille va acquérir un Gamma UNIT. Cet appareil suédois très coûteux révolutionne la neurochirurgie en permettant d'opérer sans ouvrir le crâne

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

QUELLE autre ville française saurait comme Marseille pommer, l'espace d'un jour, ses combats politiques pour faire œuvre commune ? Mardi 27 novembre, MM. Lucien Weygand, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, et Robert-Paul Vigouroux, maire de Marseille, participent à la présentation d'un outil thérapeutique qui, à bien des égards, révolutionne la neurochirurgie. La réception organisée dans les salons d'honneur de la préfecture marque l'avant-dernière étape d'une fructueuse opération de lobbying départemental (conseil général) et régional visant à acquérir, pour la première fois en France, un Gamma UNIT, appareil suédois permettant de réaliser des interventions cérébrales sans ouvrir le crâne. Si le ministre des affaires sociales et de la solidarité donne son aval — et à dire vrai, on voit mal aujourd'hui comment il pourrait ne pas le faire — le service de neurochirurgie du professeur Robert Sedán (hôpital de la Timone, Assistance publique de Marseille) sera le premier en France à disposer de ce matériel très coûteux (20 millions de francs), qui, depuis quelques années, fait rêver tous les neurochirurgiens du monde.

Le premier prototype du Gamma UNIT a été mis au point dans les années 60 par le professeur Lars Leksell, spécialiste de neurochirurgie à l'Institut Karolinska de Stockholm. Il s'agissait, alors, d'utiliser les propriétés destructrices des rayonnements radioactifs pour traiter des lésions cérébrales inaccessibles à la neurochirurgie traditionnelle (1). Cette technique n'aurait pas pu voir le jour sans le développement de la stéréotaxie, méthode basée au point en France et aux Etats-Unis dans les années d'après-guerre et qui permet la localisation extrêmement précise des structures et des lésions intracérébrales (voir encadré).

Pendant quinze ans, l'Institut Karolinska fut le seul centre de neurochirurgie au monde à disposer d'un Gamma UNIT. Il prit ainsi en charge durant cette période plus d'un millier de malades. A partir de 1981, le constructeur de ce matériel — la société Elekta Instruments, fondée par le professeur Leksell — commença à commercialiser son outil en Argentine (Buenos-Aires), en Angleterre (Sheffield), aux Etats-Unis (Pittsburgh), ainsi que dans quelques autres pays (2). « Tout s'est passé pendant longtemps comme s'il y avait eu un décalage entre la précision et les performances de cette machine, d'un côté, et, de l'autre, les possibilités diagnostiques de l'époque, explique le professeur Robert Sedán. Aujourd'hui, les différentes techniques modernes d'imagerie médicale, le scanner et la résonance magnétique



Le Gamma UNIT, appareil très coûteux qui fait rêver tous les neurochirurgiens du monde.

nucléaire notamment, permettent, avec la stéréotaxie, de repérer et de localiser les lésions intracérébrales avec une précision millimétrique. Cette précision nous est absolument indispensable. Il n'est évidemment pas question de viser la cible, une erreur qui aurait des conséquences terribles... » En pratique, le Gamma UNIT — baptisé « Gamma knife » (couteau Gamma) aux Etats-Unis — permet de détruire les lésions intracérébrales avec une précision tout à fait remarquable, inférieure au millimètre.

Les meilleures indications

Avec le recul — on estime à environ cinq mille le nombre de malades traités par Gamma UNIT à travers le monde, dont deux mille cinq cents à l'Institut Karolinska — la meilleure indication semble être celle des malformations artérioveineuses cérébrales (trois mille cas traités au total), pour lesquelles le constructeur suédois annonce 95 % d'oblitérations en deux ans grâce à l'action thrombotique des rayons Gamma. « Il convient de préciser que toutes les malformations artérioveineuses ne peuvent pas être traitées de la sorte, souligne le professeur Sedán. Ces lésions ne doivent pas dépasser 40 à 45 millimètres de diamètre. Il faut, par ailleurs, que le traitement neurochirurgical n'offre pas, a priori, de meilleures perspectives. On sait en effet que cette nouvelle thérapeutique demande un délai important, d'un à trois ans, pour être pleinement efficace. Or il ne faut pas que, durant cette période, la malformation saigne... Cela dit, le Gamma

UNIT est prodigieusement utile pour de nombreuses lésions de ce type, notamment celles qui sont aujourd'hui inaccessibles par les voies d'abord traditionnelles. »

L'autre grande indication est le neurotome de l'acoustique, cette tumeur intracranienne du nerf auditif dont le développement peut avoir de très graves conséquences. Les résultats déjà obtenus en Suède sur 250 malades laissent penser que cette radiochirurgie permet d'obtenir de très bons résultats, égaux ou supérieurs en moyenne à ceux de la chirurgie traditionnelle. A tel point que les spécialistes estiment que, si l'évolution actuelle vient à se confirmer, la majorité des malades souffrant de cette tumeur seront bientôt traités par radiochirurgie. Les opinions sont similaires pour ce qui est des adénomes de l'hypophyse ou pour d'autres types de tumeurs ainsi que pour certaines métastases intracranienes.

« Pour beaucoup de spécialistes, et sans céder à la tentation des mots, il est permis de dire que cette nouvelle thérapeutique marque une étape importante, historique, de l'évolution de la neurochirurgie, estime le professeur Gilles Guy (CHU d'Angers), qui espère vivement être celui dont le service sera équipé du second Gamma UNIT français. L'avènement du microscopie électronique dans les années 70 avait rendu l'acte neurochirurgical beaucoup moins traumatisant, parce que plus respectueux des structures nerveuses. Par la suite, les années 80 avaient vu se développer, notamment en France, des techniques de neuroradiologie interventionnelle. Voici que les neu-

rochirurgiens, les uns inquiets, les autres enthousiastes, voient naître avec la radiochirurgie une nouvelle alternative thérapeutique. Plus sûre encore, cette méthode non sanglante s'adresse non seulement aux lésions inabordable, mais aussi à certaines autres réputées opérables. Parce qu'elle ne laisse pas de cicatrices, parce qu'elle évite l'anesthésie générale, limite les séquelles et réduit l'hospitalisation, elle s'imposera avec la complicité des patients et celle... des économistes de la santé. »

Le choix des sites

Entre autres avantages, cette radiochirurgie permet en effet de faire l'économie de l'anesthésie générale, des douleurs, des contraintes et des longues hospitalisations qu'impose presque toujours la neurochirurgie traditionnelle. De nombreux témoignages médicaux, notamment ceux concernant les malades français

(1) Le Gamma UNIT suédois est constitué d'une unité d'irradiation (une sphère composée de 201 sources de cobalt 60 d'une durée de vie de dix ans), d'un lit mobile et d'une console de contrôle informatisée. Le crâne du patient, muni d'un cadre de stéréotaxie, est fixé à un casque perforé de 201 orifices. La tête du patient et le cadre sont situés de telle façon que la lésion intracérébrale se retrouve exactement au point de convergence des faisceaux. Cet appareil fournit une irradiation maximale au foyer. En revanche, les tissus cérébraux voisins traversés ne reçoivent qu'une dose quasi négligeable.

(2) Selon la société Elekta Instruments, on compte aujourd'hui, à travers le monde, dix-sept centres équipés avec des Gamma UNIT : quatre en Europe (Suède, Angleterre, Norvège, Italie), dix aux Etats-Unis ainsi qu'en Argentine, en Corée et au Japon.

adressés à Stockholm, font valoir la prodigieuse rapidité de cette technique, quarante-huit heures, voire moins, pouvant séparer le diagnostic du traitement.

Même si les indications se font plus précises, il est difficile, en l'état actuel des données médicales, de prédire quelle proportion exacte de malades neurochirurgicaux pourront, à l'avenir, être traités par radiochirurgie. Cette technique pourrait d'ailleurs, compte tenu de ses performances, élargir notablement le champ actuel des investigations possibles. Il est tout aussi difficile de pré-

ser, compte tenu du système français de gestion hospitalière, le seuil de rentabilité de ce nouveau matériel. « On peut dire que la prise en charge d'un malade français adressé à Stockholm revient à 30 000 francs, précise le professeur Sedán. Aux Etats-Unis, ce traitement se situe, tout compris, aux environs de 5 000 francs. Pour ma part, je crois que, avec une tarification aux environs de 30 000 ou 40 000 francs, notre appareil sera amorti en quatre à cinq ans. »

JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 21

Le cerveau en trois dimensions

« Plus qu'une simple technique ou qu'une méthodologie, la stéréotaxie est, à mes yeux, une forme de philosophie, explique le professeur Robert Sedán (Marseille). Elle fournit une nouvelle vision du monde cérébral, une nouvelle cartographie de cet espace, en même temps qu'elle permet de s'y promener sans mal de manière prédictive. »

Développée chez l'animal depuis le début du siècle, la stéréotaxie fut mise au point chez l'homme de manière simultanée en 1947 par Spiegel aux Etats-Unis et par Talairach à l'hôpital Sainte-Anne de Paris. Il s'agissait, alors, d'atteindre les structures cérébrales profondes de manière sélective, sans léser le manteau cérébral. L'objectif consistait à détruire sélectivement certaines zones pour faire disparaître les symptômes de quelques affections comme la maladie de Parkinson ou l'épilepsie.

Le principe technique est simple. Il s'agit de fixer sur la tête du malade un cadre qui apparaîtra en fournissant une série de repères sur tous les documents d'imagerie, qu'il s'agisse de radiographie, d'artériographie, mais aussi des clichés de scanners et d'appareils à résonance magnétique nucléaire. Grâce à la connaissance détaillée des différentes régions cérébrales, on dispose ainsi, via le cadre fixe externe,

de repères tridimensionnels qui permettent de situer avec une absolue précision toute lésion apparaissant sur les images.

Jusqu'à présent, toutefois, pour l'importante qu'elle soit, l'approche stéréotaxique ne permettait pas de faire l'économie d'un geste « sanglant », en évitant malgré tout l'ouverture du crâne. Il s'agit d'introduire, sous le contrôle de l'image, une aiguille à des fins diagnostiques (prélèvement d'un fragment tissulaire pour examen histologique, implantation d'électrodes) ou thérapeutiques (électrocoagulation, dépose d'un grain de substance radioactive, etc.).

« L'approche stéréotaxique permet aussi, dans certains cas, de disposer d'un véritable fil d'Ariane, une méthode qui guide le geste chirurgical traditionnel, explique le professeur Sedán. Grâce à cette approche, le neurochirurgien peut prédire son opération, diriger son geste, aller directement à la lésion sans la manquer et en prenant le chemin le moins dangereux et le plus court possible. » Cette approche, que certains s'apprêtent à ranger au rayon des techniques dépassées, a grandement bénéficié de l'imagerie moderne, cette association fournissant une approche tout à fait novatrice, parce que tridimensionnelle et atraumatique, du cerveau humain.

J.-Y. N.

Des boussoles pour remonter le temps

Les inversions du champ magnétique terrestre permettent de guider la prospection pétrolière

DATER très rapidement les roches traversées par un forage pétrolier : c'est ce que viennent de réussir les spécialistes du Laboratoire d'électronique et de technologie d'instrumentation (LETI) du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG, Commissariat à l'énergie atomique) et ceux de Total-Exploration (qui a le concours du département de géologie de l'Ecole normale supérieure de Paris et l'appui logistique de Schlumberger).

Ce nouveau procédé est fondé sur les inversions naturelles du champ magnétique terrestre. A des intervalles de temps irréguliers, le champ magnétique terrestre s'inverse en effet (le pôle magnétique nord permute avec le pôle magnétique sud), sans doute à la suite de phénomènes ayant leur siège dans la partie liquide du noyau de la Terre. Or les roches sédimen-

taires, comme les roches volcaniques, s'aimantent définitivement selon l'orientation du champ magnétique régnant pendant la période où elles se sont mises en place.

Grâce aux datations absolues possibles dans les roches volcaniques, grâce aussi aux datations relatives obtenues par l'identification des microfossiles présents dans les roches sédimentaires, grâce enfin à la confrontation de multiples datations faites dans diverses régions du monde, on a pu reconstituer la chronologie de ces inversions du champ magnétique terrestre.

La méthode élaborée sous la direction de deux chefs de projet GHMT (Geophysical High Sensitivity Magnetic Tool), M. Jacques Pouchard (LETI) et M. Gilles Pagès (Total-Exploration), tire parti de deux faits : d'une part, les roches sédimentaires s'aimantent grâce à la cristalli-

sation chimique qui se produit au cours de leur déposition ; d'autre part, cette aimantation — très faible de toute façon — varie en fonction de leur teneur en éléments ferromagnétiques et paramagnétiques.

On descend donc, successivement, dans un puits qui vient d'être foré, dont on a retiré le train de tiges de forage mais qu'on n'a pas encore chemisé avec des tubes d'acier de soutien des parois (le casing), deux outils différents, longs de 6 à 8 mètres pour un diamètre de 91 millimètres, suspendus à un câble électroporteur : d'abord, un magnétomètre à résonance magnétique nucléaire (NMRT), puis une sonde à induction basse fréquence (SUMT, Susceptibility Magnetic Tool).

Ainsi, à-on pu dater à plus ou moins 200 000 ans près des roches sédimentaires vieilles de 150 millions d'années, alors que les datations obte-

nues dans les mêmes roches par les microfossiles ne sont précises qu'à 1,5 million d'années près. Ce qui a permis d'élaborer de nouveaux modèles, qui tiennent compte de cette chronologie plus précise, pour guider la prospection pétrolière.

Après trois ans d'études, cette nouvelle méthode a été essayée dans le Bassin parisien au cours de l'année 1988. Avec succès puisque les deux associés au projet GHMT — le CENG et Total-Exploration — viennent de révéler leurs travaux. Actuellement, les deux outils, qui existent à l'état de prototypes, sont les seuls au monde capables de détecter et d'identifier les inversions du champ magnétique directement dans les puits. L'idée, pourtant, n'était pas nouvelle : depuis vingt ans, divers organismes et sociétés essayaient vainement de mettre au point les outils capables de réaliser une telle performance.

YVONNE REBEYROL

CE MOIS-CI DANS

SCIENCES **SA**VENIR

LES GRANDS ESPOIRS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

10

DECOUVERTES QUI VONT TOUT CHANGER

AU MEME SOMMAIRE :

Biotéthique : faut-il une loi ?
Echecs : l'ordinateur menace les champions
Enquête : la généalogie des français

EN VENTE PARTOUT 24 F

SCIENCES • MÉDECINE

La métamorphose de Chiron

L'astre intriguait les astronomes depuis treize ans.
Cette curiosité du système solaire ne serait qu'une gigantesque comète

AVANT 1977, les astronomes spécialistes du système solaire étaient sereins. Ils pouvaient classer sans état d'âme les objets célestes qu'ils découvraient dans une des trois catégories bien définies : les planètes, les astéroïdes, ou les comètes. Et puis, le 1^{er} novembre 1977, l'Américain Charles Kowal (observatoire Hale, Californie) découvrit Chiron...

Ce corps étrange est bien trop petit pour être une planète : 350 kilomètres de diamètre selon les estimations de l'époque, 200 kilomètres, pense-t-on aujourd'hui.

Un astéroïde ? Il en a la taille, et certains, comme Cérès, atteignent même 700 kilomètres de diamètre. Mais ils sont, pour la plupart, situés entre Mars et Jupiter, de 300 à 600 millions de kilomètres du Soleil, alors que Chiron se promène beaucoup plus loin, de 1,27 à 2,83 milliards de kilomètres du Soleil, entre Saturne et Uranus (bien qu'il croise parfois l'orbite de Saturne).

Une comète ? Elle serait exceptionnellement grosse, et l'orbite ne cadre pas vraiment non plus avec la norme. Les comètes viennent, pense-t-on, du « nuage de Oort », gigantesque « réservoir » de noyaux de glace et de poussières situé à quelque 7 500 mil-

liards de kilomètres, aux confins du système solaire. De temps en temps, « poussés » par la gravité d'une étoile de passage, un bloc s'en échappe et plonge vers le système solaire. Il repart le plus souvent au-delà de Pluton (la dernière planète du système solaire), après avoir perdu une partie de sa masse, vaporisée lors d'un passage à proximité du Soleil, au cours duquel il s'orne d'une superbe « queue » formée d'un plasma gazeux et de poussières. Chiron reste bien en deçà de Pluton et ne s'approche pas assez du Soleil pour cadrer avec ce modèle.

Certaines comètes, cependant, font exception. Piégées par la gravité des grosses planètes, elles restent dans le système solaire. C'est le cas notamment de la comète de Halley et de celle de Schwassmann-Wachmann, qui tourne sur une orbite presque circulaire entre Jupiter et Saturne. Mais la distance et la « relative » petite taille de Chiron empêchent les astronomes de recueillir les données sur sa composition qui leur permettraient de déterminer s'il s'agit d'une comète inactive. Ils n'avaient, par ailleurs, que peu d'espoir de voir Chiron s'orner un jour du panache qui légitimerait tous les doutes : son périhélie, point de l'orbite le plus proche du Soleil, est situé à 1,27 milliards de

kilomètres, beaucoup trop loin, pensaient-ils. Ils avaient tort. Chiron, qui décrit son orbite en 50,53 années, fonce actuellement vers son périhélie qu'il atteindra en 1995. Mais déjà, à la lumière d'un nombre croissant d'observations concordantes, il est en train de perdre son état d'astéroïde bizarre, pour endosser définitivement celui de comète atypique...

Un caractère « cométaire »

La première alerte survint dès février 1988, quand les Américains David Tholen, William Hartmann et Dale Cruikshank observèrent un accroissement de 75 % de sa luminosité. Un an plus tard, Mike Belton de l'observatoire de Kitt-Peak (Arizona) et Karen Meche de l'université d'Hawaii, confirmèrent le soupçon général, en détectant autour de Chiron un superbe cocon de gaz et de poussière (coma) de 40 000 kilomètres de diamètre, qui s'est enflé depuis pour atteindre aujourd'hui plus de 130 000 kilomètres.

Cette observation est, en elle-même, déjà surprenante : la comète de Halley n'avait, en effet, commencé à perdre son aspect stellaire pour laisser apparaître une coma qu'à 900 mil-

liards de kilomètres du Soleil. Or Chiron en est encore à 1,65 milliard de kilomètres ! Une précocité record, donc, qui pourrait s'expliquer par la taille (le noyau de Halley est une sorte de haricot de 15 km sur 8 seulement), ou par une différence de composition. « Mais il peut aussi s'agir de phénomènes internes ou extérieurs encore inexpliqués », estime M. Jean-Loup Bertaux, directeur adjoint du service d'aéronomie du CNRS. C'est ainsi, poursuit-il, que la comète Schwassmann-Wachmann, la plus grosse connue (80 km de diamètre), « montre de temps en temps des sursauts d'activité subits, et émet de gros nuages de poussière sans cause ni son apparente puisque, décrivant une orbite presque circulaire, elle ne s'approche pas sensiblement du Soleil ».

Parallèlement à l'apparition de la coma, les calculs effectués sur l'orbite de Chiron semblent, eux aussi, confirmer son caractère cométaire.

Dès 1979, MM. Shio Oikawa et Edgar Everhart, de l'université de Denver (États-Unis), ont démontré que l'orbite de Chiron est instable et qu'elle s'approchera de plus en plus du Soleil, sous l'influence de la gravité de Saturne. Un travail difficile mené à travers d'estimations numériques pratiquées sur des gros ordinateurs. En effet, explique M. François Mignard

du CERGA (1) de Grasse, l'orbite de Chiron est de type « chaotique ». « C'est aussi le cas de celle de beaucoup d'astéroïdes. Elles peuvent rester apparemment stables et régulières pendant des centaines de milliers d'années, puis changer brusquement, « sauter », en une vingtaine d'années, pour des raisons souvent mystérieuses. Hormis une seule exception (2), on n'a jamais pu vérifier de visu l'aspect chaotique d'une orbite prévue par le calcul ».

Ces difficultés n'ont pas empêché MM. G. Hahn et M. E. Bailey, de l'université de Manchester (Grande-Bretagne), de compléter les calculs de leurs collègues américains. En simulant sur ordinateur quatre-vingt-trois orbites correspondant à celles que devrait décrire, ou avoir décrites, Chiron sur une période de 200 000 ans à cheval sur notre époque, ils ont conclu que cet étrange objet céleste « pourrait avoir été une comète à court terme (descentant d'une orbite en moins de 20 ans, alors qu'il lui faut 50,53 années aujourd'hui) dans le passé, et le redeviendrait probablement dans le futur ».

Chiron ne serait donc pas un « objet vierge » ou train de devenir une comète nouvelle, mais plutôt une comète déjà ancienne en train de reprendre de la vigueur après une

période de repos sur une orbite plus éloignée du Soleil. « Un certain nombre d'astéroïdes sont probablement des noyaux cométaires étiés ayant laissé échapper tout leur gaz, remarque M. Jean-Loup Bertaux. Chiron pourrait être un exemple intermédiaire entre ces corps et les comètes ».

Cette hypothèse contredit cependant les estimations menées par M. Alan Stern à partir de l'étude du halo qui vient d'apparaître autour de Chiron. Selon ce chercheur de l'université de Colorado, ce corps céleste aurait déjà perdu toute sa glace et son gaz depuis longtemps s'il avait été plus proche du Soleil dans le passé.

La question reste ouverte. En attendant, les chercheurs peuvent au moins se raccrocher à une certitude : les découvertes vont se multiplier rapidement jusqu'en 1996, à mesure que Chiron s'approche du Soleil. Et, comme il s'agit probablement de la plus grosse comète jamais observée, la moisson sera forcément passionnante.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) CERGA : Centre d'études et de recherches géodynamiques et astrométriques.
(2) Celle d'Hypérion, satellite de Saturne, observée par une équipe dont faisait partie M. François Mignard.

Des écluses à électrons

La découverte par des chercheurs français et néerlandais d'un « tourniquet à électrons » pourrait transformer profondément l'électronique de demain

Ly a ceux qui comptent les moutons. Et puis, il y a ceux qui comptent... les électrons. Un par un. Les premiers sont bergers ou insomniaques et les seconds tout simplement chercheurs. Pourquoi ce décompte apparemment inutile ? Pour la gloire de la recherche fondamentale bien sûr, mais aussi pour celle, demain, des informaticiens et de ces gardiens du temple que sont, dans le monde, les responsables de tous les étalons de mesure : le mètre, le kilogramme, la seconde, le volt, l'ampère, etc.

Pour bien comprendre le travail accompli par les deux équipes de physiciens du solide, l'une française et l'autre hollandaise (1), qui ont réussi cette performance, il faut remonter aux sources : à la mesure de la charge de l'électron, fondement principal de l'électronique. C'est, en effet, au début du siècle que l'Américain Robert Millikan a démontré dans une expérience célèbre, et qui a fait transpirer plus d'un potiche (2), la nature granulaire de l'électricité. Et, par là, on a pu dire que le courant électrique était le résultat d'un flux apparemment continu de ces grains que sont les électrons.

« Mais, s'il est possible aujourd'hui, comme l'explique Michel Devoret du service de physique du solide et de résonance magnétique du CEN de Saclay, de détecter, par exemple, l'émission d'un seul de ces grains, d'un seul de ces électrons, lors de la collision d'un atome et

d'un photon (grain de lumière), il était en revanche impossible jusqu'à maintenant de contrôler les électrons un par un dans un circuit électrique ordinaire ».

De fait, les électroniciens et les physiciens n'ont que faire pour le moment d'un dispositif qui permettrait une telle prouesse. Ils ont en effet une vue macroscopique des choses et considèrent l'électricité sans souci aucun de sa nature granulaire. Car, pour eux, « les électrons forment, dans un métal, un gaz dégénéré. Ils sont, en quelque sorte, fondus les uns dans les autres. Le fluide électrique ne révèle donc pas directement sa nature discrète dans un métal, ni même dans un semi-conducteur ».

Une électronique révolutionnaire

C'est la raison pour laquelle les électroniciens, même lorsqu'ils font fonctionner des dispositifs électroniques ultra-sensibles, considèrent les courants électriques comme de grands flux d'électrons. « On ouvre le robinet et ils coulent à flot », permettent ainsi aux transistors, aux diodes et aux résistances des circuits électroniques de s'activer.

Cette attitude pourrait changer demain avec la découverte des équipes du Centre de Saclay et de l'Université de Delft. Car le fait de savoir compter et contrôler le transfert des électrons un par un semble être un premier pas vers le

développement de ce que les spécialistes appellent l'« électronique digitale mono-électron » : une technologie qui, si elle aboutit un jour, « révolutionnera » l'informatique dans la mesure où le stockage d'unités élémentaires d'information (bits) dans les mémoires des ordinateurs se traduira par la présence ou non d'un seul électron !

On n'en est pas encore là. Beaucoup reste à faire même si les physiciens du solide savent depuis longtemps mettre en évidence la nature granulaire de l'électricité dans un solide. En particulier dans certains dispositifs électroniques - les jonctions tunnel - où le déplacement des électrons donne lieu à un « bruit de grenaille » bien caractéristique.

Rien d'étonnant à cela. Lorsque de tels dispositifs, faits d'un sandwich de deux électrodes métalliques séparées par une très fine couche d'isolant de quelques angströms (dixièmes de milliardième) d'épaisseur, sont soumis à une différence de potentiel, les électrons traversent cette barrière isolante l'un après l'autre comme s'ils empruntaient un tunnel foré dans l'isolant à leur intention.

Le seul point noir de ce phénomène, qui a, depuis longtemps, donné lieu à nombre d'applications, tient à ce qu'il est totalement aléatoire. Il n'est donc pas possible de contrôler l'instant précis où l'électron passe à travers la barrière. Un premier progrès dans ce sens a été pourtant fait voici trois ans par les Américains Ted Fulton et Gerald Dolan, des Bell Laboratories.

Ciaquer la porte

Ces deux chercheurs ont en effet mis au point un nouveau type de transistor (single-electron tunneling transistor) dans lequel les électrons passent un par un, selon un schéma décrit en 1985 par le Soviétique Likharev sous le nom de « blocage de Coulomb ». Un processus étonnant où tout se passe comme si le premier électron qui traverse la barrière « suicidait » le second en fermant la porte derrière lui !

Mais ces traversées successives ont lieu de manière complètement désordonnée, ce qui fait qu'il est impossible avec ce circuit électronique de connaître précisément les instants auxquels les électrons passent. Du robinet à électrons, on en vient donc, avec les travaux de Fulton et Dolan, à la porte à électrons. Mais on est encore loin toutefois du tourniquet à électrons où l'on contrôle le transfert de chacune de ces particules.

C'est pourtant ce qu'ont réussi les équipes françaises et néerlandaises à réaliser : une véritable écluse à électrons avec une porte amont et une porte aval permet-

tant de ne laisser passer qu'une « péniche-électron » à la fois, et ce quand on le désire.

On imagine sans peine ce qu'une telle technique pourrait apporter demain à l'électronique de pointe dans la mesure où celui qui sait injecter dans un circuit les électrons un à un peut espérer par exemple transformer radicalement le stockage des données informatiques : la présence ou non de cette particule élémentaire qui est l'électron se traduirait par celle ou non d'un bit d'information.

Application sans doute futuriste, mais dont on espère qu'elle aboutira à ce qu'elle donnera lieu un jour aussi à des puces électroniques à très grand degré d'intégration. En attendant, cette découverte pourrait bien servir de l'anonymat du laboratoire pour servir des activités plus quotidiennes. Chercheurs et industriels souhaitent en effet disposer pour leurs travaux d'étalons de mesure de plus en plus précis.

Chacun connaît dans ce domaine les progrès faits dans la mesure du mètre grâce à l'emploi, hier, de gardiens du temps faisant appel aux vibrations de l'atome de krypton 86 et, depuis, au laser et à la vitesse de la lumière. On connaît moins en revanche les dispositions retenues, depuis le 1^{er} janvier 1990, par les administrations pour définir, via l'effet Josephson et l'effet Hall quantique (donc non de deux pliciens couronnés par des prix Nobel en 1973 et 1985), une représentation du volt à partir du bertz, puis celle de l'ampère à partir de ce même volt.

Or voici que l'effet mono-électron pourrait à son tour permettre de boucler la boucle en offrant la possibilité de déterminer directement l'ampère à partir du bertz. De quoi attirer l'attention des responsables des poids et mesures toujours à la recherche du mieux. L'affaire est à ce point chaude que le Bureau des standards américain s'y intéresse et étudie avec soin ce nouveau « triangle métrologique » de référence.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) La première, composée de Hughes Poter, Daniel Boive, Christina Urbina, Pierre-François Orfila et Michel Devoret, appartient au service de physique du solide et de résonance magnétique du Centre d'études nucléaires de Saclay (Essonne). La seconde, composée de Lambert Geerlig, Valeri Andreev, Peter Holweg et Johan Mooij, dépend du département de physique appliquée de l'université de technologie de Delft (Pays-Bas).

(2) Il s'agit en effet de stopper la chute d'une fine gouttelette d'huile tombant dans un gaz ionisé au moyen d'un champ électrique. Expérience spectaculaire qui permet de mesurer la charge de l'électron.

Bois à cœur ouvert

Se promener dans une forêt, effleurer du doigt un meuble ou un objet en bois, écouter les sons purs produits par un (bon) violoniste et même regarder et entendre des bûches craquer. Voilà des occupations qui procurent depuis toujours un vrai plaisir esthétique. Mais il ne faut pas oublier que le bois a été un des tout premiers matériaux que l'homme a utilisés. Et que le bois est encore une matière première aux propriétés et usages multiples, à la beauté appréciée. C'est ce que veut faire comprendre le Muséum national d'histoire naturelle avec sa petite exposition « Bois à cœur ouvert ».

Outre quelques « rondelles » de bois - celle d'un Saquoy sempervirens de 2,64 mètres de diamètre donnée au Muséum en 1927 par l'American Legion et prélevée dans un arbre ayant vécu plus de 2 000 ans - celle d'un tronc d'ébénier (Diospyros crassifolia) dont seul le cœur est noir, celle d'un bois d'amarante presque entièrement rouge-violet, celle très étrange par ses profondes dentelures et découpes d'un bois de pagale, entre autres - le Muséum montre la structure du bois, des troncs d'arbres fossilisés, explique pourquoi la loupe d'orme ou la loupe d'Amboine ont ces courbes si décoratives en ébénisterie.

Y. R.

« Bois à cœur ouvert », Muséum national d'histoire naturelle, Jardin des Plantes, galerie de botanique, 18, rue Buffon, Paris-5^e. Ouvert de 10 heures à 17 heures tous les jours, sauf le mardi. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 avril 1991.

Conférences

Dans le cadre de l'exposition
LA FABRIQUE DE LA PENSÉE
mercredi 5 décembre à 17h

« Toxicomanies et cerveau »
par Louis Stinus, Inserm (U259)

Dans le cadre de l'exposition
VIVE L'EAU

samedi 8 décembre à 15h
« Mémoire de glace »
par Claude Lorius, CNRS
Animation : Marie-Jeanne Husser, « Sciences et avenir »

mercredi 12 décembre à 17h
« L'eau et la caverne »
par Alain Mangin, CNRS
Animation : Commission publications de la Fédération française de spéléologie.

(accès libre)

Centre des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations : (1) 46 42 13 13

Le Monde

NUMERO SPECIAL

MUTATIONS

A L'EST

- Pologne
- Hongrie
- RDA
- Tchécoslovaquie
- Bulgarie
- Roumanie
- Albanie

132 PAGES - 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Contraception

après l'Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Orgasme

Chiron

SCIENCES • MEDECINE

Contraception à l'acte

Une pilule à prendre après les rapports sexuels fait l'objet d'une évaluation de l'Organisation mondiale de la santé

La prise quotidienne d'un contraceptif oral est-elle une fatalité? Et les femmes pourront-elles un jour disposer d'une pilule moins contraignante à prendre uniquement après les relations sexuelles? Une nouvelle forme de contraception orale, réservée à des femmes qui ont des rapports sexuels peu fréquents, fait actuellement l'objet d'une évaluation menée sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans sept pays. Si elle se révèle efficace et sans effets secondaires gênants, cette pilule «post-coïtale» pourrait constituer, dans certains cas, une alternative à la prise quotidienne d'un contraceptif oral.

Depuis le début de l'année, l'Inde, la Chine, Cuba, l'URSS, la Yougoslavie, le Pakistan et, plus récemment, la France ont entrepris des essais impliquant environ 350 femmes. La pilule utilisée n'est pas un produit nouveau. «Il s'agit d'un type particulier de pilule du lendemain, composée de levonorgestrel, un progestatif déjà présent dans de nombreux contraceptifs oraux», indique le docteur Paul Van Look, du programme de recherche sur la reproduction humaine à l'OMS. Cette pilule est déjà utilisée dans plusieurs pays. Ces essais visent à mesurer son efficacité et ses effets secondaires dans le cadre d'une utilisation plus régulière et non plus en situation d'urgence. Cette étude s'adresse uniquement aux femmes ayant moins de cinq rencontres sexuelles par mois. Dans une même rencontre peuvent se succéder plusieurs rapports sexuels. Ce qui importe, c'est de prendre la

pilule progestative dans l'heure qui suit ou du moins «le plus tôt possible». Cette contraception ne doit pas être utilisée trop souvent dans le cycle pour des raisons à la fois d'efficacité et d'apparition d'effets indésirables.

Deux études, l'une multinationale, l'autre en Chine, ont déjà été initiées par l'OMS entre 1986 et 1988. L'une comme l'autre n'ont porté que sur un cycle et ne limitaient pas le nombre de relations sexuelles. Elles n'ont pas montré de résultats satisfaisants. La première étude s'est déroulée dans sept pays et présentait un taux d'échec de 0,8 % pour un cycle, ce qui, calculé sur une année, correspond à plus de 10 %. D'autre part, 20 % des femmes présentaient une irrégularité des règles imputable à cette contraception. Une seconde étude, menée en Chine sur 361 volontaires, a confirmé les résultats précédents.

En revanche, une étude hongroise, entreprise en 1978 et 1981 par la société Gedeon Richter, qui commercialise cette pilule, avait montré de meilleurs résultats. Le produit a été utilisé par 1 315 femmes, de 14 à 40 ans, sur 3 815 cycles. La fréquence des rapports était de quatre environ. Il s'est produit au total 23 grossesses. Six d'entre elles étaient imputables à une dose inefficace et 17 à une erreur de l'utilisatrice.

Dans l'étude en cours, les essais se dérouleront sur six cycles. «Nous allons vérifier la faisabilité de cette technique, son efficacité, et ses effets sur le cycle, saignement, retard de règles...», explique le docteur David Elia, gynécologue dans le service de

gynécologie-obstétrique de l'hôpital Rothschild, où se déroule l'essai français.

Chaque pilule, dosée à 0,75 mg de levonorgestrel, contient nettement moins de progestatif qu'une «pilule du lendemain» et un peu plus qu'une pilule normodossée. Une pilule post-coïtale standard est composée de 0,50 mg de norgestrel et de 0,05 mg d'éthynodiol. Dans le cadre d'une contraception du lendemain, deux comprimés d'une pilule post-coïtale normodossée à 12 heures d'intervalle peuvent être prescrits.

«Cette contraception agit comme une pilule du lendemain. Plusieurs mécanismes, qui interfèrent probablement entre eux, sont en cause : l'altération du transit de l'œuf qui se présente trop tôt dans la trompe ; la désynchronisation de la rencontre entre le spermatozoïde et l'ovule et enfin la modification de la muqueuse utérine rendue hostile à la nidation», remarque le docteur David Elia.

En cas de résultats satisfaisants, l'étude internationale devrait être étendue à plusieurs milliers de femmes puis déboucher sur une recommandation de l'OMS relative à l'utilisation de cette méthode dans les pays membres. Cette contraception pourrait s'adresser aux couples, aux femmes seules, aux adolescentes, ou aux femmes en prémenopause qui ont des relations sexuelles peu fréquentes.

MARTINE LARONCHE

POINT DE VUE

Voyageurs sans vaccin

par le professeur Christian Lafaix

Les voyages organisés vers les régions tropicales sont aussi nombreux en hiver qu'en été. Beaucoup d'entre eux concernent des pays où sévit le virus de la fièvre jaune (virus «amaril»), c'est-à-dire la plupart des pays de l'Afrique noire de l'Ouest, du Centre et de l'Est (1), et une dizaine de pays de l'Amérique du Sud (2). Or, malgré le risque mortel que fait courir cette maladie au voyageur, on constate un laxisme inquiétant dans les applications de la vaccination amaril. Faut-il de nouveau attendre des cas mortels parmi les touristes, comme cela s'est produit en 1979, pour que les règles soient appliquées?

Rappelons les faits. Le 25 octobre 1979, deux jours après son retour d'un voyage d'agrément au Sénégal dans un club de vacances, un homme de quarante-deux ans est admis au Centre hospitalier de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), dans un état très grave associant un état infectieux, une hépatite avec icère et une néphrite. Le diagnostic de fièvre jaune est posé et il est confirmé par l'isolement du virus dans le sang à l'Institut Pasteur de Paris. Le patient meurt d'une hémorragie le 29 octobre. Quelques jours plus tard, un autre touriste ayant fréquenté le même club de vacances meurt à son tour de fièvre jaune, après son retour, à l'hôpital Bichat (3). Il n'existe, à l'heure actuelle, aucun traitement curatif antiviral spécifique de cette maladie capable d'empêcher une issue mortelle très fréquente. Par contre, il est très facile de la prévenir par une seule injection de vaccin

bien toléré, qui protège pendant dix ans. Les deux touristes décédés en 1979 n'avaient pas été vaccinés avant leur voyage au Sénégal, sous le prétexte que leur séjour serait inférieur à deux semaines. Ils ont donc pu contracter la fièvre jaune par piqûre de l'insecte vecteur (moustique du genre Aedes) au cours d'une excursion «en brousse», dans la région du «Séné-Saloum», où une épidémie de fièvre jaune sévissait chez les enfants sénégalais (les adultes étaient vaccinés), comme cela a pu être établi a posteriori par l'Institut Pasteur de Dakar.

A la suite de ces accidents, un respect plus rigoureux de la réglementation en matière de vaccination contre la fièvre jaune a été exigé par les autorités sanitaires. Mais, depuis quelques temps, on constate de nouveau un relâchement regrettable dans ce domaine. Beaucoup d'agences de voyages, soucieuses sans doute de ne pas effrayer les touristes potentiels, ne donnent aucun conseil au sujet des vaccinations obligatoires ou recommandées par les séjours dans des pays tropicaux. Les brochures comportent des omissions ou des erreurs. Par exemple, au sujet du Sénégal, l'édition 89-90 du guide professionnel des voyages et du tourisme ICIOTOUR ne signale pas la recommandation du vaccin fièvre jaune. Il en est de même dans plusieurs brochures disponibles dans les agences de voyages que nous avons pu consulter. A l'arrivée dans le pays tropical, les contrôles des certificats de vaccination internationaux, à l'aéroport, sont bien souvent, eux aussi, inconsistants ou

trop tolérants. Rappelons cependant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande «vivement» la vaccination fièvre jaune à tous les voyageurs qui doivent se rendre dans les zones d'endémie (4). En fait, cette vaccination, que l'on peut faire pratiquer dans les nombreux centres agréés répartis sur le territoire français (5), doit être considérée comme obligatoire avant un voyage dans les pays concernés d'Afrique noire ou d'Amérique du Sud. Les autorités sanitaires, mais aussi les professionnels du voyage, et les voyageurs eux-mêmes, devraient mieux assurer cette responsabilité.

Christian Lafaix est professeur de pathologie infectieuse et tropicale à l'université Paris-XII. Centre hospitalier de Villeneuve-Saint-Georges.

(1) Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Leone, Liberia, Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Niger, Nigeria, Cameroun, Tchad, Gabon, Guinée équatoriale, Sao-Tomé et Principe, Congo, République centrafricaine, Zaïre, Soudan, Éthiopie, Somalie, Ouganda, Kenya, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Angola.

(2) Panama, Colombie, Venezuela, Brésil, Guyane, Suriname, Guyane française, Équateur, Pérou, Bolivie.

(3) Bulletin de la Société de pathologie exotique, 1980, tome 73, n° 1, pages 54-61.

(4) Voyages internationaux et santé, OMS, 1 vol (1990).

(5) Liste des centres agréés pour la vaccination internationale, à l'aéroport, sont bien souvent, eux aussi, inconsistants ou

Neurochirurgiens sans scalpels

Suite de la page 19

Dans ce domaine, la grande question concerne les avantages et les inconvénients médicaux et économiques du Gamma UNIT par rapport à ceux d'un autre procédé radiochirurgical fourni par les accélérateurs linéaires. Il s'agit, ici, de transformer de manière temporaire l'un de ces accélérateurs utilisés le plus souvent dans un centre anticancéreux en un système de radiochirurgie stéréotaxique qui, à partir d'une irradiation multifaisceaux, peut provoquer des destructions plus ou moins similaires des lésions intracrâniennes. En France déjà, après Paris (hôpitaux Sainte-Anne et Tenon), plusieurs centres, parmi lesquels ceux de Lille, Grenoble, Rennes et Bordeaux, ont choisi de s'équiper d'un tel système. Les spécialistes pensent que, compte tenu de son coût d'acquisition relativement abordable, d'autres équipes pourraient adopter la même démarche. Les partisans du Gamma UNIT soulignent toutefois le coût

notamment plus élevé de la maintenance de ces accélérateurs et leur précision généralement moindre. «Ne faudrait-il pas envisager, à l'instar de ce qui s'est passé dans d'autres pays, l'acquisition de deux ou trois équipements de type Gamma UNIT en France, auxquels seraient confiés les problèmes que les accélérateurs linéaires ne peuvent résoudre?», demande le professeur Gilles Guy, Faut-il d'un tel choix, on ne peut exclure que nombre de neurochirurgiens français soucieux d'assurer à leurs patients la thérapie la plus performante continuent de prescrire des transferts de malades vers les centres étrangers disposant de Gamma UNIT. Dans l'hypothèse d'acquisitions supplémentaires de ce coûteux matériel, il resterait à savoir quels seraient les prochains sites retenus et, surtout, comment pourrait être respecté, alors, le principe de l'égalité dans l'accès aux soins.

JEAN-YVES NAU

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremans, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 281311 F MONDSIR

INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

Le scrutin concernant les élections des Commissions Scientifiques Spécialisées de l'INSERM se déroule jusqu'au 30 Novembre 1990. Tout électeur qui n'aurait pas reçu son matériel électoral, peut prendre contact avec le Bureau des Elections, qui lui fournira les formulaires.

TEL (1) 45 84 14 41 POSTE 4536

LES MEILLEURES CHOSES ARRIVENT DU CIEL

Une TV qui vous parle du ciel jouit toujours d'une vision plus ample. En effet, du haut de son satellite, le Raïsat est à même de choisir les meilleurs événements européens et méditerranéens pour les porter directement chez vous. Programmes sportifs et de formation, musique et divertissement, le grand cinéma et les grands événements. Avant-première absolue des meilleures productions RAI. Soirées entièrement consacrées aux cultures européennes spécifiques. Une information quotidienne sélectionnée parmi les journaux télévisés des différents pays. Et, cela en langues originales, traduites simultanément à l'aide du Télétrad. De 9 à 24 heures, l'Europe peut s'asseoir dans votre salon. Pour la recevoir, il suffit d'une simple antenne parabolique. LA CULTURE EUROPÉENNE DISPOSE D'UN NOUVEAU CANAL.

RAISAT

Pour toutes informations vous pouvez téléphoner gratuitement au Numéro Vert International N° VERT INTERNATIONAL: 09904440 de 9 à 19 heures, tous les jours, sauf le dimanche.

ÉCHECS



Quatorzième partie : nulle

Kasparov et Karpov dansent la gigue

Quand Kasparov joua, lundi 26 novembre, au troisième coup de la quatorzième partie, d'abord que Karpov s'était déjà engagé sur le chemin de l'Espagne, les spectateurs du Palais des congrès à Lyon n'en crurent pas leurs yeux : la partie foudroya ! Aussitôt les archivistes se mirent sur leurs dossiers. Eh bien oui, en 1892, en championnat du monde, le Russe Tchigorine l'emporta contre l'Autrichien Steinitz et gagna au 32^e coup. Depuis quatre-vingt-dix-huit ans, plus rien, à ce niveau du moins.

Surprise totale pour Karpov ? Non, car en 1964 et en 1983 le Néerlandais Timman, qui aime ce jeu romantique, perdit une fois et fit nulle une autre avec cette ouverture, face au challenger. Mais chez Kasparov, nulle trace de l'échec : le monstre du Loch-Ness en somme.

Inutile de dire que le champion du monde avait potassé cette anti-qualité : une minute pour ses neuf premiers coups contre trente-sept à Karpov. Dans l'échec, les roques sont opposés : les Blancs attaquent sur l'aile Dame, les Noirs sur l'aile Roi. Kasparov commença le premier, mais mal (15.Da5) et Karpov s'y mit, mais bien (18...Dg4). A ce moment, il avait soixante-quatre minutes de retard sur son rival, mais ce coup plongea Kasparov dans cinquante-trois minutes de réflexion, ce qui n'empêcha pas le champion du monde de se voir menacé de mat quatre coups après (22...Cc3). Pour s'en sortir il dut sacrifier une Tour contre un Cavalier et au 28^e coup (Cxd5) c'est lui qui menaçait Karpov de mat. Le challenger s'en sortait mais entraînait dans une effroyable crise de temps : il lui restait cinq minutes pour douze coups.

Kasparov, un peu mieux loti à la pendule, et Karpov allaient danser une gigue endiablée. Karpov au 35^e coup, avec une minute pour ses cinq derniers coups, rendit la qualité puis donna une série d'échecs qui lui permettait d'arriver pile à l'heure du 40^e coup ! Kasparov n'avait, lui, qu'une minute d'avance et mettait son 41^e coup sous enveloppe dans une position qui laissait prévoir la nulle.

Mardi, en fin de matinée, Karpov répondit favorablement à la proposition du champion du monde de partager le point sans reprendre le jeu, proposition déjà formulée dès lundi soir, après le 40^e coup. Cette partie débridée laisse les deux joueurs à égalité (7-7). Quinzième partie : mercredi 28 novembre.

B. de C.

Blancs : KASPAROV

Noirs : KARPOV

Quatorzième partie

Partie résolue

1. d4	d5	2. c4	e6	3. f3	f6	4. g3	g6	5. f4	g5	6. e5	d6	7. d5	c6	8. c5	b6	9. d6	c5	10. e6	d6	11. f6	e6	12. g6	f6	13. h6	g6	14. g7	f7	15. f7	e7	16. e7	d7	17. d7	c7	18. c7	b7	19. b7	a7	20. a7	b7	21. b8	a8	22. a8	b8	23. b8	a8	24. a8	b8	25. b8	a8	26. a8	b8	27. b8	a8	28. a8	b8	29. b8	a8	30. a8	b8	31. b8	a8	32. a8	b8	33. b8	a8	34. a8	b8	35. b8	a8	36. a8	b8	37. b8	a8	38. a8	b8	39. b8	a8	40. a8	b8	41. b8	a8	42. a8	b8	43. b8	a8	44. a8	b8	45. b8	a8	46. a8	b8	47. b8	a8	48. a8	b8	49. b8	a8	50. a8	b8	51. b8	a8	52. a8	b8	53. b8	a8	54. a8	b8	55. b8	a8	56. a8	b8	57. b8	a8	58. a8	b8	59. b8	a8	60. a8	b8	61. b8	a8	62. a8	b8	63. b8	a8	64. a8	b8	65. b8	a8	66. a8	b8	67. b8	a8	68. a8	b8	69. b8	a8	70. a8	b8	71. b8	a8	72. a8	b8	73. b8	a8	74. a8	b8	75. b8	a8	76. a8	b8	77. b8	a8	78. a8	b8	79. b8	a8	80. a8	b8	81. b8	a8	82. a8	b8	83. b8	a8	84. a8	b8	85. b8	a8	86. a8	b8	87. b8	a8	88. a8	b8	89. b8	a8	90. a8	b8	91. b8	a8	92. a8	b8	93. b8	a8	94. a8	b8	95. b8	a8	96. a8	b8	97. b8	a8	98. a8	b8	99. b8	a8	100. a8	b8
-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	-------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	---------	----

Les chiffres entre parenthèses indiquent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Position à l'ouverture : Blancs : Rg1, Dd1, Tc1, Pk1, g1, h1. Noirs : Rg8, Dd8, Tc8, Pk8, g8, h8.

La tradition sociale du catholisme français. — Cent ans après l'encyclique *Rerum Novarum*, le Centre Sèvres, centre jésuite de formation universitaire, organise une session sur ce thème le 1^{er} décembre, de 14 h à 18 h.

Renseignements et inscriptions au secrétariat du centre, 35, rue de Sèvres, 75006 Paris. Tél. : 45-44-56-42.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

AGENDA

CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} Philippe de Souza, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Alain Alcan et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Alcan, leurs enfants et petits-enfants, M. Philippe Weill, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Nadal, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice ALCAN, née Marcelle Weill,

survenu le 23 novembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ses obsèques ont eu lieu à Paris, dans l'intimité.

— Nous apprenons le décès, survenu le jeudi 22 novembre 1990, de

M. Ezile ALLEGRET,

compagnon de la Libération,

dont les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le lundi 26 novembre, à La Rochelle (Charente-Maritime).

(Né le 24 avril 1907 à Dijon et, à l'origine, pilote d'essai dans l'aviation, Emile Allegret retourna en 1940 dans la résistance pour le compte de laquelle il effectua des missions sur la côte atlantique. Il fut par la suite, il franchit les Pyrénées en décembre 1943 pour rejoindre la France libre à Londres. Durant la guerre, il appartenait au célèbre groupe « Lorraine » de bombardement, avec notamment Pierre Mendès France ou Bernard Ray. En 1943, il commanda l'escadille « Metz » du groupe « Lorraine », avec laquelle il accomplit cinquante-cinq missions de bombardement. À bord d'un avion Douglas-Sikorski, il participa au bombardement des camps de lancement de bombes volantes guidées, que les Allemands surnommaient « V1 » et « V2 », à la fin de la guerre. Il fut nommé « Compagnon de la Libération » le 28 mai 1945 comme capitaine au groupe « Lorraine ». Après la guerre, il fut ingénieur divisionnaire de la conception aérospatiale et il sera notamment commandant en second de l'aéroport de Nice. Titulaire de la Croix de guerre 1939-1945, de la médaille de la Résistance et de plusieurs décorations étrangères, Emile Allegret était commandeur de la Légion d'honneur.)

M^{me} Gudrun, Bjarnadottir Berges, M. Sigmar Massoube, M^{me} Gracia Berges Boyer, et ses enfants à Madrid, M. et M^{me} Guy Merenda, et leur fils à Nice, M^{me} Marie-Christine Lopatine, et son fils à Cannes, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Sebastiano Giuseppe

BERGESE,

survenu le 25 novembre 1990 à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 novembre, à 10 h 30, à la chapelle des catéchismes de l'église Sainte-Cécile, 29, rue Las-Cases, Paris-7.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, avenue Georges-V,

75008 Paris.

— Jeanne Chaboud, Lino et Henri Desplas, Monique Benda et sa fille Karina, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lila CHABOUD,

professeur honoraire

au lycée Descartes, à Tours,

survenu le 10 novembre 1990, dans sa quatre-vingt-neufième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Saint-Cyr-sur-Mer (Var).

M. et M^{me} Desplas, 5, résidence Opéra, 4, rue Malherbe, M^{me} Benda, 45, rue Patience, 78120 Rambouillet.

M. et M^{me} Philippe Bessis, M. et M^{me} Hervé Hamon, M. et M^{me} Philippe-Jacques Bessis, M^{me} Robert Cassan, Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Smadja et leurs enfants, M. Arnaud Bessis, M. Antoine Bessis, M. Alexandre Hamon, M. Nicolas Hamon, M^{me} Clotilde Calo, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Claude BESSIS, née Marcelle Calo,

leur mère, belle-mère, belle-sœur, grand-mère et arrière-grand-mère, survenu le 24 novembre 1990.

L'inhumation aura lieu, le mercredi 28 novembre, à 10 h 15, au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

Rendez-vous entrée boulevard de Ménilmontant.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La Baule, Paris.

Jacques et Henriette Borowski, Michel et Lucette Borowski, Huguette Borowski, Maxime Borowski, Elziane Borowski, Philippe, Alain, Nathalie et Philippe, Didier, Sonia et Yael, M. et M^{me} Sally Klapsch, M^{me} veuve David Klapsch, ses enfants, petits-enfants, frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Fanny BOROWSKI,

survenue dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 27 novembre 1990, au cimetière parisien de Bagneux.

6, avenue des Embles, 44300 La Baule.

M^{me} Marie Ferrand, son épouse, M. et M^{me} Pierre Ferrand, M^{me} Michèle Ferrand, ses enfants, Emmanuel, Véronique, Elodie et Frédéric, ses petits-enfants, ses frères, sa sœur, Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Eloi FERRAND,

survenu à Paris, le 23 novembre 1990, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

L'inhumation aura lieu le 3 décembre, à 10 h 15, au cimetière du Père-Lachaise.

Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(61, rue Montmartre, 75002 Paris, 2, rue des Vinaigriers, 36130 Joinville-Clan, 13, rue Dubouché, 75018 Paris.

— Laurent et Sylvie Giclat, ses enfants, Marcelle Martin, sa compagne, Simone Orsacelli, née Giclat, sa sœur, ses enfants et petits-enfants, Philippe et Annie Daubier, et leurs enfants, Parents et alliés, font part du décès, à l'âge de soixante-trois ans, de

M. Henri GICLAT,

ancien combattant, interné, 1939-1945.

Les cérémonies ont eu lieu à Pont-de-Beauvoisin et Saint-Albin-de-Vaureuse (Isère) les 24 et 25 octobre 1990. Une quête a été faite au profit de la recherche contre le cancer.

M. et M^{me} Francis Dallaporta, M. Jacques Fint, M. et M^{me} Bernard Fint, M. et M^{me} Daniel Fint, M. et M^{me} Dominique Fint, M. et M^{me} Patrick Minvielle, M. et M^{me} André Fint, François Fint, prêtre franciscain, M. et M^{me} Michel Fint, ainsi que leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Joseph Broche, M. et M^{me} André Fint, M. et M^{me} Georges Fint, Les familles Henri Delacoste et Jean Fint, font part du décès à Dieu de

Albert FINE,

le 22 novembre 1990.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée à l'intention d'Albert et Maria Fine, le samedi 1^{er} décembre, à 11 heures, à la chapelle des Missions espagnoles, 55, boulevard Rododacène, Marseille-8.

— La direction générale de la Librairie Larousse et tous les membres de la rédaction ont appris, avec une profonde tristesse, le décès, survenu le 22 novembre 1990, de leur ancien collaborateur et collègue

Henri FRIEDEL,

agréé de l'Université,

qui a travaillé plus de trente ans dans le département biologique.

— Amiens, Le bûcheron, Le conseil de l'ordre, Les membres du barreau de la cour d'appel d'Amiens, ont le profond regret de faire part du décès, survenu le 24 novembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

M^{me} Jeanne GORET-PIEUR,

avocat honoraire,

ancien bâtonnier de l'ordre,

chevalier de la Légion d'honneur.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 28 novembre, à 11 heures, au cimetière Saint-Acheul d'Amiens, où l'on se réunira.

— M^{me} Paul Gozland, son épouse, M. Armand Ozlan, son frère, Ses sœurs et nièces, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Paul GOZLAND,

le 22 novembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

33, boulevard du Commandant-Charcot, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Claudine Hebreard, son épouse, Sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice HEBREARD,

survenu le 18 novembre 1990. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

29, rue de Liège, 75008 Paris.

— M^{me} Serge Levitan, Sa famille, Les familles Levitan, Bleustein, Dobessy, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Serge LEVITAN-VITAL.

Les obsèques auront lieu mercredi 28 novembre, à 14 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

5, place du Bagatelle, Neuilly.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 45-25-29-34 ou 45-25-29-35

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEILLEUR

à un prix de 10 francs

ou 15 francs par semaine

Tél. : 45-25-29-34

Tél. : 45-25-29-35

Tél. : 45-25-29-36

Tél. : 45-25-29-37

Tél. : 45-25-29-38

Tél. : 45-25-29-39

Tél. : 45-25-29-40

Tél. : 45-25-29-41

Tél. : 45-25-29-42

Tél. : 45-25-29-43

Tél. : 45-25-29-44

Tél. : 45-25-29-45

Tél. : 45-25-29-46

Tél. : 45-25-29-47

Tél. : 45-25-29-48

Tél. : 45-25-29-49

Tél. : 45-25-29-50

Tél. : 45-25-29-51

Tél. : 45-25-29-52

Tél. : 45-25-29-53

Tél. : 45-25-29-54

Tél. : 45-25-29-55

Tél. : 45-25-29-56

Tél. : 45-25-29-57

Tél. : 45-25-29-58

Tél. : 45-25-29-59

Tél. : 45-25-29-60

Tél. : 45-25-29-61

Tél. : 45-25-29-62

Tél. : 45-25-29-63

Tél. : 45-25-29-64

Tél. : 45-25-29-65

Tél. : 45-25-29-66

Tél. : 45-25-29-67

Tél. : 45-25-29-68

Tél. : 45-25-29-69

Tél. : 45-25-29-70

Tél. : 45-25-29-71

Tél. : 45-25-29-72

Tél. : 45-25-29-73

Tél. : 45-25-29-74

M^{me} Robert Libois, M. et M^{me} Norbert Czaryski, M. et M^{me} Jean-Claude Thirault, M^{me} Josiane Thirault, M. et M^{me} Marcel Libois, M. et M^{me} Maurice Libois, M. Sylvain Czaryski, M^{me} Sabine Scialom, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LIBOIS,

officier de la Légion d'honneur,

officier de l'ordre national du Mérite,

directeur général honoraire

de l'Union des assurances de Paris,

directeur général honoraire

de l'Union de gestion

et d'investissement financiers SII

de l'Union des assurances de Paris,

survenu des suites d'une agression, le

10 novembre 1990, à Paris.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 22 novembre.

Une messe sera célébrée le

29 novembre, à 11 heures, en l'église

Saint-Pierre de Chaillot, sa paroisse,

avenue Marceau, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue Boissière,

75116 Paris.

— Lyon.

Adeline Looten,

son épouse,

Marie-Hélène et Jean-François Vidal,

Florence et Martin Garbit,

Françoise et Philippe Dubois,

Ariane et François Taverrier,

ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Emile LOOTEN,

directeur départemental adjoint

des Impôts,

résistant « Réseau Goliath »,

officier de réserve (croix de guerre).

Les funérailles religieuses ont eu lieu

à Lyon le 26 novembre 1990.

35, rue de la Favorita,

69005 Lyon.

— M^{me} Lucette Mechadier,

sa mère,

M^{me} Geneviève Mechadier,

son épouse,

Guy et Caroline Mechadier,

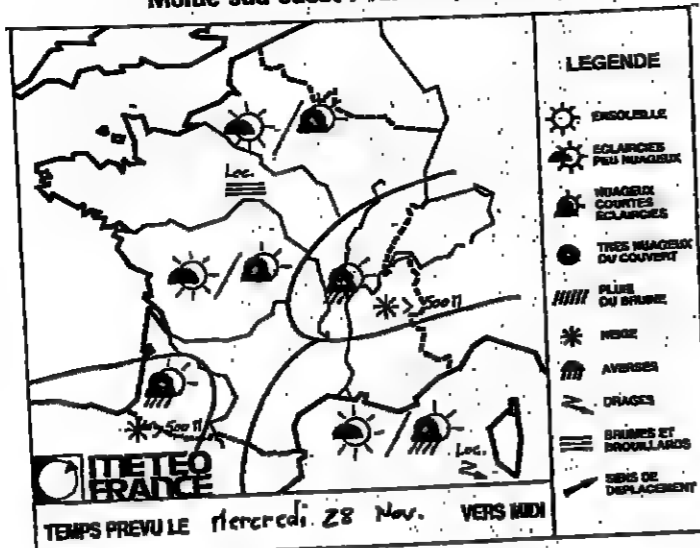
Suzette Mechadier,

et Jean-Paul Vasin,

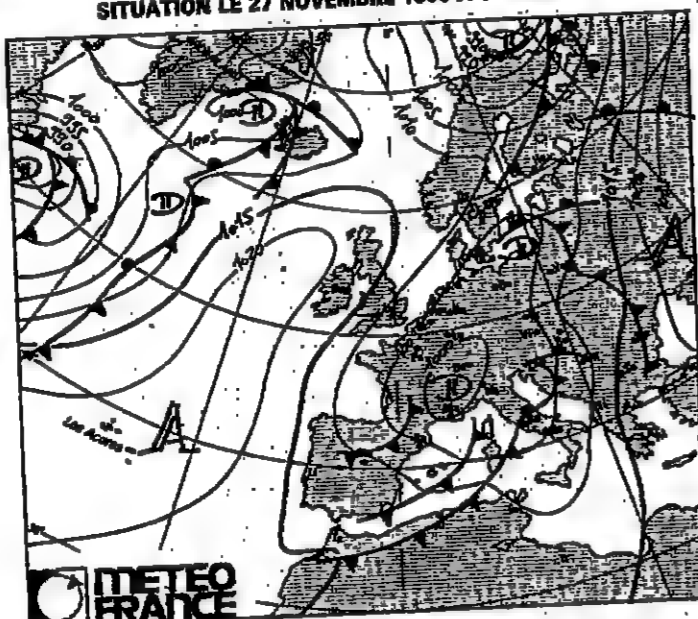
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Moitié nord-ouest : petites pluies.
Moitié sud-ouest : variable, averses.



SITUATION LE 27 NOVEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



**Jeudi 29 novembre : grisaille à l'est,
plus de soleil à l'ouest.**

Le beau temps froid dominera sur un grand quai nord-ouest du pays avec des vents du nord-est modérés en Bretagne et sur les côtes de la Manche. Cependant il faudra se méfier le matin des brouillards girants des pays de Loire à l'île-de-France, à la Champagne, à la Picardie et au Nord.

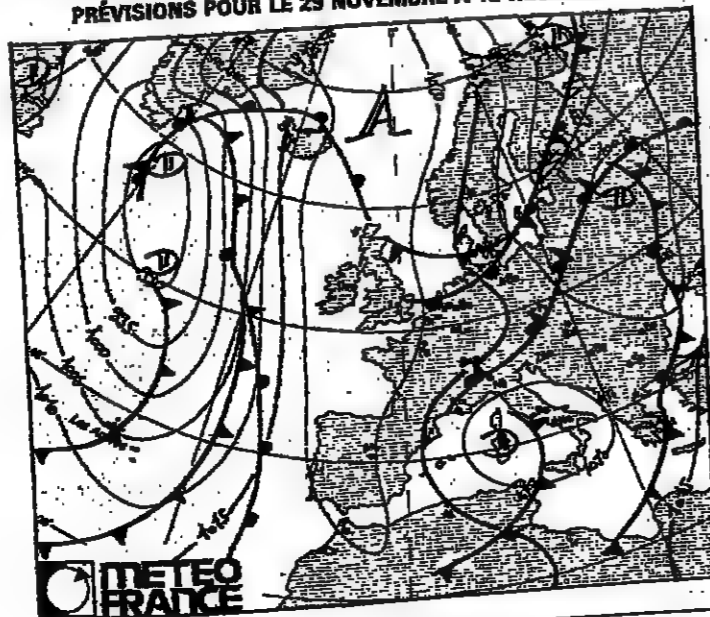
Sur l'Aquitaine, le Limousin et Poitou-Charentes, les brouillards du matin céderont la place à un ciel nuageux avec des averses, surtout près des côtes et sur les massifs montagneux (Pyrénées et Massif Central).

En Languedoc-Roussillon et en Provence, le tramontana (50 à 70 km/h) et le mistral (40 à 50 km/h) dégrèleront la côte. Les orages et les pluies seront nombreux en Corse et sur la Côte

Alailleurs (l'est du pays) le ciel restera couvert et il pourra neiger à basse altitude.

Les températures minimales seront voisines de 0 degré, les maximales iront de 1 degré à 4 degrés dans le Nord et l'Est, 5 degrés à 8 degrés dans l'Ouest, elles pourront atteindre 10 degrés près des côtes méditerranéennes.

PRÉVISIONS POUR LE 29 NOVEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 26-11-90

EXPEDITIONS										
Vallées comprises relatives entre le 27-11-80 à 8 heures TU et le 27-11-80 à 8 heures TU										
FRANCE					LES ANGOLES.					
MACCO	14	8	O	P	TOUR	13	P	LUXEMBOURG	19	D
MARZOU	12	8	P	P	TOULOUSE	13	P	MARINI	10	D
MAZOU	14	8	P	P	POINTE-A-PITRE	21	P	MARRACHE	17	D
BOURGOS	8	8	O	P	L'ÉTRANGER					
GREY	4	8	O	P	ALGER	22	9	MEXICO	26	C
CHERBOURG	8	8	O	P	AMSTERDAM	30	12	MILAN	7	C
CLERMONT-FER.	11	7	A	D	ATHENES	24	33	MONTREAL	7	C
DODON	1	1	A	D	BARCELONE	20	33	MORDU	25	P
CHAMPAIGN	1	1	A	D	BERGAMO	1	0	NABORI	18	P
LILLE	4	4	B	P	BERLIN	1	0	NEW-YORK	1	C
LIMOGES	4	4	B	P	BRUXELLES	1	0	OSAKA	1	C
LYON	4	4	B	P	LE CAIRE	25	15	PARIS-DEMAIL	1	P
SAINT-ETIENNE	4	4	B	P	COPENHAGUE	25	15	PEKIN	12	P
SAINT-LOUIS	7	7	N	P	DAKAR	25	15	RIO-DE-JANEIRO	15	C
SAINT-MAUR	7	7	N	P	DELHI	25	15	ROME	22	P
NANTES	7	7	N	P	DIERBA	25	15	SINGAPOUR	0	C
PHARSIMONS	13	13	A	D	GENEVE	25	15	STOCKHOLM	24	P
PAU	13	13	A	D	HIPANGANG	25	15	SYDNEY	18	C
PERPIGNAN	13	13	A	D	HONGKONG	25	15	TOKYO	21	P
REIMS	41	41	B	P	ISRAEL	19	17	VARSOVIE	11	C
ST-ETIENNE	41	41	B	P	LEZ SAUVEN	19	17	VENISE	13	P
STRASBOURG	9	2	D		LORDES	5	6	VIENNE	14	P
A	B	C	D		N	O	P	T	note	
azecne	brunoy	ciel	couvert	ciel	nuageux	orage	pluie	tempête	*	

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie Nationale)

RADIO-TÉLÉVISION

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 □ Radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 27 novembre

Gilbert Lelord, neurophysiologiste, Jean-François Martel, responsable de recherche à l'INSERM, Jean Vautrin (sa vie Ripolin), Ghislaine Hacaute (*Mon enfant d'ombre et de lumière*), Pierre Ferrari, psychanalyste, Gloria Laxer (*Autisme sur la vérité refusée*).

23.40 Journal et Météo.

FR 3

FR 3

20.40 Téléfilm : Incognito. D'Alain Bergala.
22.15 Journal et Météo.
22.35 Télévision régionale.
23.15 ▶ Traverses.
Chroniques de France : Bourgognes. 1. Les
ombres et les jours, de Guy Mousset.
Musique : Carnet de notes.

0.10

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma :**
L'inspecteur Harry
est la dernière cible. □
Film américain de Buddy Van Horn (1988)

21.55 **Flash d'informations.**

22.05 **Cinéma :**
Chambre à part. ■
Film française de Jacky Cukier (1989).

23.35 **Cinéma :** **Le cuisinier, le voleur,**
sa femme et son amant. ■■
Film britannique de Peter Greenaway
(1989) (v.o.).

LA 5

20.40 Cinéma :
L'histoire sans fin. ■■
Film allemand de Wolfgang Petersen
(1984).

22.25 Magazine : Gool.
De Pierre Cangioni.

23.25 Sport : Automobile.
Rallye du RAC.

23.30 Série : Le voyageur.

Mercredi 28 novembre

22.20 Magazine : Exploits.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Ironweed - La force
d'un destin. ■
Film américain d'Hector Babenco
(1988) (v.o.).
0.50 Cinéma : Confession criminelle. ■
Film américain d'Edward Zwick
(1987).

LA 5

14.35	Série : Le renard.
15.35	Série : Bergerac.
16.40	Dessins animés.
18.30	Série : Happy days.
19.00	Journal d'images.
19.10	Jeu : Télé-contact.
19.45	Journal.
20.30	Drôles d'histoires.
20.40	Histoires vraies.
	Cauchemar au pénitencier, téléfilm de John Llewellyn Moxey.
22.25	Débat :
	La vie des femmes en prison. Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schönberg.
23.55	Sport : Automobile. Rallye du RAC.
0.00	Journal de minuit.

M46

- 14.45 Téléfilm : Espion modèle.
- 16.20 Musique : Boulevard des clips (et à 0.15)
- 16.40 Série : Les têtes brûlées.
- 17.35 Variétés : Turgèzane.
- 18.00 Émission présentée par Fatma.
- 18.00 Jeu : Zygomusic.
- 18.25 Six minutes d'informations.
- 18.35 Série : Campus show.
- 19.00 Série : Magnum.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Téléfilm : Alerte rouge.
De Gerald L.isenberg.
- 22.25 Série : Brigade de nuit.
- 23.15 Documentaire : 60 minutes.
De Gaëlle Vuillaume.
- 3. Puissance et passions, 1962-1970.
- 0.05 Six minutes d'informations.
- 0.10 Magazine : Dazibao.
- 2.00 Diffusions.

LA SEPT

14.30 Histoire parallèle.
15.30 Mégamix
16.30 Documentaire : Musica sarda

Audience TV du 26 novembre 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

Audience instantanée, France entière		1 point = 202 000 viewers					
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
		Roue fortune	Une fois	Act. région.	Nulle part	Télécontact	Magnum
		19,8	6,3	22,9	2,5	2,4	5,2
19 h 22	58,2	Roue fortune	Une fois...	19-20 Info	Nulle part	Journal	Magnum
		31,6	4,8	15,3	3,3	2,6	5,0
19 h 45	63,0	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Act. ser...
		29,9	17,3	11,1	4,8	4,7	5,9
20 h 16	74,1	Stars 90	J. Chirac	La valise	Nuit cinéma	Crima...	Cheyenne
		25,5	14,3	11,5	9,5	5,7	10,7
20 h 55	78,6	Stars 90	J. Chirac	La valise	Nuit cinéma	Crima...	Cheyenne
		21,0	13,2	9,9	9,3	6,3	8,9
22 h 08	67,4	Stars 90	Forrest	Océaniques	Flash	Jack Kallan	Cheyenne
		20,6	6,3	2,3	6,0	3,2	8,2
22 h 44	48,7						

COMMUNICATION

La France abandonne les satellites de forte puissance

L'Europe à la rescousse de TDF 1-TDF 2

Il n'y aura pas de TDF 3. Le gouvernement français souhaite que des satellites européens mis en œuvre par Eutelsat assurent après 1996 la continuité des services de télévision directe des satellites français TDF 1-TDF 2 (nos dernières éditions du 27 novembre). D'ici là, l'exploitation de ces derniers serait rationalisée par l'instauration de priorités entre programmes. Et un satellite intermédiaire de secours pourrait être lancé d'ici trois ans, si les chaînes s'engagent financièrement.

« L'objectif principal que s'est fixé la France, c'est la réussite d'une télévision haute définition européenne » : par ce cadre général, M. Paul Quilès, ministre de M^{me} Tassac, a justifié le choix d'une solution « européenne » pour bâtir la « deuxième génération » de satellites de télévision directe, celle qui doit remplacer les TDF 1-TDF 2 et TVSat 2 après 1996.

Tracer le profil de cette génération était la mission confiée à M. Gérard Eymery il y a un an. Les pannes survenues depuis sur les satellites français de télévision directe ont obligé M. Quilès et M^{me} Tassac à le charger aussi de réfléchir à la sécurisation rapide de ces satellites. Dans le rapport remis aux deux ministres lundi 26 novembre, le groupe d'experts réunis autour de M. Eymery propose une démarche en trois temps.

Premier temps : aucune solution technique satisfaisante n'existant pour assurer immédiatement le secours de TDF 1-TDF 2, il faut rationaliser l'exploitation des satellites en organisant des « priorités » entre chaînes dans l'exploitation des huit tubes émetteurs encore en service, en cas de nouvelle défaillance. C'est la tâche du CSA, qui a écrit en ce sens ses chartes (le Monde du 23 novembre).

Deuxième temps : au-delà de 1996, l'analyse du marché laisse prévoir une demande de télévision par satellite supérieure aux cinq fréquences dont dispose la France (et

chaque pays européen) selon le plan de Genève de 1977 (le Monde du 29 septembre). Les contraintes techniques et économiques (coût d'exploitation par canal) induisent, selon le rapport Eymery, des satellites avec plus de canaux, mais de puissance réduite (environ 30 watts par canal) par rapport à la génération actuelle.

Pour assurer la continuité de service aux spectateurs s'équipant d'antennes, ces futurs satellites devraient occuper la même position orbitale que les TDF 1.2 et TV-Sat 2, à 19 Ouest. Le rapport Eymery préconise la recherche d'une solution dans le cadre d'Eutelsat, l'organisation européenne de satellites. Celle-ci a un projet EuropeSat correspondant aux missions définies, et prévu à la position orbitale de 29 Est. Si la plupart des huit pays européens (1) que le plan de Genève aggrave à emmener depuis la position 19 Ouest se mettaient d'accord entre eux, Eutelsat pourrait « installer » son projet à cette position. L'Allemagne et la France appuient cette orientation, estimant leurs besoins respectifs entre 12 et 18 canaux pour l'Allemagne, entre 12 et 15 pour la France.

Si — et seulement si — un accord européen est trouvé sur ces orientations à long terme, il faudrait alors, troisième temps de la démarche, envisager un satellite intermédiaire, servant à moyen terme de secours aux satellites français et allemands. Un tel satellite, dont l'étude est demandée à Eutelsat, coûterait environ 750 millions de francs (plus lancement et assurance), et pourrait être lancé d'ici moins de trois ans. Mais il ne le serait que si ses utilisateurs, les chaînes de télévision, prennent des engagements fermes, notamment sur les futurs tarifs de location.

Sauver la collaboration avec l'Allemagne

Au total, le rapport Eymery a une tonalité préoccupante. Pourrait-il en être autrement, alors que les normes MAC, dont la France a fait un cheval de bataille, sont en mauvaise posture sur le marché anglais après la fusion Sky-BSB, et suscitent encore des doutes outre-Rhin, malgré le sou-

ten du gouvernement de Bonn ? En privilégiant la coopération avec nos voisins, le gouvernement cherche au moins autant à les attirer à l'aventure du D2 MAC qu'à arrêter les satellites de télévision directe à l'Europe.

C'est d'ailleurs pourquoi une solution de rechange étudiée par le rapport Eymery, une solution franco-allemande autour des satellites Telecom 2 (le Monde du 10 novembre), ne figure plus qu'en annexe du rapport. Elle pourra toujours refaire surface, si un accord européen ne se dessine pas dans l'année qui reste pour prendre des décisions.

En faisant siennes l'essentiel des conclusions du rapport Eymery, M. Paul Quilès a été « sans ambiguïté sur un point : il n'y aura pas de TDF 3, pas de nouvelle génération de satellites de ce type, tout simplement parce que la technologie a évolué ». Un discours qui sonne comme la reconnaissance d'un échec, celui de la filière de satellites à forte puissance. Aux rêves de prouesses technologiques trop longtemps entretenus succèdent le pragmatisme et la nécessité d'alliances européennes tenant compte du marché.

« Contrairement aux habitudes bien françaises, notamment celles qui avaient présidé à la conception du projet TDF 1-TDF 2, il s'agit désormais d'adopter une approche au moins autant commerciale que technique », explique M. Quilès. C'est dans cette optique que le ministre insiste sur la nécessité, dès maintenant, d'équiper les consommateurs d'antennes assez larges (de 60 à 65 centimètres de diamètre) pour recevoir à terme les futurs satellites.

Parallèlement, en faveur du D2 MAC, M. Quilès mentionne enfin la démarche commune franco-allemande auprès de la commission de Bruxelles, pour qu'elle étende à tous les satellites de télévision sa directive rendant cette norme obligatoire.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) France, Allemagne, Luxembourg, Belgique, Suisse, Autriche, Pays-Bas, Italie.

En acquérant 2 % du capital

Rizzoli-Corriere della Sera allié italien d'Hachette, entre dans TF 1

Le premier groupe de presse et d'édition italien, Rizzoli-Corriere della Sera (RCS), vient de racheter 2 % du capital de TF 1 par l'intermédiaire d'une de ses nouvelles filiales, RCS-Video.

Le président de RCS et de RCS-Video, M. Giorgio Fattori, qui a annoncé cette prise de participation le 26 novembre à Milan, a précisé que « les 420 000 actions ont été achetées sur le marché international et non acquises auprès de M. Silvio Berlusconi ou de M. Robert Maxwell ». Le prix d'achat serait d'environ 123 millions de francs.

M. Fattori a indiqué qu'un accord avait été conclu entre RCS-Video et TF 1 qui prévoit la création d'une société commune desti-

née à coproduire des fictions, et d'un comité d'investissement destiné à prendre des participations dans les télévisions européennes.

RCS-Video est la nouvelle filiale du groupe RCS, lié aux industries Fiat et éditeur de nombreux journaux, dont le Corriere della Sera, la Gazzetta del sport, etc. Elle regroupe toutes les sociétés qui ne sont pas liées à l'édition ou à la presse, comme RCS Produzione TV, qui a produit récemment la Fiebre 5, ainsi que les activités et clubs de vidéo (Vivivideo, Panarecord, Club del video). Son chiffre d'affaires est de 115 milliards de lire (517 millions de francs, réalisé majoritairement dans la vidéo).

Le poids de RCS dans la presse et l'obligation de respecter les seuils de concentration imposés par la loi l'empêchaient de s'im-

planter de manière significative dans la télévision italienne. Il s'est donc tourné vers l'étranger et ne cache pas, après sa prise de participation dans TF 1, sa volonté de se développer en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Pays-Bas. Pour cela, M. Fattori envisage d'investir 300 milliards de lire en trois ans.

Mais l'investissement de RCS dans TF 1 n'est pas sans susciter des questions. RCS est en effet lié depuis trois ans à Hachette, opérateur de la Cinq, par un accord de participation croisée dans le domaine de la presse. Une alliance aujourd'hui mise à mal. Enfin, dans le capital de TF 1, le groupe éditorial italien retrouve son vieux rival sur la scène italienne, M. Berlusconi, détenteur de 4,5 % du capital.

Y.-M. L.

Antenne 2 et la Cinq se disputent le tiercé

C'est mardi 27 novembre que les présidents d'Antenne 2 et de la Cinq, Jean-Michel Gaillard et Yves Sabourat, devaient être auditionnés par les dirigeants des sociétés de courses. Après la dénonciation du contrat qui lie celles-ci à TF 1 pour la retransmission en exclusivité des courses du tiercé quatre fois par semaine (mardi, jeudi, samedi, dimanche), ces deux chaînes se sont portées candidates concurrentes sur un créneau porteur d'audience : de 7 % à 15 % d'audimat. Elles proposent chacune des contrats intéressants, 20 millions de francs environ par an, pour un magazine hippique régulier de plus de vingt minutes s'ajoutant à l'émission spéciale du tiercé en direct.

Sur ce point, toutefois, quelques réserves s'expriment plus

ou moins ouvertement. A Antenne 2, Jacques Martin ne souhaite pas voir son émission dominicale coupée pour laisser la place aux chevaux : de plus, pendant Roland-Garros, un match important du tournoi ne serait pas interrompu. Dans ce cas, il y aurait possibilité de « basculer » les courses sur FR3. Pour ce qui est de la Cinq, les directs de la formule 1 automobile risquent également de se télescoper avec le tiercé. Mais pour cette chaîne se pose surtout le problème du manque de couverture nationale.

En ne touchant pour le moment que 68 % des foyers, elle priverait de tiercé beaucoup d'habitants de zones rurales, celles où résident le plus grand nombre de propriétaires, d'entraîneurs, d'éleveurs. Pour- tant la Cinq, outsider, il y a quel-

ques semaines, est devenue aujourd'hui presque favorite. Son actionnaire principal, Jean-Luc Legardère, n'est certainement pas étranger à ce retournement de situation.

Très en cour dans les milieux hippiques, il souhaite emporter le marché à tout prix. Propriétaire, éleveur passionné de pur-sang (deux haras en Normandie et une cinquantaine de chevaux à l'entraînement à Chantilly), il estime pouvoir ainsi servir la cause des courses. Mais aussi le groupe Hachette, éditeur de quelques publications hippiques dont Week-end Magazine, spécialisé dans les pronostics sur le tiercé. Comme disent les turfistes, « il va y avoir photo à l'arrivée ».

GUY DE LA BROSSE

EST-CE QUE CELA VOUS PARAÎT UN PEU FOU
DE TOUT CAPITONNER
POUR TRANSPORTER DE L'EAU MINÉRALE ?

Wagons spécialisés pour les transports sensibles.

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, NOUS ATTACHONS LA MÊME IMPORTANCE À LA QUALITÉ DU TRANSPORT DES PRODUITS DANGEREUX ET DES PRODUITS FRA-

Système d'amortissement des chocs.

GILES. PAR LA LOCALISATION DES TRAINS EN TEMPS RÉEL, PAR LE SOIN APPORTÉ AUX PRODUITS SENSIBLES, PAR DES SYSTÈMES ANTI-CHOC, PAR LA CONS-

Localisation des trains en temps réel.

TRUCTION DE WAGONS SPÉCIAUX, LA SNCF PEUT RÉPONDRE AUJOURD'HUI PAR DES SOLUTIONS ADAPTÉES À TOUTES LES QUESTIONS DE TRANSPORTS.

FRET
SNCF
C'EST POSSIBLE

100150

BILLET

Réveil industriel à Bruxelles

L'ouverture progressive des frontières qu'impose la mise en place du marché unique n'est pas suffisante pour stimuler l'activité et permettre l'ajustement permanent de l'appareil industriel communautaire à une concurrence internationale accrue. Des efforts de formation, de développement technologique mais aussi la mise en œuvre d'une politique sociale doivent l'accompagner, comme l'ont souligné deux conseillers des ministres des Douze le 26 novembre.

L'Acte unique, approuvé en 1985, soulignait la nécessité de ces politiques d'accompagnement. Mais la majorité des gouvernements, préférant laisser jouer le marché, ne leur accordaient qu'une importance secondaire. Le ralentissement de la conjoncture, combiné à la déroute des pans entiers de l'industrie communautaire, provoque aujourd'hui, à temps, une réaction salutaire. C'est M. Martin Bangemann, le vice-président de la Commission, ancien président du Parti libéral allemand, qui propose lui-même, toute idéologie oubliée, la mise en place d'une politique industrielle commune. La proposition est encore imprécise, les distinctions entre « filières » et « secteurs » un peu subtiles, mais l'orientation politique est clairement indiquée. M. Bangemann a été applaudi par le Conseil et par M. Roger Fauroux.

Il s'agit de défendre et de sauvegarder des secteurs stratégiques (biotechnologie, matériel de transport, semi-conducteurs), y compris s'il le faut par des mesures aux frontières, mais surtout en favorisant leur mise à niveau technologique. C'est l'amorce d'une réforme de la politique de recherche communautaire qui a été décidée le 26 novembre. M. Jean-Pierre Soisson a plaidé pour davantage d'activisme en matière sociale. Les propositions de directives de la Commission sur le travail précaire et sur l'aménagement du temps de travail, dans le droit fil de la charte des droits sociaux fondamentaux adoptée, à Onze le Royaume-Uni s'en était exclu en 1989, doivent être approuvés avec les moyens juridiques insuffisants qu'offre l'Acte unique. Lors de la conférence intergouvernementale, on verra s'il est possible d'obtenir des Douze d'étendre les domaines de la politique sociale pouvant faire l'objet de décisions à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité.

Ph. L.

Après trois mois de négociations, les dirigeants de Matsushita Electric Industrial Co, le géant japonais de l'électronique, de la hi-fi et de la communication, et MCA, la société-mère des studios Universal et d'autres activités de loisirs, ont annoncé le 26 novembre à New-York le rachat par Matsushita de l'ensemble des activités de MCA. Cette opération, payée 6,2 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs), constitue la plus importante acquisition réalisée aux États-Unis par un investisseur nippon.

NEW-YORK

de notre correspondant

En rachetant l'année dernière l'un des fleurons de Hollywood, après avoir repris, quelques mois auparavant, les disques CBS, Sony avait traumatisé l'Amérique, qui a vu dans cette opération un abandon de sa production cinématographique et, partant, d'un vecteur important de son identité culturelle.

En présentant l'accord conclu le 26 novembre au petit matin, les dirigeants de MCA ont laissé le danger. « Le fait de voir une société de Hollywood passer sous le contrôle d'une entreprise japonaise ne doit susciter

Nouvelle OPA japonaise sur Hollywood

Le groupe Matsushita acquiert MCA/Universal pour 30 milliards de francs

aucune crainte », expliquait M. Sidney Sheinberg, directeur général de MCA, en soulignant l'engagement de Matsushita non seulement de ne pas bouleverser la direction de la société américaine, mais aussi de ne pas chercher à lui apprendre son métier. Dans une déclaration commune publiée à New-York et à Tokyo, Matsushita se dit prête à garantir l'indépendance de création de sa nouvelle acquisition et la maîtrise totale de son catalogue de films, l'un des plus riches au monde.

Ainsi, pour les huit premiers mois de l'année en cours, MCA/Universal aura produit et commercialisé dix-sept longs métrages, soit autant que

Warner et bien plus que Disney, Fox ou Paramount. Seule Columbia (l'acquisition de Sony) aura sorti trente films dans le même laps de temps.

Cette importante production, assortie de grands succès commerciaux, est à l'origine de l'intérêt manifesté par Matsushita, qui voit certainement dans MCA et dans sa fonction de producteur de programmes télévisuels et cinématographiques un tremplin pour ses matériels audiovisuels.

La discussion faillit échouer sur le prix. Dans un premier temps, les dirigeants de MCA demandaient entre 75 et 90 dollars par action de cette société cotée en Bourse. Mais la

firme japonaise ne voulait pas aller au-delà de 70 dollars. Finalement, la transaction s'est faite sur la base de 66 dollars par action, soit un total de 6,13 milliards de dollars, l'acquéreur recevant aussi des actions d'une chaîne de télévision appartenant au groupe américain, ce qui portera le prix total de l'action à environ 71 dollars et le montant total de la transaction à 6,6 milliards.

Ce chiffre constitue un record en matière d'investissements directs japonais sur le sol américain. Le précédent record appartenait au rival de Matsushita, le groupe Sony, qui a déboursé 3,4 milliards de dollars pour acheter Columbia.

SERGE MARTI

Une des six majors du cinéma américain

MCA Corporation of America : née en 1924 dans la musique comme son nom l'indique, MCA a grandi dans l'image, avec le rachat dans les années 60 du studio Universal. Aujourd'hui, le groupe est l'une des six « majors » hollywoodiennes, et Universal représente plus de la moitié des 3,4 milliards de dollars de chiffres d'affaires réalisés en 1989, avec des bénéfices de 191 millions. Universal, c'est un label rendu célèbre sur tous les grands écrans et magnétoscopes du monde par notamment les Dents de la mer ou l'extra-terrestre champion du box-office ET. Mais MCA est aussi une vaste usine à séries télévisées, de Law and Order à Murder she Wrote (Arabesques sur la Ciné). Et une usine qui se visite : les studios

de Floride et d'Universal City en Californie ainsi que le parc de Yosemite géré par une filiale.

Le groupe n'oublie pas pour autant ses origines musicales, avec MCA records, depuis avril le label Geffen, et l'organisation de concerts dans des salles lui appartenant (784 millions de dollars de CA). Il a aussi des intérêts dans la télévision, avec une station indépendante de la région de New-York, et la moitié de la chaîne câblée USA Network. Enfin, le Putnam Berkley Group complète dans l'édition une panoplie multimédias bâtie en plusieurs décennies par le septuagénaire Lew Wasserman.

M. C. I.

Le leader mondial de l'électronique grand public

Selon le dernier classement de Fortune, Matsushita Electric Industrial est la douzième plus grande entreprise mondiale avec un chiffre d'affaires de 43 milliards de dollars (215 milliards de francs). Mais le groupe japonais est avant tout le plus grand fabricant de matériel électronique grand public de la planète. Cumulés avec celles de sa filiale JVC, contrôlée à 51,24 %, ses ventes dans cette branche d'activité atteignent 14,5 milliards de dollars (72 milliards de francs).

Le groupe aligne quatre marques à lui tout seul : Panasonic, Technics,

National et Quasar. Malgré ses dimensions, Matsushita n'est encore que le troisième fabricant mondial de téléviseurs, derrière Philips et le français Thomson, numéro un. Matsushita n'en est pas moins un géant. A commencer dans le magnétoscope, un domaine industriel sur lequel, grâce à JVC, inventeur du procédé VHS, il règne toujours en maître, malgré la montée de la concurrence sud-coréenne. Sa part de ce marché est très supérieure à 20 %.

Il n'est pas de matériels de loisirs que Matsushita ne produise pas. Le

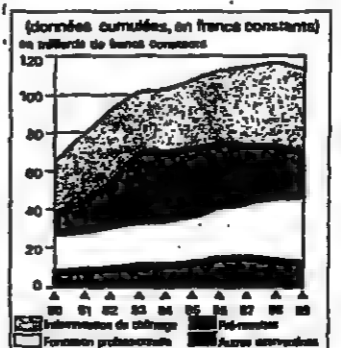
géant nippon exerce également des activités dans la téléphonie, l'industrie des piles, l'électroménager. Enfin et surtout, Matsushita fabrique une bonne partie des composants électroniques dont il a besoin et en vend. Le groupe compte parmi les dix premiers mondiaux dans cette spécialité. Sa direction investit massivement (400 millions de dollars pour 1990, soit 2 milliards de francs). Au total plus de quatorze mille produits sortent de ses soixante-dix usines.

A. D.

Les dépenses pour l'emploi ont baissé de 3 % en 1989

Destinées à l'indemnisation du chômage, aux préretraites et aux

actions de formation, les dépenses pour l'emploi se sont au total élevées à 201,4 milliards de francs en 1989, qu'elles soient financées par l'État, les régions, les entreprises ou les salariés. Ce compte annuel, publié le 27 novembre par le ministère du travail, fait pour la première fois apparaître une baisse, évaluée à 3 % en francs constants, alors que le mouvement était à la hausse depuis 1981.



La part consacrée à la politique de l'emploi représente désormais 3,29 % du produit intérieur brut, contre un maximum de 3,62 % en 1985 et

1986. Les dépenses « passives », c'est-à-dire pour le chômage (79,3 milliards) et les préretraites (41,2 milliards), sont en diminution et ne pèsent plus que 60 % de l'ensemble. Globalement stables, les dépenses d'indemnisation profitent de la baisse du nombre d'allocataires nouveaux, consécutive à la reprise du marché de l'emploi, mais subissent le coût du chômage de longue durée (+3,6 %). Quant aux dépenses occasionnées par les diverses formules de « cessation anticipée d'activité », elles connaissent un fort recul (-11,8 %), pour la quatrième année consécutive. Notamment, les entrées en préretraite FNE (Fonds national de l'emploi) ont légèrement fléchi.

Parmi les dépenses « actives », en progression, la formation professionnelle vient en tête avec 59,3 milliards de francs (+1,3 %). Cette somme recouvre aussi bien les actions de l'État pour les jeunes en difficulté et les demandeurs d'emploi que les programmes de formation continue financés par les entreprises (29,2 milliards). Le recul des stages d'initiation à la vie professionnelle est sensible alors que d'autres partenaires sont mis à contribution, tels que les régions ou le régime d'assurance-chômage.

Alors que l'économie se dégrade rapidement

Le gouvernement soviétique présente un budget qui ne concerne que les activités de l'Etat fédéral

Le Parlement soviétique a entamé lundi 26 novembre (nos dernières éditions du mardi 27 novembre) l'examen du budget 1991. Pour la première fois, ce budget ne concerne que les activités relevant de l'Etat fédéral, soit 46 % des dépenses totales, la majeure partie relevant désormais des Républiques, selon le ministre des finances M. Valentin Pavlov, cité par l'agence Tass.

En 1991, les recettes fédérales devraient atteindre 248 milliards de roubles - un rouble vaut 10 francs au cours officiel - et les dépenses, 261,2 milliards, ce qui limiterait le déficit à 13 milliards, contre 56 milliards cette année (pour un budget encore centralisé représentant 508 milliards de roubles de dépenses). En tenant compte des budgets des Républiques, le déficit prévu serait de 39 milliards de roubles.

Pour réaliser cet objectif, M. Pavlov a préconisé l'instauration d'un

impôt de 3 à 5 % sur le chiffre d'affaires des entreprises d'Etat et la création d'un fonds de stabilisation alimenté par des privatisations.

Le ministre des Finances a reconnu que les conditions économiques étaient particulièrement difficiles, « avec une production qui ralentit et, en conséquence, une monnaie qui se déprécie ». Pour les neuf premiers mois de 1990, le revenu national a reculé de 13 milliards de roubles par rapport à la période correspondante de 1989.

Afin de stabiliser la situation monétaire, le gouvernement va tenter de compenser la création de liquidités. A compter du 1^{er} décembre, la moitié des fonds non utilisés par les entreprises, soit 50 à 60 milliards de roubles, seront gelés. Elles ne pourront être employées que pour financer la distribution d'actions aux employés.

Le vice-président du conseil des ministres, M. Youri Maslounkov, a d'autre part annoncé la mise en place par étapes de la réforme des prix. La hausse des prix des produits de consommation courante sera en par-

tie compensée par un mécanisme d'indexation allant jusqu'à 70 % du taux d'inflation. Les entreprises ayant une autonomie comptable indémensurable leurs salariés « en fonction de leurs possibilités financières ».

Le gouvernement considère en outre que le chômage est inévitable mais que ses « conséquences négatives » seront réduites par la mise en place d'une agence nationale pour l'emploi, d'allocations chômage et de travaux d'utilité collective financés par les budgets locaux.

S. Gh.

Effondrement des exportations de pétrole

Principale source de devises depuis des années, les exportations soviétiques de pétrole devraient chuter l'an prochain de 50 %, estime le projet de budget. Cet effondrement privera l'Etat d'environ 45 milliards de roubles de recettes, soit, au taux officiel, 450 milliards de francs.

La tendance était prévue, mais l'ampleur de cette chute a de quoi surprendre. Après avoir atteint son maximum en 1988 (825 millions de tonnes), la production soviétique de pétrole n'a cessé de diminuer depuis pour atteindre 575 millions de tonnes cette année. Elle devrait encore diminuer l'an prochain de 15 millions de tonnes au moins et n'atteindrait, selon les prévisions officielles, que 560 millions de tonnes.

Faute d'équipements de qualité, faute surtout d'infrastructures et d'organisation, la productivité de l'industrie pétrolière soviétique n'a cessé de diminuer depuis dix ans, bien que ses réserves et son poten-

tiel géologique soient énormes. Ses coûts augmentent de 10 % l'an et pour accroître, voire même maintenir, la production il a fallu investir des sommes énormes absorbant jusqu'à tiers des dépenses consacrées à l'industrie.

La nouvelle priorité donnée aux industries légères a rendu impossible le maintien de cet effort. En 1990, pour la première fois, les investissements en capital consacrés au pétrole ont diminué, passant de 15,5 à 14,8 milliards de roubles. La diminution de la production s'est donc accélérée.

Les exportations qui dépassaient 200 millions de tonnes (un tiers de la production) en 1988, dont plus de la moitié vers les pays occidentaux et le reste vers les anciens pays du COMECON, avaient déjà diminué de près de 10 % en 1989, et de près d'un tiers cette année. Elles devraient indubitablement s'effondrer l'an prochain. Selon les estimations publiées en novembre par les

investis, l'organe du gouvernement leur niveau ne devrait pas dépasser 61 millions de tonnes en 1991. La consommation soviétique, en croissance continue, prélève en effet une part croissante sur la production, ce d'autant que les difficultés du nucléaire et du charbon conduisent l'Union soviétique à brûler de plus en plus de fioul dans les centrales électriques, lesquelles sont obsolètes et d'un rendement désastreux.

Reste à savoir si la réduction drastique des exportations s'effectuera au détriment des anciens pays du COMECON, qui avaient été les principales victimes des difficultés soviétiques depuis deux ans, ou si elle touchera aussi les livraisons destinées aux pays occidentaux. En tout état de cause, cette baisse pèsera sur l'équilibre du marché mondial puisque les anciens pays satellites seront contraints de chercher ailleurs de nouveaux fournisseurs.

V. M.

INSOLITE

Tabac à rouler pour les Moscovites

A défaut de lait ou de viande, les Moscovites auront, dès vendredi, du tabac. Deux camions, pleins à craquer de deux cent cinquante mille paquets de tabac à rouler Drum, ont quitté, lundi 26 novembre, les entrepôts du fabricant néerlandais Douwe Egberts/ Van Nello.

L'essentiel pour De/VN reste que les Moscovites apprennent à rouler leurs « shaguis », dérivé du néerlandais « shag » (tabac), et qu'ils les trouvent à leur goût. Car De/VN reconnaît avec une belle franchise être à la recherche d'un nouveau marché.

Le produit de la vente de ce premier envoi sera versé à des associations de bienfaisance, mais, pour autant que les fumeurs soviétiques prennent le pli qu'on veut leur faire prendre, il n'en sera plus de même pour les expéditions suivantes.

DROIT DES SOCIÉTÉS ? L'EUROPE RESTE A FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

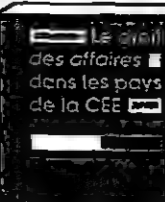
Il existe maintenant un recueil à feuillets mobiles, le "Droit des Sociétés dans les pays de la CEE", dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions que l'on doit se poser.

Pays par pays, il présente les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, actualisés chaque mois.

Le "Droit des Sociétés Jupiter" : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par la LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 31 Décembre 1990, vous pouvez bénéficier d'un tarif préférentiel. Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou écrivez à : LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

"Droit des Sociétés Jupiter" Maîtriser les droits nationaux pour conquérir l'Europe



LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

ÉCONOMIE

SOCIAL

Fin du conflit d'Air France à Nice

Les personnels au sol d'Air France à Nice, en grève depuis le 15 novembre, ont voté, mardi 27 novembre, en faveur de la reprise du travail, à partir de mardi à 12 heures.

Les représentants CFDT et FO du personnel avaient signé, le 26 novembre, un protocole d'accord avec la direction. Sur 403 votants, 333 se sont prononcés pour la reprise du travail, seuls 57 salariés votant contre le protocole conclu la veille.

Selon le protocole, que la CGT a refusé de parapher, Air France étendait la possibilité de confier à son escadron de Nice l'assistance pour le fret des compagnies UTA et Air Inter, actuellement confiée à une société privée. La direction a renoncé à détacher des agents d'Air France chez Air Inter au rai- son de la fermeture de sept de ses lignes internationales au départ de la métropole azuréenne. Trente huit saisonniers sur deux cent vingt-cinq seront embauchés.

Le débat sur les retraites

Les partenaires sociaux accusent les assurances de « mercantilisme »

Les dirigeants syndicaux et patro- naux de l'Association générale des institutions de retraite générale des cadres (AGIRC, 2,5 millions de coti- sants, 1 million de bénéficiaires) s'en sont pris vivement, lundi 26 novem- bre lors d'une conférence de presse, aux « campagnes publicitaires des sociétés d'assurances » qui tentent, selon eux, d'effrayer la confiance des salariés dans les régimes de retraite complémentaire.

M. Pierre Guillen, vice-président délégué de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) et vice-président de l'AGIRC, a déploré « la publicité comparative que l'on abuse » des organismes qui proposent des produits de retraite par capitalisa- tion. M. Guillen, comme M. Paul Marchetti, président de la CFE-CGC et de l'AGIRC, reprochent aux as- surances ainsi qu'aux organismes bancaires de « dramatiser » le débat en prédisant « par mercantilisme » la « faillite prochaine » des régimes de

retraite fonctionnant selon la techni- que de la répartition. Les partenaires sociaux, qui gèrent de façon auto- nome l'AGIRC, s'en sont pris à une nouvelle fois à l'étude de l'INSEE publiée en juillet sous l'égide de M. Denis Kessler, universitaire et président du de la Fédération fran- çaise des sociétés d'assurances (FFSA). Celle-ci soulignait que, si rien n'était fait, la part du revenu des actifs consacrée au financement des retraites passerait de 16,3 % actuelle- ment à 40 % dans le scénario le plus défavorable. Afin d'établir la vérité, l'AGIRC a l'intention de créer un « institut de la retraite complémentaire ».

Par contre, MM. Guillen et Marchetti ont souligné que leurs craintes liées à l'harmonisation européenne des cadres ne connaissent pas de dif- ficultés dans les prochaines années. En 1989, un excédent de 1 milliard de francs a été dégagé et le résultat sera également positif cette année. Les pensions feront l'objet d'un rat- trapage au début de 1991, année au cours de laquelle le taux d'appel des cotisations sera maintenu à 117 % (la partie supérieure à 100 % n'ouvrant pas de droits à la retraite). Toutefois, il devra sans doute être augmenté en 1992.

JEAN-MICHEL NORMAND

Difficultés européennes pour régle- menter le travail précaire. — Une directive européenne visant à mieux protéger les travailleurs temporaires, saisonniers ou employés à temps partiel n'a pu être adoptée le 26 novem- bre, à Bruxelles, par les ministres du travail parce qu'elle entraînerait une modification des législations en Grande-Bretagne et en Allemagne. M. Jean-Pierre Soisson a mis en cause la procédure retenue et a estimé que l'Italie, qui préside la CEE, « paraissait pratiquer une politi- que du tout ou rien ».

A Angers

Accord chez Bull sur le travail de nuit féminin

Les syndicats CFDT et CFTC de l'usine Bull d'Angers (Maine-et-Loire) viennent de signer avec la direction un accord autorisant le travail de nuit des femmes, de 22 heures à minuit. Une cinquan- taine de femmes sur un effectif total de 2 600 personnes sont concernées par cette mesure qui prévoit que trois équipes mixtes se relaieront au cours de la journée sur une ligne de production de cartes de micro-ordinateurs. Ces dispositions, insiste la CFDT, prin- cipal syndicat, permettent d'« éviter de travailler le samedi matin, ce qui était une des princi- pales revendications du personnel ».

L'accord prévoit que les salariés seront présents trente-trois heures par semaine, payées trente-huit heures trente, avec une prime men- suelle de 1 433 F et des majora- tions au titre des « horaires incom- modes ». La CGT et FO sont hostiles à cet accord qu'elles jugent « minable et malhonnête ».

ÉQUIPEMENT

3 700 kilomètres construits en dix ou quinze ans

Le rythme de construction des autoroutes oppose le ministère de l'économie aux élus régionaux

Le comité de direction du fonds de développement écono- mique et social (FDES) devrait trancher, le 6 décembre, la question de savoir si la réalisa- tion du nouveau schéma direc- teur autoroutier qui prévoit de construire 3 700 kilomètres de voies nouvelles sera réalisé en dix ou en quinze ans.

de leur développement. Les progrès en matière de télécommunications et l'arrivée du TGV ne règlent pas tout. L'amélioration du réseau rou- tier est, elle aussi, indispensable car nous jugeons que celui-ci n'est pas adapté aux circulations denses et rapides. Si la thèse des finances l'emporte et si le schéma autorou- tier est réalisé en quinze ans au lieu des dix prévus, de nombreux bas- sins d'emploi seront morts d'ici là.

Le prix des péages

M. Ligot ne veut pas entendre les craintes du ministère qui redoute d'assécher le marché finan- cier. « Qui parle de marché finan- cier français ? Nous sommes en Europe, que diable ! Pourquoi ne pas emprunter en euros pour réaliser un programme routier ? Pour un bon projet comme celui-ci, on trouve toujours l'argent nécessaire. Il n'y a aucun risque sur les autoroutes ».

A condition que les recettes suivent. Et c'est là encore que le bât blesse, car le ministère de l'écono- mie menace de deux autres façons

le schéma directeur. Tout d'abord, il retarde l'augmentation deman- dée de 3,5 % du prix des péages parce que cela alourdirait l'indice des prix, « alors qu'il a augmenté de 70 % en dix ans tan- dis que l'indice a progressé, lui, de 90 % », malgré le président du CNERP.

D'autre part, « un certain nom- bre d'esprit tardif du ministère ont imaginé qu'il était possible d'utili- ser une partie des recettes de péage pour l'entretien des routes classi- ques, actuellement financé par le budget de l'Etat, poursuit-il. Cela perturberait le système en faisant se perdre ces ressources dans le budget général ».

Après les fermetures de lignes régionales d'Air France que M. Ligot considère comme un mauvais coup, une décision du FDES de ne plus réaliser les auto- routes à la cadence requise serait, selon lui, une faute contre l'aména- gement du territoire et coûterait des emplois aux régions isolées et des vies sur les routes puisque l'au- toroute améliore la situation dans ces deux domaines.

ALAIN FAUJAS

La vignette et les plus de 16 CV

La vignette automobile 1991 sera vendue dans les débits de tabac jusqu'au dimanche 2 décembre. Passé cette date, elle pourra être trouvée dans les recettes des impôts, avec un supplément de retard de 5 %. Par ailleurs, le ministère de l'économie et des finances a publié, lundi soir 26 novem- bre, un communiqué précisant que, « contrairement à cer- taines informations parues dans divers articles de presse, les propriétaires des véhicules de plus de 16 CV sont tenus d'acquiescer la vignette au tarif correspondant à la puissance administrative figurant sur la carte grise ».

Le communiqué de la rue de Bercy fait allusion aux informa- tions publiées dans plusieurs journaux de province par l'AFATRO (Association fran- çaise pour l'application aux traités de Rome) indiquant que les propriétaires de véhicules de plus de 16 CV qui n'ont pas à acquiescer la vignette majorée. Le communiqué des finances précise que « la juris- prudence de la Cour de justice des Communautés euro- péennes et de la Cour de cassa- tion à laquelle il est fait réfé- rence [...] concerne des systèmes d'imposition anté- rieurs au dispositif actuel [...] qui a mis le droit français en conformité avec le droit com- munitaire ».

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de méde- cin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis direc- tement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1991 : 11, 12, 13 mars 1991.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 janvier 1991.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC - Admission BP 105
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00
ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SNCF
EMPRUNTS NOVEMBRE 1990

2 milliards de francs minimum en 2 tranches - obligations de 5.000 F.

Emprunt 10,40 % novembre 1990.

Montant : 1,7 milliard de francs minimum.

Durée : 11 ans à compter du 10 décembre 1990.

Prix d'émission : 99,85 %, soit 4.992,50 F par obligation.

Jouissance et règlement : 10 décembre 1990.

Intérêt annuel : 10,40 %, soit 520 F, payable en totalité le 10 décembre de chaque année.

Taux de rendement actuariel : au 10 décembre 1990 : 10,42 %.

Amortissement normal : en totalité au pair le 10 décembre 2001.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches.

Emprunt 9,80 % assimilable le 12 décembre 1990 à l'emprunt 9,80 % février 1990.

Montant : 300 millions de francs minimum.

Durée : 11 ans et 71 jours à compter du 10 décembre 1990.

Prix de souscription : 103,77 %, dont 95,876 % de prix d'émission et 7,894 % de coupon couru, soit 5.188,50 F par obligation.

Jouissance : 19 février 1990.

Règlement : 10 décembre 1990.

Intérêt annuel : 9,80 %, soit 490 F, payable en totalité le 19 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel : au 10 décembre 1990 : 10,43 %.

Amortissement normal : en totalité au pair le 19 février 2002.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches.

Une fiche d'information (visa COB n° 90-477 en date du 20 novembre 1990) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. Balo du 26 novembre 1990.

Souscrivez, dans les banques, les Sociétés de Bourse, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

SNCF - Direction Financière - 17, rue de Londres - 75009 Paris.

ÉTRANGER

Changement à la tête du Keidanren

M. Hiraiwa remplacera M. Saito à la présidence du patronat japonais

M. Eishiro Saito, président du Keidanren, la principale organisation patronale du Japon, a démissionné lundi 26 novembre, un an et demi avant la fin de son mandat. Agé de soixante-neuf ans, il sera remplacé par l'actuel numéro deux et vice-président du Keidanren, M. Gaishi Hiraiwa, président de la Tokyo Electric Company, soixante-seize ans.

Cette démission, acceptée par les dirigeants du Keidanren réunis en assemblée extraordinaire lundi, sera effective à compter du 21 décembre prochain, date de la prochaine assemblée générale ordinaire.

M. Saito, aux commandes du Keidanren depuis mai 1986, « a proposé de démissionner pour rejoindre progressivement la direction du Keidanren », selon le porte-parole de l'orga- nisation privée qui, créée en 1946, regroupe les mille plus grandes entreprises japonaises de tous les secteurs (industrie, finance, ser- vices...).

INDUSTRIE

Regroupement dans la literie

Trece pourrait être absorbé par Dunlopillo

Deuxième marque sur le mar- ché français derrière Epeda, Treca pourrait être reprise par le groupe japonais Sumitomo, qui via Dunlop contrôle les matelas et les sommiers Dunlopillo.

Propriétaire à 99 % de Treca, la famille Moritz, souhaitant passer la main au profit d'un repreneur qui soit un « actionnaire actif », a entamé des discussions avec Sumi- tomo. Les contacts entre les deux groupes remontent à 1984, date à laquelle Treca s'est porté candidat à la reprise de Dunlop en graves difficultés financières. La firme de Montluçon avait finalement été enlevée par Sumitomo.

Aujourd'hui, les rôles sont inver- sés. Treca, dont le chiffre d'affaires dépasse les 480 millions de francs cette année, affiche des résultats positifs depuis six ans. Le résultat 1990, explique-t-on au siège, serait assez substantiel, car nourri d'une plus-value exceptionnelle dégagée par la cession de son activité mousse pour sièges automobiles à Epeda-Bertrand Faure.

Le rapprochement éventuel de Treca et de Dunlopillo crée sur le papier un ensemble « literie » fort d'un chiffre d'affaires voisin de 900 millions de francs (soit le volume de ventes de la marque de Mérimos, les deux marques phares du numéro 1 français de la pro- fession, le groupe Epeda-Bertrand Faure) capable de rivaliser en taille avec l'espagnol Flabesa ou le belge Recticel (marque Bultex) aux posi- tions européennes plus affirmées.

Treca s'efforce de s'imposer sur le créneau des produits de luxe (le prix moyen d'un de ses matelas s'élève à 1 400 francs, contre 700 francs pour l'ensemble du marché), alors que Dunlopillo s'adresse à une clientèle plus jeune et aux revenus plus modestes.

En passant dans le giron de Sumitomo, le groupe Treca pour- rait se donner les moyens de mener une politique de marque plus agressive. Ces négociations inter- viennent au moment où le marché de la literie, très lié à l'évolution de la construction de logements, devrait connaître un certain tasse- ment en 1991, après avoir enregis- tré ces dernières années une crois- sance moyenne de 4 %.

C. M.

Le transit des marchandises fran- çaises dans des ports étrangers. — Grâce aux informations de la ban- que de données SITRAM et aux sta- tistiques des douanes, l'Observatoire économique et statistique des trans- ports (OEST) estime à 13,4 mil- lions de tonnes à l'importation et à 5,8 millions à l'exportation le volume de marchandises généré par le commerce extérieur français qui, en 1989, a transité par des ports étrangers. En valeur ces « détourne- ments » représentent respectivement 118 et 67 milliards de francs. Ce sont les ports belges et néerlandais qui se taillent la part du lion dans ces « détournements », soit 95 % en tonnage de l'ensemble des marchan- dises françaises qui, par voie mar- time, transitent par l'étranger.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Dans la ligne de la doctrine thatchérienne

La Grande-Bretagne a entrepris de « privatiser » la formation professionnelle

Pour combler son retard, Londres a mis en œuvre une importante réforme de son système de formation professionnelle. Les principes thatchériens trouvent là un nouveau domaine d'application. L'Etat veut confier la responsabilité de cet important secteur aux chefs d'entreprise.

SHEFFIELD (South Yorkshire)
de notre envoyée spéciale

« La prochaine décennie sera celle de la formation. » Le « défi sans précédent » lancé, en décembre 1989, par le secrétaire d'Etat britannique chargé de l'emploi, M. Michael Howard, était clair : faire des années 90 l'ère des compétences et des qualifications professionnelles.

Moins d'un an après l'énoncé de cette profession de foi, la réforme de l'organisation de la formation professionnelle bat son plein. Près de la moitié des nouveaux organismes qui seront les clés de voûte locales du système, les *Training and Enterprise Councils* (TEC), sont déjà installés, les autres devant voir le jour d'ici l'été prochain. Parallèlement, le changement de dénomination, le 6 novembre dernier, de l'Agence nationale de la formation professionnelle, installée à Sheffield et responsable de la mise en œuvre de la politique gouvernementale, a consacré ce nouveau virage libéral.

Cette réforme s'inscrit, en effet, dans la droite ligne de la philosophie thatchérienne. Elle consiste essentiellement à transférer au patronat la responsabilité de la gestion des fonds publics versés au titre de la formation professionnelle. Un tel transfert a pour but d'améliorer l'adéquation des compétences dispensées dans la mesure où les chefs d'entreprise sont, selon les auteurs de cette réforme, les mieux à même, sur le terrain, de définir leurs besoins en personnel qualifié et les niveaux de formation requis. Il y a là aussi, pour le gouvernement britannique, une façon d'inciter le patronat à s'impliquer davantage, financièrement parlant, à ce dossier, reconnaît M. Christopher Jary, responsable de la politique mise en œuvre à l'Agence nationale de la formation professionnelle, interrogé à l'occasion du voyage d'études que vient d'organiser l'Association des journalistes de l'information sociale.

Une insuffisance
scolaire catastrophique

D'autant qu'il y a urgence ! A la veille de la naissance du grand marché européen des compétences, plus de la moitié (53 %) des jeunes Britanniques quittent encore l'école à seize ans sans aucune qualification, au lieu de 10 % en France. A peine 15 % d'une classe d'âge poursuit outre-Manche des études supérieures. Résultat : quand 89 000 ingénieurs sortent chaque année des écoles allemandes, la Grande-Bretagne en forme 12 000. Et lorsque la France a mis, en 1986, 14 500 nouveaux vendeurs sur le marché de l'emploi, son voisin britannique en a proposé... 1 650.

Cette insuffisance scolaire se double, de surcroît, d'une courbe démographique catastrophique, rendant encore plus aigu le dossier de la formation-permanente des adultes. En l'espace d'une dizaine d'années, le nombre de jeunes âgés de seize à dix-neuf ans a ainsi fortement diminué, passant de 3,6 millions en 1980 à moins de 2,6 millions en 1991 et certaines professions, telle celle d'informaticien, ont déjà vu leurs réserves d'embauches se tarir.

Le gouvernement avait tenté dès 1983 d'améliorer la formation professionnelle des jeunes en incitant, par exemple, tous ceux qui n'avaient pas de qualification à suivre « volontairement » un stage de formation en alternance... sous peine de se voir retirer leurs allocations-chômage. Un programme identique avait été créé, en 1983, en direction des chômeurs de longue durée, qui se sont vu proposer des bonifications financières supplémentaires en échange de leur participation à un stage de qualification.

Ces deux programmes restent prioritaires dans le nouveau schéma, les quelque quatre-vingts TEC locaux s'engageant à réserver les fonds nécessaires pour leur mise en œuvre. Jusqu'à présent, le gouvernement consacrait à ces programmes les deux tiers de son budget, qui, en 1987, s'est élevé à 70 milliards de francs, pour un résultat, somme toute, décevant : à l'issue du cycle de formation, moins du quart des chômeurs de longue durée retrouvent un emploi, tandis que près d'un tiers des jeunes stagiaires restent exclus.

Reste que les principaux intéressés à cette réforme, les chefs d'entreprise, n'ont toujours mani-

festé, selon M. John Wilbourn, de l'association de conseil Industrial Society, qu'un « intérêt poli » à l'égard d'une formation professionnelle qui ne s'inscrit pas directement dans les bénéfices de la société et à laquelle ils ne sont, de toute façon, pas fiscalement obligés de contribuer. Seules 32 % des entreprises britanniques disposaient, en 1986, d'un budget spécifique pour la formation professionnelle, tandis que 24 % des établissements élaboraient un plan de formation. Sans compter que de fortes disparités existent entre l'Angleterre du Sud, où sont installées la majorité des entreprises performantes employant un personnel qualifié, et l'Angleterre du Nord (l'Ecosse disposant (1) d'un système à part), sinistrée par la crise industrielle.

Dans la cité minière de Sheffield, par exemple, le taux de chômage avoisine les 12 % de la population active, soit le double de la moyenne nationale. Le centre de formation professionnelle, qui a ouvert ses

portes, en 1987, dans un ancien hangar désaffecté, dispense essentiellement des formations de base, « very basic level training », indique M. Jean Broad, responsable du centre. « Quand les participants n'effectuent pas des stages de remise à niveau », souligne M. Broad, ils suivent des formations de vendeur dans un petit commerce, de sténodactylo, de menuisier. » Les photos de ceux qui ont retrouvé un emploi sont toujours affichées dans le hall d'accueil, histoire de donner du courage à ceux qui arrivent.

Du courage, il en faudra également aux membres du nouveau TEC qui s'est installé à Sheffield, le 1^{er} octobre dernier, pour vaincre le scepticisme ambiant. Les deux tiers de représentants patronaux et le tiers de syndicalistes et d'élus locaux vont désormais définir les priorités de la formation professionnelle au niveau local. Certes, au niveau national, chacun - patronat et gouvernement - s'est engagé à jouer le

jeu. Mais le patronat ne sera-t-il pas tenté, s'interrogent les syndicalistes du Trade Union Congress, « de délaissier, en dépit des garde-fous gouvernementaux, les formations qui ne les concernent pas directement ? » De même, les responsables patronaux de la Confédération of British Industry se demandent si « le gouvernement n'incite pas les chefs d'entreprise à participer financièrement davantage, pour mieux se désengager lui-même par la suite ».

En attendant, les autres volets de la réforme sont également mis en place. Toutes les branches professionnelles se sont ainsi engagées à définir d'ici à 1992 quatre niveaux de qualification (NVQ), reconnus à l'échelon national et sanctionnés par un diplôme. Parallèlement, le gouvernement a décidé de consacrer quelque 9 milliards de francs sur dix ans pour généraliser le programme expérimental de création de passe-

relles entre l'école et le monde du travail. Cette opération entend sensibiliser les jeunes âgés de quatorze à dix-huit ans aux réalités de l'entreprise, par le biais de stages et de cours concertés en liaison avec les hommes du métier. Reste à savoir si toutes ces mesures seront suffisantes pour relever le défi européen de 1992.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Conformément à ses statuts, l'Ecosse a mis en place un nouveau système de formation professionnelle, autonome dans ses structures mais semblable au système britannique dans sa philosophie.

(Publicité)

D.B FINANCES

"Monsieur Dominique BOUILLON, Président-Directeur Général de la Société D.B FINANCES - Société Anonyme au capital de 10 000 000 de Francs dont le siège social est sis 216, boulevard Saint Germain à PARIS 7ème, informe que sa Société, membre du Groupe D.B. n'a aucun lien de fait ni de droit avec la Société en Nom Collectif D.B FINANCE dont le siège est sis 12 à 16, rue Singer à PARIS 16ème, ayant comme gérants Messieurs DISMAZURES Maurice et LE BLANC BELLEVAUX Jean-Pierre".

La reprise au prix vrai et le neuf au prix Fnac.



Près de 2000 appareils et accessoires photo d'occasion répertoriés, analysés, estimés au prix vrai et repris pour tout achat d'un appareil neuf à la Fnac. Vous trouverez dans nos magasins les appareils les plus innovants, du très simple au très sophistiqué et toujours au prix Fnac.



2^e DÉCLIC, L'ARGUS FNAC DES APPAREILS PHOTO

TECHNOLOGIES

Un moyen de diffusion de plus en plus utilisé pour les programmes de télévision et de radio des sociétés

Les satellites au service des entreprises

Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à vouloir utiliser des satellites pour communiquer avec leurs clients ou partenaires. La législation européenne les a jusqu'à présent freinées. Plus pour longtemps, si les mesures proposées dans le Livre vert récemment présenté par la CEE sont effectivement adoptées.

Si la plupart des magasins Euro-marché diffusent exactement la même musique, à la seconde près, ce n'est pas un hasard. Le son vient de l'espace. Programmé à Feucherolles, en région parisienne, il est acheminé par satellite et capté à l'aide d'une

antenne parabolique placée sur le toit du magasin.

Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à utiliser les satellites pour échanger images, sons ou données. Aux États-Unis, elles se comptent par centaines. En Europe, elles ne sont encore que quelques dizaines. Des contraintes législatives ont en effet jusqu'à présent freiné l'usage des satellites comme moyen de communication transfrontière. Mais elles s'allègent progressivement. Et la publication, le 14 novembre dernier, par la Commission économique européenne, d'un Livre vert pour libérer et harmoniser les différentes réglementations européennes en matière de communication par satellite (voir encadré) va certainement

inciter nombre d'entreprises à y recourir. « L'abondance de satellites disponibles, l'arrivée sur le marché d'une technologie professionnelle à un prix grand public, l'avènement d'un marché unique européen qui va favoriser l'internationalisation des entreprises, l'ouverture des pays de l'Est, qui ne disposent pas d'infrastructures de télécommunications terrestres, sont autant de raisons qui vont permettre au marché de la communication de satellites de se développer », affirme Marc-Alain Grumelin, responsable du marketing à France câble et radio (FCR).

Or, sur ce marché, les prestataires de services français sont plutôt bien placés. Ainsi en est-il par exemple de la société Mood, à qui l'on doit 80 %

de la sonorisation des grandes surfaces de distribution alimentaire, en utilisant en partie, des satellites. De son centre de Feucherolles, elle diffuse quatre programmes de quinze heures par jour via le satellite Telecom 1 C, pour Mammouth, Casino, Suma, Codex, Frasprix, Super U et Euro-marché. Musique et messages publicitaires sont ainsi relayés, mais aussi une demi-heure d'information pour le personnel, le matin, avant l'ouverture des magasins au public.

« Les Japonais, bons équipementiers, n'offrent pas de services complets. Les Américains sont rebutés par la réglementation et les mentalités européennes. Comme sur le marché américain, on devrait assister dans le

début des années 90 à un foisonnement d'initiatives européennes, dont il ne restera à terme que trois ou quatre acteurs. Si des places restent à prendre, elles doivent l'être rapidement », estime ainsi Jean-Michel Duval, directeur du GSPS (Groupement pour le développement des services par satellite), qui réunit des équipes de France câble et radio et de la DTRE (direction de télécommunications des réseaux extérieurs) de France Télécom.

Pour mieux appréhender ce marché, tirer profit de l'expertise américaine, FCR a aussi acheté, il y a quelques mois, Cylis Communications, une société américaine de communication par satellite.

Une quarantaine d'entreprises européennes, dont 22 françaises, utilisent d'ores et déjà le satellite pour émettre des émissions de télévision en direction de leurs agences, bureaux ou filiales. Leur objectif est toujours le même : diffuser simultanément et à un grand nombre de sites dispersés la même information audiovisuelle. Formation, information, communication interne, sont les actions les plus communément invoquées. Le prix d'un tel système est d'environ 20 000 à 100 000 francs par site équipé, plus 12 000 francs environ pour une heure d'utilisation du satellite, le coût le plus important étant celui nécessaire pour produire l'émission, compris entre 15 000 et 1 million de francs pour une heure.

Des réseaux destinés à la communication interne

Le constructeur informatique Hewlett-Packard fut l'un des pionniers dans le domaine. Pour rendre ses émissions interactives, c'est-à-dire faire participer les auditeurs, il a même développé un dispositif qui permet aux téléspectateurs de poser des questions ou d'intervenir au cours d'une émission. Ou à l'inverse, de faire intervenir par le professeur durant une session de formation. « Impossible de dormir pendant les cours », plaisante ainsi Jean-Louis Maréchal, responsable des transmissions par satellite de Hewlett-Packard en Europe. Même si le professeur est en Californie et l'élève en région parisienne. Pour en assurer la commercialisation, le constructeur américain a cédé à la société One Touch la licence de ce dispositif.

Aux États-Unis, les constructeurs automobiles sont les plus gros utilisateurs de télévision d'entreprise : General Motors a équipé de récepteurs 10 000 sites, Chrysler 5 000. En France, Renault en a fait acheter à ses 510 concessionnaires de la Clio. Le matériel, signé Philips, a été sélectionné à la suite d'un appel d'offres. « 50 000 personnes ont ainsi pu assister en direct aux deux heures et demi d'émission sur cette nouvelle voiture », explique Loïc Capéran, le directeur commercial.

Si la plupart des réseaux d'entreprise sont destinés à la communication interne, le réseau mis en place par la PMU d'adresse plus particulièrement à la clientèle de l'entreprise. Depuis 1988, les joueurs présents dans les Points et Clubs Courses du PMU peuvent suivre en direct le déroulement d'une course sur un écran de télévision. Des informations (rapports des courses précédentes, noms des chevaux gagnants) peuvent se superposer à l'image ou

être affichées sur un écran distinct. Réalisée par France câble et radio, ce service aurait permis au PMU d'augmenter de 30 % son chiffre d'affaires en France, et d'accroître aussi sa part de marché en Autriche et en Allemagne, où la concurrence avec l'anglais SIS, qui a équipé d'un réseau télé près de 11 000 bookmakers, est vive.

Qu'il s'agisse de formation, de communication interne ou d'action commerciale, de nombreux autres projets sont dans les cartons. Ils attendent que les actions de détermination proposées par le Livre vert de la CEE soient effectivement décidées. Ce qui permettra aux entreprises de tous les secteurs d'utiliser ce nouveau média, mais aussi aux constructeurs de matériels de télécommunications et aux sociétés de services de prendre leur part de ce nouveau marché.

ANNIE KAHN

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

Novembre 1989

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 258,15 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 78,96 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 38,72 francs au titre des contributions sociales, soit 5,16 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 84,12 francs, faisant ressortir un net de 214,27 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

Février, mars et juin 1988

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 526,41 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 78,96 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 77,06 francs au titre des contributions sociales, soit 10,26 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 89,22 francs, faisant ressortir un net de 436,93 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

Octobre 1988 (tranche C)

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 513,78 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 77,06 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 77,06 francs au titre des contributions sociales, soit 10,26 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 87,32 francs, faisant ressortir un net de 426,46 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

Mai 1989/Juin 1988

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 513,78 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 77,06 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 77,06 francs au titre des contributions sociales, soit 10,26 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 87,32 francs, faisant ressortir un net de 426,46 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

Mai 1989/Juin 1999

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 503,72 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 76,30 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 76,30 francs au titre des contributions sociales, soit 10,16 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 86,46 francs, faisant ressortir un net de 422,26 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

Juillet 1989/Juin 1988

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 256,89 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 38,53 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 38,53 francs au titre des contributions sociales, soit 5,12 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 43,65 francs, faisant ressortir un net de 213,24 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

Juillet 1989/Septembre 1999

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 508,72 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 76,30 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 76,30 francs au titre des contributions sociales, soit 10,16 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 86,46 francs, faisant ressortir un net de 422,26 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

Octobre 1990/1998

Les intérêts courus du 5 novembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 52,91 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 7,93 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 7,93 francs au titre des contributions sociales, soit 1,04 franc, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,97 francs, faisant ressortir un net de 43,94 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,50 % mars 1987

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 13 décembre 1990 seront payables à partir du 14 décembre 1990 à 425 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 63,73 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 9,90 % décembre 1987

Les intérêts courus du 21 décembre 1989 au 20 décembre 1990 seront payables à partir du 21 décembre 1990 à 493 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,25 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 74,25 francs au titre des contributions sociales, soit 9,90 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 84,15 francs, faisant ressortir un net de 410,85 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux révisable annuel

Novembre 1983

Les intérêts courus du 12 décembre 1989 au 11 décembre 1990 seront payables à partir du 12 décembre 1990 à 406,35 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 45,15 francs (montant brut : 451,50 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 22,55 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 22,55 francs au titre des contributions sociales, soit 9,02 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 31,57 francs, faisant ressortir un net de 374,78 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux révisable trimestriel

Décembre 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 254,36 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 38,13 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 38,13 francs au titre des contributions sociales, soit 5,08 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 43,21 francs, faisant ressortir un net de 211,13 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux révisable trimestriel

Décembre 1988 (tranche B)

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 127,18 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,07 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 19,07 francs au titre des contributions sociales, soit 2,54 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 21,61 francs, faisant ressortir un net de 105,57 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux révisable trimestriel

Janvier 1989

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 253,10 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,96 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 37,96 francs au titre des contributions sociales, soit 5,54 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 43,50 francs, faisant ressortir un net de 210,08 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR FINANCE

Obligations à taux révisable trimestriel

Octobre 1989 (tranche B)

Les intérêts courus du 13 septembre 1990 au 12 décembre 1990 seront payables à partir du 13 décembre 1990 à 127,18 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,07 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 19,07 francs au titre des contributions sociales, soit 2,54 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 21,61 francs, faisant ressortir un net de 105,57 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 10,20 % novembre 1975

Les intérêts courus du 25 avril 1989 au 1^{er} décembre 1990 seront payables à partir du 2 décembre 1990 à 147,38 francs par titre de 1 000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 16,38 francs (montant brut : 163,76 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 8,17 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur 8,17 francs au titre des contributions sociales, soit 3,26 francs, faisant l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 11,43 francs, faisant ressortir un net de 135,55 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

La totalité des obligations sera remboursée, au pair, le 2 décembre 1990 (avis paru au Journal officiel du 13 octobre 1990).

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

La Commission européenne propose un Livre vert sur l'espace

La Commission européenne vient d'adopter un Livre vert sur les satellites. Ces orientations, assez libérales, proposées par le vice-président Filippo Mario Pandolfi, seront examinées lors d'un conseil des ministres européen le 14 décembre.

La réglementation et l'organisation des communications par satellites date pour l'essentiel dans les pays membres de la CEE d'il y a vingt à trente ans. Mais elle n'est plus adaptée à la demande des entreprises.

Le Livre vert sur l'espace proposé par les services de la Pandolfi a pour objectif de libérer le segment spatial européen - la coopération intergouvernementale créée en 1977 afin d'exploiter des satellites pour le compte des vingt-six organismes de télécommunications européens publics ou privés qui la composent - est donc dans la collimateur. Lui seul en effet peut actuellement être utilisé pour la transmission transfrontière entre

plusieurs pays européens. Dans l'esprit de la fameuse DG IV (garantie de la libre concurrence), il s'agit d'un cartel qui doit être aménagé au titre de l'article 85 du traité de Rome.

Le Livre vert fait donc plusieurs suggestions :

- L'acquisition ou l'utilisation d'antennes paraboliques de réception directe de signaux satellites (notamment pour la télévision) devraient être possibles sans restrictions. Pour les autres équipements d'émission ou de réception, des procédures d'agrément et de licence seront possibles.

- L'accès libre (sans restrictions) aux satellites, afin de permettre aux prestataires de services de se procurer par voie contractuelle auprès des exploitants de satellites les capacités de retransmission dont ils ont besoin.

- Adopter des mesures d'harmonisation pour faciliter la fourniture des services à l'échelle européenne.

RESPONSE
PAR MAILING O...

ANNIE KAHN

etaire G...

sable fond...

GROUPE DE PR...

NITE) CHEF DE P...

ET COM...

TECHNIQUE... M...

Jeudi 1.50

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

Cadres

... Le Monde • Mercredi 28 novembre 1990 29

entreprises

RESPONSABLES MARKETING OPERATIONNEL

Paris - La direction des particuliers et des professionnels (artisans, commerçants, professions libérales) du Crédit Lyonnais renforce ses équipes ; à cet effet, elle souhaite intégrer des professionnels du marketing. Ils se verront confier des missions spécifiques durant une première phase de découverte de la banque et de ses produits. En un second temps, ils prendront la responsabilité du développement de gammes de produits, ce qui implique l'encadrement d'une petite équipe. Ces postes s'adressent

à des cadres âgés d'au moins 32 ans, de formation supérieure (école de commerce ou école d'ingénieurs) et ayant suivi un solide parcours en marketing opérationnel sur un marché grand public, dans un établissement financier spécialisé ou une entreprise à forte culture marketing. Ecrire à C. BUSO en indiquant vos prétentions ainsi que la référence A/F9818M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12. (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group

Creating Business Advantage

CONSULTANT EVALUATION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Avec 1.700 consultants dans le monde et 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires, nous sommes en Europe, n° 1 dans le conseil en ressources humaines. Notre Centre d'Evaluation et de Développement croît rapidement. Nous recherchons un consultant confirmé qui souhaite travailler dans une structure dynamique, un milieu favorable à son évolution et son épanouissement. Titulaire d'un DESS en psychologie du travail ou en sciences humaines, vous avez au moins 28 ans, plusieurs années d'expérience dans un poste vous ayant permis de développer vos qualités commerciales et vos compétences dans le domaine de la formation et de l'évaluation psycho-professionnelle. Au sein d'une

équipe qui privilégie l'échange et un travail de qualité, vous bénéficierez d'une grande autonomie après une période de formation. Vous participerez au développement commercial et à la mise en œuvre de nos outils (inventaire de personnalité, méthodes de pré-sélection, assessment centers...) dans le cadre de missions de formation ou de conseil. La diversité de nos interventions et l'évolution constante de nos produits sont de nature à motiver un candidat à potentiel. Ecrire à Christine CHABAUD en précisant la référence A/065M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

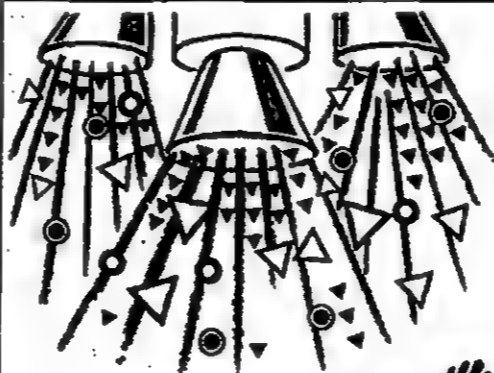
Secrétaire Général

Le Groupe *Francis Oberthur* (700 pers. CA 500 MF dont 25% à l'export - 7 usines) est l'un des premiers fabricants mondiaux de produits sécurisés (billets de banque, cartes bancaires, etc.). Pour faire face à son développement, il crée le poste de Secrétaire Général.

Directement rattaché au Directeur Général, vous prendrez en charge les affaires juridiques et contentieuses, la gestion des ressources humaines et l'administration générale (assurances, immeubles, services communs, etc.). De formation supérieure juridique, vous disposez déjà d'une expérience similaire. Votre adaptabilité ainsi que votre sens de l'organisation et de la négociation sont des atouts déterminants pour réussir dans ce poste aux responsabilités variées et motivantes. La maîtrise de l'anglais est souhaitable. Ce poste est basé au siège à Paris.

Merci d'adresser votre C.V. avec une lettre manuscrite et vos prétentions sous référence D.183/M à notre conseil D. FOSSAT OBERTHUR CONSULTANTS, 49, r. Saint Roch, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier confidentiellement.

Oberthur Consultants



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE SNECMA

SEP Motoriste de l'Espace nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulsifs du lanceur Ariane. Nous recherchons pour notre siège social situé à SURESNES (92), un :

CHEF DU SERVICE RELATIONS SOCIALES

Directement rattaché au DRH, interlocuteur au niveau central des organisations syndicales, vous êtes principalement chargé :

- de proposer la politique sociale et les aménagements des accords d'entreprise,
- d'assister le DRH lors des réunions avec les partenaires sociaux,
- de suivre l'évolution de la réglementation et d'assurer sa mise en œuvre au niveau des établissements.

Homme de dialogue, de concertation et d'innovation, le candidat retenu, 35 ans environ, de formation supérieure, sera un professionnel de la fonction qu'il aura exercée si possible dans une entreprise industrielle importante.

Une expérience ou des aptitudes en matière de statistiques ou d'études à caractère économique complèteront idéalement le profil.

L'entreprise et le groupe dont elle fait partie offrent de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence JLM/22 au GROUPE SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 bd du Général Maréchal Valin - 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

Responsable foncier

...et un peu magicien?

A l'est de Paris, sur un site de 2 000 hectares, la Division Développement Immobilier Euro Disneyland réunit une équipe de professionnels qui concevra et réalisera le plus grand complexe de loisirs d'Europe ainsi qu'un large projet immobilier.

Responsable de montage de programmes fonciers et d'équipements d'infrastructures, vous êtes en liaison avec les services de développement spécialisés d'Euro Disneyland et nos partenaires publics et semi-publics. Vous assurez d'une part la programmation des opérations et de leur budget et d'autre part le suivi technique de la réalisation.

A 30/35 ans, vous avez une formation Ecole de Commerce complétée par une formation technique (ESTP ou autres) et une expérience dans le domaine de la promotion immobilière, en particulier dans le montage d'opérations et la négociation foncière avec les collectivités publiques.

Vous êtes bilingue français/anglais.

Merci de nous adresser votre candidature sous réf. RE/0192/M à Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.

3615 pour nos emplois EURODISNEY



les professionnels de l'imagination

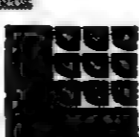
GROUPE DE PRESSE
recherche

ASSISTANT(E) CHEF DE PRODUIT

(JEUNE DIPLOME(E) ECOLE DE COMMERCE)

Ayant le goût des chiffres et des statistiques (connaissance micro indispensable), le sens de l'organisation, du commercial et du marketing.

ADRESSER CV + LETTRE MANUSCRITE + PHOTO A PD : 9, RUE ST FLORENTIN 75008 PARIS, SOUS REF. P3



labinal

Gestion des Cadres - Recrutement (Réf. 9041)

Foras de proposition auprès du responsable du Service Gestion des Cadres auquel vous rendez compte, vous aurez pour missions :

- d'optimiser le processus de gestion des carrières par des analyses fiables et cohérentes en fonction de la stratégie industrielle du Groupe
- de susciter une politique "Personnel" et "Salaires" compatible avec les exigences internes et les réalités du marché
- de mener les recrutements en jouant un rôle actif de conseil auprès des opérationnels des Divisions et Filiales et en assurant une présence réelle auprès des Ecoles.

Relations sociales européennes (Réf. 9054)

Rendant compte au responsable du Service Relations Sociales Européennes, vous vous verrez confier les missions suivantes :

- faciliter l'harmonisation des relations sociales du Groupe à l'étranger en analysant de façon constructive et adaptée les législations en vigueur dans chaque pays ainsi que les spécificités locales en termes de rémunération
- rendre effective la gestion de la mobilité internationale des cadres en conformité avec les accords internationaux
- mettre en place un système de gestion des cadres étrangers. (Réf. 9054).

Ces opportunités s'adressent à deux jeunes cadres de formation supérieure (IEP, Ecole de Commerce ou Droit) débutants ou justifiant d'une première expérience en entreprise industrielle, dotés d'une personnalité affirmée, d'une bonne hauteur de vue, d'un esprit d'analyse et de synthèse, et d'aptitudes rédactionnelles.

La pratique courante de l'anglais est impérative, l'allemand serait un plus pour le second poste. Dans le cadre de celui-ci, prévoir des déplacements de courte durée hors de France. Ces postes sont à pourvoir au Siège à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Sylvie CATHELAIN (Réf. 9054) et Gilbert RAYNAUD (Réf. 9041) vous remercient de leur adresser votre candidature, qu'ils traiteront confidentiellement, en mentionnant votre niveau de rémunération actuelle, au 7 rue de Moncau, 75008 Paris. Tél. : 42.89.10.25.

G&P Gilbert Raynaud & Partners

PARIS SUD

2 500 PERSONNES

TECHNOLOGIES DE POINTE

Notre société, filiale d'un groupe mondialement connu, très performante dans le domaine de technologies avancées, renforce les structures de sa Direction des Ressources Humaines, en cohérence avec le développement constant de ses besoins. A ce titre, elle recherche un(e) :

Responsable de la communication interne (HF)

Chargé de contribuer à la définition de la politique d'information et de sa mise en œuvre, vous serez le principal animateur de l'ensemble de vecteurs de la communication interne (journaux d'entreprise, vidéos, conférences, etc.). Jouant par conséquent un rôle majeur dans ce domaine auprès de la hiérarchie dont vous êtes l'interlocuteur privilégié, vous participerez au rayonnement de la société. L'internationalisation de l'activité ouvre la communication interne sur des contacts et des échanges dans différents pays.

Doté d'une formation supérieure (Bac + 5), vous possédez une solide expérience (4 ans minima) de la communication, acquise dans une entreprise industrielle ou commerciale. Vous avez une bonne pratique de l'anglais courant. Vos capacités d'écoute, votre sens relationnel élevé sont les atouts de votre personnalité pour réussir à ce poste. La rémunération est attractive dès le départ pour un (ou une) candidat(e) d'excellent niveau. Un élargissement vers d'autres responsabilités dans le groupe est possible à moyen terme.



Guy Postel

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) en précisant la référence 75487 et un numéro de téléphone à : Guy Postel Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Vous serez contacté confidentiellement et rapidement. Les candidats seront reçus pour un premier entretien à Paris.

Le Monde des Cadres

ASSISTANTE DU DIRECTEUR TECHNIQUE ET LOGISTIQUE

Membre d'un groupe international, NSM est une banque commerciale privée à forte vocation financière. Au sein de notre Direction Technique et Logistique l'informatique, moyens de paiement, titres, nous offrons à une jeune assistante de haut niveau d'entrer en plein pied dans une carrière aussi active que riche en perspectives. Au-delà de l'assistance classique d'un Directeur, vous élaborerez les rapports d'activités trimestriels, mettez en place le tableau de bord des activités de la Direction. Vous centralisez le contrôle budgétaire des différents départements et participez activement à l'évolution de la procédure de circulation de l'information. De formation supérieure (Bac +4), vous avez une première expérience même courte et maîtrisez l'outil informatique dont vous savez tirer le meilleur parti. Véritable force de proposition, ambitieuse, dotée d'un esprit de synthèse certain, vous savez prendre des initiatives et trouver des solutions rapides et efficaces. Votre capacité à rédiger est un atout supplémentaire. Nos exigences sont celles que vous vous imposez.

Françoise Théron vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf AD/M 1190 à NSM, BP 46008, 75008 Paris. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

Banque de Neuf, Schlumberger, Matiel

NSM
GROUPE ABN BANK

LA DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DU SECTEUR PHARMACEUTIQUE (CA: plus de 4,5 milliards), recherche un

RESPONSABLE DE LA GESTION DU PERSONNEL

Vous aurez en charge :
■ la gestion des rémunérations : l'élaboration de tableaux de bord, la réalisation d'études salariales internes et externes qui vous permettront de donner de véritables conseils et d'avoir une part active dans les négociations salariales ;
■ la fiabilité et l'exploitation du fichier du personnel par la mise en place d'outils d'aide à la décision (tableaux de bord, études diverses...).

De formation supérieure, école de commerce ou de gestion par exemple, vous maîtrisez l'outil informatique et possédez les qualités relationnelles indispensables pour vous investir dans ce poste opérationnel.

Si ce poste vous intéresse, merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo), sous la réf. 9489, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui nous le transmettra.

AREA Consultants A PLUS Management

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT
ORGANISATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION
Pour faire face à son développement recrute :

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

Formation supérieure (X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC...)
Débutants ou confirmés (3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou Cabinet de Conseil)
Postes basés à Paris

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. DD904 à : AREA Consultants - A PLUS Management - 33, avenue du Maine - BP 180 - 75755 PARIS cedex 15

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publi- cité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

36 15
I M

service téléphonique
ouvert du lundi au vendredi

GEAC COMPUTERS FRANCE

Filiale du groupe canadien GEAC, leader de l'informatisation des bibliothèques, notre société a pour clients les bibliothèques les plus renommées de France et d'Europe du Sud.

Pour faire face à notre développement, nous recrutons :

1) FUTUR CHEF DE PROJET

De formation bibliothécaire ou documentaliste, il assurera la formation, l'assistance au démarrage et, à terme, la responsabilité totale des projets.

POSTE BASÉ À PARIS Réf. 90/8

2) RESPONSABLE COMMERCIAL RÉGION SUD-EST

Responsable de la promotion et de la vente de nos solutions complètes hardware/software/services au plan régional. Il est dynamique, disponible, persuasif.

POSTE BASÉ À LYON Réf. 90/9

Nous adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
Geac Computers France
15/17, rue Charles-Bertheau - 75013 Paris.

METZ

LA VILLE DE METZ
recrute

par voie de concours sur titres et sur épreuves
pour son École des Beaux-Arts
UN ENSEIGNANT PLASTICIEN
(PEINTURE)

(à raison de 16 heures par semaine)
avant une connaissance plastique et théorique approfondie dans le domaine de l'espace lui permettant d'assurer la formation plastique de base.
Les dossiers de candidature (CV, et photo d'identité) sont à adresser (avant le 8 décembre 1990) à :
Monsieur le Maire de la Ville de Metz
Service du Personnel - Hôtel de Ville
BP 1025 - 57036 METZ Cedex 01

COMMUNICATION Télématique et vidéo

Petite Société en pleine expansion (proche banlieue ouest) crée, réalise et distribue des boîtes de communication interactives recherche

1 RESPONSABLE TECHNIQUE (30 ans minimum)

BTS ou diplôme d'ingénieur
Cinq ans minimum d'expérience en entreprise pour diriger l'ensemble de l'activité technique, en particulier :
- création de nouveaux produits (études et réalisation) ;
- suivi des produits existants ;
- création d'un service après-ventes.

1 RESPONSABLE COMMERCIAL (35 ans minimum)

Diplômé École de Commerce
Cinq ans minimum d'expérience en entreprise (une expérience des Grands Comptes serait appréciée), anglais courant exigé pour assurer la promotion et la vente de la gamme des produits.

Envoyer CV et prétentions, sous n° 8157,
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

CONSULTANTS EXPERIMENTES EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET RECRUTEMENT

Lorsque les frontières s'effacent et que les économies tendent à s'imbriquer, il devient vital pour l'entreprise de s'ouvrir au monde et d'être en phase avec son environnement. Dans cette optique, l'entreprise a besoin de Conseillers avertis, intégrés dans un réseau international.

Correspondants d'un Cabinet d'Audit International membre d'un des "Big Six", nous sommes en contact avec une clientèle prestigieuse.

Dans le cadre d'un développement maîtrisé, nous recrutons plusieurs CONSULTANTS EXPERIMENTES dans la fonction des Ressources Humaines et du Recrutement, à PARIS, LILLE et LYON. Les COLLABORATEURS que nous recherchons réussissent dans ce métier, particulièrement dans l'une des branches suivantes : Industrie, Service, Banque, Administration et Collectivités Locales.

Merci d'envoyer à :
CEGE Conseil Paris 79, rue de Valenciennes 75008 PARIS
ou téléphonez à Claude J. GREVAZ
(1) 44 70 03 75 ou 78 30 13 77

Association d'éducation des adultes recrute

un(e) Délégué(e) Général(e)

de 35 ans à 55 ans environ.

Connaissance du milieu associatif et de ses liens avec l'Etat.

Connaissance du milieu rural souhaitée.

Intérêt confirmé pour l'éducation permanente.

Fonctions : - Direction du personnel (permanents et vacataires).
- Coordination de la production de l'association : études, revue, colloques, formation, manifestations.
- Liens avec le conseil d'administration et le bureau.
- Interface avec le réseau militant.
- Tête de file de la promotion et de la communication de l'association.

Salaire mensuel brut : 18 362,47 F
Disponible immédiatement.

Candidature à adresser sous n° 6056
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Larousse

"Un nouveau souffle dans l'édition".

CHARGE D'ETUDES MARKETING (M/F)

Au sein du Département marketing et communication et sous la direction du responsable du Service des Etudes, votre mission essentielle sera de créer et développer des outils statistiques d'analyse et de prise de décisions marketing.

Par ailleurs, vous assurerez le suivi d'études qualitatives et quantitatives sur les nouveaux projets éditoriaux et commerciaux (potentiel de marché, suivi de distribution).

De formation supérieure (HEC, ESSEC ou équivalent), vous avez déjà une première expérience de quelques années dans un institut d'études ou dans une fonction statistique.

La maîtrise de l'outil micro-informatique est bien sûr impérative pour cette fonction ainsi qu'une bonne capacité de communication orale et écrite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo et prétentions) à Ch. L'HUILLIER, sous réf. CEM, Direction des Relations Humaines, Librairie Larousse - 17, rue du Montparnasse - 75298 Paris Cedex 06.

Larousse

Notre métier : le consulting

Votre passion : le conseil

Filiale d'un important groupe d'ingénierie, nous recherchons dans le cadre du développement de notre activité études économiques et conseil auprès des entreprises et des collectivités locales, des :

Ingénieurs Economistes

Diplômés d'Ecoles de Commerce
Débutants ou confirmés

De formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole + LAE ou équivalent, SUP de CO ou équivalent), vous souhaitez devenir un consultant polyvalent, capable d'effectuer la synthèse des grands problèmes d'aujourd'hui dans leur dimension technique, commerciale, économique et humaine.

Vous faites preuve de rigueur dans l'analyse, vous possédez un bon esprit de synthèse, et vous avez de l'aisance dans la communication écrite et orale.

Basé à Paris, vous serez amené à effectuer des déplacements en France et en Europe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous réf. CR 90/1/20809 à
MCA - 19/21 bld Gambetta
92137 Issy les Moulineaux Cedex qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

**ABLE
GESTION
PERSONNEL**

PUTERS FRANCE

DE PROJET

ABLE COMMERCIAL

200-037

JEUNE DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

FORMATION SUPERIEURE
+ EXPERIENCE
SECTEUR FINANCIER

Notre groupe financier qui se situe parmi un des leaders de la "banquassurance" recherche son jeune directeur de la communication.

Sa mission s'articulera autour de 3 axes :

- la promotion de l'image, le lancement d'actions de notoriété, avec l'appui des différents secteurs de l'entreprise,
- les relations avec les médias (grands supports et presse spécialisée) et les leaders d'opinion, auprès desquels il développera notre professionnalisme et nos spécificités,
- la coordination des différentes actions de communication interne (journal, manifestations...).

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure ayant à son actif :
- une expérience de la fonction communication dans le secteur financier,
- une très bonne connaissance de la presse, des qualités rédactionnelles certaines.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM/DC à Jean-Luc TETON - 8, rue de Chateau-Landon - 75010 PARIS, qui transmettra.

Directeur de filiale marché des télécoms

Nous sommes spécialisés dans le crédit-bail et la location financière. Nous souhaitons créer une filiale régionale sur le marché des PABX : Conseil et service dans le domaine des télécommunications, financement, commercialisation des matériels. Vous êtes ingénieur des TELECOMS, ou vous connaissez parfaitement ce marché.

Vous êtes tenu par le lancement de cette activité et la direction de la filiale. Prenez contact avec nous pour envisager les modalités de notre future coopération. Envoyez votre curriculum-vitæ, photo et prétentions à l'attention de M. CAMUS - GROUPE LOCAMIC 3, avenue HOCHET 75008 PARIS Tél. : 40.53.65.03.



GROUPE LOCAMIC

Le CNPF recherche son :

R esponsable de la fonction personnel H/F

Diplômé de l'Enseignement Supérieur option Ressources Humaines, vous avez acquis, à 28 - 30 ans, une maturité et une ouverture qui vous rendent attentif aux relations humaines. Dépendant du Directeur de la gestion, vous animez l'ensemble de la Fonction Personnel, depuis la paie et l'administration jusqu'au développement des

Ressources Humaines, en vous appuyant sur une équipe de 3 personnes et sur des outils informatiques rodés. Nous vous offrons l'occasion de montrer votre maîtrise de la Fonction Personnel, dans un environnement stimulant porteur de développements personnels importants.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence A 11 22 à notre Conseil Madame Claude Favreau FAVREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération 75015 PARIS

Importante Entreprise publique du secteur tertiaire recherche son :

R esponsable communication externe

A 30-35 ans, Bac + 4 minimum, vous avez une première expérience réussie dans la communication, le management au sein d'une grande Entreprise. Faisant preuve de créativité, de rigueur, d'écoute, devantant ainsi les événe-

ments, vous réaliserez des actions de communication sur le plan national. Animant une équipe de 13 personnes vous savez vous montrer souple et ferme, diplomate et décisionnel... vous ne manquez pas d'humour.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous réf. A 11 19 à notre Conseil Madame Claude Favreau FAVREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération 75015 PARIS

Parlez-nous
de vos ambitions !

LA DIRECTION DU DEVELOPPEMENT
VOUS PARLERA PROJETS

Au sein d'une équipe réduite de professionnels, vous serez chargé de mettre en oeuvre sur le plan marketing et financier des lignes de produits et services adaptés aux stratégies clientèles du marché des particuliers, en coordination étroite avec les responsables de marchés de nos Groupes Régionaux.

De formation supérieure Bac +4/5, vous avez une bonne connaissance des produits d'épargne (gérée et financière) acquise au cours d'une expérience de 3 ans minimum dans le secteur banque assurance.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Groupes Régionaux, 7,6 millions de clients, 23.000 collaborateurs et 4.130 points de vente, la plus forte croissance de ces 10 dernières années, la puissance de la 1ère Banque Française.

SPECIALISTE DES PRODUITS D'EPARGNE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 2034/LM à la CNAF, Contribution Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

HAY MANAGEMENT
CONSULTANTS

Jeunes ingénieurs généralistes

Réaliser des projets d'équipements industriels pour un grand groupe d'ingénierie

NEU PROCESS INTERNATIONAL est l'une des filiales du GROUPE NEU, leader mondial dans les techniques de ventilation et du traitement de l'air. Le métier de NPI est de concevoir, vendre et réaliser, dans le monde entier des équipements industriels dans les domaines des procédés de traitement des produits en vrac (manutention pneumatique, séchage, refroidissement...) et des techniques de l'environnement (fumées et gaz industriels). Nos INGENIEURS REALISATION ont la mission de construire les équipements vendus par nos ingénieurs commerciaux. Ce sont des hommes passionnés par la technique, très polyvalents mais aussi des hommes de communication. Intervenants principaux de nos clients, leur rôle est de manager toute la phase de réalisation des projets, en coordonnant l'intervention des différents services techniques internes et externes : bureau d'études, logistique, contrôle, chantier... dans le respect des spécifications techniques, des budgets et des délais. Pour un ingénieur débutant, c'est l'opportunité d'acquérir une maîtrise technique très polyvalente, dans un contexte international, avant d'évoluer vers des fonctions de management. La maîtrise de l'anglais est indispensable et l'allemand est apprécié. Les postes sont à pourvoir dans le Nord (Lille). Si cette opportunité vous intéresse merci d'adresser votre dossier complet (lettre + C.V. + photo) sous la réf. 4080/LM à notre Conseil André BIGOT.

Hay Managers

50, bd du Général de Gaulle - 59100 ROUBAIX

VILLE DE VALENCE (Drôme)

recrute son

DIRECTEUR DE L'ACTION SOCIALE

- Il est chargé de la mise en oeuvre de la politique d'action sociale de la Ville.
- Il assure la Direction, l'Animation et la Coordination des services placés sous sa responsabilité :
- Polyvalence de secteur et gestion d'une circonscription d'action sociale.
- Protection maternelle et infantile.
- Structures d'accueil de la petite enfance.
- Services à domicile et maisons d'accueil pour personnes âgées.
- Gestion des différents types d'aide aux familles. (soit 270 personnes).

Ce poste nécessite une solide expérience en matière sanitaire et sociale, de réelles compétences dans le domaine de la gestion et de l'encadrement.

Le candidat ou la candidate devra présenter des qualités humaines et relationnelles lui permettant de collaborer efficacement avec les nombreux partenaires de la Ville, dans le domaine de l'action sociale.

(Poste accessible aux Directeurs Territoriaux ou Attachés Principaux remplissant les conditions de nomination.)

Ecrire d'urgence à : Mairie de Valence
Direction du Personnel - Secteur I
Place de la Liberté - 26021 Valence Cedex
AVANT LE 20 DÉCEMBRE 1990

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS
POUR LES METIERS D'AVENIR

HIGH TECH ET COMMUNICATION, VIVEZ VOS DEUX PASSIONS

Second groupe mondial d'électronique de défense et au quatrième rang pour l'électronique grand public, THOMSON recherche pour le service de presse de sa Direction de la Communication :

ATTACHE(E) DE PRESSE

Dans un environnement de haute technologie, vous développez une politique de relations presse thématique sur un certain nombre de domaines. Vous montrez des thèmes d'actualité et préparez leur vulgarisation à travers la presse. Vous travaillez plus spécifiquement avec les médias audiovisuels, radio-télévision ainsi qu'avec les nouveaux médias.

De formation technique ou scientifique, ou possédant un fort background scientifique, vous avez acquis une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à THOMSON SA
Département BUNGENER - 51, Esplanade Charles de Gaulle
Codex 67 - 92045 Paris la Défense

THOMSON

Les risques industriels : un métier d'ingénieur...

Société multinationale, nous réalisons un chiffre d'affaires de 9 milliards de francs français. Nous avons pour vocation de prendre des engagements financiers dans le monde entier sur des entreprises les plus diverses... Notre métier étant d'évaluer ces risques après diagnostics techniques, nous recherchons un jeune ingénieur/Grandes Ecoles confirmé (2 à 5 ans d'expérience) pour poursuivre notre développement dans le secteur.

Pétrochimie

Votre expérience en raffinerie, pétrochimie/chimie vous donne la compétence pour évaluer la fiabilité et la qualité d'installations de génie chimique. Motivé pour embrasser un métier nouveau et passionnant qui vous fera voyager dans de nombreux pays, vous parlez parfaitement Anglais. Nous vous apprendrons toutes les techniques d'expertise propres à notre spécialité au cours d'une formation approfondie.

Merci d'adresser lettre, c.v. et photo sous réf. 1/450 M 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Le Monde des Cadres

RESPONSABLE d'une nouvelle Entité Banque

CABINET DE RECRUTEMENT

En trois ans, nous nous sommes imposés comme le N°1 de l'informatique bancaire et nous souhaitons élargir notre développement à d'autres métiers de la Banque (exploitation, administration, gestion...). Soyez-le.

Vous avez 30 à 35 ans. Nos seules exigences : une parfaite connaissance des milieux bancaires et financiers, un réseau de contacts privilégiés, des talents de consultant en recrutement.

Votre évolution après la réussite de notre projet commun sera de gérer et animer une entité plus importante appelée à être filialisée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM5752 à LBW, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, qui transmettra.

INSTALLATIONS ELECTROMECANQUES INTELLIGENTES

La filiale d'un important groupe international leader mondial dans son domaine recherche :

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

Votre mission :
Réalisation des installations déjà vendues

- Interlocuteur du client,
- Gestion des budgets,
- Suivi de l'ingénierie et du planning,
- Interface avec la Société Mère,
- Négociation des Achats et des marchés de sous-traitance.

Votre profil :

- Ingénieur mécanicien ou électro-mécanicien,
- Tempérament de négociateur,
- Première expérience appréciée,
- Allemand / Anglais.

Poste basé en proche banlieue Ouest

Merci d'envoyer lettre et C.V. sous réf. 3077 à :

PUBLIPANEL
13 rue Rosenwald - 75015 Paris qui transmettra.

TELECOM PARIS

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS
recrute, pour renforcer l'équipe de la Direction Scientifique, un

ADMINISTRATEUR DE LA RECHERCHE

Le candidat participera à la négociation, à l'enseignement et au suivi du budget de la recherche ainsi qu'à la gestion du personnel correspondant, en relation étroite avec les autres fonctions de la Direction Scientifique : programme doctoral, valorisation industrielle et relations internationales. Il aura préalablement une double formation technique et administrative (niveau bac + 4).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Monsieur le Directeur Scientifique de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications
46, rue Baccart - 75634 Paris Cedex 13

Dirigeants P.M.E. - Cadres d'entreprise - Professions libérales

ETES-VOUS PRETS POUR L'EUROPE ?

L'UNIVERSITE DE PARIS VII VOUS PROPOSE

une méthode pratique de formation et de conseil pour intégrer 1993 dans la stratégie de votre entreprise.

SEMINAIRES D'EUROMANAGEMENT

4 sessions de 2 jours - à partir de janvier 1991 - à Paris (Bastille)

Renseignements-Inscriptions : Université de Paris VII
2, rue de la liberté - 93526 St Denis Cedex 02 TEL (1) 49 40 63 60

Société d'ingénierie immobilière
liée à un groupe financier important recherche

LE RESPONSABLE DE SON AGENCE AU MAROC EN COURS DE CREATION (programmes immobiliers, loisirs)

Profil souhaité : Ingénieur 30/35 ans diplômé d'études supérieures, 3 à 5 ans minimum d'expérience dans le bâtiment et/ou les travaux publics ; aptitude indispensable pour contacts de haut niveau.

Envoyer C.V. avec photo sous n° 8150
La Monde Publicité
6, rue de Montessuy, 75007 Paris.

"Signes extérieurs de réussite"

CONSULTANTS

1 an seulement, et déjà une équipe de 9 consultants, un CA de 10 MF, et 100 clients qui nous font confiance.

Si vous êtes jeune, dynamique, ambitieux ; si votre expérience en entreprise est concluante ; si vous savez réfléchir et vous remettre en cause ; si vous avez un tempérament d'entrepreneur, rejoignez-nous.

A Lille, Lyon, Montpellier, Nantes et Reims, vous créerez un Centre de Profit.

Ensemble nous mènerons des missions de Conseil : Recrutement, Audit, Formation.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. 4277 M en précisant la ville choisie à JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra en toute confidentialité.

Une certaine idée du conseil.

CSNCR

RECRUTEMENT

La Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement par son importance et sa représentativité est une organisation professionnelle de référence. Elle regroupe des cabinets conseils de Paris et de Province qui se réclament d'une déontologie commune. La charte dont ils sont signataires est le garant de leur éthique professionnelle. Pour la CSNCR, le métier de Conseil en Recrutement et Gestion des Ressources Humaines se conçoit comme le moyen de contribuer au développement des entreprises et à l'épanouissement des hommes, dans le respect de leur liberté.

CSNCR

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

30, rue Fabert - 75007 PARIS - Tél. : 45 55 25 81

Vous avez un talent pour diriger un groupe ? Venez jouer avec nous dans la cour des grands et gagner ou changer. Votre avenir mérite cette demi-journée d'entretiens confidentiels. Votre savoir-faire dans notre groupe de presse est une garantie d'épanouissement ; mieux qu'un salaire annuel confortable, une situation vous attend.

DIRECTEUR de JOURNAL GRATUIT

Groupe de presse éditeur journaux gratuits leaders offre poste de responsabilité à candidat de qualité pouvant justifier d'une première expérience réussie dans la direction commerciale d'un journal.

Véritable responsable d'un titre, il assurera le recrutement, l'animation et l'organisation du travail de l'équipe de commerciaux, tout en maintenant personnellement le contact avec les clients importants. Secteur dans la moitié nord de l'Hexagone.

Adresser CV manuscrit + photo à :
Brigitte Varcin (réf. D.C.G.), 5, rue Picot - 75116 Paris

Philippe MONTEILLIER rejoint le cabinet PA CONSULTING GROUP comme consultant en recrutement pour la Direction Régionale d'ADK-EN-PROVENCE (11 Cours Gambetta - Tél. 42 21 12 72).

Philippe MONTEILLIER, 32 ans, ingénieur agronome, a effectué sa carrière au sein du groupe St Gobain où il a occupé des fonctions marketing et de développement commercial.

Il sera plus particulièrement l'interlocuteur de l'industrie agro-alimentaire de la région Méditerranéenne.

PSYNERGIE

Une énergie à vos mesures
pour gérer et développer les Ressources Humaines de votre Entreprise

MARSEILLE	PARIS	MONTPELLIER
42 rue Farghé	Nouvelle adresse parisienne	L'Atrium
13008 MARSEILLE	1 Square de Leynes	650 av. de Montpellier
Tél: 91 81.30.99	75007 PARIS	34972 Lattes cedex
Fax: 91.37.24.99	Tél: 40.49.08.77	Tél: 67.22.04.44
	Fax: 45.44.09.60	Fax: 67.65.75.08

PSYNERGIE MARSEILLE - PARIS - MONTPELLIER

Société d'Économie Mixte
Aménageur et Constructeur à PARIS
recherche

UN INGÉNIEUR ou TECHNICIEN CONFIRMÉ

Vous avez une solide formation en Bâtiment, Génie Civil ou Travaux Publics et une première expérience réussie de plusieurs années en maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre.

Votre mission : rattaché directement au responsable technique de la société, vous serez chargé de conduire la maîtrise d'ouvrage d'une importante opération de génie civil (investissement de plus de 300 millions de francs).

Écrire sous n° 8161 - LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy - 75007 Paris

Le Monde de la Fonction Commerciale

AGRO FOURNITURE

Une importante Société Française (CA 7 milliards), rattachée à un groupe de tout premier plan, offre plusieurs postes :

JEUNES INGENIEURS DE VENTE

Agronomes ou ESCAF, ils auront des talents de négociateur, le goût du terrain, des qualités d'initiative et d'autonomie et la volonté de réussir et de se développer dans la fonction commerciale.

Ils auront la responsabilité de gérer un portefeuille Clients dans le monde agricole et d'accroître la pénétration du groupe sur les marchés (CA et marges).

Les postes sont à pourvoir en Bretagne, Lorraine et Sud-Ouest.

Ecrire sous réf. 48 A 2026-OM.
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



COSCOM

Chef des ventes CAO-CFAO

France 300 KF

Notre société, implantée à Munich, est spécialisée en Europe dans le traitement et la transmission des données en matière de conception et de fabrication assistées par ordinateur, sur machines à commande numérique : fraisage, tournage, électro-érosion, découpage, laser. Forte d'une expérience de plus de 10000 implantations, le développement de nos ventes sur le territoire français passe par la création d'une structure parisienne.

Nous recherchons donc notre responsable commercial qui aura en charge la commercialisation des produits auprès d'une clientèle potentielle, dans un premier temps sur la région parisienne et le nord de la France.

Il aura l'expérience de la vente de logiciels de CAO - CFAO, il devra très bien connaître les différentes techniques d'usinage et être familiarisé avec la programmation commande numérique.

La résidence souhaitée est la région parisienne. Voiture de fonction fournie.

Si votre profil correspond à cette description, nous vous demandons de vous mettre en rapport avec notre conseil qui examinera, en toute confidentialité, votre candidature.

Pour recevoir une documentation détaillée sur ce poste, adressez lettre manuscrite, CV, photo, rémunération sous la référence 1643 à Marketinove, 88 bd Jean-Jaurès, 92110 Clichy. Télécopie: 47.39.02.96.

Aéronautique - Spatial - Haute Technologie

Filiale du groupe Dassault, nous sommes une SSI intervenant dans les domaines de l'informatique scientifique et industrielle. Nous travaillons sur les grands programmes industriels civils et militaires (Hermès, Rafale, satellites, systèmes industriels complexes).

Le dynamisme, l'exigence technique et le fort esprit d'entreprise qui nous unissent sont les vecteurs de notre développement : depuis notre création en juillet 1988, 120 ingénieurs nous ont rejoints.

Aujourd'hui, pour renforcer son équipe commerciale, Dassault Data Services recherche :

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

pour développer et gérer de grands comptes. La trentaine environ, diplômés ingénieurs et forts d'une expérience commerciale d'au moins un an, vous êtes attirés par le domaine des secteurs de pointe, et en particulier par l'informatique technique. Une expérience dans le domaine de l'industrie serait un plus. Rejoignez nos équipes "Applications dédiées et Temps Réel" ou "Télécoms et Systèmes Numériques".

Merci d'envoyer lettre manuscrite et CV à Mme Christine Levasseur, 11 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes.



dassault data services

Responsable de groupe

TRIPOS Associées

Filiale d'Evans & Sutherland
Leader mondial des systèmes de modélisation moléculaire, grâce à son logiciel SYBYL recherche

Sous l'autorité du headquarter européen, vous aurez à :

- gérer et animer une équipe d'ingénieurs
- développer les ventes de logiciels de modélisation moléculaire en France et Europe du Sud.

De formation supérieure, vous avez une bonne connaissance de la chimie, pétrochimie, pharmacie... ainsi que 2 ans minimum d'expérience de la vente dans ce domaine.

Anglais indispensable.

Rémunération motivante + véhicule de fonction.

Envoyez CV et prétentions à :

TRIPOS 3, allée des Garays 91124 Palaiseau Cedex.

Cables



DIRECTEUR COMMERCIAL

Vous avez une solide formation commerciale et/ou technique et une grande expérience de la vente de produits industriels.

Nous vous proposons de :

- Animer l'équipe de ventes, environ 70 personnes, et le réseau commercial composé de 15 agences régionales qui couvrent tout le territoire national.
- Participer à la réorganisation du service commercial en menant à bien les restructurations en cours.
- Assurer la réalisation des objectifs et le développement des ventes.
- Traiter la gestion opérationnelle de la Société Commerciale.

Entrepreneur et organisé vous savez négocier à haut niveau. Vous êtes un homme de dialogue et de communication, pragmatique, responsable et excellent gestionnaire.

Le poste est basé en région parisienne avec déplacements fréquents sur le territoire national.

Ce challenge vous intéresse, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Cables Pirelli P. LAUMONIER 6 boulevard du Général Leclerc 92115 CLICHY Cedex.

SYSECA, société de services et d'ingénierie informatique (1760 personnes dont 80% d'ingénieurs), filiale d'un groupe industriel international. Notre Division Systèmes Industriels offre une gamme étendue de logiciels et services en informatique industrielle, notamment en gestion de production.

INGENIEUR COMMERCIAL GESTION DE PRODUCTION

Avec le responsable de l'activité GPO et l'appui technique et commercial de l'équipe, vous commercialisez des produits de GPO auprès d'une clientèle de PMI ou d'unités industrielles de grands groupes. Vous développez nos partenariats dans le monde DIGITAL et le monde UNIX, et assurez la vente-conseil de solutions logicielles ou de systèmes clés en mains à forte valeur ajoutée.

Votre formation supérieure, ingénieur (AM, INSA) ou Sup de Co., complétée par une première expérience commerciale en gestion de production doit vous permettre d'évoluer dans une structure où nous privilégions votre dynamisme et vous offrons des perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1292 à SYSECA 315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex.



Groupe multinational leader mondial en matériaux de toiture bitumés recherche pour le lancement d'une forte action commerciale dans les pays de l'est européen

FUTUR RESPONSABLE DE SECTEUR

- Connaissant déjà les marchés hongrois et/ou polonais et/ou tchèque et/ou russe, et si possible, ceux de la construction et de la distribution des matériaux de construction.
- Parlant couramment l'allemand et/ou la hongrois, le russe et/ou le polonais, en plus de l'anglais ; français non indispensable.
- Basé à Paris ou dans l'une des capitales d'Europe Centrale : Budapest, Prague ou Vienne.
- Prêt à voyager la plus grande partie de son temps.
- Age indifférent.

Ce travail de prospection commerciale et de réalisation des ventes devrait déboucher tout naturellement sur la création d'une ou de plusieurs filiales commerciales dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale.

Une carrière dynamique, motivante et rémunératrice est assurée aux candidats performants et ambitieux.

Ecrire sous réf. : 8154

Au Monde Publicité, rue de Montessuy - 75007 Paris

Commercial



La Division Electricité et Nucléaire de Spic Batignolles (15 milliards de CA, 6000 personnes) étudie et réalise des projets nationaux et internationaux dans les secteurs de l'énergie, du transport de l'industrie, du bâtiment tertiaire et du nucléaire. Pour soutenir notre effort de développement en technologie industrielle, nous recherchons un commercial ayant une solide expérience dans ce domaine.

Vous aurez à prospecter et participer à la négociation des affaires dont le montant peut atteindre plusieurs dizaines de millions de francs.

Agé de 30 à 45 ans, vous avez des relations commerciales étendues dans les domaines de la chimie, pétrochimie, pétrole, papeterie. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand et de l'espagnol souhaitée. Le poste se situe au siège social (accès direct RER) et implique de fréquents déplacements en province.

Merci d'adresser votre candidature à Frédéric Guinier, Spic Batignolles, Edison I, Parc Saint-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spic Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

SOCIÉTÉ TRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES :

Nous sommes implantés sur toute la France, spécialisés en produits et matériels pour eau de chaudière, refroidissement, eau de process. Nous recherchons :

ADRE COMMERCIAL

Vous avez une première expérience réussie. Vous aurez à créer un nouveau réseau en région parisienne ; vous avez de bonnes connaissances techniques et commerciales.

Nous vous offrons la possibilité sous 3 à 5 ans d'accéder à un poste de direction générale, position cadre, émoluments évolutifs.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 860130 à PREMIER CONTACT, 88, rue de Villiers 92888 LEVALLOIS-PERRET Cedex qui transmettra, ou tapes 8615 code PCONTACT.

FORMATION PROFESSIONNELLE

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

MASTERS DE MANAGEMENT

Journal 150

FORMATION PROFESSIONNELLE

VOUS ETES DIPLOME(E) BAC + 4 ANS
en partenariat avec les Instances du Tourisme d'Affaires
(Congrès, Salons, Evénementiels, Stimulations),
l'ECOLE SUPERIEURE DE GESTION
organise la première formation de 3^{me} Cycle
**MASTER DE MANAGEMENT
DU TOURISME D'AFFAIRES**
8 mois de formation à PARIS, comportant stage en
entreprise, de **FEVRIER à SEPTEMBRE 1991**
Financement éventuel par des Organismes
Publics.
Pour recevoir brochure et dossier de candidature,
envoyer C.V. + Photo à :
E.S.G. - 19 rue Erard - 75012 PARIS

IBIA Institut de Bureautique et
d'Informatique Appliquée.
**VOUS PROPOSE
UNE FORMATION REMUNEREE**
**MICRO-INFORMATIQUE
APPLIQUEE A LA GESTION
POUR CADRES**
Participants :
Jeunes diplômés ou demandeurs d'emploi
bac + 2 ou expérience professionnelle.
REUNIONS D'INFORMATION :
Jeudi 29 Novembre 14 heures
(se présenter avec C.V.)
recrutement immédiat
Tél : 47.64.22
IBIA - 63, Avenue de Villiers
75017 PARIS (8^{ème} étage).
Métro : WAGRAM.

FORMATION QUALIFIANTES
pour
TECHNICIENS
et **TECHNICIENS SUPÉRIEURS**
Demandeurs d'emploi
A) Technicien supérieur en électronique.
B) Technicien en gestion informatisée de production.
C) Technicien supérieur en maintenance des systèmes
automatisés de production.
D) Maintenance des systèmes d'informatique tertiaire.
Démarrage le 10 décembre
Programme et renseignements pratiques
Jean-Claude PATRIER. 43-42-29-00 poste 180

**Formation au
management des technologies**
Stage organisé par l'IFG pour les cadres demandeurs d'em-
ploi (AFR, Etat).
Stage agréé par le Fonds Social Européen.
Pour toute information appelez au :
40.59.32.06 / 40.59.32.96
Réunion d'information le 29.11.90
IFG
INSTITUT FRANÇAIS DE GESTION

Le Monde Cadres

LYCÉE CATHOLIQUE
allée Grande Couronne
Paris-Ouest
recherche
PROF. AGREGÉS
en allemand, hist., géo.,
sciences éco., math.
pour quelques heures classe
de lettres sup., rentrée 91.
Ecrire sous n° 8153
Le Monde Publicité
5, rue de Montmaury,
75007 Paris.
Société de France,
spécialisée dans
le domaine informatique
cherche
UN JOURNALISTE
Bac + 4, 5 ans d'exp.,
Métro d'envoyer lettre, C.V.,
photo et références
sous n° 8142 au :
MONDE PUBLICITE
5, rue de Montmaury,
75007 Paris.

UN INGENIEUR
ayant une expérience profes-
sionnelle pour poste de chef
de service aménagement.
Envoyer C.V. + photo à :
Chambre d'agriculture
du Cher
RECHERCHE
UN INGENIEUR
ayant une expérience profes-
sionnelle pour poste de chef
de service aménagement.
Envoyer C.V. + photo à :
Chambre d'agriculture
du Cher
RECHERCHE
UN INGENIEUR
ayant une expérience profes-
sionnelle pour poste de chef
de service aménagement.
Envoyer C.V. + photo à :
Chambre d'agriculture
du Cher

IBIA Institut de Bureautique et
d'Informatique Appliquée.
**VOUS PROPOSE
UNE FORMATION REMUNEREE**
**MICRO-INFORMATIQUE
APPLIQUEE A LA GESTION
POUR CADRES**
Participants :
Jeunes diplômés ou demandeurs d'emploi
bac + 2 ou expérience professionnelle.
REUNIONS D'INFORMATION :
Jeudi 29 Novembre 14 heures
(se présenter avec C.V.)
recrutement immédiat
Tél : 47.64.22
IBIA - 63, Avenue de Villiers
75017 PARIS (8^{ème} étage).
Métro : WAGRAM.

IBIA Institut de Bureautique et
d'Informatique Appliquée.
**VOUS PROPOSE
UNE FORMATION REMUNEREE**
**MICRO-INFORMATIQUE
APPLIQUEE A LA GESTION
POUR CADRES**
Participants :
Jeunes diplômés ou demandeurs d'emploi
bac + 2 ou expérience professionnelle.
REUNIONS D'INFORMATION :
Jeudi 29 Novembre 14 heures
(se présenter avec C.V.)
recrutement immédiat
Tél : 47.64.22
IBIA - 63, Avenue de Villiers
75017 PARIS (8^{ème} étage).
Métro : WAGRAM.

LA VILLE D'ARGENTEUIL
(Villiers) 85 000 habitants
75 établissements scolaires
dont 1 centre universitaire
et 8 lycées
**RECRUTE POUR SON
SERVICE ENSEIGNEMENT
1 CADRE
CHARGE D'ETUDES**
Placé sous la responsabilité
du directeur du service,
il aura charge des études
et du suivi des dossiers
relatifs aux questions
d'aménagement (E.D.,
A.E.P.S., cartes scolaires,
cartes des formations).
Il devra à travers ses activités
faciliter le rôle de coordina-
teur de la Mairie entre les
différents partenaires
de l'aménagement.
Ce poste s'adresse
à un candidat de formation
3^e cycle universitaire,
spécialisé en droit public,
adapté au milieu des
collectivités territoriales
et connaissant l'organisation
du système éducatif français.
Pour ces postes, envoyer
lettre, C.V. + photo à :
Monsieur le Directeur
de la direction
des ressources humaines,
B.P. 721
95107 ARGENTEUIL CEDEX.

**ETUDES ELECTRONIQUES
INFORMATIQUES**
Département conception
RECHERCHE
INGENIEUR MICRO
Maîtrise en électronique
et systèmes VME.
Il prendra en charge les
études et méthodes de test,
le support clients, la gestion
d'une petite équipe.
Le poste, basé à Aulnay-
sous-Bois, nécessite une
bonne connaissance famille
8080, une expérience
de 2 ans minimum.
C.V. + lettre manuscrite à :
I.E.E., av. Chabot-Latour
13090 AULNAY-SOUS-BOIS.

IFG LANGUES
RECHERCHE
FORMATEURS TEFL
Langue maternelle anglaise.
2 ans d'expérience dans la
formation continue. Plai-
sance, esprit d'équipe, com-
munication. Salaire minimum par an :
128 000 F. Av. 25 heures PP
par semaine possible.
Env. avec lettre, C.V., photo :
IFG LANGUES
37, quai de Grenelle,
75015 Paris.

CADRE HAUT NIVEAU
AMENAGEMENT 800/75 AN
DORIGEE VOTRE GROUPE
DE CENTRES A 1 PRINT
INFORM 24/24 PAR MONTL
(18) 20-35-01
ou (18) 20-35-01-23.

CADRE HAUT NIVEAU
AMENAGEMENT 800/75 AN
DORIGEE VOTRE GROUPE
DE CENTRES A 1 PRINT
INFORM 24/24 PAR MONTL
(18) 20-35-01
ou (18) 20-35-01-23.

CADRE HAUT NIVEAU
AMENAGEMENT 800/75 AN
DORIGEE VOTRE GROUPE
DE CENTRES A 1 PRINT
INFORM 24/24 PAR MONTL
(18) 20-35-01
ou (18) 20-35-01-23.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

V. 41 ans. - Docteur en sciences chimie organique, 2 ans et demi expérience chimie
analytique (HPLC).
RECHERCHE : poste ingénieur.
Etude toutes propositions sur Paris, RP, disponible immédiatement.
(Section BCO/HP 1847).

RESPONSABLE COMMERCIALE EXPORT. - 51 ans, anglais, espagnol courants,
grande expérience à l'étranger secteur industriel, cosmétique, mode, parfums, pro-
duits de luxe.
PROPOSE : sa collaboration à différents PME-PMI : prise en charge service export
(organisation, animation équipe, relations à l'étranger, contacts transporteurs, marke-
ting, vente), disponible pour déplacements, contrat de retour à l'emploi possible.
(Section BCO/MS 1848).

ESC. - 45 ans, bilingue français anglais, 20 ans expérience audit, contrôle de gestion,
Généraliste, 3 ans à New-York et 7 ans à Londres.
RECHERCHE : poste DAF, base Paris ou RP, PME en forte croissance ou filiale
groupe anglo-saxon.
(Section BCO/HP 1849).

SPECIALISTE COMMUNICATION/AUDIOVISUEL. - F. 47 ans, bac + 4 psycho,
anglais, espagnol, 20 ans expérience exposition photo USA et internationale, réalisation
documents vidéo, faits sté, exceptionnelle capacité relationnelle, cosmopolite.
PROPOSE : collaboration à tout directeur communication ou resp. PME-PMI pour
dynamiser ses actions promotionnelles ou commerciales, Paris, RP.
(Section BCO/JCB 1850).

J.H. 25 ans. - DESS espace et milieu (aménagement et environnement).
RECHERCHE : poste de chargé d'études en environnement, exp. 10 mois, études pour
DDAF (91) et conseil général du 94, disponible immédiatement, Paris, RP.
(Section BCO/BD 1851).

F. CADRE. - Bonne expérience prof. dans le domaine de la communication, publicité,
promotion des ventes.
RECHERCHE : poste à responsabilité.
(Section BCO/BD 1852).

ANPE
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde L'IMMOBILIER

**appartements
ventes**
5^e arrdt
CLAUDE BERNARD
Dile séjour, 37 m² + chbr
sur jardin, 1 900 000 F.
Séjour, 42-25-32-25.

14^e arrdt
BEAU 2 P. ÉQUIPÉ.
Pyrénées, 47-58-07-07

15^e arrdt
JAVEL
Studio 40 m².
1 300 000 F. 42-25-32-25.

16^e arrdt
MARCHE DES NOTAIRES
55, rue Fagel
Pierre de 1. Gd stand, 5^e et
6^e arrts à l'écart. Belcom
sur façade. Pâtes princp.
av. cheminée. 6 P., 228 m²
env. Hall d'ent. Gd salon
boiserie Réception. Salle à
manger. 2 chbr. 2 bns.
Robinet. 2 p. serv. dont 1
avec suite bns. Cerve. Libre.
Mise prix 5 000 000 F.
Vid. dom. 10 h à 12 h 30
M^{me} LABOURDETTE
Tél. 46-61-34-34.

18^e arrdt
RARE MONTMARTRE
Belle volume, séjour, chbr,
cuisine, salle de bns, w.c.,
cuisine aménagée, prestations
hôtelières. 2 500 000 F.
RUE DE CLIGNANCOURT
2^e arrt, 48 m². Récent.
780 000 F.
M^{me} CHATEL-ROUGE
Belle 3 pces, tout confort.
Encaissé. 840 000 F.
Immo Merced 42-52-01-82.

95 - VAL-D'OISE
PONTAISE. Dans résid.
vert. vend bns 4 pièces.
81 m², sd. 3 chbrs, aile
bns, s. d'entr. cuis. callor.
s.d., bns rangs, gd balcon.
Cuisine, veranda, 10 min. RER
et SNCF, Paris-Nord et
Sant. Libre.
560 000 F.
Tél. 30-32-90-20 apr. 19h30.

**appartements
achats**
RECH. 2 à 4 PCEs Paris.
Préférence rive gauche avec
ou sans travaux. Paiement
compte. 170 à 300 F/m².
46-73-48-07 même soir.

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS
ÉTRANGERS. APPEL À PARIS
de 200 à 450 m².
40 000 F à 80 000 F le m².

EMBASSY BROKER
rech. pour INVESTISSEURS
ÉTRANGERS et INSTITU-
TIONNELS. IMMOBILES
en totalité Paris-Provence,
commerciaux et habitations.
Tél. (1) 45-62-16-40
ou FAX : 42-85-21-64.

**maisons
individuelles**
MAROLLES-EN-BRIE
Vill. 7 P. sur 100 m² terrain.
Vend bns 4 pièces, aile
cuisine, w.c., buanderie.
1^{er} et 2^e chbrs, s. de bns.
baignoir. 2 vol., gar-
tier résident. proche comm.
écoles, lycée, équip. sports,
golf, tennis, centre équestre.
1 800 000 F à débattre.
Apr. 19 h : 46-98-12-78.

Antiquités
Partic. vend Collection
Art de Chine et du Japon
JADES BRILLANTS
CORAL - TURQUOISES
STATUETTES - NOIRS
Écr. : M. 22, rue Drouot
75008 Paris, qui transm.

Bijoux
BIJOUX BRILLANTS
La plus formidable choix.
L'Occ. des affaires excep-
tionnelles, écrit la guide
Paris pas cher, en attente.
Brillants, solitaires, etc.
Bagues, rubis, saphirs, éme-
raudes, bijoux, or, argent.
PERRON OPERA
Angle bd des Capucines
4, Chaussée d'Antin.
Ach. et bijoux ou échanges.
Autre magasin, sans pd chbr.
ETOILE, 37, av. Victor-Hugo.

Cadeaux
EUGÈNE BOISERIE
CADEAUX D'AUTREFOIS
Progrès temps
fast man.
Décoration, Encaustement.
Tableaux, Gravures.
32, rue Vignon, Paris 8^e
Tél. : 47-42-45-71

claviste CONFIRMÉE
cherche emploi Paris.
Tél. : 46-27-94-10

L'AGENDA

Antiquités
Partic. vend Collection
Art de Chine et du Japon
JADES BRILLANTS
CORAL - TURQUOISES
STATUETTES - NOIRS
Écr. : M. 22, rue Drouot
75008 Paris, qui transm.

Bijoux
BIJOUX BRILLANTS
La plus formidable choix.
L'Occ. des affaires excep-
tionnelles, écrit la guide
Paris pas cher, en attente.
Brillants, solitaires, etc.
Bagues, rubis, saphirs, éme-
raudes, bijoux, or, argent.
PERRON OPERA
Angle bd des Capucines
4, Chaussée d'Antin.
Ach. et bijoux ou échanges.
Autre magasin, sans pd chbr.
ETOILE, 37, av. Victor-Hugo.

Cadeaux
EUGÈNE BOISERIE
CADEAUX D'AUTREFOIS
Progrès temps
fast man.
Décoration, Encaustement.
Tableaux, Gravures.
32, rue Vignon, Paris 8^e
Tél. : 47-42-45-71

claviste CONFIRMÉE
cherche emploi Paris.
Tél. : 46-27-94-10

**locations
non meublées
demandes**
Paris
RÉSIDENCE CITY
URGENT. Rech. pour diri-
geants, cadres, d'import-
ants groupes Anglo-saxons
LUXUEUX, PARIS MEUBLES.
LOYERS GARANTIS.
Tél. (1) 45-27-12-18.

MASTER GROUP
recherche apps vidéos
ou médiums d'appoint
POUR CADRES ET
DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS
47, r. VANAU, Paris 7^e
42-22-14-81 42-22-24-88.

EMBASSY SERVICE
S. av. de Madrid, 75008 Paris
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLÉS
HOTEL PARTICUL. PARIS
ou VILLAS PARIS-EST.
Tél. (1) 45-62-78-59.

bureaux
Locations
A PARTIR DE 60 F HT/mois
Vos ADRESSES COMMERCIALES
Paris 1^{er}, 8^e, 12^e, 15^e, 17^e.
LOCATION DE BUREAUX
INTERCOM. 43-40-31-46.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ETOILE**
10^e CHAMPS-ÉLYSÉES
au AVENUE VICTOR-HUGO
Bure. secrét., tél., fax, fax.
Domestic. 170 à 300 F/m².
CIEUX, 47-23-84-21

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

GROUPE ASPAC
RÉSEAU NATIONAL
DE CENTRES D'AFFAIRES
proposé : bureaux équipés et
salle de réunion, domicilia-
tions, SIÈGES SOCIAUX,
démarches, formalités et
CRÉATION immobilières de tra-
vaux, permis, permis, permis,
STOILE 19^e 47-23-81-81
GREVILLE 15^e 47-23-81-81
ST-LAZARE 9^e 42-53-50-54
LAFAYETTE 8^e 47-23-81-81
SOLIGNY 82^e 46-30-22-25
VERSAILLES 78 30-21-48-48
+ 25 centres en France.
Prix compét., délais rapides.
Decus 1978 à votre service.
Info Météo 3818 ASPAC.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

GROUPE ASPAC
RÉSEAU NATIONAL
DE CENTRES D'AFFAIRES
proposé : bureaux équipés et
salle de réunion, domicilia-
tions, SIÈGES SOCIAUX,
démarches, formalités et
CRÉATION immobilières de tra-
vaux, permis, permis, permis,
STOILE 19^e 47-23-81-81
GREVILLE 15^e 47-23-81-81
ST-LAZARE 9^e 42-53-50-54
LAFAYETTE 8^e 47-23-81-81
SOLIGNY 82^e 46-30-22-25
VERSAILLES 78 30-21-48-48
+ 25 centres en France.
Prix compét., délais rapides.
Decus 1978 à votre service.
Info Météo 3818 ASPAC.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
GAILL. RC - RM
Construction de sociétés.
Déplacements et services.
Fermement téléphonique.
43-55-17-50.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 51

Règlement mensuel																								
Compagnies VALEURS						Compagnies VALEURS						Compagnies VALEURS						Compagnies VALEURS						
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	
3810	CNE-SL	3652	3662	3642	-0.21	1140	Compagnie S.A.	1162	1148	1148	-0.35	3240	S.A.T.	3260	3240	3240	+1.18	230	230	230	230	230	+1.83	
3820	CLM	340	340	340	0.00	1150	Compagnie S.A.	1170	1150	1150	0.00	3250	S.A.T.	3270	3250	3250	+0.99	235	235	235	235	235	+1.01	
3830	DJ&P T.P.	170	172	172	+0.21	1160	Compagnie S.A.	1180	1160	1160	0.00	3260	S.A.T.	3280	3260	3260	+0.99	240	240	240	240	240	+1.02	
3840	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1170	Compagnie S.A.	1190	1170	1170	-0.17	3270	S.A.T.	3290	3270	3270	+0.99	245	245	245	245	245	+1.05	
3850	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1180	Compagnie S.A.	1200	1180	1180	-0.17	3280	S.A.T.	3300	3280	3280	+0.99	250	250	250	250	250	+1.08	
3860	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1190	Compagnie S.A.	1210	1190	1190	-0.17	3290	S.A.T.	3310	3290	3290	+0.99	255	255	255	255	255	+1.11	
3870	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1200	Compagnie S.A.	1220	1200	1200	-0.17	3300	S.A.T.	3320	3300	3300	+0.99	260	260	260	260	260	+1.14	
3880	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1210	Compagnie S.A.	1230	1210	1210	-0.17	3310	S.A.T.	3330	3310	3310	+0.99	265	265	265	265	265	+1.17	
3890	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1220	Compagnie S.A.	1240	1220	1220	-0.17	3320	S.A.T.	3340	3320	3320	+0.99	270	270	270	270	270	+1.20	
3900	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1230	Compagnie S.A.	1250	1230	1230	-0.17	3330	S.A.T.	3350	3330	3330	+0.99	275	275	275	275	275	+1.23	
3910	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1240	Compagnie S.A.	1260	1240	1240	0.00	3340	S.A.T.	3360	3340	3340	+0.99	280	280	280	280	280	+1.26	
3920	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1250	Compagnie S.A.	1270	1250	1250	-0.17	3350	S.A.T.	3370	3350	3350	+0.99	285	285	285	285	285	+1.29	
3930	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1260	Compagnie S.A.	1280	1260	1260	-0.17	3360	S.A.T.	3380	3360	3360	+0.99	290	290	290	290	290	+1.32	
3940	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1270	Compagnie S.A.	1290	1270	1270	-0.17	3370	S.A.T.	3390	3370	3370	+0.99	295	295	295	295	295	+1.35	
3950	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1280	Compagnie S.A.	1300	1280	1280	-0.17	3380	S.A.T.	3400	3380	3380	+0.99	300	300	300	300	300	+1.38	
3960	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1290	Compagnie S.A.	1310	1290	1290	-0.17	3390	S.A.T.	3410	3390	3390	+0.99	305	305	305	305	305	+1.41	
3970	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1300	Compagnie S.A.	1320	1300	1300	-0.17	3400	S.A.T.	3420	3400	3400	+0.99	310	310	310	310	310	+1.44	
3980	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1310	Compagnie S.A.	1330	1310	1310	-0.17	3410	S.A.T.	3430	3410	3410	+0.99	315	315	315	315	315	+1.47	
3990	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1320	Compagnie S.A.	1340	1320	1320	-0.17	3420	S.A.T.	3440	3420	3420	+0.99	320	320	320	320	320	+1.50	
4000	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1330	Compagnie S.A.	1350	1330	1330	-0.17	3430	S.A.T.	3450	3430	3430	+0.99	325	325	325	325	325	+1.53	
4010	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1340	Compagnie S.A.	1360	1340	1340	-0.17	3440	S.A.T.	3460	3440	3440	+0.99	330	330	330	330	330	+1.56	
4020	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1350	Compagnie S.A.	1370	1350	1350	-0.17	3450	S.A.T.	3470	3450	3450	+0.99	335	335	335	335	335	+1.59	
4030	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1360	Compagnie S.A.	1380	1360	1360	-0.17	3460	S.A.T.	3480	3460	3460	+0.99	340	340	340	340	340	+1.62	
4040	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1370	Compagnie S.A.	1390	1370	1370	-0.17	3470	S.A.T.	3490	3470	3470	+0.99	345	345	345	345	345	+1.65	
4050	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1380	Compagnie S.A.	1400	1380	1380	-0.17	3480	S.A.T.	3500	3480	3480	+0.99	350	350	350	350	350	+1.68	
4060	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1390	Compagnie S.A.	1410	1390	1390	-0.17	3490	S.A.T.	3510	3490	3490	+0.99	355	355	355	355	355	+1.71	
4070	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1400	Compagnie S.A.	1420	1400	1400	-0.17	3500	S.A.T.	3520	3500	3500	+0.99	360	360	360	360	360	+1.74	
4080	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1410	Compagnie S.A.	1430	1410	1410	-0.17	3510	S.A.T.	3530	3510	3510	+0.99	365	365	365	365	365	+1.77	
4090	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1420	Compagnie S.A.	1440	1420	1420	-0.17	3520	S.A.T.	3540	3520	3520	+0.99	370	370	370	370	370	+1.80	
4100	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1430	Compagnie S.A.	1450	1430	1430	-0.17	3530	S.A.T.	3550	3530	3530	+0.99	375	375	375	375	375	+1.83	
4110	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1440	Compagnie S.A.	1460	1440	1440	-0.17	3540	S.A.T.	3560	3540	3540	+0.99	380	380	380	380	380	+1.86	
4120	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1450	Compagnie S.A.	1470	1450	1450	-0.17	3550	S.A.T.	3570	3550	3550	+0.99	385	385	385	385	385	+1.89	
4130	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1460	Compagnie S.A.	1480	1460	1460	-0.17	3560	S.A.T.	3580	3560	3560	+0.99	390	390	390	390	390	+1.92	
4140	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1470	Compagnie S.A.	1490	1470	1470	-0.17	3570	S.A.T.	3590	3570	3570	+0.99	395	395	395	395	395	+1.95	
4150	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1480	Compagnie S.A.	1500	1480	1480	-0.17	3580	S.A.T.	3600	3580	3580	+0.99	400	400	400	400	400	+1.98	
4160	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1490	Compagnie S.A.	1510	1490	1490	-0.17	3590	S.A.T.	3610	3590	3590	+0.99	405	405	405	405	405	+2.01	
4170	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1500	Compagnie S.A.	1520	1500	1500	-0.17	3600	S.A.T.	3620	3600	3600	+0.99	410	410	410	410	410	+2.04	
4180	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1510	Compagnie S.A.	1530	1510	1510	-0.17	3610	S.A.T.	3630	3610	3610	+0.99	415	415	415	415	415	+2.07	
4190	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1520	Compagnie S.A.	1540	1520	1520	-0.17	3620	S.A.T.	3640	3620	3620	+0.99	420	420	420	420	420	+2.10	
4200	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1530	Compagnie S.A.	1550	1530	1530	-0.17	3630	S.A.T.	3650	3630	3630	+0.99	425	425	425	425	425	+2.13	
4210	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1540	Compagnie S.A.	1560	1540	1540	-0.17	3640	S.A.T.	3660	3640	3640	+0.99	430	430	430	430	430	+2.16	
4220	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1550	Compagnie S.A.	1570	1550	1550	-0.17	3650	S.A.T.	3670	3650	3650	+0.99	435	435	435	435	435	+2.19	
4230	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1560	Compagnie S.A.	1580	1560	1560	-0.17	3660	S.A.T.	3680	3660	3660	+0.99	440	440	440	440	440	+2.22	
4240	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1570	Compagnie S.A.	1590	1570	1570	-0.17	3670	S.A.T.	3690	3670	3670	+0.99	445	445	445	445	445	+2.25	
4250	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1580	Compagnie S.A.	1600	1580	1580	-0.17	3680	S.A.T.	3700	3680	3680	+0.99	450	450	450	450	450	+2.28	
4260	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1590	Compagnie S.A.	1610	1590	1590	-0.17	3690	S.A.T.	3710	3690	3690	+0.99	455	455	455	455	455	+2.31	
4270	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1600	Compagnie S.A.	1620	1600	1600	-0.17	3700	S.A.T.	3720	3700	3700	+0.99	460	460	460	460	460	+2.34	
4280	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1610	Compagnie S.A.	1630	1610	1610	-0.17	3710	S.A.T.	3730	3710	3710	+0.99	465	465	465	465	465	+2.37	
4290	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1620	Compagnie S.A.	1640	1620	1620	-0.17	3720	S.A.T.	3740	3720	3720	+0.99	470	470	470	470	470	+2.40	
4300	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1630	Compagnie S.A.	1650	1630	1630	-0.17	3730	S.A.T.	3750	3730	3730	+0.99	475	475	475	475	475	+2.43	
4310	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1640	Compagnie S.A.	1660	1640	1640	-0.17	3740	S.A.T.	3760	3740	3740	+0.99	480	480	480	480	480	+2.46	
4320	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1650	Compagnie S.A.	1670	1650	1650	-0.17	3750	S.A.T.	3770	3750	3750	+0.99	485	485	485	485	485	+2.49	
4330	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1660	Compagnie S.A.	1680	1660	1660	-0.17	3760	S.A.T.	3780	3760	3760	+0.99	490	490	490	490	490	+2.52	
4340	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1670	Compagnie S.A.	1690	1670	1670	-0.17	3770	S.A.T.	3790	3770	3770	+0.99	495	495	495	495	495	+2.55	
4350	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1680	Compagnie S.A.	1700	1680	1680	-0.17	3780	S.A.T.	3800	3780	3780	+0.99	500	500	500	500	500	+2.58	
4360	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1690	Compagnie S.A.	1710	1690	1690	-0.17	3790	S.A.T.	3810	3790	3790	+0.99	505	505	505	505	505	+2.61	
4370	REACT T.P.	1248	1230	1238	-0.14	1700	Compagnie S.A.	1720	1700	1700	-0.17	3800	S.A.T.	3820	3									

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection)

26/11

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net
Obligations																							
Emp.Dte 1.05/77	73.30	4.32	Canada	820	...	Méca. Olympiq.	199	810	A.E.R.	783	783	A.A.A.	867.98	844.08	31.08	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/78	79.46	3.78	Colomb.	399.30	399	Alcan.	119	810	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/80	100.10	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/81	100.01	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/82	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/83	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/84	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/85	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/86	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/87	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/88	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/89	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/90	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/91	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/92	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/93	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/94	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/95	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/96	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/97	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/98	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/99	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/00	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/01	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/02	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/03	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/04	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/05	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/06	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/07	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/08	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/09	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/10	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/11	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/12	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/13	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/14	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/15	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/16	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/17	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/18	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/19	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/20	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/21	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/22	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/23	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/24	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/25	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/26	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/27	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/28	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/29	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08	31.08
Emp.Dte 1.25/30	100.04	3.40	Comptex	498	485	Navigation (P)	217.80	315	Alcan Alcan.	300	...	A.A.A.	854.48	835.35	19.13	France-Associat.	31.08	31.08					

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

Violent accrochage près de Chebaa

Huit fedayins et cinq Israéliens tués dans le sud du Liban

Un accrochage s'est produit, mardi matin 27 novembre, entre des unités israéliennes hélicoptères et un commando non identifié, dont huit membres ont été tués. Cinq soldats israéliens ont été également tués.

■ ÉGYPTE : identification de l'auteur présumé de l'attentat anti-israélien. L'auteur présumé de l'attentat anti-israélien qui a fait quatre morts et 23 blessés, dimanche 25 novembre, en territoire israélien, à proximité de la frontière égyptienne, est un soldat de la sécurité centrale âgé de vingt-deux ans, Ayman Mohammed Hassan, a-t-on appris de source policière égyptienne. Titulaire d'un certificat d'études secondaires, c'est un conscrit effectuant son service national au sein de la sécurité centrale, qui dépend du ministère de l'Intérieur.

L'affrontement a eu lieu peu après minuit près de Chebaa, village sunnite en bordure orientale de la zone de sécurité définie par Israël dans le sud du Liban.

Selon une source locale autorisée, il semble que le groupe de fedayins ait été repéré par un poste d'observation israélien. Des hélicoptères ont aussitôt déployé des troupes et lâché des fusées éclairantes. Un violent combat a duré environ deux heures et demi.

A l'aube, les corps de huit fedayins jonchaient le terrain. C'est en examinant les corps de quatre des fedayins, qui avaient été piégés, que les cinq Israéliens ont été déshabillés par une forte explosion.

Trois des Israéliens sont morts sur le coup, les deux autres pendant leur transport à l'hôpital. (AP.)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Relève politique

à Singapour

M. Lee Kuan-yew prend du

champ..... 4

La crise du Golfe

..... 5

M. Chirac

à « L'heure de vérité »

Le président du RPR constate

« une crise de l'Etat »..... 6

Fausses factures

M. Nallet mis hors de cause par

M. Monaté..... 6

SECTION B

Mouvement lycéen

La rencontre avec « M. Plan

d'urgence »..... 9

Le coût

de l'armement nucléaire

Un rapport du Sénat..... 9

Le nouveau président

des Girondins

Alain Affolou succède à Claude

Bez..... 10

Diagonales

« L'art et la vie », par Bertrand

Poirat-Delpach..... 14

Marché de l'art

Les Japonais boudent les salles

de vente..... 15

Une enfance de solitude

L'enfant miroir, de Philippe Rid-

ley..... 16

SCIENCES • MÉDECINE

Neurochirurgiens sans scal-

pel • Des boussolles pour

remonter le temps • La mé-

ta-morphose de Chiron • Con-

ception à l'acte..... 19 à 21

SECTION C

Le budget soviétique

Faute d'investissements, effon-

drement de la production de

pétrole..... 25

Le programme autoroutier

en question

Discussion au sein du gouverne-

ment sur le rythme de construc-

tion..... 26

Financement

de la retraite

Les partenaires sociaux accusent

les sociétés d'assurances..... 26

Services

Abonnements..... 36

Annonces classées..... 29 à 35

Cartes..... 22

Marchés financiers..... 38-37

Météorologie..... 23

Mots croisés..... 17

Radio-Télévision..... 23

Spectacles..... 18

La téléphonie du Monde :

3815 LEMONDE

3815 LM

Le numéro du « Monde »

daté 27 novembre 1990

a été tiré à 568 102 exemplaires.

BRÉSIL : une majorité d'opposants élus

Les élections de gouverneurs constituent un échec pour M. Collor

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Les résultats du deuxième tour des élections de gouverneurs au Brésil, qui a eu lieu dimanche 25 novembre, constituent un revers inattendu et relativement sévère pour le président Fernando Collor. Il ne s'agit certes pas d'une débâcle, mais les quinze gouverneurs nouvellement élus - douze l'ayant été au premier tour - sont en majorité des opposants déclarés. C'est un résultat remarquable dans les États du Sud et du Sud-Est, les plus peuplés et les plus riches. Ces résultats compliqueront sans doute aussi l'équilibre au Parlement, même s'ils ne mettent pas en péril le soutien acquis au président.

L'exemple le plus significatif de ce désaveu est celui de São Paulo, la première ville du pays. M. Luiz Antonio Fleury, fidèle disciple de l'actuel gouverneur M. Orestes Quercia - candidat déjà déclaré à la magistrature suprême - a remporté une victoire qui n'est pas sans présager. Gratifié de quelque 3 % des voix au mois d'août, il est parvenu à dépasser M. Paulo Maluf, qui avait la préférence du gouvernement, peu soucieux de laisser une telle machine électorale dans les mains d'un rival déclaré. Les candidats se disputent par ou pour du soutien de Brasília et appuyant clairement M. Fernando Collor ont d'ailleurs pratiquement tous fait les frais de cette allégeance.

Des gouverneurs élus au premier tour - et qui avaient fait campagne en soutenant le président - expriment maintenant leur mécontentement au chef de l'État, au moment même où commencent à se faire sentir les effets d'une politique économique mettant à rude épreuve - licenciements et salaires nominaux en baisse - les classes sociales les plus démunies. C'est

Tir d'armes automatiques contre le palais de justice de Bastia

Quatre hommes portant des casques ont ouvert le feu, mardi 27 novembre vers 13 h 30, contre la façade du palais de justice de Bastia, sans faire de victimes, a-t-on appris de source policière. Cet attentat n'avait pas été revendiqué en début d'après-midi.

Les individus circulant à bord d'une R5 ont tiré plusieurs rafales contre le bâtiment avant de disparaître. Plusieurs impacts, dont certains provoqués par des projectiles de 222 Remington, ont été relevés sur le bâtiment. Le commando a abandonné quelques centaines de mètres plus loin son véhicule, qu'il a incendié, avant de disparaître, a-t-on précisé de même source.

Un hommage du Front national au président du PR

« Camarade Longuet »

Les « membres fondateurs » du Front national ont l'humour grinçant et l'hommage empoisonné. Dans un communiqué rendu public lundi soir 26 novembre, cinq d'entre eux, membres du bureau politique du parti d'extrême droite, se félicitent de voir arriver à la direction du PR leur camarade de combat politique Gérard Longuet.

M. Marie-France Stirbois, députée (non inscrite) d'Eure-et-Loir (qui n'a adhéré au Front national qu'en 1977), M. Dominique Chaboche, vice-président du Front national, Pierre Durand, directeur du quotidien *Présent*, Roger Hoinde, président du Cercle national des combattants, et Jean-Pierre Reveau, secrétaire administratif et financier du parti, indiquent que M. Longuet a été « un des principaux artisans de l'élaboration du programme des nationaux, surtout sur les problèmes de nationalité et de préférence nationale ». Les signataires « espèrent que leur camarade qui n'a pas hésité à faire preuve de courage physique contre la gauche, saura faire preuve de courage moral pour défendre au sein du PR, qui en a bien besoin, les idées de droite nationale, d'union, et de combat contre le seul adversaire de la patrie, les socialistes ».

ainsi que M. Antonio Carlos Magalhães, gouverneur de l'État de Bahia, a déclaré que le gouvernement devait manifester sa « compréhension » à l'égard de ceux qui l'avaient appuyé.

Editorialistes et observateurs brésiliens craignent qu'une telle attitude ne favorise le retour d'un certain clientélisme. Ils soulignent aussi, comme le quotidien économique *Gazeta Mercantil* dans son édition de lundi, que des « alliances comme celle entre le gouverneur de Rio (M. Leonel Brizola élu au premier tour) et celui de São Paulo peuvent beaucoup compliquer la tâche » du gouvernement actuel.

Le Parti des travailleurs, malgré la performance de son candidat Luis Inacio da Silva, dit « Lula », lors de l'élection présidentielle de décembre dernier, n'a, lui, finalement pas réussi à obtenir le poste de gouverneur de l'État de l'Acre que son candidat, M. Jorge Viana, pouvait espérer.

Le président Collor s'était félicité des résultats du premier tour et du bon déroulement du scrutin. Il a cette fois déploré le nombre élevé d'abstentions (près de 30 % des électeurs) et indiqué qu'il ne changerait pas son équipe en fonction de ces résultats. Mais les nuages s'amoncellent. Le plan de stabilisation de l'économie, lancé au lendemain de son accession au pouvoir au mois de mars dernier, commence à donner des signes d'essoufflement. Rien de catastrophique encore, mais la confiance s'érode quelque peu, et les indices ne sont guère encourageants.

L'inflation, contenue pendant six mois à un taux mensuel et inhabituel d'environ 10 %, vient de faire deux bonds successifs dans la mauvaise direction : 14 % en octobre et un peu plus de 15 % pour le mois de novembre, selon les chiffres officiels. Ces médiocres résultats ont sans nul doute influencé le choix des électeurs, tout comme les récentes et multiples révélations d'enrichissement illicite touchant de hauts fonctionnaires proches du pouvoir. Les électeurs ont en tout cas clairement adressé un avertissement au palais de Brasília.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

■ COLOMBIE : le cartel de Medellín a relâché un otage journaliste. - Le cartel de Medellín, qui a enlevé neuf journalistes, a relâché l'un d'entre eux, lundi 26 novembre. Il s'agit de Juan Vitta, rédacteur en chef de la revue *Hoy por hoy*, pris en otage avec cinq autres journalistes, le 30 août dernier, et que les narco-trafiquants ont libéré parce qu'il souffrait de problèmes cardiaques. (APF.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

On est flous

C'EST triste à dire, mais c'est vrai, elle est pas propre sur elle, la France. Tout pour la forme. Elle a beau s'habiller Saint Laurent, se parfumer Chanel et se farder Rochas, ils puent, ses dessous, ils sont pleins de taches, de trous. Bon, jusqu'ici on était pas trop incommodés par l'odeur acre, nauséabonde, du linge sale. Ses affaires, elle les planquait dans des placards fermés à clé. Et puis là, vous savez ce que c'est, il y en a un qui s'est ouvert, laissant échapper la vieille culotte de Nallet protégée par la campagne électorale du Mimi, et on s'est bouché le nez en poussant des hauts cris : Quelle horreur, c'est dégueulasse !

Du coup, Mame Charasse, la femme de ménage, est allée y mettre le nez. Elle rendit, la mère Michou-les-braselles, elle contrôle, elle menace, elle dénonce : Ça pue pas qu'à gauche, faut pas croire. Côté Jacquot, je demande à voir. Côté Chaban et Bez, c'est tout vu. Regardez un peu ce que j'ai trouvé dans les caisses noires du foot.

bordelés, et il y en a tout autant à Toulon. A Marseille, je dis pas, la Tapie, c'est une copine, mais bon, je vais quand même vérifier. Pour le principe.

Le principe qui consiste à s'offrir les chaussures à crampons les plus chères d'Europe quitta à les échauffer, à les couvrir de boue en mettant des putes dans le lit des arbitres et en se renouant, méritotées aux poignets, pour escroquerie, abus de confiance, complicité de faux et la suite. Si encore elles nous faisaient de l'usage, mais elles n'ont même pas été touchées de nous mener en Coupe du monde. Ah ! elle est belle, l'image qu'en donne aujourd'hui celui qui en était chargé, Darnon-Mondar, le M'sieur pub du foot français, inculpé lui aussi.

Pas fou, Affolou, le jeune et bel opticien répreneur des Girondins. Ça m'passe, vos journaux lui font de l'œil : il va avoir le contact, bouffer des lentilles et mettre ses joueurs en garde à vue. Question réclame, là, il a déjà marqué un but. Suffit, pour qu'il gagne la partie, que ses lunettes ne finissent pas au cabinet.

Par un lâcher de « mouches tueuses » stérilisées

L'éradication de la lucille bouchère devrait commencer très prochainement en Libye

Un porte-parole de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) a annoncé, le 26 novembre à Rome, que le premier avion apportant du Mexique des lucilles bouchères (*Cochliomyia hominivorax*) stérilisées arriverait en Libye le 3 décembre prochain. Un premier lâcher de 3,5 millions de mouches devrait être fait dans les jours suivants.

Cette « mouche tueuse », appelée en anglais « screwworm », est originaire d'Amérique. Elle est un fléau redoutable pour tous les animaux à sang chaud, homme compris : les femelles pondent dans toutes les plaies et éraflures ; là, leurs larves - ou asticots - dévorent leur « hôtes » vivants.

Elle a ainsi causé des dommages énormes aux troupeaux des États-Unis et du Mexique jusqu'à ce que ces deux pays décident, il y a une trentaine d'années, d'éradiquer le fléau. La méthode : « inonder » la région infestée par des millions de lucilles bouchères mâles stérilisés par irradiation dans une usine spéciale, installée au Mexique, capable

de produire 500 millions de mouches stériles par semaine.

La lucille bouchère a été signalée pour la première fois en Libye en 1988, sans que personne sache comment elle y était arrivée. Les Libyens, leurs voisins et la communauté internationale se sont tout de suite inquiétés, car cet insecte redoutable pourrait se répandre de proche en proche dans une vaste partie de l'Ancien Monde, et la situation deviendrait alors totalement incontrôlable. Pour le moment, la surveillance exercée par les Libyens semble avoir été efficace : la lucille bouchère n'a pas été signalée hors des quelques 25 000 kilomètres carrés (autour de Tripoli) où elle a commencé à apparaître.

Le coût du projet d'éradication de Libye de la lucille bouchère est estimé à 120 millions de dollars (600 millions de francs), dont 5 millions ont déjà été donnés par la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Finlande et la Suède, et dont 30 autres ont été promis.

Y. R.



La meilleure façon

de ne rien oublier

était

de penser à tout

CODE PÉNAL

Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables